

LE CENTRE D'OBSERVATION

et la Loi du 27 Juillet 1942
relative à l'enfance délinquante

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 7 Mars 1944 à 14 heures

par

Geneviève MAZO

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES

Suffragants { MM. HUGUENEY } Professeurs
 { LAGARDE }

PARIS

H. VAN ETEN
9, RUE GUY DE LA BROSSE

1944

FACULTE DE DROIT DE PARIS

Nom du Candidat : **MAZO**

Prénom : **Geneviève**

Date de la soutenance :

Numéro d'ordre :

(Ces deux mentions seront complétées par le service de la Bibliothèque)

MAZO (Geneviève). — Le Centre d'Observation et la Loi du 27 Juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. — *Paris*, imp. Jardin 1944, in-8°, 220 p.

(Thèse de Droit, Paris 1944.
N°.....).

MAZO (Geneviève). — Le Centre d'Observation et la Loi du 27 Juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. — *Paris*, imp. Jardin 1944, in-8°, 220 p.

(Thèse de Droit, Paris 1944
N°.....)

MAZO (Geneviève). — Le Centre d'Observation et la Loi du 27 Juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. — *Paris*, imp. Jardin 1944, in-8°, 220 p.

(Thèse de Droit, Paris 1944
N°.....).

MAZO (Geneviève). — Le Centre d'Observation et la Loi du 27 Juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. — *Paris*, imp. Jardin 1944, in-8°, 220 p.

(Thèse de Droit, Paris, 1944
N°.....).

LE CENTRE D'OBSERVATION

et la Loi du 27 Juillet 1942
relative à l'enfance délinquante

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 7 Mars 1944 à 14 heures

par

Geneviève MAZO

Président : M. DONNEDIEU DE VABRES

Suffragants { MM. HUGUENEY } Professeurs
 { LAGARDE }

PARIS
H. VAN ETEN
9, RUE GUY DE LA BROSSE

1944



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

A MES PARENTS

INTRODUCTION

« L'important aujourd'hui est moins de frapper fort que de frapper tôt. »

H. DONNEDIEU DE VABRES.

SOMMAIRE :

Augmentation de la délinquance juvénile. — La faillite de nos méthodes de rééducation. — La connaissance du sujet, base de la rééducation. — La sélection indispensable. — L'erreur de la détention préventive. — L'observation, premier jalon de la rééducation. Nécessité des Centres d'observation et de triage. — Plan de l'ouvrage.

1. Augmentation de la délinquance juvénile et de la récidive. — Deux ordres de chiffres peuvent retenir notre attention et nous inquiéter à juste titre, si nous examinons de près les statistiques officielles concernant la criminalité :

Ces statistiques traduisent tout d'abord une augmentation considérable du nombre des délinquants juvéniles. Nous voyons en effet, d'après les chiffres donnés par le Parquet de la Seine, qu'en 1938 4.790 affaires avaient à un titre quelconque appelé l'intervention du Tribunal, et que ce chiffre s'est élevé en 1941 à 10.784 affaires (délits, vagabondages, corrections paternelles, incidents à la liberté surveillée). Le nombre des instances en déchéance de puissance paternelle ou en « surveillance de la famille » n'est pas moins inquiétant : 906 affaires en 1941 contre 482 en 1938.

La criminalité juvénile ne cesse donc de gagner du terrain dans la jeunesse actuelle et — fait peut-être aussi alarmant — l'immoralité des parents suit elle-même une courbe ascendante, témoin l'augmentation très sensible du nombre des instances en déchéance. Les chiffres donnés par les Parquets de province ne sont hélas ! pas plus rassurants et l'on peut évaluer que pour l'ensemble du pays, le nombre des enfants passés devant le Tribunal saute de 11.000 en 1938 à 35.000 en 1942.

Que cette augmentation de la délinquance juvénile tienne aux circonstances très spéciales traversées depuis 1939, cela ne fait aucun doute. Guerre, exode, absence prolongée du père, souvent de la mère, sous-alimentation, inquiétude géné-

rale et, disons-le aussi, baisse de la moralité publique qu'entraîne inexorablement la pénurie des objets de première nécessité (on constate dans les délits un très gros pourcentage de vols alimentaires), tout cela conduit à voir plus que jamais nos enfants instables, nerveux, privés de milieu éducatif, exposés enfin à toutes les tentations de la rue. Doit-on leur en tenir rigueur alors que les adultes mêmes perdent si rapidement le contrôle de leur humeur ou, poussant aussi loin que possible la débrouillardise et la récupération, transgressent bien souvent avec désinvolture les règles les plus élémentaires de l'honnêteté.

Aussi, notre inquiétude pourrait-elle être apaisée en nous souvenant qu'une certaine augmentation de la délinquance juvénile avait été constatée également pendant la Grande Guerre et suivie ensuite d'une réduction sensible, si nous étions certains que c'est là un phénomène purement passager sans répercussion dans l'avenir et qu'une sage rééducation convertira ces petits en honnêtes gens et les préservera de la récidive. Comme le font remarquer MM. le Professeur Mazel et le Docteur Girard, qui depuis des années se penchent sur le problème de la délinquance juvénile à Lyon « l'augmentation du nombre des délits imputés aux mineurs porte surtout sur de petits délits et n'est pas le témoin de troubles caractériels graves » (1). Mais ils ajoutent qu'il est « fort probable que sous cette apparente benignité se prépare une génération particulièrement exposée à présenter des réactions antisociales. Proie facile à toutes les contaminations, ces nonchalants moraux seront vite des pervers ».

A l'œuvre de rééducation, que doit mettre en branle la comparution devant le tribunal, d'arrêter ces « nonchalants moraux » sur la voie de la délinquance et de porter remède au danger causé par les circonstances exceptionnelles que nous vivons.

2. La faillite de nos méthodes. — Hélas ! le deuxième ordre de chiffres que nous fournissent les statistiques ne nous permet pas d'être optimistes. Reconnaissons qu'en France, nous n'avons pas su empêcher le retour du délit, c'est-à-dire *réduquer*. Jusqu'ici, pas plus l'Administration Pénitentiaire dans ses établissements publics que nos œuvres privées, n'ont, dans l'ensemble, rendu à une vie normale *durable* les jeunes délinquants dont ils avaient à assurer le relèvement.

(1) MM. Pierre Mazel et P. Girard : « Deux aspects du problème social de l'enfance coupable ». Journal de Médecine de Lyon. 20 janvier 1942.

Le pourcentage des récidivistes adultes croît sans cesse (passant de 36 % en 1926 à 43 % en 1935 pour la Cour d'Assises et de 19 % à 26 % pour les tribunaux correctionnels), or, selon le témoignage du Docteur Heuyer (2) « la plupart des criminels récidivistes ont donné dès leur enfance et leur adolescence la preuve qu'ils avaient déjà des tendances antisociales » mais ces tendances antisociales, révélées lors d'un premier délit, n'ont pas été enrayées. En 1924, 46 % des mineurs libérés provisoirement par l'Administration Pénitentiaire, donc passés par des Maisons d'Education Surveillée, récidivaient. C'est dire que la récidive commence de bonne heure. Le Docteur Paul-Boncour (3), en 1936, sur 100 mineurs délinquants examinés en trouve 25 ayant fait l'objet d'une comparution antérieure devant le Tribunal, et le chiffre donné récemment par le Docteur Heuyer (46 % des mineurs examinés au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence) est encore plus alarmant. Ces chiffres accusent assez l'inefficacité de nos méthodes dites de « rééducation ».

M. Cannat, dans une thèse récente (4), cite le cas d'un jeune homme né en 1914 et dont le passé judiciaire est éloquent :

Il est, en 1927, acquitté comme ayant agi sans discernement ;

En 1930, condamné à 3 mois de prison pour vol ;

En 1930, condamné à 8 mois de prison pour vol ;

En 1932, condamné à 4 mois de prison pour vol ;

En 1932, condamné à 3 ans de prison pour vol ;

En 1937, condamné à 1 mois de prison pour infraction à une interdiction de séjour.

Ce cas n'est malheureusement pas exceptionnel et l'on peut dire qu'en France nous ne sommes pas encore parvenus à relever 50 % de nos jeunes délinquants. Faut-il jeter le manche après la cognée et vouer à la récidive certaine la moitié des enfants malheureux dont nos établissements sont actuellement surpeuplés ? Nos voisins belges par un patient labeur de rééducation sont arrivés à fabriquer des hommes honnêtes avec plus de 80 % de leurs délinquants mineurs, le chiffre de la récidive étant tombé de 85 % avant 1912 à 19 % aujourd'hui. Les données des statistiques américaines fournissent des chiffres analogues, le

(2) Docteur Heuyer : « Enquête sur la délinquance juvénile. Etude de 400 dossiers. » Editions Pour l'Enfance Coupable. Paris 1942.

(3) Docteur Paul-Boncour : « La formation professionnelle des délinquants mineurs anormaux ». Pour l'Enfance Coupable. Janv.-févr. 1939.

(4) P. Cannat : « Nos frères les récidivistes ». Paris Sirey 1942.

Docteur Wintsch (5) cite 80 % d'améliorés durables parmi les garçons sortis de la colonie agricole de Serix (Suisse).

3. La connaissance du sujet, base de la rééducation. —

Ce n'est pas qu'en France nous ne nous soucions pas aussi d'éducation ou de rééducation. Si la notion de peine est restée longtemps trop objective, fondée sur la gravité du délit et non sur la nature du criminel, il faut reconnaître que lorsqu'il s'est agi de la délinquance juvénile on est arrivé très vite à une notion beaucoup plus subjective prenant en considération la personnalité du jeune délinquant plus que le délit par lequel il s'était révélé dangereux. Notre droit pénal a vu de bonne heure, lorsqu'il était question de mineurs, que « c'était des êtres humains qui étaient en jeu, des êtres dont l'avenir moral et social était ainsi le résultat d'un problème à résoudre », selon le mot de M. Saleilles (6). Et l'on s'est soucié de rééduquer plus que de punir.

Déjà, la loi du 5 août 1850, créant les premiers établissements pour mineurs délinquants (7), est intitulée « Loi sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus » et, depuis, les circulaires du Ministre de la Justice sont nombreuses, qui témoignent du souci légitime de l'Administration Pénitentiaire de faire vraiment œuvre de rééducation, et non de gardiennage. Une loi du 23 août 1940 n'a même pour but que de remplacer les termes « d'envoi dans une colonie pénitentiaire » de l'article 66 du Code Pénal, par ceux de « conduite dans une institution publique d'éducation surveillée ».

Mais de la théorie à la pratique il y a un grand pas que nous n'avons malheureusement pas su franchir jusqu'à présent et nous touchons ici au point crucial du problème. Si le mot éducation n'est resté qu'un vain mot, c'est que pour éduquer, il faut connaître. Et l'on peut affirmer que les soi-disant éducateurs, ceux des établissements privés comme ceux des établissements publics, ignorent la personnalité de l'enfant qui leur est confié. Toute pédagogie digne de ce nom ne peut être basée que sur une connaissance approfondie du sujet. « La rééducation des jeunes dévoyés exclut toute standardisation » affirme M. le Professeur Etienne-Martin (8), et l'on pourrait dire cela de toute éducation, quel que soit l'individu, normal ou non, auquel on s'adresse. Car éduquer, ce n'est pas créer de toutes pièces

(5) Docteur J. Wintsch : « Les Enfants délinquants ». Payot et Cie. Lausanne 1939.

(6) R. Saleilles : « L'Individualisation de la Peine ».

(7) Nous savons qu'avant cette loi, les mineurs étaient invariablement placés dans les mêmes établissements pénitentiaires que les adultes.

(8) MM. Etienne-Martin et Mouret : « Les Enfants de Justice ».

un individu mais utiliser ses ressources profondes en les captant et en les dirigeant vers le bien : l'essentiel est évidemment de les connaître.

« Vous devez bien entendu, vous-même, connaître personnellement et complètement chacun de vos pupilles », recommande le Garde des Sceaux aux Directeurs des Maisons d'Éducation Surveillée, dans une circulaire de 1930. Mais comment pourraient-ils les connaître si aucun moyen ne leur en est donné, si l'enfant qui leur arrive n'a fait l'objet ni d'un examen médical sérieux, ni d'une étude psychologique véritable, ni d'une enquête sociale approfondie ? Or, aucune loi relative à l'enfance délinquante (à l'exception d'un décret-loi du 30 octobre 1935) n'a jusqu'ici rendu ces mesures obligatoires. D'ailleurs, n'est-ce pas avant que l'enfant soit envoyé dans tel établissement, avant que le choix ait été fait de telle méthode éducative plutôt que de telle autre, qu'il importe de le connaître ? N'est-ce pas à l'organisme qui fait ce choix, c'est-à-dire au Tribunal pour Enfants, d'orienter en *toute connaissance de cause* ? Pourquoi jusqu'ici n'avons-nous pas mis à profit la période d'instruction préalable au passage de l'enfant devant le Tribunal pour le soumettre à toutes ces méthodes d'investigation dont la science moderne nous a dotés et qu'utilisent si largement nos voisins belges pour la connaissance de leurs délinquants mineurs ? Ils estiment que « l'étude et le traitement de la délinquance exigent, pour chaque cas individuel, un examen en profondeur et en surface de la personnalité du délinquant, envisagée au double point de vue de ses manifestations extérieures et de ses ressorts psychologiques secrets » (9). Et dans ce but, ils ont créé leur magnifique centre d'observation de Moll dès l'année 1913.

Le centre d'observation et de triage, où seront examinés de façon méthodique et approfondie tous les enfants faisant l'objet d'une poursuite en justice, voici l'organisme qui nous a, jusqu'ici, fait défaut et qui seul permettra à nos établissements de rééducation de faire œuvre utile parce qu'il leur fournira l'élément premier de toute éducation qui est la connaissance du sujet. Depuis vingt ans, juristes et éducateurs l'ont réclamé en vain. Déjà en 1929, M. Donnedieu de Vabres écrivait : « Il faut perfectionner, par le recours à des méthodes d'individualisation meilleures, le choix de la méthode éducative que demande la nature propre de chaque enfant : il faut créer dans ce but, pour la période de l'instruction préalable, *des centres d'observations psychiatriques* » (10).

(9) A. Racine : « Les Enfants traduits en Justice ».

(10) H. Donnedieu de Vabres : « La Justice Pénale d'aujourd'hui ».

4. La sélection indispensable. — Ce centre répondra à une autre nécessité urgente : celle de la sélection. A l'heure actuelle, les établissements reçoivent un mélange effarant d'enfants de toute nature, des meilleurs et des pires, des débiles, des déséquilibrés, des impulsifs, des instables, des pervers, mêlés à des pervers constitutionnels inamendables et dangereux : d'où une contamination morale inévitable. Contamination physique aussi car le contact est fréquent, faute d'examen sérieux préalable (et de spécialisation des établissements qui les reçoivent ensuite), entre des enfants sains, tuberculeux, des ganglionnaires, des infirmes, voire même des petits syphilitiques.

Par une sélection préalable, le centre d'observation et de triage évitera désormais ces contacts pernicioeux et permettra d'appliquer à chaque cas la thérapeutique et la méthode éducative opportunes, qui ne peuvent être identiques pour toutes les catégories d'enfants délinquants comparaisant devant nos Tribunaux. « Le même traitement ne peut convenir à un arriéré simple et à un pervers, c'est perdre du temps et de l'argent que leur donner à l'un et à l'autre la même éducation » (11). Médecins et psychologues sont d'accord : à tendances différentes, traitements différents. « Une fugue de débile, un vol de ce débile, quelle que soit leur importance, ne doivent pas être réprimés comme ceux d'un pervers, d'un hystérique, d'un épileptique, d'un esprit faux, imaginaire, etc. » (12).

5. L'erreur de la détention préventive. — La contamination d'ailleurs n'attend pas, pour sévir, l'arrivée du mineur à la Maison d'Education Surveillée ou au Patronage. Il a souvent connu auparavant l'entassement à six ou sept dans une cellule de maison d'arrêt (13), certes dans un quartier réservé aux mineurs mais qui n'en revêt pas moins le caractère de prison. Ainsi, avant le premier essai, si délicat, de rééducation, le mineur aura connu les barreaux de la prison, ses geôliers, son atmosphère malsaine. Il aura pris rapidement la mentalité du détenu, révolté, traqué. M. Bancal a parfaitement stigmatisé le passage du mineur à la Maison d'Arrêt (14) pendant la période souvent longue de l'instruc-

(11) Docteur Heuyer : « Enfants anormaux et délinquants juvéniles ».

(12) MM. Collin et Rollet : « Traité de Médecine Légale Infantile ». Tome I.

(13) On sait que le Juge d'Instruction, lorsque le mineur se révèle dangereux, peut le faire détenir dans une maison d'arrêt pendant toute la durée de l'instruction, mesure encore trop fréquente faute de place ailleurs...

(14) J. Bancal : « Essai sur le redressement de l'Enfance Coupable, pp. 36, 37, 38.

tion, montrant combien ce « choc psychologique » laissera dans l'esprit de l'enfant des traces ineffaçables, compromettant l'œuvre future du rééducateur : « Aujourd'hui où l'on veut entreprendre sérieusement, sur le plan médical et psychologique, le redressement des perversions précoces, il est indispensable de fermer rigoureusement l'accès des prisons aux enfants que l'on va essayer d'amender. » Mais si l'on ferme l'accès des prisons aux enfants en détention préventive, encore faut-il leur ouvrir autre chose. C'est pourquoi partout à l'heure actuelle on s'ingénie à créer des « centres d'accueil », hâtifs, provisoires, insuffisants certes, mais répondant au premier souci des magistrats et des services sociaux : éviter à tout prix la prison, et destinés à se transformer le plus tôt possible en véritables Centres d'Observation (15).

Lorsque les Centres d'Observations existeront, la durée de l'instruction sera enfin mise à profit : le placement en observation du mineur remplacera enfin la détention préventive, mesure inutile et funeste à laquelle ne recourent actuellement qu'avec répugnance nos juges d'instruction lorsqu'il est vraiment trop dangereux de laisser l'enfant dans sa famille.

Outre qu'il permettra l'observation et la sélection du mineur, le Centre répond donc à une nécessité plus empirique-encore et plus urgente : lui éviter la prison.

6. L'observation, premier jalon de la rééducation. — Bien plus, au Centre l'enfant trouvera une atmosphère paisible et bienveillante, au moment où, venant d'être arrêté, il subit une dépression qui peut l'amener à réfléchir et à se confier. Cette transition entre le moment du délit et l'envoi en patronage ou dans une maison d'éducation surveillée peut être la base d'un commencement de réadaptation. Le passage de l'enfant au Centre préparera la tâche de l'éducateur. C'est ce qu'une éducatrice expérimentée, directrice du Centre d'Observation de Montlhéry (16), a pu constater : « Sans doute pouvons-nous dire que la majorité de nos équipières ont pris au Centre l'habitude de lutter et ont essayé elles-mêmes de comprendre leurs difficultés dont elles parlent maintenant en toute confiance à leurs éducatrices. »

(15) L'Assistance Publique est mal outillée pour recevoir les mineurs prévenus et ne les accepte que très difficilement. Les établissements privés regorgent de mineurs déjà jugés : rares sont les maisons dotées d'un quartier distinct « d'accueil » pour les prévenus.

(16) Ce centre, qui dépendait du Secrétariat à la Jeunesse, a été fermé dans le courant de l'année 1941 par suite de difficultés matérielles énormes.

7. Nécessité des centres d'observation et de triage, la loi du 27 juillet 1942. — Ces centres d'observation dont l'urgence est maintenant universellement reconnue existent, plus ou moins perfectionnés, dans la plupart des pays : Belgique, Italie, Portugal, Espagne, Autriche, Suisse, Angleterre, Allemagne, Danemark, Hongrie, Hollande, Etats-Unis, Mexique, Australie (17).

En France, depuis plus de vingt-cinq ans, la question est à l'ordre du jour et, récemment, des essais ont été tentés. Pas un centre d'observation digne de ce nom, à une ou deux exceptions près, sur lesquelles nous aurons à revenir, n'existait cependant au début de l'année 1942. Aucune loi relative à l'enfance délinquante ou moralement abandonnée ne prévoyait les Centres d'Observations, mais signalons que les Belges dont la loi de 1912, pièce maîtresse de leur régime, relatif à l'enfance délinquante, est contemporaine de la nôtre, et n'établissait pas davantage la nécessité du Centre d'Observation, se sont cependant, dès 1913, souciés d'en fonder un. M. Maus, directeur de l'Office belge de la Protection de l'Enfance, a pu dire à ce sujet : « La base du système, en ce qui concerne les enfants, est l'observation médico-pédagogique. Il y a un établissement central d'observation pour garçons à Moll, et un pour filles à Namur » (18).

« La question de l'enfance coupable, a-t-on écrit, n'est pas en Droit français un problème de texte. Nous avons bien assez de textes sur le sujet ; ce qui manque, ce sont les institutions nécessaires à leur bonne application » (19). L'institution capitale est, répétons-le bien, le centre d'observations et de triage depuis si longtemps préconisé. Faut-il, une fois de plus, constater que nous avons, nous Français, bien du mal à passer de la théorie à la pratique. Pas d'établissement de rééducation efficace sans cette « plaque tournante » faisant un triage préalable, selon le mot si juste d'une compétence en matière d'enfance coupable (20). Or, depuis un an, il y a du nouveau, puisqu'une loi du 27 juillet 1942 en a décidé la création. Ainsi, préconisée depuis si

(17) Consulter, à ce sujet, les très intéressants rapports faits à la Société des Nations sur :

« Les Services auxiliaires des Tribunaux pour Enfants ». Genève 1943 ;

« Les Institutions pour Enfants dévoyés et délinquants ». Genève 1934. ;

Et l'Enquête menée par Mlle Chaptal sur « L'Enfance en Danger moral ». Genève 1934.

(18) V. Maus : « L'Office Belge de la Protection de l'Enfance ». Revue de Droit Pénal et de Criminologie. Janvier 1927.

(19) V.-P. Coste-Floret : « La Réforme du Droit de l'Enfance Coupable ou en Danger Moral », Revue de Science Criminelle. Oct.-déc. 1941.

(20) H. Van Etten : « Ce qu'il faut savoir du problème de l'Enfance Coupable ». Ed. Pour l'Enfance Coupable.

longtemps, réalisée çà et là par des bonnes volontés éparpillées et consacrée enfin par un texte législatif, la création de Centres d'Observation et de Triage sera désormais un fait. C'est à l'étude de ces Centres que nous consacrons cet ouvrage.

8. Plan de l'ouvrage. — Nous retracerons tout d'abord *l'historique de l'observation des mineurs*.

Puis, faisant appel aux données de la médecine psychiatrique, de la psychologie et des sciences sociales, nous en indiquerons *les méthodes*.

Ceci nous permettra ensuite d'apprécier à leur juste valeur *les réalisations étrangères et françaises*, ainsi que les différents projets qui se font jour un peu partout sur notre territoire.

Enfin, dans une dernière partie, nous nous efforcerons de montrer *comment peut être conçu le Centre d'Observation* répondant aux besoins essentiels de l'heure, et dans le cadre de la loi du 27 juillet 1942.

PREMIÈRE PARTIE

**HISTORIQUE DE L'OBSERVATION
DES MINEURS DÉLINQUANTS
EN FRANCE**

CHAPITRE PREMIER

ÉVOLUTION DE LA QUESTION

9. Éléments de cette évolution. — L'observation est l'application d'un ensemble de technique permettant de connaître le passé de l'enfant et son milieu de vie (enquête sociale), son état physique (examen médical) et son état mental (examen médico-psychologique), ses capacités professionnelles (examen d'orientation professionnelle). Ces différentes techniques, que devra compléter l'observation quotidienne du comportement de l'enfant mis dans un milieu le plus possible normal pendant un certain temps, se contrôlent d'ailleurs les unes les autres et ne prennent toute leur valeur que si elles sont associées dans une synthèse qu'un établissement spécialisé comme le Centre d'Observation permettra désormais de réaliser.

Or, jusqu'ici, nous avons fait de l'observation en France, du moins depuis quelques années, mais de façon fragmentaire, en utilisant l'une ou l'autre de ces techniques, sans être parvenus à les réunir. C'est donc la pratique de l'enquête sociale, de l'examen neuro-psychiatrique, etc. dont nous retracerons l'évolution, la conception d'un *centre* d'observation proprement dit étant assez récente.

Il convient d'autre part de souligner que la question de l'observation du mineur délinquant est intimement liée à celle de la détention préventive, ou plus généralement des mesures que peut prendre le juge d'instruction pour la durée de l'information. C'est en effet, pendant le temps, souvent très long, qui va de la première comparution de l'enfant devant le magistrat instructeur jusqu'à l'audience du T. E. A. (1) où il sera définitivement statué sur son sort

(1) Tribunal pour Enfants et Adolescents.

que doit se faire l'observation méthodique du jeune délinquant permettant au Tribunal de prendre ensuite en pleine connaissance de cause la décision qui convient. Désirant faire l'historique de l'observation, nous serons par conséquent amenés à étudier ce qu'a été, depuis le Code de 1810, cette période d'instruction préparatoire dont l'utilisation judicieuse nous sera désormais assurée grâce au Centre d'Observation.

Signalons aussi que, si les textes législatifs, même les plus récents, sont à peu près tous muets sur la question d'une observation rationnelle du délinquant, celle-ci n'en est pas moins depuis longtemps au premier plan des préoccupations ministérielles. Dans le domaine de la pratique, d'autre part, certaines réalisations fragmentaires et dispersées, percent peu à peu, dues à de généreuses initiatives privées, devançant hardiment les textes législatifs toujours longs à éclore.

Textes législatifs, circulaires ministérielles et notes de l'Administration Pénitentiaire, projets de lois, réalisation de la pratique enfin, tout cela a plus ou moins préparé l'avènement de la loi du 27 juillet 1942, selon des courbes très diverses, qu'il convient d'étudier séparément.

SECTION I

LES TEXTES LEGISLATIFS

SOMMAIRE :

- § 1. — *Le régime du Code pénal.*
Absence totale d'observation.
- § 2. — *La loi du 19 avril 1898.*
Instruction préparatoire et mesures de garde.
- § 3. — *La loi du 22 juillet 1912.*
Innovations. — Insuffisances. — Décret du 15 janvier 1929 et Centre d'Observation.
- § 4. — *Les décret-lois du 30 octobre 1935.*
Les enfants moralement abandonnés. — La correction paternelle.
— Les vagabonds mineurs. — Enquête et examen obligatoires.

§ 1. — LE REGIME DU CODE PENAL

10. L'absence totale d'observation. — On sait que le législateur de 1810 se soucie fort peu de faire œuvre de « rééducation » des enfants coupables, s'attachant à découvrir leur degré de culpabilité, plus que leurs possibilités d'amendement et l'opportunité de telle ou telle méthode éducative. Il faudra attendre 1850 pour qu'un texte législatif pose le principe d'une « rééducation ». Aussi comprend-on qu'aucune observation du mineur n'ait été envisagée dans les articles du Code Pénal. On est plus étonné de constater que

l'instruction préalable n'ait pas été rendue obligatoire : comment pouvait-on apprécier en toute connaissance de cause si l'enfant avait agi ou non avec discernement, ce critérium servant de base à tout notre système pénal concernant l'enfant jusqu'à la loi de 1942 ? Les règles de procédure (à l'exception de la règle de compétence du Tribunal Correctionnel, dont l'enfant relevait pour ses crimes comme pour ses délits, et encore y dérogeait-on en certains cas), les règles de procédure étaient en effet celles du droit commun, où l'instruction, en matière correctionnelle, reste facultative. Le Tribunal pouvait donc être saisi par citation directe, rien n'interdisait d'ailleurs à l'égard du mineur la procédure, particulièrement expéditive et désavantageuse pour l'inculpé, du flagrant délit.

§ 2. — LA LOI DU 19 AVRIL 1898

11. L'instruction préparatoire et les mesures de garde. — Il fallut attendre 1890 et l'énergique intervention du Comité de Défense des Enfants traduits en Justice (1) pour que l'habitude s'établît à Paris de soumettre toutes les affaires de mineurs à une instruction préalable. L'Assistance Publique, en l'absence de centres d'accueil, mit à la disposition du Ministère de la Justice le Dépôt des Enfants Assistés de la rue Denfert-Rochereau pour y recevoir, pendant l'instruction, les enfants qu'il était préférable de soustraire à leur milieu. En dehors de ce dépôt, où il n'était évidemment pas question d'« observation » de l'enfant, mais simplement d'accueil, le juge d'instruction n'avait d'autre ressource pour le placement provisoire du mineur que l'internement en maison d'arrêt où la promiscuité avec les adultes n'était même pas toujours évitée (2).

Cette pratique, toute prétorienne, d'une instruction préparatoire fut consacrée par la loi du 19 avril 1898 « sur la répression des violences, voies de fait, actes de cruauté, et attentats commis envers les enfants ». La loi visait donc en principe les délits commis *sur les enfants*, mais l'article 4 en élargissait la portée : « Dans tous les cas de délits ou de crimes, commis *par des enfants* ou sur des enfants, le juge d'instruction commis pourra, en tout état de cause, ordonner, le Ministère public entendu, que la garde de l'enfant soit provisoirement confiée, jusqu'à ce qu'il soit intervenu

(1) V. R. Lualaba : « Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante en France et en Belgique », pp. 29 et suiv.

(2) Le principe de la séparation des adultes avait cependant été catégoriquement posé par un décret de 1891 sur la Correction Paternelle.

une décision définitive, à un parent, à une personne ou à une institution charitable qu'il désignera, ou enfin à l'Assistance Publique. »

Ainsi le juge d'instruction peut désormais enlever l'enfant à un milieu qu'il estime néfaste, sans pour cela l'exposer à tous les dangers de la détention en maison d'arrêt : par simple ordonnance il lui est possible de confier l'enfant à un parent ou à une personne charitable, à un établissement dépendant d'une œuvre privée ou de l'Assistance Publique. Le principe était bon (3) d'un placement provisoire pendant l'instruction. Mais le législateur ne songea pas à en tirer parti pour une meilleure connaissance de l'enfant et des causes de son délit. Ni enquête sociale, ni examen médical : comme source d'information on s'en tient à une simple enquête de police « reflet des rancunes de quartier et des potins de la portière » (4).

§ 3. — LA LOI DU 22 JUILLET 1912

12. Innovations. — La loi de 1912 marque un grand progrès dans le domaine de l'instruction préparatoire, et si elle ne pose pas le principe d'une observation de l'enfant méthodique et complète, du moins lui prépare-t-elle les voies. Ses innovations en la matière furent des plus heureuses :

1° L'instruction est rendue expressément obligatoire (sauf en cas de contravention, à moins qu'il ne s'agisse d'une contravention commise en état de récidive par un mineur de treize ans) :

ART. 2. — « Le Procureur de la République, informé qu'un fait qualifié crime ou délit a été commis par un mineur de treize ans, en saisit le juge d'instruction. »

ART. 15. — « Les tribunaux correctionnels seront saisis des délits, emportant peine d'emprisonnement, commis par les mineurs de treize à dix-huit ans, par renvoi du juge d'instruction ou de la Chambre des mises en accusation. Ils ne le seront, en aucun cas, par voie de citation directe. »

Ceci : a) même pour les infractions habituellement poursuivies par les administrations publiques (loi du 22 février

(3) Nous verrons qu'en pratique le législateur eut tort de trop compter sur « les personnes et institutions charitables », dont les ressources pécuniaires n'égalent pas toujours la bonne volonté. Quant à l'Assistance Publique, elle est bien mal outillée pour se voir confier de petits délinquants, et ne les accepte d'ailleurs qu'à son corps défendant. C'est pourquoi, faute d'établissements, la détention préventive en maison d'arrêt, si elle s'est raréfiée ces dernières années, n'a pas encore disparu de la pratique.

(4). V. article de Guibourg : « Revue des Tribunaux pour Enfants ». 1913, p. 20.

1921) ; b) même si le mineur a des coauteurs ou complices majeurs, avec lesquels il sera déféré devant le tribunal de droit commun (ceci n'intéresse que le mineur de treize à dix-huit ans, car, aux termes de la loi de 1912, l'enfant de moins de treize ans ne peut en aucun cas relever d'une juridiction de droit commun).

C'est d'autre part le juge d'instruction et non la Chambre des Mises en Accusation qui est compétente pour l'instruction des crimes déferés au Tribunal pour Enfants et Adolescents.

2° La mission du juge d'instruction est étendue par la loi, il n'a pas seulement à rechercher si le mineur est bien l'auteur d'un fait qualifié crime ou délit, il doit en outre, lorsqu'il s'agit de mineurs de treize ans, selon l'article 4, *procéder à une enquête* « sur la situation matérielle et morale de la famille, sur le caractère et les antécédents de l'enfant, sur les conditions dans lesquelles celui-ci a vécu et a été élevé, et sur les mesures propres à assurer son amendement ».

Au sujet de l'enquête dont feront l'objet les mineurs de treize à dix-huit ans, l'article 17 est plus laconique « le magistrat instructeur fait porter son enquête, en même temps que sur les faits incriminés, sur la situation matérielle et morale du mineur et de sa famille ».

3° Le législateur comprit que la mission très spéciale qu'il confiait aux juges d'instruction exigeait de ceux-ci qu'ils fussent dans la mesure du possible *spécialisés*. Aussi l'article 17 dispose-t-il que « dans les tribunaux où il existe plusieurs juges d'instruction, un ou plusieurs de ces magistrats, désignés par le premier président sur la proposition du procureur général, seront chargés spécialement de l'instruction des inculpations dont sont l'objet les mineurs de dix-huit ans » (5).

4° Par une innovation très heureuse, l'opportunité d'un *examen médical*, sinon l'absolue nécessité, est désormais reconnue par un texte législatif (art. 4 et 17).

5° Dans cette enquête si délicate sur le passé, la famille, la constitution physique et morale de l'enfant, le juge d'instruction va pouvoir se faire aider. Tout au moins la loi le prévoit-elle (art. 4) expressément lorsqu'il s'agit de mineurs de treize ans : « Le juge d'instruction pourra charger de cette enquête complémentaire un rapporteur, figu-

(5) Disposition pas toujours respectée dans certains tribunaux de province, où cependant la pluralité de magistrats instructeurs permettait la spécialisation de l'un d'eux.

rant dans une liste établie par la Chambre du Conseil au commencement de l'année judiciaire et choisi de préférence parmi les catégories suivantes : magistrats ou anciens magistrats, avocats de l'un ou de l'autre sexe, avoués ou avoués honoraires, membres de l'un ou l'autre sexe des sociétés de patronage reconnues d'utilité publique ou désignés par arrêté préfectoral, et membres de l'un ou l'autre sexe des comités de défense des enfants traduits en justice. »

« Ce rapporteur entend l'enfant, recueille près de toute personne tous renseignements et procède à toutes vérifications qui lui paraîtront nécessaires dans l'intérêt du mineur... il adresse à ce magistrat un rapport écrit constatant les résultats de ses investigations, que celui-ci complète s'il y a lieu... ».

Cette *institution des rapporteurs* n'était malheureusement pas prévue pour les mineurs de treize à dix-huit ans, l'article 17 n'y faisait, en effet, aucune allusion. Mais la pratique remédia peu à peu à cette lacune, sans doute involontaire, et l'usage se répandit de confier ces enquêtes, tant pour les mineurs de treize à dix-huit ans que pour les plus jeunes, à des services sociaux particulièrement compétents et dévoués. Les rapporteurs, la plupart du temps des assistantes sociales diplômées, furent donc en réalité de véritables spécialistes des questions de l'enfance. Nous verrons plus loin que cette institution malheureusement ne fonctionne pas toujours très bien en province, certains tribunaux n'ayant auprès d'eux aucun service social susceptible de faire des enquêtes (6).

6° Enfin, dernière mesure particulièrement importante : la loi de 1912 reprend et renforce les dispositions de la loi du 19 avril 1898 concernant la *garde de l'enfant*. Ici encore, elle distingue les mineurs de treize ans des plus âgés.

Pour les mineurs de treize ans, l'art. 3 nous dit que le juge d'instruction pourra « soit le remettre provisoirement à une personne digne de confiance, à une institution charitable reconnue d'utilité publique ou désignée par arrêté préfectoral, ou à l'Assistance Publique, soit le faire retenir dans un hôpital ou hospice, ou dans tel autre local qu'il désignera au siège du Tribunal compétent ». La détention dans un établissement pénitentiaire ne sera possible que dans le cas exceptionnel de prévention de crime et encore l'enfant devra-t-il être retenu séparément des autres détenus.

(6) V. *Infra* sur le Fonctionnement des Services Sociaux, les nos 29 et 30.

La loi, dans son art. 16, prévoit bien des mesures de garde analogues pour le mineur de treize à dix-huit ans, mais autorise l'envoi du mineur prévenu dans une maison d'arrêt.

7° Signalons enfin que, par l'art. 20, le Tribunal, s'il s'estimait insuffisamment informé sur la personnalité du délinquant de treize à dix-huit ans, pouvait *surseoir à statuer en prononçant provisoirement la mise en liberté surveillée*, sous la garde d'une personne ou d'une institution charitable qu'il désignait et dont il dirigeait l'action. Ceci laissait encore, une fois l'instruction terminée, la porte ouverte à une mise en observation avant la décision définitive de placement.

13. Insuffisances. — Que faut-il penser de cette loi au point de vue qui nous occupe : l'observation du mineur avant sa comparution devant le Juge ?

Il importe pour bien la comprendre de souligner que c'est une législation transitoire, compromis entre les règles traditionnelles de notre droit pénal et les idées nouvelles qui commençaient à gagner du terrain sous l'influence de l'école positiviste. Elle tient compte, en effet, de la personnalité du jeune délinquant et, si elle n'impose pas une étude scientifique de son milieu et de sa nature, du moins la rend-elle possible. Instruction obligatoire, enquête, examen médical, garde provisoire du mineur, autant de mesures protectrices qui d'ailleurs au début du siècle paraissaient hardies (7) et cependant ces mesures semblent à l'heure actuelle insuffisantes pour permettre une connaissance approfondie du jeune délinquant. On fait grief à la loi de 1912 de n'avoir pas rendu obligatoires l'enquête du rapporteur, l'examen médical. L'un et l'autre étaient laissés au choix du magistrat instructeur, avait-il la compétence voulue pour juger de leur opportunité ? Si la pratique de l'enquête sociale et de l'examen médico-psychiatrique fut si longue à s'introduire qu'à l'heure actuelle ils ne sont pas encore de règle partout, n'est-ce pas justement parce qu'aucun texte législatif ne les imposait ? (8)

(7) En lisant les commentaires de presse de 1913 et 1914, on se rend compte à quel point la loi de 1912, dans son ensemble d'ailleurs, innovait et apparaissait à beaucoup une dangereuse manifestation de faiblesse sentimentale à l'égard des « petits criminels ».

(8) Dès 1914, le docteur Heuyer, constatant que sur les 400 jeunes délinquants déférés au nouveau Tribunal des Mineurs de la Seine, 8 seulement avaient fait l'objet d'une expertise psychiatrique, déplorait que la récente loi n'eût pas rendu obligatoire l'examen médical. V. Docteur Heuyer, *Op. Cit.*, p. 15.

On regrette également que la loi n'ait pas définitivement fermé aux mineurs de treize à dix-huit ans les portes de la maison d'arrêt (elle l'avait bien fait pour ceux de treize ans). Sans doute offrait-elle au juge, entre différentes autres mesures de garde, le placement chez une personne charitable, dans un établissement privé ou de l'assistance. Mais nous verrons qu'en fait les uns et les autres étaient mal organisés pour recevoir les enfants les plus difficiles, ceux-là précisément qui ne peuvent être laissés dans leur famille. On continua donc à détenir dans les maisons d'arrêt une grande partie des jeunes inculpés ne pouvant être laissés en liberté pendant l'instruction.

Enfin, ajoute-t-on maintenant, enquête et examen, même obligatoires, ne sont pas des modes suffisants d'information : ce qu'il faut c'est une observation prolongée de l'enfant par un personnel spécialisé. Sans doute, mais on ne peut tenir rigueur au législateur de n'avoir pas institué il y a trente ans le Centre d'observation dont il était alors à peine question. Répétons-le, si nous n'avons pas en France d'outillage nécessaire au relèvement de nos jeunes dévoyés, outillage dont sont maintenant dotés la plupart des pays d'Europe et d'ailleurs, ce n'est pas la faute des textes mais de l'application routinière et un peu trop « à la lettre » qu'on en a faite. Seuls, en effet, le Portugal (9) et le Brésil (10) avaient ordonné dans leur « Code des Mineurs » un examen médical systématique et seul le législateur italien (11) avait expressément prévu la création de centres d'observation. Les Belges eux-mêmes, dont nous admirons la réalisation déjà ancienne du centre de Moll, avaient une loi de 1912 aussi incomplète et à peine plus explicite que la nôtre sur le chapitre de l'observation, mais « des les premières étapes du régime nouveau, écrit le ministre, M. Carton de Wiart, des hommes se révélèrent dans l'ordre judiciaire, dans l'administration, dans les œuvres, qui firent mieux encore que d'appliquer, suivant son esprit, une loi dont le sort était entre leurs mains. Ils donneront à cette loi une ardeur et un épanouissement de vie dont le bienfait n'a plus cessé de s'affirmer et de grandir » (12). Avec des bases législatives analogues aux nôtres, ils nous ont, et depuis longtemps, devancés (13).

(9) Décret du 15 mai 1925.

(10) Décret du 12 octobre 1927.

(11) Loi du 20 juillet 1934.

(12) V. Préface à « L'Enfant de Justice », de P. Wets.

(13) Il est vrai que la loi belge de 1912 avait créé l'Office de la Protection de l'Enfance qui, par son rôle de coordination et de contrôle de toutes les œuvres s'occupant de l'enfance délinquante et malheureuse, aida puissamment les bonnes volontés à « réaliser ».

Reconnaissons aux rédacteurs de la loi de 1912 le mérite, en permettant l'examen médical et l'enquête, d'avoir officiellement intéressé médecins et travailleurs sociaux au problème de l'enfance coupable. A l'heure actuelle, où nous voyons enfin poindre un peu partout des centres d'observations, ce sont encore les mêmes articles de la loi de 1912 qui nous régissent en attendant que soient mises en vigueur les dispositions de la loi du 27 juillet 1942.

14. Décret du 15 janvier 1929 et centre d'observation. — Le Centre d'observation fut cependant prévu dès 1929 par un décret portant règlement d'administration publique en exécution de l'art. 28 de la loi de 1912 et destiné à en préciser certaines modalités d'application. L'article premier de ce décret était ainsi conçu: « Le mineur de moins de treize ans auquel est imputée une infraction à la loi pénale qualifiée crime ou délit, est amené devant le Procureur de la République, par les voies les plus rapides, et soustrait autant que possible au contact de tous inculpés ou condamnés.

« Le Procureur de la République, les officiers de police judiciaire ainsi que les agents de la force publique chargés de la conduite du mineur peuvent, s'il est nécessaire, prendre avant l'intervention du juge d'instruction toutes mesures d'assistance provisoire qu'exige l'intérêt de l'enfant (14).

« En cas d'existence de centres de triage, le Juge d'instruction peut également au cours de l'enquête judiciaire, prescrire son placement dans une institution créée en vue d'opérer l'examen médical et le triage des mineurs au point de vue physiologique et moral. »

Ainsi était officiellement reconnue l'opportunité d'une observation et d'un triage des jeunes délinquants au moyen des centres spécialisés. Le ministre de la Justice y attachait une telle importance qu'il envoya une circulaire aux premiers présidents et procureurs généraux, destinée à leur en expliquer l'objet et le fonctionnement. Pourquoi l'usage de ces centres d'observation était-il limité à la catégorie des mineurs de treize ans ? Il ne put, hélas ! y avoir de jaloux : malgré les excellentes intentions du Garde des Sceaux, aucun examen méthodique ne put ni pour ceux-ci ni pour les plus âgés être organisé dans des centres d'observation et de triage, de tels établissements étant alors, et jusqu'à ces dernières années, absolument inexistantes.

(14) Ceci pour écarter le danger d'une promiscuité malsaine au poste de police avec des adultes de mauvais aloi retenus souvent dans le même local.

L'art. 3 de ce même décret, relatif aux mineurs de treize ans, nous intéresse également : « Si la Chambre du Conseil du Tribunal ou de la Cour d'appel juge utile d'ordonner un supplément d'informations, elle désigne à cet effet un de ses membres qui peut se faire assister d'un rapporteur figurant sur la liste prévue à l'art. 4 de la loi. » Donc, possibilité d'une enquête supplémentaire avant qu'il soit décidé du placement de l'enfant (l'art. 20 de la loi avait prévu une mesure identique à l'égard des mineurs de treize à dix-huit ans).

§ 4. — LES DECRETS-LOIS DU 30 OCTOBRE 1935

15. Les enfants moralement abandonnés — La correction paternelle. — L'un de ces décrets-lois relatifs à la « surveillance éducative de la famille » est venu assouplir notre système des déchéances de la puissance paternelle en complétant la loi du 24 juillet 1889 dont l'art. 2 prévoit désormais dans son § 7 qu'à défaut d'une instance en déchéance devant la Chambre du Conseil du Tribunal Civil, lorsque le bien physique et moral des enfants est compromis par la simple négligence des parents, le Président du Tribunal, sur requête du Ministère Public, pourra prendre des mesures « d'assistance éducative ». Il n'est pas question d'observation de l'enfant, mais l'art. 4 de la loi de 1889 spécifie que le procureur doit faire procéder à une enquête sur la situation de la famille du mineur et sur la moralité de ses parents. Au surplus, la surveillance éducative étant le plus souvent confiée à des services sociaux, ceux-ci font habituellement, à Paris du moins, procéder aux examens médicaux et psychiatriques nécessaires.

Un autre de ces décrets-lois, modifiant profondément l'esprit de la correction paternelle en faisant d'elle un instrument d'amendement et non de punition de l'enfant difficile (les portes de la maison d'arrêt lui seront dorénavant fermées), ne nous intéresse pas directement. Non que le Juge, Président du Tribunal Civil, n'ait pas à connaître l'enfant pour fixer la nature et la durée de son placement, mais la loi ne prévoit dans ce but aucun examen, enquête ou observation préalables. Grâce à l'initiative privée, la pratique remédia rapidement à cette lacune législative.

16. Les vagabonds mineurs — Enquête et examen médical obligatoires. — Un troisième décret-loi enfin, « relatif à la protection de l'enfance » et remaniant le régime des mineurs vagabonds nous retiendra plus longtemps.

Pendant plus d'un siècle, le vagabondage des mineurs fut considéré comme une infraction ordinaire à la loi

pénale ; le sort des enfants vagabonds était identique à celui des adultes, réglé par les mêmes articles du Code Pénal (art. 270 et 271), avec un seul tempérament apporté par une loi du 28 avril 1832 remplaçant pour les mineurs de seize ans la peine d'emprisonnement par celle d'interdiction de séjour (15). C'est dire qu'aucune mesure d'information spéciale ne permettait de connaître le cas du jeune vagabond arrêté.

Une loi de 1921 vint très judicieusement caractériser le vagabondage du mineur : « Sont considérés comme vagabonds les mineurs de dix-huit ans qui, ayant, sans cause légitime, quitté soit le domicile de leurs parents ou tuteurs, soit les lieux où ils étaient placés par ceux à l'autorité desquels ils étaient soumis ou confiés, ont été trouvés soit errants, soit logeant en garnis et n'exerçant régulièrement aucune profession, soit tirant leurs ressources de la débauche ou de métiers prohibés. » La question de leur discernement ne serait pas posée, et le Tribunal, « après les avoir déclarés par jugement coupables de vagabondage », ne pourra prendre à leur égard que des mesures éducatives. Au point de vue de l'instruction préalable, de l'enquête et de l'examen médical, le régime qui leur était appliqué était donc celui de la loi de 1912. Comme le jeune délinquant ordinaire, le petit vagabond pouvait subir une détention préventive en maison d'arrêt ou être placé provisoirement dans quelque établissement charitable, s'il s'en trouvait un consentant à le recevoir. Et cette question de son placement provisoire avant qu'il soit statué sur son sort était capital : si, dans certains cas, en effet, l'on peut sans danger laisser le jeune délinquant ordinaire parmi les siens, il n'en va pas de même de l'enfant vagabond, essentiellement instable, fugueur, et appartenant neuf fois sur dix à une famille dissociée ou vivant dans la débauche.

Or, les décrets-lois de 1935 vinrent modifier profondément le régime du mineur vagabond. Celui-ci n'est plus un délinquant. Il est donc soustrait aux dispositions de la loi de 1912. C'est le Président du T.E.A. qui sera compétent et non le Tribunal lui-même pour décider des mesures de placement. Elles sont d'ailleurs limitées à l'envoi de l'enfant chez une personne ou dans une institution charitables, ou à l'Assistance Publique (art. 3). Ce décret-loi, inspiré par le légitime souci de ne prendre à l'égard de ces mineurs que de bienfaisantes mesures en vue de leur relèvement, nullement répressives, rencontra, en pratique, de grosses

(15) Peine apparemment plus douce, mais combien néfaste pour l'enfant qu'elle arrachait à son cadre habituel de vie sans le lui remplacer.

difficultés d'application. Ni l'Assistance Publique ni les œuvres privées n'étaient aménagées pour recevoir ces enfants particulièrement difficiles, et le plus souvent vicieux ; d'où les risques de contagion pour les autres enfants assistés et le peu de résultat obtenu dans le relèvement des vagabonds, que l'Assistance et les œuvres ne recevaient d'ailleurs qu'avec réticence. C'est pourquoi, malgré le désir du législateur de 1935 de soustraire cette catégorie de mineurs à l'Administration Pénitentiaire, nous voyons aménager à cette époque pour eux quelques locaux de la prison de Fresnes.

Quant à la garde provisoire du jeune vagabond pendant la période d'information, question nous intéressant plus spécialement, nous rencontrons toujours les mêmes difficultés. Le décret-loi prévoyait, en effet, que l'on procéderait à une enquête et à un examen médical (art. 3), et que pendant ce temps (16) les mineurs seraient confiés préventivement à un « établissement spécialement habilité à cet effet » ou à l'Assistance Publique (art. 2) ; le mineur ayant déjà fait l'objet d'une décision définitive, s'il enfreignait cette décision, pouvait même être placé préventivement dans un « dépôt spécial » (art. 4) en attendant sa comparution à nouveau devant le Président. Ces « établissements spécialement habilités à cet effet », ce « dépôt spécial », qui auraient dû être précisément ces fameux centres d'observation dont on réclamait la création depuis quelques années, ne virent jamais le jour. Il y eut bien un essai d'accueil dans un pavillon séparé de l'Ecole Départementale de Montesson, mais cet essai fut éphémère. Quant à l'Assistance Publique, aux patronages, ils ne furent pas plus empressés à recevoir provisoirement les jeunes vagabonds arrêtés, que ceux que leur confierait définitivement le Président du Tribunal.

L'absence d'instruments, en l'espèce de centres d'observation et d'établissements d'éducation appropriés, rendit inefficace cette réforme de 1935. Il faut cependant lui reconnaître le mérite d'avoir institué, pour une catégorie de mineurs au moins, la compétence d'un juge unique, le Président du Tribunal, et la *pratique obligatoire de l'enquête et de l'examen médical* avant toute décision définitive.

(16) Le décret-loi supprime la pratique d'une « instruction » proprement dite : c'est le Président du Tribunal, ou son délégué, qui procèdera à l'information. Il ne faut pas regretter la réunion en la personne d'un juge spécialisé de la juridiction d'instruction et de la juridiction de jugement, cette confusion existe en Belgique et en Italie pour toutes les affaires de mineurs et donne de bons résultats.

SECTION II

L'OPINION

SOMMAIRE :

§ 1. — *La doctrine.*

Influence des écoles criminalistes. — Les Congrès internationaux et l'observation prolongée des mineurs.

§ 2. — *Les projets de lois.*

Le Centre d'observation régional est à l'ordre du jour.

§ 3. — *Les circulaires ministérielles.*

Leur objet. — Détention préventive et mesures de garde. — Extension du bénéfice de l'enquête, organisation de l'examen médical. — Appel à l'initiative privée pour la création de maisons d'accueil et d'observation.

§ 1. — LA DOCTRINE

17. Influence des écoles criminalistes. — S'il faut attendre 1912 pour que soient officiellement prévus enquête et examen, et trente ans encore pour que soit reconnue l'absolue nécessité d'une observation prolongée du mineur, ce n'est pas faute à la doctrine d'avoir depuis longtemps réclamé ces indispensables modes d'investigation de la personnalité du délinquant.

On connaît la position très objective du Code Pénal, soucieux du crime plus que du criminel, et cherchant à punir le coupable plus qu'à le relever. L'usage, cependant, des circonstances atténuantes, prévu par plusieurs textes législatifs de la première moitié du dix-neuvième siècle, amena le juge à utiliser fréquemment les données de la médecine mentale, dont les progrès récents permettaient d'apprécier le degré de responsabilité du délinquant et d'y proportionner la peine. C'est en 1824, dans l'affaire Papavoine, que, pour la première fois, l'on fit appel, en Cour d'Assises, au corps médical. L'école néo-classique ne fut d'ailleurs pas étrangère à cette évolution de notre droit pénal, ses représentants faisant de la peine un instrument non seulement de répression mais aussi de relèvement.

Néanmoins ce fut surtout l'école positiviste italienne qui, durant le dernier quart du dix-neuvième siècle, voyant dans la peine un moyen pour la société de se défendre de ce fléau social qu'est la criminalité, préconisa dans ce but l'étude approfondie du crime et du criminel, préparant ainsi largement les voies à la médecine psychiatrique des délinquants et aux données de la sociologie. « L'école italienne, écrit M. Saleilles, a substitué l'individualisation fondée sur la nature de l'agent à l'individualisation néo-classique fondée

sur la responsabilité » (17). Sous l'influence des doctrines positivistes, médecins et sociologues se trouvèrent désormais directement intéressés au problème de la criminalité et plus particulièrement de la criminalité juvénile. Car s'il est un moment où la Société a intérêt à connaître la nature de l'agent du crime, c'est bien lorsque, celui-ci étant jeune, il est temps encore de s'en défendre.

18. Les congrès internationaux et la question de l'observation prolongée. — Aussi n'est-on pas étonné de voir l'observation des mineurs demandée dès 1900 par un professeur de l'Université de Moscou, M. Tarassow, lors d'un congrès réunissant les représentants des colonies pénitenciaires russes. En 1904, au Congrès Pénitentiaire International de Budapest on remet la question à l'étude : « Y a-t-il lieu de créer des établissements d'observation pour les jeunes délinquants, les enfants vicieux ou moralement abandonnés ? Si oui, quelle en doit être l'organisation ? » « Le succès de la correction des mineurs, affirmait-on, dépend de la connaissance des qualités subjectives du détenu » (18).

N'est-il pas surprenant de constater que ce problème, auquel nous venons seulement d'apporter des solutions, se trouvait si nettement défini il y a quarante ans sur le plan international ?

Les criminalistes n'étaient pas seuls à réclamer l'observation des mineurs traduits en justice. Dès 1905, le docteur Simon, saisissant l'intérêt qu'il pouvait y avoir à connaître le niveau mental de l'enfant délinquant, chercha à utiliser auprès du Tribunal ces fameux tests d'intelligence qu'il venait d'imaginer avec Binet. Mais après quelques essais, il y dut malheureusement renoncer faute de place, ne disposant pour ce faire que « d'un bout de couloir tellement encombré de papiers qu'on pouvait à peine se mouvoir » (19). Cependant l'idée faisait son chemin et dans un ouvrage paru en 1906, M. le Professeur Cuhe et M. le Docteur Mouret affirment à nouveau l'urgence du Centre d'Observation.

Lors des travaux préparatoires au Congrès International de Washington, en 1910, M. de Casabianca, alors substitut au Tribunal de la Seine, dénonce la « dangereuse contamination » auquel est exposé l'enfant détenu en maison d'ar-

(17) R. Saleilles, op. cit., p. 124.

(18) V. « Le Congrès de Budapest ». Revue Pénitentiaire. Févr. 1904, p. 291, T. 28.

(19) Docteur Simon ; « Bulletin de la Société Alfred Binet ». Juin-juillet 1936,

rêt parmi des adultes, et demande l'examen psychologique et l'étude de son milieu, comme pouvant seuls permettre de « remédier sans tarder aux causes génératrices de son premier méfait ou de ses défaillances prochaines ». Ses conclusions sont très nettes : absolue nécessité d'une enquête approfondie, d'un examen médical et d'une observation de quelque durée, dans un établissement n'ayant aucun caractère pénitentiaire.

En 1921, MM. Nobécourt et Schreiber, spécialistes de psychiatrie infantile, élargissent le problème et préconisent le passage dans un asile d'observation de tout enfant vicieux ou coupable, qu'il soit ou non l'objet d'une instruction judiciaire (20).

Quelques années avant, M. Rollet, juge au T.E.A. de la Seine, faisait examiner les mineurs de la Correction Paternelle à la clinique du docteur Collin, alors qu'il n'est prévu dans les textes du Code Civil relatifs à cette correction paternelle aucun moyen pour le Président du Tribunal de connaître l'enfant objet de la requête. Au deuxième Congrès International pour la Protection de l'Enfance, qui tint ses assises en juillet 1921 à Bruxelles, la règle d'une observation scientifique de tout mineur déficient est à nouveau à l'ordre du jour et unanimement adoptée.

§ 2. — PROJETS DE LOIS

19. L'institution d'un centre d'observation régional est proposée. — Plusieurs projets de lois sont les témoins de ce mouvement d'opinion qui s'était peu à peu affirmé et devait aboutir à la loi de 1942.

Dès 1930, un député, M. Blacque-Belair, avait fait une proposition de résolution, en faveur d'une connaissance vraie de l'enfant coupable. En janvier 1935, quelques mois avant ces décrets-lois qui ne surent pas donner une solution satisfaisante au problème de la garde des mineurs vagabonds pendant l'information, M. Rollin, député, avait remis au Garde des Sceaux un projet de loi, qui, entre autres innovations, prévoyait la création de centres régionaux d'observation et de triage, recevant de façon très large petits délinquants, vagabonds, enfants en danger moral, ou simplement difficiles ou anormaux confiés par les parents, l'école, etc. L'originalité du projet consistait, en outre, en la réorganisation des Tribunaux pour Enfants dont la compétence était étendue, chaque région, et il y en avait huit,

(20) « Revue Philanthropique ». Janv. 1921.

devenant le siège d'un Tribunal et d'un Centre d'Observation jumelés. Le même principe inspire notre loi du 27 juillet 1942 : on mit huit ans pour aboutir à un texte législatif.

En 1936, projet de loi Lagarde « instituant des tribunaux pour le jugement des affaires concernant les mineurs » : le centre est à nouveau prévu, et dans les moindres détails de procédure, pour recevoir, de façon obligatoire ou facultative les jeunes délinquants, vagabonds, mineurs de la correction paternelle ou ceux dont les parents sont l'objet d'une instance en déchéance, ceux enfin victimes d'un crime ou d'un délit commis sur leur personne. Ils recevront également l'enfant pendant les délais d'opposition ou d'appel, ou le pupille qui, placé par autorité judiciaire, aura, par sa fuite, provoqué un incident à la liberté surveillée. Ces centres seront, selon les cas, de simples lieux d'accueil ou de véritables maisons d'observation.

Cette même année, le Ministre de la Justice, M. Marc Rucard, s'élève contre la détention préventive en maison d'arrêt « état de chose choquant pour le cœur et pour la raison » et présente lui aussi un projet de loi où nous retrouvons centres d'hébergement et centres d'observation : 74 des 89 centres prévus seraient départementaux et d'hébergement, les 15 autres régionaux, équipés pour l'observation, tout en servant de lieux d'accueil pour les enfants du département. Chaque tribunal départemental serait ainsi muni d'un centre, soit d'hébergement, soit d'observation. Le projet prévoyait en détail la façon dont se poursuivrait l'observation au Centre et le personnel dont il serait doté à cet effet.

Une autre proposition de loi, embrassant, cette fois, tout l'ensemble du statut des mineurs délinquants et vagabonds fut déposé en 1937 sur le bureau de la Chambre, par M. Campinchi. Parmi toutes les réformes contenues dans ce vaste projet, nous y remarquons l'obligation des enquêtes médico-sociales et l'aménagement de Centres d'Observation et de Triage.

De tous ces projets de loi successifs, aucun, hélas ! ne fut retenu, mais du moins préparèrent-ils la réforme de 1942, dont le rapporteur peut affirmer avec raison « qu'elle est depuis longtemps attendue » ! (21).

§ 3. — CIRCULAIRES MINISTERIELLES

20. Leur objet. — La détention préventive, l'information, l'enquête sont d'ailleurs depuis longtemps l'objet des pré-

(21) V. Rapport au Chef de l'Etat, « J. O. », 13 août 1942.

occupations du Ministère de la Justice. Ses réalisations furent lentes et bien incomplètes, on ne peut cependant lui reprocher de s'être désintéressé de la question.

21. Détention préventive et mesures de garde. — On s'était rendu compte depuis longtemps des méfaits d'une détention subie au milieu d'adultes. Dès 1832, une circulaire ministérielle on démontre le danger, « une prison ne sera jamais une maison de correction », déclare-t-elle. Et cela aboutira aux réformes de la loi de 1850 « sur l'éducation et le patronage des jeunes détenus ». A la fin du dix-neuvième siècle, on ne voit plus que très exceptionnellement dans les quartiers d'adultes des mineurs purgeant leurs peines, mais l'on y rencontre fréquemment de jeunes prévenus, échoués là à défaut d'autres lieux d'accueil, et sans que l'on se préoccupe le moins du monde de les examiner et d'ouvrir une enquête à leur sujet. On sait que la loi de 1898 (v. *supra* n° 11) posa le principe, repris ensuite par celle de 1912, d'une garde provisoire du mineur en dehors de tout établissement à caractère pénitentiaire.

La remise à l'Assistance Publique était une des mesures que pouvait prendre le Juge d'Instruction, dès 1914, le Garde des Sceaux en voit le danger, et conseille, dans une circulaire aux Parquets, de ne pas généraliser ce mode de placement, et de n'y recourir que dans les cas très exceptionnels lorsqu'il s'agit d'enfants de plus de treize ans.

22. Extension du bénéfice de l'enquête, organisation de l'examen médical. — Dans la même circulaire, il explique l'utilité de l'enquête facultative confiée à des rapporteurs par la loi de 1912 et prévue uniquement d'ailleurs pour les mineurs de treize ans. « Rien ne s'oppose, ajoute-t-il, à ce que le magistrat instructeur fasse officieusement appel à leur concours lorsqu'il s'agit de mineurs de treize à dix-huit ans. »

En octobre 1927, une circulaire du Parquet de la Seine autorise l'examen médico-psychologique des garçons détenus préventivement à la Petite-Roquette et cet examen est rendu obligatoire, en juillet 1929, pour tous les détenus, filles et garçons, de Fresnes et de la Petite-Roquette. En février de la même année, le Garde des Sceaux avait demandé que l'examen médical des prévenus, détenus ou libres, fût fait par un spécialiste « en attendant que des organismes permettant un examen médico-psychologique et une enquête médico-sociale soient créés dans les centres importants » (22). La création de centres de triage était,

(22) V. R. Albernhe : « La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants de justice ». Th. Droit, Montpellier, p. 44.

en effet, à l'étude, et nous savons que leur utilisation, par les Juges d'Instruction, avait été prévue par le décret du 15 janvier 1929.

Une circulaire de la Chancellerie, du 26 mars 1931, demandait aux magistrats instructeurs de s'efforcer que soient recherchées les aptitudes professionnelles des jeunes délinquants, mais en confiait malheureusement le soin aux Offices d'Orientation Professionnelle ordinaires (23).

23. Appel à l'initiative privée pour la création de maisons d'accueil et d'observation. — L'absence d'organismes spécialisés se faisait durement sentir. L'administration s'en rendait compte, mais faute de pouvoir les créer elle-même, en raison, semble-t-il, de la trop grande modestie des crédits budgétaires qui lui étaient alloués, elle en suggéra la création aux organismes privés. Une circulaire du Ministre de la Justice, du 8 avril 1935, demande aux magistrats de grouper dans chaque arrondissement des personnes « d'une honorabilité incontestée disposées à s'intéresser bénévolement aux enfants en danger moral », et dont l'initiative consisterait à créer, grâce à la générosité locale, des maisons d'accueil. Ces ressources privées furent trop vite épuisées, et ceci explique la vie éphémère de petites maisons d'observation lancées à l'époque et appelées à disparaître peu après. Une autre circulaire de la Chancellerie, du 12 novembre 1936, parle également « d'institutions d'accueil, d'observation, de triage, d'où les mineurs de dix-huit ans seraient dirigés suivant le cas et après décision de l'autorité compétente, soit sur des établissements de traitement médico-pédagogique, soit sur des établissements de discipline », mais ne donne pas de meilleurs résultats pratiques...

Au début de l'année 1941, M. Donnedieu de Vabres déplorait l'absence de Centres d'Observation et de Triage « dont la création, écrit-il, est depuis si longtemps et si unanimement réclamée qu'il est déconcertant de voir combien la réalisation en est lente » (24). Il semble bien que notre incapacité à résoudre de façon satisfaisante cette donnée du « problème de l'enfance coupable » qu'est la connaissance approfondie du jeune délinquant ait eu, comme véritable cause, non l'absence de textes législatifs ou l'incompréhension de nos administrateurs, mais de

(23) V. sur ce point les remarques très opportunes de M. le Professeur Etienne-Martin, op. cit., p. 106 à 110.

(24) H. Donnedieu de Vabres : « A propos d'un livre nouveau sur les tribunaux pour enfants », Pour l'Enfance Coupable, Mars-avril 1941.

misérables embarras pécuniaires bien regrettables lorsqu'il s'agit d'une œuvre aussi urgente que le relèvement d'une partie de notre jeunesse !

SECTION III

LA PRATIQUE

SOMMAIRE :

§ 1. — *La détention préventive.*

Aménagement de quelques maisons d'arrêt. — La détention reste en général mal organisée. — Le premier Centre d'observation de l'Administration pénitentiaire.

§ 2. — *L'enquête sociale.*

Les premières enquêtes. — Les services sociaux. — Appréciation.

§ 3. — *L'examen médico-psychiatrique.*

Les consultations de neuro-psychiatrie infantile. — La clinique du docteur Heuyer. — Insuffisances actuelles de l'observation médico-psychiatrique.

§ 4. — *L'observation prolongée.*

Création de quelques maisons d'observation. — Leur pénurie avant la loi du 27 juillet 1942.

24. Enumération. — Comment la pratique essaya-t-elle de combler, peu à peu, les lacunes de notre système pénitentiaire ?

Nous savons que l'observation rationnelle du mineur soulève différents problèmes :

Détention préventive,

Enquête sociale,

Examen médical,

Garde provisoire du mineur.

Ces divers aspects d'une même question se sont, selon les nécessités de l'heure et sans cohérence, plus ou moins modifiés et perfectionnés.

§ 1. — LA DETENTION PREVENTIVE

25. Aménagement de quelques maisons d'arrêt. — *A la fin du dix-neuvième siècle*, les prisons contenaient encore beaucoup de mineurs en prévention, mélangés aux adultes. On connaît les louables intentions du législateur de 1912 qui voulut réduire cet état de fait lamentable en lui substituant, chaque fois que l'enfant ne pouvait être laissé aux parents, la garde provisoire dans des établissements charitables ou à l'Assistance Publique, de façon obligatoire pour les prévenus de moins de treize ans, et facultative pour les plus âgés. Mais ces derniers étant difficilement acceptés, il fallut bien continuer à les confier aux

maisons d'arrêt. C'était exposer l'enfant aux dangers de la promiscuité, de l'oisiveté, dans une atmosphère de prison, c'était, en outre laisser sans solution le problème de son observation dans un milieu sain et normal : L'Administration Pénitentiaire, impuissante à créer des Centres d'Observation, s'efforça du moins d'apporter des améliorations de détail au régime néfaste de la détention préventive.

Les années 1929 et 1930 virent un progrès marquant dans le département de la Seine. On ferma aux enfants l'accès de la Petite-Roquette, où le manque absolu d'hygiène des locaux et la médiocrité des soins physiques et moraux avaient soulevé de vives critiques, bien justifiées. On aménagea à la place un quartier spécial de la prison de *Fresnes*, où, à la suite de plusieurs circulaires précitées, il fut procédé à l'examen médico-mental des mineurs, vagabonds ou délinquants. Les notes de l'instituteur auquel était confié l'enfant, l'enquête poursuivie par les services sociaux parisiens, l'examen médical tout cela aidait le directeur de la prison à soumettre au Tribunal une proposition de placement. On retrouve là les premiers éléments d'un centre d'observation. *Dans le courant de 1936* fut créée sur place une annexe médico-psychiatrique, sous la surveillance de Mlle le Docteur Badonnel, et qui permit l'examen mental systématique de l'enfant dès son arrivée à Fresnes. Malheureusement, c'était toujours le régime de la prison, la surveillance par des agents de l'Administration Pénitentiaire, la mise en cellule, l'absence d'occupations éducatives, le manque de service social sur place et une hygiène encore défectueuse.

A *Lyon*, sous l'impulsion de M. le Professeur Etienne-Martin, et avec l'aide de la Faculté, pareille amélioration fut apportée au régime des prisons Saint-Paul et Sainte-Marguerite, où étaient détenus délinquants et délinquantes mineurs. Un quartier distinct leur fut réservé, où ils purent être désormais examinés régulièrement au point de vue médico-psychiatrique. Un régime spécial leur fut appliqué. Ils sont, à l'heure actuelle, confiés à un moniteur « Compagnon de France » et leur emploi du temps quotidien consiste en heures de classe, d'éducation physique, de chants, de cercle d'études (25). Comme à Fresnes, on fournit au Juge un rapport réunissant, en quatre chapitres, tous les

(25) Signalons une heureuse initiative de ce genre prise récemment à Aix-en-Provence : en l'absence de centres d'observation, une équipe d'étudiants en droit se rend à la maison d'arrêt et donne aux mineurs des cours d'éducation générale, d'histoire, de français, de calcul, de dessin, de bricolage, de gymnastique, etc. Leurs observations sont d'ailleurs très utilement transmises au magistrat.

détails de l'observation : identité et nature du délit, antécédents héréditaires et situation familiale, examen médical (examen physique-examen psychique), conclusions. Cette étape vers le Centre d'Observation, si insuffisante qu'elle paraisse maintenant, n'en représentait pas moins, à l'époque, une réelle amélioration dans le sort des prévenus placés en maison d'arrêt (26).

A l'instar de Lyon et de Fresnes, quelques autres grandes villes : Lille, Marseille, Toulouse, Bordeaux, purent réformer le régime de la détention préventive des mineurs.

26. La détention préventive reste, en général, mal organisée.

— Mais il n'en fut pas de même dans les maisons d'arrêt plus modestes, où, malgré circulaires ministérielles et notes de l'Administration Pénitentiaire, il était bien rare qu'un quartier fût exclusivement réservé aux jeunes prévenus.

Le rapport de l'Inspection Générale des Services Administratifs sur le fonctionnement des Maisons d'Education Surveillée en 1938 (27) donne un tableau objectif de la situation : ici, c'est un mineur que l'on trouve, sans travailler d'ailleurs, dans l'atelier des adultes parce qu'il ne veut pas rester seul, là, une jeune prévenue passant toutes ses journées avec le reste de la population parce que l'on craint qu'elle ne se suicide... D'observation, il n'est évidemment pas question, pas même un examen médical sérieux : le plus souvent, il est vrai, une première visite a lieu à l'entrée, mais c'est tout, il est même des prisons où l'enfant, comme le prisonnier adulte, ne voit le médecin que s'il le demande ! Les pupilles sont livrés à eux-mêmes, dans la plus grande oisiveté, subissant à longueur de journée dans la cellule ou le dortoir communs une terrible promiscuité : dans une prison de l'Ouest, trois mineurs occupent le même dortoir dont les dimensions sont à peine suffisantes pour que les trois lits, collés les uns à côté des autres, puissent y tenir, aucun espace ne subsiste entre les lits extrêmes et les murs, de sorte qu'ils ne peuvent être atteints que par le pied, parmi ces trois mineurs l'un est poursuivi pour attentat aux mœurs...

Tel était le régime de la détention préventive, en 1938, et elle durait parfois cinq ou six mois... Ne croyons pas, d'ailleurs, qu'on y recourait rarement : en cette même

(26) On verra (infra n° 31), que parallèlement à cet examen systématique des jeunes détenus, fut organisée l'observation de tous les mineurs prévenus, laissés ou non en liberté provisoire.

(27) V. ce rapport dans le Bulletin de l'Union des Sociétés de Patronage, 1940, n° 2.

année 1938, sur 2.096 inculpés dans le ressort du Tribunal de la Seine, 989, soit plus de 47 %, furent incarcérés (chiffre comprenant les vagabonds, bien que le décret du 30 octobre 1935 rendit impropre à leur égard le terme d'« inculpé »).

27. Le premier Centre d'Observation de l'Administration Pénitentiaire. — Les prisons de Fresnes et de Lyon étaient l'exception, et ce n'étaient après tout que des prisons, *une prison ne pourra jamais devenir un lieu d'accueil et d'observation.*

Et voici, qu'en 1940, Fresnes est en partie réquisitionné par l'armée d'occupation, ne sont plus alors disponibles les 240 cellules ordinairement réservées aux mineurs et ceux-ci sont provisoirement installés dans un quartier d'adultes où une centaine de cellules leur sont attribuées. Le nombre de ces mineurs incarcérés atteignait en novembre le chiffre de 250 (28) et monta même jusqu'à 325... c'est dire qu'ils se trouvaient entassés à trois ou quatre par cellule : cela offrait le double danger du régime commun et du régime cellulaire !

Il fallut cette situation extrême pour qu'une réalisation satisfaisante vit enfin le jour en matière de détention préventive : le 1^{er} avril 1941, l'Administration Pénitentiaire ouvrit, pour le ressort du Tribunal de la Seine, un Centre d'Observation de garçons, 19, rue de Crimée, dans les anciens locaux, assez exigus, d'un pensionnat maçonnerie qu'elle aménagea au mieux, afin d'éviter l'internement prolongé des enfants à Fresnes. Ils continuaient cependant à y séjourner une huitaine de jours, au moins, Fresnes servant de lieu de triage et n'envoyant en fait à l'observation rue de Crimée qu'un nombre restreint de mineurs, paraissant amendables : 287 sur 1.115, en 1941. Nous verrons que cette solution imparfaite n'a pas été éliminée, et comment le tri ne s'opère plus depuis 1942 à Fresnes mais dans un misérable quartier de la caserne des Tourelles. Les filles, elles, furent presque toutes réparties entre le Refuge de Chevilly et le Dépôt de la rue Denfert-Rochereau, il n'en reste plus à Fresnes en détention préventive qu'un très petit nombre (une quarantaine environ).

§ 2. — L'ENQUETE SOCIALE

28. Les premières enquêtes. — En l'absence d'observation prolongée, on conçoit toute l'importance de l'enquête sociale

(28) Il était de 119 en novembre 1939...

dans la décision que le Tribunal était appelé à prendre. Jusqu'en 1912, il ne fut pas question de se renseigner sur le passé, la famille, la nature de l'enfant. Depuis la loi du 19 avril 1898, les affaires étaient, il est vrai, soumises à une instruction préalable, mais celle-ci apportait plus de lumières sur le délit que sur la personne de son auteur. La loi de 1912, donnant aux juges la possibilité de confier à un rapporteur le soin de l'enquête lorsqu'il s'agissait d'un mineur de treize ans, est à l'origine de l'essor des grands services sociaux se partageant actuellement la besogne auprès des tribunaux importants. Il fallait, en réalité, pour faire un bon rapporteur avoir acquis un certain usage des milieux populaires, connaître à fond le problème de la délinquance juvénile, avoir déjà pratiqué des enquêtes. C'est pourquoi l'institution des rapporteurs ne fonctionna pas de façon satisfaisante dès l'entrée en vigueur de la loi. On ne savait d'ailleurs au juste comment devait être menée cette « enquête », innovation de 1912.

Or, en 1920, à l'une des audiences du T.E.A. de la Seine une jeune étudiante en lettres, Miss Chloé Owings, préparant une étude sur le fonctionnement du Tribunal, se vit chargée d'entreprendre une véritable étude sociale sur un cas concret qui lui fut confié. Ce fut la première enquête et l'origine du Service Social de l'Enfance en Danger Moral, dont Miss Owings fut la présidente-fondatrice. Grâce à l'appui de M. Henri Rollet et de M. le Président Aubry, et sous l'impulsion de Mme Spitzer, ce service social fut officiellement chargé, dès 1923, d'aider le Tribunal dans son rôle de protecteur de l'enfance. Ces deux magistrats avaient, en effet, compris l'absolue nécessité d'une enquête dans les cas de correction paternelle, afin de connaître la cause profonde de l'inquiétante conduite d'un enfant, autrement que par les rapports de police qui ne rendent compte que des faits.

Très rapidement, le Service fut amené à collaborer également avec le magistrat instructeur dans les cas de délinquance. Il s'était assuré le concours du Docteur Simon, dont les examens médico-psychiatriques complétaient heureusement l'enquête. A partir de 1926, le Tribunal de la Seine confie même au Service Social de l'Enfance la surveillance officielle de certaines familles où les parents, déficients par incapacité ou indignité, ne s'étaient toutefois pas rendus suffisamment coupables pour faire l'objet d'une instance en déchéance selon la loi de 1889. Cette pratique inspira le décret du 20 octobre 1935, organisant officiellement l'« assistance éducative ».

29. Les services sociaux. — D'autres œuvres sociales

s'étaient peu à peu organisées à Paris et en province, et l'on avait par ailleurs étendu le bénéfice de l'enquête aux enfants de plus de treize ans.

Trois services fonctionnaient à Paris en 1932, on songea à cette époque à les spécialiser :

Le *Service Social de l'Enfance* (29) fut chargé des enquêtes sur les mineurs de treize ans,

La *Sauvegarde de l'Adolescence* (30) eut à s'occuper de ceux de plus de treize ans, détenus garçons et détenues filles inculpés de vol, et prévenus des deux sexes laissés en liberté,

On confia aux *Marraines Sociales* (31) le soin d'enquêter sur toutes les prostituées détenues et sur une partie des prévenues libres,

Un quatrième service « *L'Aide Morale à la Jeunesse Traudite en Justice* » (32) offrit également son concours au Tribunal de la Seine à partir de 1935, dans les affaires de mineurs délinquants.

Un fichier central fut enfin constitué, permettant à chacun de ces services sociaux de faire son travail, sans empiéter sur celui des autres, et de profiter, le cas échéant, d'une documentation préalablement acquise par l'un d'eux.

Le Service Social de l'Enfance et la Sauvegarde de l'Adolescence ont une organisation très complète d'enquêtes, de consultations médicales, de placement. Ils fournissent, en outre, au Tribunal, pour le contrôle de la liberté surveillée, de précieuses déléguées particulièrement au courant des questions de l'enfance déficiente, dans la personne de leurs assistantes sociales. En 1941, l'œuvre de la rue du Pot-de-Fer s'assurait le concours de vingt-deux assistantes (il en comptait une, en 1923), et aidait le Juge dans 1.242 affaires de mineurs (dont 609 affaires de déchéance paternelle ou surveillance éducative). La même année, la Sauvegarde de l'Adolescence, plus spécialisée dans les cas de délinquance, avait mené 258 enquêtes approfondies sur des mineurs délinquants et 115 enquêtes sur de jeunes vagabonds.

30. Appréciation sur le fonctionnement des services sociaux. — Cette collaboration des services sociaux et du Tribunal, née de l'initiative et de la générosité privées, prit tout son essor dans les années précédant immédiatement la guerre de 1939, elle est remarquable à Paris, les pou-

(29) Administration : 15 bis, rue du Pot-de-Fer, Paris (5^e).

(30) Siège Social : 21, rue Jacob, Paris (6^e).

(31) : Siège Social : 25, avenue de Wagram, Paris (17^e).

(32) Siège Social : 175, boulevard Saint-Germain, Paris (6^e).

voirs publics s'y sont peu à peu intéressés, et après bien des réticences, les ont enfin subventionnés (33) : ce sont, en quelque sorte, des institutions privées d'intérêt public.

En province, le Tribunal eut plus de difficultés à s'assurer le concours d'œuvres privées compétentes, souvent d'ailleurs il ne s'en préoccupait guère : routine, ou manque de ressources locales. Avant la guerre, sauf dans les ressorts de tribunaux importants (34), l'enquête sociale était rare, et même inexistante auprès des petits tribunaux. Depuis 1940, par toute la France, de gros progrès ont été réalisés dans ce domaine, les magistrats se soucient maintenant de découvrir assistantes sociales compétentes et crédits suffisants afin d'organiser des services d'enquêtes perfectionnés. Mais la délinquance s'est accrue depuis quatre ans dans de telles proportions qu'actuellement, dans les grands centres, l'enquête n'est plus assurée de façon systématique. Les Parquets, submergés, sont obligés d'expédier rapidement les affaires de mineurs. Pour cette raison, à Versailles, par exemple, les délinquants ne sont plus actuellement l'objet d'une enquête sociale. A Paris, en 1941, pour un chiffre total de 6.896 inculpations de mineurs, l'ensemble des services sociaux n'assura que 1.965 enquêtes, on leur confia alors de préférence les affaires de vagabondage, plus complexes et ne comportant jamais d'instruction judiciaire.

Quoi qu'il en soit, l'enquête sociale est longtemps demeurée en France le seul mode d'investigation répandu et véritablement au point. Dans le mouvement d'opinion qui, de longue date, prépara l'avènement du Centre d'Observation par la loi du 27 juillet 1942, ces services sociaux jouèrent un rôle important, démontrant par leurs enquêtes très poussées la nécessité d'une connaissance approfondie de l'enfant.

(33) Un des services sociaux parisiens devait envisager, en 1937, sa fermeture, faute de l'appui financier des pouvoirs publics : son cri d'alarme fut enfin entendu et les subventions du Ministère de la Santé et du Ministère de la Justice lui permirent heureusement de continuer son œuvre bien-faisante.

(34) Deux services de Province présentent des particularités intéressantes :

a) Le *Service d'Hygiène Mentale Infantile et Juvenile de Seine-et-Oise*, fondé en 1935, dont l'action de dépistage s'étend à tout le département, grâce à un réseau d'assistantes sociales rayonnant dans les douze arrondissements, chacun de ceux-ci, d'ailleurs, est doté d'un centre de consultations médico-pédagogiques.

b) La *Protection Toulousaine de l'Enfance*, qui centralise tous les services sociaux s'occupant de l'enfance dans la région : ainsi l'assistante du Service de l'Enfance Déficiente se trouve-t-elle en rapports constants avec les assistantes du Tribunal, du Service des Caisses de Compensation, des Hôpitaux, de l'Orientation Professionnelle, etc.

§ 3. — L'EXAMEN MEDICO-MENTAL

31. Les consultations de neuro-psychiatrie infantile. — C'est également à l'initiative privée que sont dues en majeure partie les quelques réalisations satisfaisantes en matière d'examen médico-psychiatrique. La loi de 1912 avait bien donné, il est vrai, au Juge d'Instruction la possibilité d'y recourir, mais on constatait, en 1920 six ans après l'institution du T.E.A. dans le département de la Seine, que 2 ou 3 % seulement des mineurs délinquants passaient entre les mains d'un médecin-expert commis par le Tribunal.

Les *services sociaux* comprirent heureusement l'utilité qu'il y avait à compléter leurs enquêtes par un examen psychiatrique. Aussi les mineurs délinquants passent-ils, en général, par une consultation médico-mentale, lorsque fonctionne près du Tribunal un service social d'enquêtes, soit que le service assure lui-même sa propre consultation (c'est le cas à Paris du Service Social de l'Enfance), soit qu'il dirige l'enfant sur un dispensaire d'Hygiène Mentale, une consultation d'hôpital, un Office d'Orientation Professionnelle, etc.

Dans les villes universitaires, le concours des *Facultés de Médecine* fut souvent précieux. C'est ainsi qu'à Lyon, depuis 1930, le Laboratoire de Médecine Légale procède à l'examen et au triage, non seulement des jeunes détenus de la maison d'arrêt, mais de *tous les prévenus libres des deux sexes*, laissés à leur famille ou confiés en garde provisoire aux établissements hospitaliers de la ville. Cet examen médico-psychologique est placé actuellement sous la direction de M. le Professeur Mazel.

Egalement en 1930, à Marseille, puis à Saint-Etienne, Nancy, Versailles, Toulouse, Lille, furent créées de semblables consultations pour les jeunes délinquants et les enfants moralement abandonnés.

D'autre part, en 1927, sur la proposition du M. Aubry, alors Président du T.E.A. de la Seine, on avait procédé à des essais d'examens neuro-psychiatriques à la Petite-Roquette. Un service fut, dès lors, organisé par le Docteur Roubinevitch, origine de cette *observation à l'intérieur des maisons d'arrêt*, dont nous avons déjà parlé.

32. La clinique du Docteur Heuyer. — Il convient de souligner la très importante contribution du Docteur Heuyer à la pratique des examens d'enfants délinquants. Dès 1925, il apportait son concours au Patronage de l'Enfance

et de l'Adolescence (35), annexant à la maison d'accueil de ce patronage, pour y examiner les mineurs de passage, une clinique de neuro-psychiatrie infantile. Y furent également examinés des enfants envoyés par les écoles, les familles et principalement de jeunes délinquants que lui confiaient certains services sociaux du T.E.A. de la Seine. En 1938, 4.332 enfants délinquants ou déficients passèrent à la clinique de la rue de Vaugirard (36).

33. Insuffisances actuelles de l'observation médico-psychiatrique. — Cet usage, de plus en plus répandu d'examiner physiquement et mentalement les « enfants du Tribunal » fut un acheminement vers le Centre d'Observation. Depuis 1949, l'effort s'est encore intensifié en province (37). Malheureusement, nous l'avons dit, Parquets et Services Sociaux sont débordés. A Paris et à Versailles, les enfants délinquants ne sont plus systématiquement l'objet d'un examen médical.

D'ailleurs, dans ces consultations médico-pédagogiques, les mineurs ne sont pas soumis à une observation prolongée ou simplement approfondie, l'examen est un peu rapide. Dans la consultation de tel grand centre urbain où la criminalité juvénile a fait des pas gigantesques depuis trois ans, le médecin est obligé d'examiner jusqu'à quinze enfants dans une même après-midi, alors qu'il ne devrait pas en voir plus de six, pour faire œuvre vraiment féconde.

§ 4. — L'OBSERVATION PROLONGEE

34. Création de quelques maisons d'observation. — On sait que les lois de 1898, 1912, les décrets-lois de 1935 firent appel aux œuvres charitables pour recevoir en garde provisoire pendant la durée de l'instruction les mineurs qui ne pouvaient être laissés dans leurs familles et à qui l'on désirait cependant épargner la néfaste détention préventive.

Dans la mesure de leurs faibles ressources pécuniaires certaines œuvres privées songèrent ainsi à utiliser comme

(35) Patronage dit « ouvert » : œuvre de placement à la campagne de garçons délinquants que lui confie après jugement le Tribunal de la Seine, avec maison d'accueil, 379, rue de Vaugirard, Paris (15°).

(36) La guerre vint malheureusement suspendre son activité, mais en 1942, les services du docteur Henyer furent transportés à l'Hôpital des Enfants Malades, 149, rue de Sèvres, où il examine actuellement une majorité d'enfants anormaux, dont très peu de délinquants.

(37) Signalons, entre autres, la récente organisation, à Clermont-Ferrand, du Service du Professeur Lagache, sur lequel nous aurons à revenir.

véritable moyen d'observation prolongée la garde des mineurs qui leur étaient confiés. On peut signaler en ce sens à Paris l'œuvre de la Tutélaire, qui, dès 1920, recueillit dans sa maison d'observation de la rue Blomet des fillettes en placement temporaire. Pareil effort fut entrepris pour les garçons par le Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, lequel, avec l'aide de la Clinique Annexe, fondée par le Docteur Heuyer, procéda jusqu'à la guerre de 1939 à l'observation d'une grande partie de ses pupilles (38). Mais la meilleure réalisation du genre fut certainement le *Foyer de Soullins*, ouvert en 1929 à Brunoy (Seine-et-Oise), par le Service Social de l'Enfance, maison d'observation psychologique et de traitement, recevant des enfants délinquants ou moralement abandonnés, la plus parfaite, jusqu'à ce jour, des œuvres françaises d'observation et de rééducation.

Là encore, l'initiative privée suppléa autant qu'elle le put (le Foyer de Soullins n'accepte malheureusement que des mineurs de quatorze ans) à la carence des pouvoirs publics.

Quelques autres centres virent le jour en application de la circulaire du 8 avril 1935 (*Supra* n° 23) : la maison d'observation de Lyon qui, par manque de subventions suffisantes, n'eut qu'une durée éphémère et, dans le courant de l'année 1937, les centres du Havre et de Saint-Etienne. L'appui des pouvoirs publics fit malheureusement défaut à toutes ces bonnes volontés, alors que le décret du 30 octobre 1935, faisant appel à des « établissements spécialement habilités » pour recevoir en garde provisoire les mineurs vagabonds désormais soustraits à la maison d'arrêt, n'avait fait que rendre plus urgente encore la collaboration des œuvres privées !

A la fin de l'année 1941, sous les auspices du Secrétariat de la Jeunesse, s'ouvrit un Centre Féminin de Triage à Montlhéry qui ne fonctionna que six mois, et restera cependant une expérience intéressante dans les annales de l'observation. On y employa la méthode dite « du pavillon aéré », les équipières, toutes des caractérielles (39), dont certaines délinquantes, et âgées de plus de quatorze ans, étant réparties en petites familles autonomes. Le Centre de

(38) Le Tribunal de la Seine avait également à sa disposition l'asile dépositaire de l'Assistance Publique, à Paris, 74, rue Denfert-Rochereau, recevant les mineurs des deux sexes, mais bien mal outillé pour faire œuvre utile en matière d'observation.

(39) Présentant des anomalies du caractère : instables, paranoïaques, etc... Nous reviendrons sur ces troubles dans la deuxième partie de notre ouvrage.

Montlhéry, grâce à des méthodes d'investigation très au point (examens médico-psychiatriques assurés régulièrement par Mlle le Docteur Sorin et application du programme éducatif des Centres de Jeunesse offrant de multiples occasions de noter les réactions de l'équipière en face d'activités normales), se proposait d'indiquer le placement convenant le mieux à la nature de la jeune fille.

35. Leur pénurie, avant la loi du 27 juillet 1942. — Notons que l'observation du mineur après sa comparution n'était pas plus réalisée par l'établissement auquel il était envoyé que celle du jeune prévenu pendant l'instruction, de sorte que, ni avant ni après la décision du Tribunal, on ne savait à quoi s'en tenir sur la véritable nature du mineur et le mode d'éducation le plus favorable à son relèvement. Pas plus dans les colonies de l'Etat, que dans les établissements privés, patronages fermés ou ouverts, n'existaient de « sections d'observation », si ce n'est en mots (40). En réalité, à de rares exceptions près (41), on mettait le plus souvent le pupille à l'isolement pendant une quinzaine de jours, « en l'absence complète de tout procédé scientifique d'observation », écrit M. Bancal.

En bref, lors de l'avènement de la loi du 27 juillet 1942, *il n'existait en France que trois maisons équipées spécialement pour recevoir des mineurs en observation* :

— La Tutélaire, œuvre privée, subventionnée par l'Assistance Publique ;

— Le Foyer de Soullins, réalisation du Service Social de l'Enfance ;

— Le Centre de la rue de Crimée, appartenant à l'Administration Pénitentiaire.

Si les autres tentatives avaient plus ou moins totalement échoué, c'est que l'organisation des centres d'observation dotés de spécialistes et de laboratoires s'était révélée complexe et coûteuse, dépassant les limites de la charité privée, sur laquelle avaient trop misé les pouvoirs publics pour la création de tels organismes. « Ces difficultés, écrit M. Donnedieu de Vabres, expliquent la lenteur d'une réalisation dont l'application de la loi de 1912 avait fait, depuis longtemps, apparaître la nécessité » (42).

(40) V. à ce sujet J. Bancal, op. cit., p. 44 et 45. Nous venons d'apprendre l'organisation toute récente de véritables sections d'observation dans les colonies publiques de Saint-Maurice et de Saint-Hilaire, où le nouvel arrivant passera désormais un mois avant d'être mêlé au reste des pupilles.

(41) Citons : La section d'observation de l'Ecole Théophile Roussel, à Montesson (Seine-et-Oise), institution départementale présentant un système pavillonnaire bien compris.

(42) H. Donnedieu de Vabres : « Commentaires de la loi du 27 juillet 1942. Recueil critique Dalloz, Juin 1943.

CHAPITRE II

LA LOI DE 1942

ÉTAT ACTUEL DE LA QUESTION

SOMMAIRE :

Sa portée, ses innovations, ses lacunes. — Ni unification législative, ni unité d'action.

36. Portée de la loi. — Après tous les projets de loi restés sans lendemain et quelques réalisations dues à de généreuses initiatives insuffisamment coordonnées, le Centre d'Observation fut enfin l'objet d'un texte officiel : la loi du 27 juillet 1942 (1). Elle avait été élaborée en 1941 par les bureaux de l'Education Surveillée. Les circonstances de guerre ayant rendu plus que jamais urgents la connaissance et le triage des innombrables enfants inéduqués, délinquants ou non, en vue de leur réadaptation sociale, le Secrétariat Général à la Jeunesse et le Commissariat Général à la Famille avaient également senti la nécessité de recourir, avant tout essai de redressement, à des méthodes d'investigation poursuivies dans des établissements spécialisés. Entre cette tâche de sauvetage à accomplir et les pauvres moyens de fortune dont on disposait jusqu'alors, il y avait un grand fossé qu'il fallait combler...

Le Ministère de la Justice s'y employa, mais limita son action aux enfants relevant directement de lui : les délinquants seuls sont l'objet de la loi du 27 juillet 1942 (2). Était-il besoin d'une loi pour organiser en leur faveur ces fameux centres d'observation ? On peut en douter. Ce que l'on désirait, c'était une refonte complète de notre statut de l'enfance coupable et en danger moral, cette unification législative que d'autres projets de loi récents avaient judicieusement prévus : le législateur de 1942 maintint résolument la distinction entre enfants délinquants et enfants non délinquants. Mais, dans son esprit, le Centre d'Obser-

(1) Dès mars 1942, une circulaire lui préparait les voies en interdisant formellement le séjour des pupilles à la maison d'arrêt.

(2) V. texte de la loi dans le « Journal Officiel » du 13 août 1942.

vation devait être une annexe du Tribunal, afin d'éviter les frais excessifs et inutiles qu'entraînerait l'installation de trop nombreux centres, il fallait réduire le nombre des juridictions pour mineurs : une loi nouvelle était nécessaire.

37. Principales innovations. Rôle du Centre d'Observation.

— D'autre part, la loi de 1912 avait fait de la notion de discernement le critérium des mesures à appliquer aux mineurs de treize à dix-huit ans ; or, en fait, ce n'était jamais en fonction du discernement qu'on réglait le sort de l'enfant, et c'était au contraire afin de pouvoir prendre telle mesure opportune qu'était affirmée la présence ou l'absence du discernement (3). Le critérium s'étant révélé absolument inutile, il fallait le supprimer et ce fut un autre but poursuivi par la loi de 1942, établissant la présomption absolue d'irresponsabilité de tous les mineurs de seize ans prévenus de délits (art. 17). La loi du 22 juillet 1912 et toutes les lois venues par la suite la compléter étant abrogées (art. 35), il y a là un changement radical de notre législation pénale relative aux mineurs délinquants.

Le législateur prétend de plus instaurer une procédure souple et rapide, en deux phases dont la première est marquée par la comparution éventuelle du mineur devant la Chambre du Conseil du Tribunal Civil, laquelle peut ou bien laisser l'enfant à sa famille, ou bien saisir le T. E. A. (art. 7, 8, 9, 10), ouvrant dans ce cas une deuxième phase de procédure. On peut douter que cette procédure, se déroulant en réalité en trois temps, puisqu'avant de comparaître en Chambre du Conseil le mineur passe entre les mains du Juge d'Instruction, permette des solutions plus rapides : l'expérience le dira. Nous verrons en examinant de près dans notre quatrième partie le fonctionnement du Centre d'Observation à quel moment de la procédure est prévue son utilisation et comment en principe le législateur ne lui accorde après tout qu'un rôle assez restreint, puisque le recours au Centre d'Observation n'intervient qu'au troisième temps, lorsque la Chambre du Conseil juge bon de saisir le Tribunal... La création de Centres d'Observation n'en reste pas moins, il est vrai, une des innovations les plus heureuses.

L'opposition étant désormais impossible (art. 12), il est à prévoir qu'aucun mineur ne pourra être jugé pendant son absence, parce que « la procédure par défaut, écrit M. Donnedieu de Vabres, s'adapte mal à une justice pénale

(3) V. à ce sujet les si justes remarques de M. Baccal, *op. cit.*, p. 40 et suiv.

où la personne de l'inculpé joue un rôle dominant » (4). S'il en est ainsi, on peut espérer que sera couramment pratiquée l'observation médico-psychologique du sujet.

La loi est d'ailleurs si peu explicite sur ce chapitre du Centre d'Observation, comme sur beaucoup d'autres (5), qu'il est bien difficile de préjuger de l'application qui pourra en être faite avant que soit paru le règlement d'administration publique annoncé dans l'art. 34, à l'heure actuelle encore objet d'études de la part de quatre commissions du Ministère de la Justice.

38. Quelques lacunes. — Après vingt années de fonctionnement des services sociaux et des consultations médico-psychologiques, à la demande et à la satisfaction des magistrats, on peut s'étonner que la loi de 1942 ne dépasse pas, quant à *l'enquête et l'examen médical*, le stade de la loi de 1912 : elle en laisse le libre choix au Juge d'Instruction, à la Chambre du Conseil, au Tribunal, sans les rendre systématiques dès l'arrestation de l'enfant.

Nous regrettons également le maintien du principe de la *collégialité*, de cette pluralité de juges composant le Tribunal pour Enfants (6). M. Bancal, dans son « Essai sur le Redressement de l'Enfance Coupable », était partisan du système du juge unique, adopté d'ailleurs pour les mineurs vagabonds par le décret-loi de 1935 (V. *Supra* n° 16). D'aucuns auraient même désiré qu'à l'instar de ce qui se passe en Belgique, en Italie et ailleurs, les juridictions d'instruction et de jugement fussent réunies en la personne de ce juge unique, menant d'un bout à l'autre l'affaire, et par conséquent seul connaisseur et responsable de la personne du mineur (7). Ceci dépasse le cadre de notre étude ; il est d'autres lacunes que nous aurons l'occasion de signaler lorsque nous en viendrons à l'organisation pratique et au fonctionnement du Centre.

C'est d'ailleurs, répétons-le, à l'usage, et selon les réalisations que permettra le règlement d'administration publique, que l'on pourra apprécier la valeur de notre législation nouvelle.

(4) H. Donnedieu de Vabres : « Traité élémentaire de Droit Criminel et de Législation Pénale Comparée », p. 161.

(5) V. Les commentaires très détaillés de M. Donnedieu de Vabres. « Recueil Critique Dalloz ». Mai et juin 1943.

(6) ...Tout en estimant heureuse l'introduction, pour juger le mineur auteur d'un crime, de deux assesseurs non magistrats « personnes s'étant signalées par l'intérêt qu'elles portent aux questions concernant l'enfance ». Mais si l'innovation est heureuse, pourquoi les « délinquants », *stricto sensu* ne peuvent-ils en bénéficier ?

(7) V. à ce sujet G. Epren, « La composition du Tribunal pour Enfants ». Pour l'Enfance Coupable. Nov.-déc. 1941.

39. Ni unification législative, ni unité d'action. — Ce qui est le plus regrettable, c'est la portée restreinte de la loi. On attendait une sorte de Code de l'Enfance soumettant enfin à une juridiction unique, le sort des enfants délinquants, vagabonds (8), moralement abandonnés (c'est-à-dire ceux dont les parents sont l'objet d'une instance en déchéance de puissance paternelle ou d'une mesure d'assistance éducative), et des enfants de la correction paternelle, simplification presque unanimement désirée, prévue par la plupart des projets de loi antérieurs, et réalisée dans plusieurs législations étrangères.

Nous aurons maintes fois l'occasion de revenir sur la question et de souligner qu'à l'observation les enfants présentent à peu près tous les mêmes difficultés caractérielles, presque tous privés de milieu éducatif et victimes d'une hérédité, plus ou moins chargée mais analogue. Le Centre d'observation, « plaque tournante » dirigeant ces enfants vers les établissements les plus appropriés à leurs cas, devrait recevoir sans distinction ces différentes catégories d'enfants (catégories assez arbitraires fondées sur le fait extérieur provoquant l'intervention de la Justice, et non sur la nature vraie de l'enfant).

Le docteur P. Girard, spécialiste de psychiatrie infantile, l'un des organisateurs actuels du Centre de Triage de Lyon, nous dit à ce sujet : « Ce n'est qu'artificiellement qu'on limite un tel problème. Pour réaliser de façon correcte l'assistance aux enfants délinquants, prédélinquants ou moralement abandonnés, il serait utile qu'une entente préalable intervienne entre les différents organismes qui y sont intéressés, c'est-à-dire la Justice, la Famille, la Santé, l'Education Nationale. Le travail en équipe, nécessaire au bon fonctionnement des organismes qui seront créés, est également indispensable à la tête dans l'élaboration des projets ».

Le législateur de 1942 s'est écarté de cette unification. Aussi ne sommes-nous pas étonnés de voir tant de départements ministériels régler simultanément la question, susciter les initiatives les plus diverses, les plus disparates. Actuellement le nombre de centres en gestation est considérable, et presque non moins considérable le nombre d'orga-

(8) « Nous regrettons, écrit à leur sujet M. Donnedieu de Vabres, que le législateur de 1942 n'ait pas saisi l'occasion de revenir aux principes justes contenus dans la loi du 24 mars 1921, en soumettant le vagabondage des mineurs au droit commun de la délinquance juvénile. Cette occasion était d'autant plus favorable qu'une présomption absolue d'irresponsabilité pénale s'attache désormais aux délits *stricto sensu* commis par les mineurs de seize ans ». *Traité Élémentaire de Droit Criminel et de Législation Pénale Comparée*, p. 164.

nismes dont ils dépendent : Administration Pénitentiaire (9), services sociaux, patronages, Secrétariat de la Jeunesse, associations régionales nouvellement fondées (œuvre de coordination du D^r Grasset). La formation de cadres pour ces Centres d'Observation et les maisons de rééducation suit une ligne aussi capricieuse.

Jamais tant de généreuses initiatives ne se sont juxtaposées, jamais besoin de coordination ne se fit autant sentir.

Notre étude, si elle a pour objet principal le Centre d'Observation selon la loi du 27 juillet 1942, ne saurait demeurer étrangère à tous les problèmes soulevés à cette occasion, dont le plus obsédant est bien ce problème d'une unification législative et administrative.

(9) Depuis le mois d'août 1943, l'Administration Pénitentiaire est rattachée au Ministère de l'Intérieur, dont elle dépendait d'ailleurs il y a trente ans avant son rattachement au Ministère de la Justice,

DEUXIÈME PARTIE

LES TECHNIQUES DE L'OBSERVATION

*« Il faut juger l'enfant tout
entier dans son milieu tout
entier. »*

D^r HEALY

40. Objet de l'étude. — Afin de pouvoir comprendre le fonctionnement des centres d'observation français et étrangers de l'heure présente, et apprécier les méthodes qu'ils emploient, il convient auparavant de préciser quels sont les différents procédés scientifiques permettant de sonder l'enfant dévoyé et de déceler le levier de rééducation sur lequel on pourra utilement agir. Ce sera l'objet de cette deuxième partie.

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

ROLE DES MÉTHODES D'OBSERVATION

SOMMAIRE :

Le délit, symptôme d'un état anormal. — Anomalies mentales.
— Les facteurs de la délinquance. — Recherches poursuivies, énumération des techniques.

41. Le délit, symptôme d'un état normal. — Les faits pour lesquels le mineur comparait le plus ordinairement devant le juge sont le vol et le vagabondage. Le Professeur Etienne-Martin, sur cent mineurs examinés à Lyon, comptait quatre vingt-quatre prévenus de vol ou de vagabondage, les deux étant souvent associés. Dans une étude portant sur quatre cents cas de délinquance juvénile, le Docteur Heuyer (1) trouve 31 % cas de vagabondage et 65 % cas de vol.

Le vol, le vagabondage, qui pour les filles est généralement accompagné de prostitution, sont-ils, en réalité, des anomalies spéciales, autonomes, faisant du mineur un être à part et défini, faut-il parler du « vagabond », du « voleur », comme on citait, il y a quarante ans le fameux « criminel-né » de Lombroso ? Faut-il faire des mineurs « de justice » une catégorie d'enfants distincts de la masse des enfants difficiles, au risque d'ailleurs de ne pas satisfaire aux exigences de notre droit pénal qui n'assimile plus, depuis le décret-loi d'octobre 1935, les petits vagabonds aux délinquants ordinaires ?

Cette classification entre « délinquants » et « non-délinquants » ne correspondrait pas davantage à la réalité et aux exigences de la pratique. Le délit n'est, en effet, que la manifestation d'un état anormal aux causes multiples, ce

(1) « Enquête sur la délinquance juvénile », Editions « Pour l'Enfance Coupable », 1942, p. 13.

n'est pas un « phénomène indépendant, né un beau matin du caprice d'un enfant pervers, mais la résultante de toute une série de forces combinées qui provoque un déséquilibre » (2).

Aussi, adopterons-nous volontiers pour désigner la masse des enfants délinquants et pré-délinquants le terme générique d'*enfants irréguliers*, en entendant par là tous les individus de moins de dix-huit ans qui, à la suite de tares ou de déficiences physiques, mentales ou sociales, sont incapables de s'adapter correctement aux règles d'une vie sociale normale sans le secours de mesures particulières (3). De cette inadaptation sociale, la délinquance n'est qu'un symptôme et un symptôme occasionnel, il s'agira en réalité, pour chaque cas d'irrégularité, d'en découvrir les causes profondes.

42. Les anomalies mentales. — On sait que depuis près d'un demi-siècle, psychologues et médecins psychiatres se sont attachés à définir les différentes anomalies de l'intelligence et du caractère, et nous ont proposé diverses classifications (4).

Qu'il nous suffise de rappeler la grande classe des *troubles de l'intelligence*, depuis le simple retardé jusqu'à l'idiot et celle des troubles du caractère, où l'on retrouve les enfants *pervers* par une mauvaise éducation, victimes d'un milieu lui-même perversi mais qui ne sont pas foncièrement mauvais, les enfants *paranoïaques* que l'orgueil, la méfiance, la susceptibilité replient sur eux-mêmes et rendent difficilement éducatibles, les *instables* qui se montrent inattentifs, remuants, indisciplinés, mais qu'une patiente rééducation pourra fixer, et toute la série des pervers : les pervers *instinctifs*, ces indifférents moraux, d'ailleurs peu nombreux, absolument incapables de sentiments altruistes et révélant d'inquiétantes tendances contraires aux tendances morales habituelles, les impulsifs, non pas indifférents comme ces derniers, mais anti-sociaux dans leurs actes par manque de self control, de frein moral, les *nonchalants mo-*

(2) A. Racine. Op. cit., p. 292.

(3) Définition empruntée à l'étude des docteurs J. Dechaume et P. Girard : « L'adaptation sociale des enfants irréguliers », Journal de Médecine de Lyon, 20 octobre 1942, p. 4.

(4) Docteur Huey : « Enfants anormaux et délinquants juvéniles », p. 107 et suiv.

MM. Collin et Rollet : « Traité de Médecine Légale Infantile », p. 120 et suivantes.

Docteurs Nobécourt et Babonneix : « Les enfants et les jeunes gens anormaux », p. 176.

Docteur Wintsch Op. Cit., p. 40.

raux, mous et veules, satisfaits de leur médiocrité, et ces enfants atteints de *perversion acquise* à la suite de chagrins, déceptions, rancunes, plus rééduquables que les précédents (5). Mentionnons également les cas purement médicaux de démence précoce, d'épilepsie, etc., causes assez fréquentes de conduite anti-sociale.

Ces anomalies caractérielles, souvent teintées d'ailleurs de troubles intellectuels, peuvent être cause de délits caractérisés : l'impulsif, l'instable, feront volontiers des fugues, ainsi que le débile intellectuel se laissant entraîner par imitation et suggestion dans une bande de vagabonds plus âgés ; le pervers instinctif se livrera surtout au vagabondage spécial, recourra au vol pour satisfaire ses instincts dépravés, etc., tandis que le vol du « pervers acquis » sera le plus souvent un vol de compensation. Le Docteur Heuyer estime que les troubles du caractère, apparaissant souvent vers l'âge de douze ans, constituent, en quelque sorte, une « pré-criminalité ». Mais la délinquance ne sera pas fatale et c'est pourquoi il n'y a pas de différence psychologique entre l'enfant difficile et le délinquant ; selon le mot du Docteur Robin, c'est une question de visibilité : le délinquant s'est fait prendre, il n'est pas toujours le plus dangereux.

43. Les facteurs de la délinquance. — L'inadaptation sociale du sujet peut, en réalité, avoir des causes multiples, les irrégularités caractérielles dont nous venons de parler se sont plus ou moins développées suivant son hérédité, et le milieu dans lequel il a vécu. « *La délinquance est un phénomène biológico-social*, affirme le Docteur Paul-Boncour, ce qui veut dire qu'il existe deux facteurs intimement unis, toujours présents : un facteur individuel endogène et un facteur social hexogène » (6).

Nous adopterons volontiers ce mot du Docteur Wintsch, de Lausanne : *L'enfant en définitive, délinquant ou pas, est une inconnue à deux variables*, l'hérédité et le milieu. Parfois, le milieu seul est cause de la conduite anti-sociale du mineur, on dit alors qu'il est simplement perverti, ou bien l'hérédité est telle que l'enfant est constitutionnellement mauvais, quel que soit le milieu dans lequel il évolue. Ce sera le cas du pervers instinctif. Mais le plus souvent, les deux facteurs s'interpénètrent, jouent un rôle connexe sur le développement physique, intellectuel, moral du sujet,

(5) V. les renseignements très simples et concrets du Dr G. Robin dans « L'éducation des enfants difficiles », p. 25 et suiv.

(6) Docteur G. Paul-Boncour : « La formation professionnelle des délinquants mineurs anormaux ». Pour l'Enfance coupable. Janv.-février 1936.

et ce dérèglement pouvant aller jusqu'à la délinquance, est la résultante de plusieurs forces conjuguées.

Tout le but de l'observation sera précisément de démêler les influences respectives de ces forces mauvaises, d'en dresser le bilan, d'évaluer dans quelle mesure elles ont atteint l'intelligence, le caractère, la constitution physique du mineur, en recherchant par delà l'état actuel et le passé dont il découle et l'avenir qui en résultera.

44. Recherches poursuivies. Énumération des techniques.

— Les renseignements que nous demanderons aux techniques d'observation seront donc très divers :

1° Des renseignements *d'ordre social* sur le milieu familial et le curriculum vitæ de l'enfant.

2° Des renseignements *somatiques et médicaux* : tares physiques, affections organiques en cours ; développement physique, musculaire, sensoriel, endocrinien, biotype, aptitudes physiques.

3° Des renseignements *d'ordre psychologique* : développement et aptitudes intellectuelles, comportement, tares ou insuffisances mentales, affections psychiatriques.

4° Des renseignements *d'ordre pédagogique* : degré d'instruction scolaire, comportement en classe, aptitudes pédagogiques, éducabilité.

5° Des renseignements *d'ordre professionnel* : goûts et aptitudes, etc. (7).

(7) Nous empruntons cette énumération à l'étude de MM. J. Dechaume et P. Girard, Op. Cit., p. 42.

CHAPITRE PREMIER

L'ENQUÊTE SOCIALE

SOMMAIRE :

Rôle. — Agents de l'enquête. — Éléments. — Conclusion.

45. Rôle de l'enquête. — R. Luaire a défini l'enquête : « la recherche des causes du délit pour aboutir à la proposition d'une solution efficace en vue du redressement du mineur » (1), mais cela peut être dit de toute technique de l'observation de l'enfant irrégulier. Il faut ajouter que *l'enquête a comme caractéristiques de procéder par démarches et interrogatoires au lieu même où l'enfant a évolué*, auprès des différentes personnes qui l'ont eu en mains : famille, maîtres d'école, œuvres de jeunesse, etc. « Sachons d'où viennent les enfants délinquants et nous saurons où ils vont », nous dit un spécialiste de la question (2). L'enquête s'attache à relever le milieu de vie de l'enfant et par la connaissance de ce milieu, à déceler quelle peut être la part de l'hérédité ou des influences néfastes de l'entourage dans la genèse de l'acte anti-social occasionnant l'intervention de l'enquêteur. Cet acte anti-social n'est au fond que la manifestation d'une inadaptation de l'enfant, soit à son milieu scolaire, soit à son milieu professionnel, soit à son milieu familial, à moins que l'enfant ne soit au contraire le reflet si fidèle d'un milieu familial mauvais, que ce soit à la Société établie qu'il ne puisse s'adapter et cela n'est que trop fréquent ; l'enquêteur en pénétrant dans ces différents milieux se rendra pleinement compte des causes d'inadaptation de l'enfant.

L'enquête sociale éclairera les résultats de l'examen médico-pédagogique qui, sans elle, ne pourrait le plus souvent que révéler sans les expliquer les anomalies mentales et les troubles pathologiques de l'enfant.

(1) Opus. cit., p. 94.

(2) Docteur Collin. Opus. Cit., p. 180.

Elle signalera, le cas échéant, la nécessité urgente de soustraire l'enfant à son milieu habituel, incitant ainsi, par exemple, le juge d'instruction ou le président du Tribunal à prendre une opportune mesure de garde provisoire. La juridiction de jugement consultera également l'enquêteur pour savoir s'il y a lieu de laisser l'enfant aux parents, sous le régime de la liberté surveillée, ou s'il convient au contraire de le placer en maison de rééducation ; et, par la suite, les délégués, les œuvres auxquelles le mineur sera confié connaîtront, grâce à elle, le curriculum vitæ de l'enfant et s'en inspireront dans leurs méthodes de rééducation.

46. L'enquêteur. — L'importance de l'enquête impose donc le choix d'enquêteuses compétentes mises aujourd'hui à notre disposition par les services sociaux auprès des Tribunaux qui ont peu à peu heureusement remplacé les rapporteurs de fortune qu'avait prévus la loi de 1912.

L'enquêteuse professionnelle doit être familiarisée avec les textes de notre législation pénale relatifs à l'enfance déficiente, et certains textes du Code civil car elle aura souvent à intervenir dans des situations de famille irrégulières ; elle a acquis des connaissances de médecine, d'hygiène sociale lui permettant de reconnaître les dangers de telle promiscuité, l'existence de telle tare familiale ; des notions de psychologie infantile et de pédagogie lui sont également indispensables car son avis sur le caractère de l'enfant, ses possibilités d'amendement sont d'un poids important dans la décision ultérieure. Tout ceci joint à une expérience des milieux populaires que lui ont apportée des stages préalables : elle sait se faire comprendre, faire parler, saisir un langage un peu spécial, aux termes souvent inexacts ou vagues. Il faut aussi pouvoir tout observer dans les moindres détails, mais avec tact, sans donner l'impression qu'on est là pour enquêter, avoir suffisamment d'intuition pour démêler le vrai du faux dans tous les renseignements recueillis ici ou là, dans la famille ou chez les voisins, et user, à travers toute recherche, de la plus grande discrétion, car c'est d'êtres humains qu'il s'agit, à qui pourrait nuire gravement une parole maladroite ou une démarche inopportune.

47. Éléments de l'enquête. — Voici à quels ordres de questions doit répondre l'enquête ou le rapport qui en rendra compte (3) :

(3) Nous nous inspirerons pour cette étude des enquêtes auxquelles procèdent les grands services sociaux parisiens, entre autres le Service social de l'Enfance, dont le mode d'enquête particulièrement complet et précis a souvent été adopté en province, à Toulouse notamment.

48. I. — Le motif de l'intervention. — Le cas ayant été transmis au service social à la suite, soit d'une demande de correction paternelle, soit d'une plainte déposée au Parquet contre les parents, ou encore signalée par le Président du Tribunal, lorsqu'il s'agit d'un petit vagabond, par le juge d'instruction lorsqu'il est délinquant.

49. II. — La Famille

a) *Les parents* : père, mère, belle-mère, ami du père ou de la mère.

Il est important de connaître *l'état civil* de chacun, la situation légale des parents surtout, car il n'est pas douteux qu'elle a une importance capitale dans le comportement de l'enfant. « Plus de 80 % des enfants que j'examine, nous dit Mlle Badonnel, actuellement médecin du Centre de la rue de Crimée, sont d'un milieu social dissocié, sans compter la mésentente et la discorde dans les 20 % des foyers dits normaux ».

Le Docteur Heuyer, dans son étude de 400 cas de délinquance juvénile, relève jusqu'à 88 % des familles désunies, principalement par le divorce, la séparation de fait, qui sont les causes les plus fréquentes de désagrégation de la cellule familiale et les obstacles les plus graves au développement moral de l'enfant.

La mort de l'un de parents, lorsque le survivant se remarie ou se met en ménage, est funeste à l'enfant, car ces foyers hétéroclites où cohabitent des enfants d'unions différentes, sont rarement des foyers paisibles et sans rancune, où le mépris pour une belle-mère ou un beau-père provoque une attitude anti-sociale aboutissant fréquemment à la délinquance ou au vagabondage. La dirigeante du Centre d'Observation de Montlhéry signalait que sur 64 de ses jeunes filles, 38 avaient des parents remariés ou en ménage.

Sont à connaître également les *conditions professionnelles* des parents, le plus souvent travailleurs manuels exerçant des métiers non qualifiés les exposant au chômage, donc à la misère morale et matérielle ; on relève aussi quelques petits employés, petits artisans, petits commerçants, mais la majorité des enfants, 80 % des mineurs examinés à Paris en 1933, appartiennent à la classe ouvrière ; on peut dire que, dans l'ensemble, les enfants délinquants ou moralement abandonnés appartiennent au bas prolétariat (4).

Il faut savoir si la mère travaille au dehors, ce qui est

(4) Les statistiques ne relèvent guère plus de 1 à 2 % de professions libérales.

hélas ! la règle, laissant ainsi le foyer vide, l'enfant privé d'affection et de soins, abandonné à lui-même ou aux dangers de la rue.

La santé. Les particularités physiques et mentales des parents sont à signaler, car elles ont joué un rôle important dans la formation de l'enfant, soit directement par transmission héréditaire, soit indirectement par leur répercussion sur le milieu de vie de l'enfant ; syphilis, tuberculose (25 % des cas) (5), débilité mentale, névroses, psychoses allant parfois jusqu'à la démence, sont monnaie courante dans les familles visitées par les services de protection de l'enfance.

b) *Les enfants*,
avec indication de l'état civil de chacun en spécifiant l'union dont ils sont issus.

Il est nécessaire de connaître tout l'entourage de l'enfant, objet de l'enquête, pour s'expliquer son passé et pouvoir présager de son avenir. Le grand nombre d'enfants au foyer engendre généralement une promiscuité néfaste, la pauvreté et le manque de soins physiques et moraux suffisants.

c) Les renseignements sur *les grands parents, oncles ou tantes* apporteront souvent des lumières sur les antécédents héréditaires de l'enfant, ou permettront dans l'avenir son placement facile, si l'un d'eux présente des garanties de moralité telles qu'on puisse lui confier l'enfant.

d) L'enquêteur devra connaître quel est le *budget familial* et la moyenne économique par personne et par jour. Il n'est pas douteux que la misère, imposant une vie étriquée, faite de privations, dans des logements surpeuplés et insalubres, soit indirectement source de délinquance, à l'heure actuelle surtout où l'on constate, dans les délits commis par des enfants, une majorité de vols d'aliments ou d'objets de première nécessité. Déjà avant la guerre, A. Racine constatait que sur les 300 petits Bruxellois « enfants de justice », selon l'expression consacrée en Belgique, 120 avaient vécu dans une situation économique précaire, où les ressources alimentaires mêmes étaient insuffisantes (6).

Ces renseignements seront d'ailleurs précieux lorsqu'il s'agira de déterminer la contribution pécuniaire des parents au placement de l'enfant chez des particuliers ou dans une maison de rééducation (7).

(5) Docteur Heuyer : « Enfants anormaux et délinquants juvéniles », p. 166.

(6) A. RACINE : *Op. cit.*, p. 309.

(7) En vue également de son placement l'enquêteur essaiera adroitement de connaître la religion des parents, mais celle-ci tient en général bien peu de place, hélas ! dans la façon dont ils ont élevé leurs enfants.

50. III. — Le milieu de vie.

Par la visite au domicile des parents, la conversation qu'elle engagera avec eux, les renseignements qu'elle aura pu obtenir sur leur compte auprès des employeurs, des voisins, et surtout des services sociaux s'étant déjà occupés de cette famille, l'enquêtrice devra peser l'influence du milieu sur le passé de l'enfant et ce qu'on peut en attendre pour l'avenir.

Le cadre où évolua l'enfant joue un rôle prépondérant dans sa formation. On a remarqué, dans les établissements d'éducation surveillée de l'Administration Pénitentiaire, recevant des mineurs de tous les coins de France, une très nette majorité, les quatre cinquièmes, d'enfants d'origine urbaine : la ville n'est pas étrangère au développement de la criminalité juvénile. A. Racine nous dit que plus du tiers des enfants auxquels elle s'est intéressée vivent dans des logis nettement surpeuplés. Le Docteur Heuyer dénonce lui aussi les méfaits du « taudis privé du confort élémentaire ; l'eau, l'air, la lumière, tout y manque et crée l'atmosphère propice à l'amoralité, l'enfant couche près de ses parents, parfois dans le même lit, il est témoin de toutes les intimités, de toutes les disputes familiales. Il n'y a pas de place pour lui dans le logement sordide : la rue et ses tentations deviennent son refuge et son centre de vie. Rien n'est plus nocif que le taudis pour l'hygiène de l'enfant ». Une récente étude statistique de la délinquance juvénile en différents endroits de l'agglomération lyonnaise démontre que les noyaux de délinquance coïncident exactement avec les quartiers où abondent les habitations insuffisantes (8). *La carte de la délinquance reproduit la carte des taudis*. Lorsqu'il s'agira de décider du sort de l'enfant, il sera indispensable de savoir si le logement présente le minimum de salubrité matérielle et morale essentiel à l'éducation d'êtres normaux.

L'atmosphère que dans ce foyer les parents ont pu créer par leur caractère, leur conduite, aura également joué un rôle important dans le déséquilibre de l'enfant. Il faut connaître leur histoire et leur responsabilité dans le fait qui a motivé l'intervention du service social. Toutes les informations obtenues sur leur compte, soit d'après leur propre récit, soit en faisant parler leur entourage, seront précieuses. N'ont-ils pas fait eux-mêmes l'objet d'une condamnation judiciaire ? La chose est fréquente (dans 9,93 % des

(8) V. MM. MAZEL, P. GIRARD et A. GAMET : « Deux aspects du problème social de l'enfance coupable, la recrudescence actuelle et la cartographie lyonnaise de la délinquance juvénile ». *Journal de Médecine de Lyon*, 20 janvier 1942.

cas, selon le docteur Heuyer), et joue comme facteur héréditaire, et comme facteur de milieu. L'alcoolisme surtout sévit, dans la moitié des foyers en question. Or l'alcoolique n'empoisonne pas seulement la constitution de ses enfants avant leur naissance, il leur prépare en outre un foyer désorganisé, misérable, malsain auquel il faudra, le plus souvent, les enlever.

L'alcoolisme des parents s'accompagne en général de troubles du caractère rendant impossible la vie au foyer, et poussant l'enfant au vagabondage : le Docteur Heuyer en décèle chez 46,8 % des parents. Leur amoralité est d'ailleurs un exemple bien pernicieux et l'enfant, témoin de leur inconduite, n'aura plus qu'à suivre la pente lorsque ce ne sont pas les parents eux-mêmes qui délibérément, le poussent à la débauche. Tous ces facteurs de chute, le plus souvent associés, devront être soigneusement observés par l'assistante sociale.

Elle relèvera aussi la simple négligence des parents, une éducation « passivement » mauvaise, due à leur faiblesse ou à leur indifférence. Il y a des impondérables qui ne devront pas échapper à l'observateur clairvoyant, car ils ont peut-être eux aussi joué leur rôle : manque d'affection, sévérité excessive ou indulgence sans borne, préférence marquée pour un autre enfant, etc. (dans 43,2 % des cas). L'excessive tendresse de parents débonnaires, tout comme les mauvais traitements, peuvent aboutir à la révolte ou au repliement. Rien de tout cela n'est inutile si l'on veut comprendre l'enfant et prévoir sa rééducation.

Aussi M. Bancal estime-t-il que dans les neuf dixièmes des cas (9), ce sont les parents qui sont moralement responsables du délit : au rapporteur de découvrir leur degré de responsabilité et quel serait l'avenir du mineur si la garde leur en était laissée.

51. IV. — L'enfant lui-même.

L'enquêtrice devra reconstituer *l'histoire de l'enfant* en le situant bien dans les différentes phases de son passé. Ce n'est pas toujours chose facile : ces jeunes ont été souvent ballottés, passés de mains en mains, de pension en pension, principalement lorsqu'il s'agit d'enfants naturels. La naissance et les deux premières années devront retenir l'attention de l'assistance sociale : est-il né à terme ? Dans quelles conditions ? A-t-il eu ensuite un développement psychomoteur normal ? Les convulsions (60 % des enfants délinquants en ont souffert dans leur bas-âge), et d'une façon

(9) *Op. cit.*, p. 5.

générale toutes les maladies ont exercé leur influence sur l'évolution du sujet.

La *scolarité* dont on s'informera auprès des différents maîtres fournit des renseignements très importants : on sait à quel point le retard scolaire et le dégoût pour l'étude qui s'ensuit peuvent mener insensiblement à la délinquance. L'enfant était-il régulier ? Avait-il quelque aptitude ? Quel est son niveau intellectuel ? Autant de points qui éclaireront les examens psychologiques et aideront à l'orientation professionnelle de l'enfant. Même intérêt à savoir s'il a fait un *apprentissage* (c'est d'ailleurs rare), et les trente-six métiers qu'il a pu exercer (et cela est malheureusement plus fréquent), en essayant de discerner les motifs des départs, des changements.

Quant aux *loisirs*, leur qualité et leur fréquence nous feront bien souvent saisir la véritable cause du déséquilibre. Il faut savoir dans quelle mesure le mineur a pu être perverti par le cinéma, les mauvaises lectures, le dancing, le café, la rue : ce sont à peu près les seuls aliments qui soient procurés à l'adolescent avide de distractions, d'aventure, dant il est ordinairement sevré par la monotonie de sa vie quotidienne (10).

L'enquêteuse s'informera aussi du *caractère et de l'intelligence de l'enfant, de sa conduite*, et cela auprès du père, de la mère (il y aura intérêt à noter les divergences d'opinion), du maître d'école, de l'employeur. Est-il affectueux, indifférent à tout, égoïste, menteur, etc. ? Faisait-il souvent l'école buissonnière ? Avait-il manifesté des tendances au vol, à l'inconduite ? Tous ces renseignements sur le passé expliqueront le délit ou le fait incriminé et donneront toute leur valeur aux différents examens qui suivront. La version de l'enfant à ce sujet, son attitude à l'égard des différentes personnes en jeu et de l'assistante sociale seront également à retenir.

52 V. — *L'opinion des parents et de l'intéressé.* — Avis sur le passé, et surtout projets d'avenir, qu'il est essentiel de connaître pour décider du sort de l'enfant, c'est-à-dire de son placement et de son apprentissage.

53. *Rapport et conclusion de l'enquête.* — Ces différentes données fournies par l'assistante sociale éclaireront utilement les autres techniques de l'observation. Elles seront consignées en autant de chapitres différents (11), dans un

(10) On ne dira jamais assez à ce sujet quel excellent dérivatif peuvent offrir à nos « gosses difficiles » les méthodes scoutes, que Baden-Powell avait conçues avant tout pour le petit faubourien de Londres.

(11) La Sauvegarde de l'Adolescence, à Paris, fait suivre chacune des rubriques d'un petit résumé extrêmement succinct et clair, faisant ressortir l'essentiel de chacune des informations recueillies.

rapport écrit qui, après avoir passé entre les mains des autres observateurs, sera consulté utilement au moment même de la décision. Aussi l'assistante sociale en fera-t-elle la synthèse dans une conclusion mettant en relief l'influence du milieu familial sur l'enfant et son avis sur l'opportunité d'un placement ou d'une mesure de « surveillance éducative ».

Elle pourra compléter son rapport par une « fiche physique » où elle notera au recto tout ce qui concerne les parents et les grands-parents (dates et nature des maladies, âges et causes des décès) et au verso la liste de tous les enfants vivants et décédés (en y faisant figurer, le cas échéant, les fausses couches de la mère à leur place chronologique). Pour chaque enfant figureront les renseignements suivants : poids à la naissance, âge de la marche, du parler, énurésie tardive, maladies, etc., décès en spécifiant s'il a été normal). Ainsi lorsque l'enfant arrivera devant le médecin, celui-ci aura déjà des éléments précieux sur ses antécédents pathologiques, il y choisira les faits intéressants et à retenir pour son diagnostic.

CHAPITRE II

L'EXAMEN MÉDICAL

SOMMAIRE :

Rôle du médecin. — Différents examens. — Fiche d'observation médicale.

54. Le rôle du médecin. — On connaît l'action combinée de l'hérédité et du milieu sur la conduite anti-sociale de l'enfant. Ces deux facteurs marquent fortement sa constitution physique, et les maladies qu'ils déclenchent ou les infirmités sont elles-mêmes des éléments de déséquilibre psychique (1). L'influence du physique sur le moral est indéniable et bien des troubles caractériels disparaîtraient par un traitement opportun.

Aussi le rôle du médecin sera-t-il double : quant au passé lire sur la personne de l'enfant l'origine pathologique de son inconduite, et pour l'avenir, suggérer, outre les soins immédiats, la thérapeutique qui épaulera nécessairement l'œuvre de redressement moral, car il serait vain de tenter la rééducation d'un enfant physiologiquement déficient (or les quatre cinquièmes des enfants délinquants le sont !).

55. Enumération. — Les examens auxquels procède le médecin-enquêteur sont donc extrêmement variés, et demandent l'intervention de différents spécialistes, il s'agit en effet de connaître le sujet tout entier, dans ce qu'il a de sain et dans ce qu'il a de malade : examen anthropométrique, examen clinique approfondi, examen radioscopique, examens de laboratoire.

56. Examen anthropométrique donnant la taille, le poids, les dimensions de la tête, de l'envergure, du périmètre thoracique, etc., indiqueront si le développement physique du

(1) En dehors même des tares mentales que peuvent directement engendrer certains facteurs pathologiques, tels qu'encéphalite, traumatisme crânien, maladies infectieuses, etc., la maladie est souvent la cause indirecte de troubles du caractère : elle impose à l'enfant une inaction prolongée, l'affaiblit et le rend irritable, augmente son impulsivité, en fait un retardé intellectuel en interrompant sa scolarité, tout en lui donnant le dégoût de l'école et des habitudes d'indiscipline.

mineur est en rapport avec son âge. Il y a aussi un certain équilibre entre poids, taille, longueur des membres, etc., rarement atteint chez nos jeunes délinquants en général petits pour leur âge (2) et présentant certaines malformations dues le plus souvent à l'alcoolisme des parents.

57. Examen clinique. — L'auscultation des poumons, du cœur, l'examen de l'appareil respiratoire, auditif, visuel, des voies digestives seront indispensables. Bien des petits retardés intellectuels, enfants nonchalants et mous, présentent simplement une hypertrophie des végétations adénoïdes. Les troubles mentaux peuvent d'ailleurs résulter de méningites, encéphalites, suites insoupçonnées de maladies et rhinolaryngologiques. On sait aussi à quelles dépressions sont sujets les individus atteints de troubles digestifs, etc.

On recherchera utilement certains stigmates de dégénérescence, tels que l'asymétrie faciale, le prognathisme, les malformations de l'oreille. Le « nez en lorgnette », les « dents d'Hutchinson », l'écartement des incisives supérieures sont des signes d'hérédo-syphilis qui ne trompent guère (3). Sans doute ne sont-ils pas infaillibles, mais ce sont des indices qui peuvent corroborer les données de l'enquête sociale et la constatation de certains troubles caractériels graves (perversions instinctives par exemple).

Au sujet des tatouages, M. le Professeur Etienne-Martin (4) explique combien ils sont fréquents et révélateurs d'amoralité, d'imagination trouble : « Un médecin avisé, écrit-il, peut lire sur la peau d'un jeune délinquant son passé et les différentes phases de son existence ». Ils indiquent en outre un certain instinct d'imitation assez naïf, une sensibilité douloureuse émue (5).

La constatation d'une puberté avancée, trop précoce, explique souvent l'inconduite du sujet, car elle devance alors le développement intellectuel et moral, et l'enfant n'a pas encore acquis les forces d'inhibition nécessaires pour résister aux suggestions internes. En assistant à des consultations médico-psychiatriques infantiles, on se rend compte de la très grande fréquence de ce déséquilibre, source de délinquance. Combien d'adolescents et d'adolescentes nous

(2) On a constaté à la prison de Ruysseleede, en Belgique, une diminution de la taille chez les jeunes détenus par rapport à des Bruxellois de même âge (Dr Heuyer : « Anormaux et délinquants juvéniles », p. 35).

(3) V. Dr HEUYER : « Enfants anormaux et délinquants juvéniles », p. 57 et suiv.

(4) *Op. cit.*, p. 79 à 81.

(5) Les enfants anormaux, dit-on, sont moins sensibles que les autres à la douleur. Ils auraient même une sensibilité générale (tactile, auditive, visuelle, olfactive, etc.) inférieure à celle des personnes normales.

paraissaient, par leur corpulence, avoir dix-sept ou dix-huit ans, qui en avaient à peine treize. Il faut souligner les conséquences particulièrement néfastes d'une expérience sexuelle faite par de si jeunes enfants : ce peut être le point de départ de toute une vie de débauche, ou pour le moins la genèse d'angoisses, d'obsessions, de conflits mentaux difficiles à dénouer par la suite.

L'examen des glandes à sécrétion interne sera lui aussi très révélateur, les exemples d'infantilisme, de retards du développement liés à des troubles endocriniens sont nombreux, tel le cas de ce garçon de Fresnes, âgé de quinze ans, en paraissant douze, et qui, après un traitement glandulaire de quelques mois, est devenu un garçon normal, pleinement épanoui.

Un examen attentif du système nerveux sera absolument indispensable comprenant la recherche des réactions du sympathique, des réflexes (cutanés, neuro-sensoriels, neuro-moteurs) et de leurs modifications (6), et l'observation de divers symptômes de défaillances du système nerveux (crises épileptiformes, convulsions, strabisme, énurésie, etc.) que confirmeront l'enquête sociale. On devine quelle contribution elle peut apporter à l'étude de certaines affections de la cellule nerveuse, dues à une hérédité névropathe, à des accidents de la grossesse ou d'un accouchement difficile pouvant agir sur le système nerveux de l'enfant par traumatisme ou asphyxie.

58. Autres examens. — On procèdera dans tous les cas à un examen radioscopique, et si besoin radiographique, afin de dépister une tuberculeuse toujours possible et trop fréquente dans les milieux insalubres d'où viennent la majorité des enfants difficiles. La tuberculose peut être d'ailleurs source d'irritabilité, d'instabilité d'humeur, de psychoses, prédisposant à la délinquance, et son traitement sera alors le meilleur remède au déséquilibre mental du jeune malade.

Il y aura lieu enfin de pratiquer certains examens de laboratoire : réaction de Wassermann, ponction lombaire, recherche du bacille de Koch, etc., compléments indispensables des différents diagnostics.

59. Fiche d'observation médicale. — En matière de conclusion, ces diagnostics pourront être réunis sur une *fiche d'ob-*

(6) On sait que la conservation des attitudes est signe de débilité motrice et mentale, la plasticité neuro-musculaire du premier âge étant anormalement prolongée.

servation médicale comprenant, par exemple, les rubriques suivantes :

- 1° Antécédents bio-psychologiques familiaux ;
 - 2° Antécédents personnels (période pré-natale, petit âge, enfance, adolescence) ;
 - 3° Condition physique actuelle — statique (taille, tares morphologiques) — dynamique (puberté, santé actuelle, vaccination, différents appareils, etc.) — neurologique (organes des sens, réflexes, etc.) ;
 - 4° Diagnostic et pronostic pratique.
-

CHAPITRE III

L'EXAMEN MENTAL

60. *Son rôle, ses éléments.* — Si l'on peut constater des déficiences physiologiques chez les quatre cinquièmes de nos « enfants de justice », la proportion des déficients moraux est malheureusement analogue. Les statistiques nous donnent une moyenne de 75 à 80 % d'anormaux parmi les jeunes délinquants. Or les uns sont rééducables, ce sont les débiles mentaux, les instables, les paranoïaques, les petits pervers, d'autres au contraire, imbéciles, déments précoces, pervers instinctifs, sont franchement irrécupérables.

On voit à quel point il est indispensable de diagnostiquer le trouble mental, origine de la conduite anti-sociale du sujet. Ces troubles, hérités de parents syphilitiques, alcooliques, ou eux-mêmes psychopathes, ou bien acquis dès la plus tendre enfance, à moins que les deux facteurs hérédité et milieu n'aient agi simultanément, et cela est fréquent, ces troubles sont caractériels ou intellectuels (1). Mais en réalité anomalies de l'intelligence et anomalies du caractère co-existent souvent. Les perversions instinctives par exemple sont fréquemment entachées de débilité mentale, entraînant des réactions brutales et grossières (mais certains pervers sont au contraire intelligents, simulateurs et souvent paranoïaques, ce sont des meneurs). D'autre part une même cause peut avoir des effets néfastes, et sur le développement intellectuel de l'enfant et sur son affectivité : c'est ainsi qu'une pédagogie mal adaptée fera un retardé scolaire en même temps qu'un instable paresseux et veule, prédisposé au vagabondage.

Par conséquent, *complexité des causes et complexité des effets*, ceci ne facilitera pas la tâche du psychologue. Il devra, pour permettre un pronostic sûr, saisir toutes les nuances de l'âme de l'enfant, démêler et doser tous ses troubles, afin

(1) V. *Supra*, n° 43.

d'établir la mesure et le mode de rééducabilité. Aussi utilisera-t-il, pour une tâche aussi délicate, les *procédés d'investigation les plus divers* :

Psychotechnique,
Interrogatoires,
Moyens d'expression,
Psychanalyse.

SECTION I

LES INTERROGATOIRES

SOMMAIRE :

Leur fonction. — L'examen psychiatrique.

61. Leur fonction. — L'examen médical dont nous avons traité au chapitre précédent, et qui doit être dirigé par un psychiatre si l'on veut en tirer tout le parti possible pour la connaissance de l'enfant tout entier, corps et âme, s'accompagnera utilement d'un interrogatoire. Et il en va de même des tests dont nous parlerons plus loin et qui risqueraient de provoquer une inhibition funeste aux bons résultats de l'examen si l'enfant n'était auparavant mis en confiance au moyen d'une conversation habilement dirigée par le psychologue chargé des tests.

62. L'examen psychiatrique. — Le psychiatre considérera les choses avant tout sous l'angle pathologique, mais doublera l'examen neurologique dont nous avons parlé d'un interrogatoire approfondi du sujet. « L'exploration mentale, écrit le docteur Anderson, est un processus individuel » (2), dans le choix des questions à poser la part de l'intuition sera grande. Le psychiatre ne peut évidemment attaquer d'entrée le fait motivant son intervention, il faut d'abord rassurer l'enfant par quelques phrases banales. puis insensiblement, avec tact et sans exercer de pression, ce qui risquerait d'amener un repli, on essaiera d'arriver à l'essentiel ; et tout naturellement l'enfant ou l'adolescent sera amené à s'ouvrir de sa situation familiale difficile ou de la faute qui l'obsède, et livrera le fond de lui-même.

Ce ne sont d'ailleurs pas tant les explications fournies par l'enfant qui éclairent le psychiatre que toute son attitude plus ou moins normale depuis le moment où il est entré dans la salle, la façon dont il se présente, l'attention

(2) H. ANDERSON : « Les cliniques psychiatriques pour enfants aux Etats-Unis, et l'œuvre du Dr Healy », p. 63.

qu'il prête aux questions posées, etc. Dans son maintien et dans ses réponses se montre-t-il embarrassé, timide ou au contraire hâbleur, dégagé, insouciant ? Gestes, regard, expressions de physionomie, rien ne doit échapper au psychiâtre qui puisera dans ce comportement de précieux indices sur l'état mental du sujet qu'il examine. Ayant ainsi doublé le point de vue strictement physiologique d'un point de vue psychologiques, le médecin-psychiatre domine bien l'ensemble du cas, et pourra utilement coordonner par la suite les différentes techniques de l'observation.

SECTION 2

EXAMEN PSYCHOTECHNIQUE

SOMMAIRE :

Notions générales.

§ 1. — *Tests d'intelligence.*

Les déficients intellectuels. — La mesure de l'âge mental. — Tests Binet-Simon et Terman. — Portée des tests d'intelligence.

§ 2. — *Tests de caractère.*

Les troubles caractériels. — Principaux tests. — D'autres tests. — Valeur des tests de caractère.

§ 3. — *Tests psychomoteurs.*

Ils peuvent explorer, outre les facultés motrices, l'intelligence et le caractère.

§ 4. — *Conditions d'exécution des tests.*

La délicatesse de l'instrument et de la tâche impose certaines précautions :

1° Il faut avoir à sa disposition un très grand nombre de tests;
2° Le test doit représenter les meilleurs efforts que le sujet puisse faire;

3° Le personnel doit être compétent;

4° Nécessité du contrôle par l'observation libre.

63. Notions générales. — Cet examen comprend l'ensemble des tests permettant d'apprécier scientifiquement l'état mental du mineur. Un test, c'est en somme un étalon, soigneusement éprouvé, qui rendra compte de la mesure et de la qualité de l'intelligence de l'enfant, de ses tendances caractérielles, de la rapidité de ses réactions, etc. L'étalon aura été établi à partir de multiples essais faits sur des sujets normaux, et rendra compte de la plus ou moins grande anomalie de l'enfant testé en comparaison de la moyenne des sujets normaux.

Ces mesures minutieuses permettant de calculer le « potentiel d'éducabilité » du sujet sont de toutes sortes. Nous nous contenterons d'indiquer les plus usitées, celles qui sont à la base de toute connaissance rationnelle de l'enfant difficile (3). Nous ne mentionnerons ici que les principaux

(3) On trouvera une étude très complète de tous les tests dans le livre déjà cité de MM. NOBÉCOURT et BABONNEIX : « Enfants et Jeunes Gens Anormaux ».

tests d'intelligence et de caractère, ainsi que quelques tests psychomoteurs.

§ 1 LES TESTS D'INTELLIGENCE

64. Les déficients intellectuels. — Il sera toujours intéressant de connaître le niveau mental de l'enfant délinquant ou moralement abandonné, car une débilité intellectuelle rendra souvent le mineur incapable de gagner sa vie, de s'adapter, ou tout au moins fera de lui un être influençable, sans jugement, se laissant entraîner dans la voie du délit par des camarades plus intelligents. Il lui sera d'ailleurs plus difficile qu'au sujet normal de mesurer la portée de ses actes, et de dominer ses instincts par le raisonnement. D'autre part il sera toujours un retardé scolaire, portant peu d'intérêt à des études qui le dépassent, et deviendra un habitué de l'école buissonnière (4). On estime en général que 30 à 40 % *des enfants délinquants sont des déficients mentaux*, se situant entre la catégorie des imbéciles et des grands débiles, trop peu intelligents pour commettre des délits, et celle des individus bien doués, qui, eux, le sont trop pour s'exposer à une poursuite pénale. *Cette déficience peut d'une part expliquer l'inconduite du sujet, d'autre part rendre plus difficile son éducabilité.* Aussi faut-il arriver à connaître de façon précise la mesure des facultés intellectuelles de nos enfants irréguliers.

Les tests dans ce but devront rendre compte de la mémoire, du jugement, de l'attention, de l'imagination, de l'association, de la volonté, dont est capable l'enfant ou l'adolescent. Ils pourront être visuels, auditifs, verbaux (Binet-Simon et Terman) ou non verbaux (Vermeylen, Decroly). Certains tests, parmi ces derniers, sont même collectifs, et l'on peut les faire passer simultanément à tout un groupe d'enfants, on les emploie fréquemment dans les écoles.

Les tests Binet-Simon et Terman visent à déterminer l'âge mental du sujet, supérieur, égal ou plus souvent, lorsqu'il s'agit d'un enfant difficile, inférieur à son âge réel. Il faut citer en outre les épreuves purement scolaires (lecture, graphisme, calcul, connaissances), qui d'ailleurs révèlent l'acquis intellectuel plus que les ressources véritables du sujet.

(4) On sait combien, pour ces enfants, se fait durement sentir l'absence de *classes de perfectionnement*. Ce serait hâter la solution du problème de « l'enfance coupable », que de généraliser la création, dans le cadre de toutes les écoles primaires, de classes à enseignement spécial, adapté au niveau mental des débiles ou des retardés intellectuels.

65. La mesure de l'âge mental. — Le mérite revient aux docteurs Binet et Simon d'avoir les premiers établi des cotes d'intelligence, basées sur des études d'enfants normaux. A chacune de ces cotes correspondent des épreuves, et selon que le sujet est capable ou non de les exécuter son âge mental est égal ou inférieur à la cote. L'on dira ainsi d'un enfant qu'il a dix ans d'âge mental s'il passe de façon satisfaisante les épreuves de la cote dix ans, mais est incapable de passer celles de la cote suivante.

Seulement cet enfant a peut-être quatorze ans d'âge réel. Or ce qu'il importera de faire ressortir, c'est la disproportion entre cet âge réel et l'âge mental prouvé par les tests. Pour les adultes la question est simple, on peut déterminer des catégories fixes, correspondant aux différentes cotes (5) :

Niveau supérieur : au delà de 15 ans.

Niveau moyen : entre 12 et 15 ans.

Niveau suffisant : entre 11 et 12 ans.

Niveau limite : entre 10 et 11 ans.

Débilité : niveau compris entre 7 et 10 ans.

Imbécilité : niveau de 5 à 7 ans.

Idiotie : niveau inférieur à 3 ans.

Il va sans dire que ce barème ne correspond plus à rien lorsqu'il s'agit d'enfants de moins de quinze ans. Intervient alors la notion de *quotient intellectuel* introduit par Terman dans les laboratoires américains et adopté maintenant chez nous : on y calcule ce quotient en divisant l'âge mental par l'âge réel ; selon qu'il sera inférieur ou égal à l'unité, apparaîtra nettement un retard intellectuel ou au contraire un niveau normal (6).

66. Test Binet-Simon et Terman. — Voici quelques exemples d'épreuves Binet-Simon :

Un enfant à l'âge de cinq ou six ans doit pouvoir copier un carré, à sept ans nommer quatre couleurs données, montrer sa main droite, son oreille gauche, décrire une gravure, à dix ans ranger par ordre de poids cinq boîtes de même aspect et volume mais de poids différents, critiquer des phrases absurdes telles que « j'ai trois frères : Paul, Ernest et moi », etc. On demandera à l'enfant de douze ans

(5) V. A. BINET et T. SIMON : « La mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants », p. 110 et suiv.

(6) ... A moins que l'on n'utilise pour faire apparaître la disproportion entre l'âge mental et l'âge réel de l'enfant la *courbe de croissance intellectuelle* imaginée par Mlle Bonnis et basée sur les niveaux Binet-Simon. Ces niveaux et âges mentaux sont portés en ordonnées, les âges réels en abscisses : on arrive à situer le développement intellectuel de l'enfant entre telle et telle courbe, qui sont par exemple les limites supérieure et inférieure de la débilité. V. A. BINET et T. SIMON : *Op. cit.*, p. 115.

de dire plus de soixante mots en trois minutes, de définir des mots abstraits, de deviner le sens de phrases où les mots sont assemblés en désordre, etc.

Au fur et à mesure que le test est exécuté on note son résultat par un signe + ou — suivant le succès ou l'insuccès. Lorsque l'enfant réussit tous les tests d'une certaine cote, il a au moins l'âge de la cote, et on ajoute à cet âge de base un an d'intelligence chaque fois qu'il a passé cinq tests de cotes supérieures à celle-ci.

L.-M. Terman a repris la plupart des tests Binet-Simon, mais les a réétalonnés d'après un nombre d'enfants plus considérable tous parfaitement normaux, et en général en a relevé le niveau. C'est donc à l'enfant de quatre ans qu'il demandera de copier un carré, à celui de neuf ans d'ordonner les poids, à celui de dix ans de dire plus de soixante mots en trois minutes, etc.

En outre les tests Terman sont plus nuancés, et permettent d'étudier certains côtés de l'intelligence que les épreuves Binet-Simon laissent dans l'ombre : entre autres le sens pratique (problème de la balle dans un champ, des boîtes emboîtées) et la représentation spaciale (aiguilles de la montre : il s'agit de répondre, s'il est par exemple quatre heures moins vingt-cinq, l'heure que formeraient les deux aiguilles inversées). Sens pratique et bonne représentation spéciale indiquent généralement des enfants bien doués au point de vue manuel, aussi emploie-t-on beaucoup les épreuves Terman dans les Offices d'Orientation Professionnelle.

67. Portée des tests d'intelligence. — Les psychologues s'accordent à distinguer parmi les retards intellectuels dénoncés par les tests les vrais retards dus à une infériorité de l'intelligence, et les faux retards dus à une mauvaise scolarité. Il sera souvent difficile de faire leur part respective : telle intelligence paraîtra débile qui simplement n'a pas été développée à temps et qui pourra encore atteindre par une rééducation adaptée tout son épanouissement. Ce retard tient souvent au milieu, ou aux défauts de caractère de l'enfant qui ont nui à sa fréquentation scolaire normale, à moins qu'il ne soit dû à des obstacles d'ordre physiologique : vue ou ouïe défectueuses. « Un niveau d'intelligence n'est pas un résultat qui ne doive être commenté », écrit le docteur Simon (7). Afin de poser les bases d'une rééducation, le psychologue ne se contentera pas d'apprécier le degré du développement intellectuel, il en recherchera les causes et en tirera les conclusions.

(7) *Op. cit.*, p. 14.

Dans cette interprétation du résultat, les autres informations recueillies sur l'enfant, et surtout l'enquête sociale rendant compte de sa scolarité, seront une aide précieuse. Une fois de plus la coordination des différentes techniques se révèle indispensable.

§ 2. LES TESTS DE CARACTERE

68. Les troubles caractériels. — Dans un article publié en 1934 sur ces tests (8), le docteur Heuyer définissait le caractère l'ensemble des « tendances affectives qui dirigent les réactions de l'individu aux conditions du milieu extérieur ». Lorsque ces tendances sont troublées, les réactions de l'individu au milieu extérieur sont anormales : il est atteint de certains troubles caractériels dont nous avons cité les plus importants (v. supra n° 42). Nous avons vu que ces troubles étaient presque toujours à l'origine de la délinquance, les chiffres du docteur Heuyer sont à cet égard éloquentes : sur les 400 délinquants examinés à la clinique de la rue de Vaugirard, il relève 57 % d'enfants atteints de troubles légers, 40,5 % atteints de troubles graves. Sur cent enfants mineurs délinquants ou vagabonds, il n'y en aurait même pas trois, par conséquent, dont les tendances soient parfaitement normales. A Lyon, en 1939, on relève parmi les enfants vus à la consultation de neuro-psychiatrie des pervers dans la proportion de 13 % (9).

Or si le niveau intellectuel peut être pour quelque chose dans l'inadaptation sociale du sujet, ses dispositions affectives jouent un rôle bien plus important. L'intelligence ne peut servir à l'individu qu'un caractère antisocial rend inadaptable. On conçoit donc l'importance du diagnostic des troubles caractériels pour l'avenir, et l'on comprend que, pour étayer l'examen médico-psychiatrique dont nous avons parlé, les psychologues aient essayé d'explorer scientifiquement, de façon précise, à l'aide de tests, les tendances caractérielles de l'inadapté social.

On comprend aussi que s'il est déjà hardi de vouloir mesurer, à l'aide d'étalons préétablis, l'intelligence d'un être humain, l'opération soit bien plus délicate lorsqu'il s'agit de définir ses anomalies caractérielles ! Cependant les tests de caractère, qui nous viennent d'Amérique, y sont largement pratiqués, depuis longtemps, ainsi qu'en Angleterre, et

(8) D^r HEUYER, Mlle COURTIAL, MM. DUBLINEAU et NÉRON : « Les Tests de Caractère ». *Annales médico-psychologiques*, juillet 1934, p. 163.

(9) MM. P. MAZEL, P. GIRARD et A. GAMET : *Op. cit.*, *Journal médical de Lyon*.

adoptées de plus en plus dans les consultations neuro-psychiatriques françaises. Le docteur Heuyer les a le premier mis en honneur et utilisés, en les adaptant, dans ses examens d'enfants difficiles (10).

69. Principaux tests. — Nous les indiquons dans l'ordre où le docteur Heuyer les fait passer.

1° Questionnaire d'analyse de caractère, du docteur Heuyer. Il comprend deux colonnes de mots se faisant vis-à-vis, l'une groupant des qualités, l'autre les défauts correspondants. Le sujet doit noter d'une croix la qualité qu'il s'accorde, en rayant le défaut, et vice versa.

Le docteur Heuyer estime qu'il est intéressant de connaître le jugement que l'enfant porte sur lui-même, et que cette épreuve est habituellement passée avec sérieux et réflexion ; elle a d'ailleurs été adoptée par beaucoup de consultations.

2° Test de barrage Pressey (modifié par le docteur Heuyer). Ce test comporte trois questionnaires différents :

a) Questionnaire des complexes. — On demande à l'enfant de barrer tous les mots évoquant pour lui des actes ou des pensées qui lui sont désagréables. Ces mots sont groupés par série dont chacune correspond à des complexes scolaire, religieux, de maladie, de crainte et d'anxiété, des éléments d'hostilité égocentrique, une mauvaise adaptation sociale, des complexes familiaux, des complexes sexuels. La série *g* comprend par exemple les mots : frère, sœur, mère, père, famille ; l'enfant qui s'arrête à ces mots pour les rayer est très probablement victime de complexes familiaux. La série *h*, comprenant entre autres les mots faute, garçon, fille, mœurs, fiançailles permet de dévoiler les complexes sexuels, etc.

b) Questionnaire de moralité. — On lui demande alors de rayer tous les mots lui semblant mauvais. Ils correspondent à cinq catégories de défauts : défauts de moralité, d'émotivité, d'éducation, de sens social, sentiment d'infériorité physique.

c) Questionnaire d'intérêts. Cette fois-ci les séries de mots évoquent des intérêts de travail, intérêts artistiques, intérêts de divertissements, intérêts sportifs, intérêts sociaux, intérêts digestifs, intérêts sexuels, intérêts religieux, et l'enfant raze ceux qui lui sont agréables.

(10) V. art. précité *Annales Médico-Psychologiques*, juillet 1934 et : D^r HEUYER et Mlle COURTHIAL : « Les Tests de Caractère ». *Annales Médico-Psychologiques*, décembre 1936. On y trouvera les modèles des différents questionnaires employés.

On calcule le pourcentage des mots rayés dans chaque rubrique par rapport au total des mots, et ce pourcentage fait ressortir la mesure de l'absence de sens moral par exemple, ou l'importance des complexes de crainte, etc., chez l'enfant examiné.

3° *Test de sens éthique de May et Hartshome* (modifié par le docteur Heuyer).

Ici l'enfant se trouve devant des cas concrets. Il doit répondre, en soulignant le mot oui ou non, à plusieurs séries de questions, dont voici des exemples :

— Un garçon ou une fille très honnête mentirait-il pour s'éviter une histoire désagréable ?

— Un garçon ou une fille très honnête volerait-il pour se procurer de l'argent ?

— Un garçon ou une fille honnête tricherait-il dans un jeu si personne ne le surveillait ? etc.

Ce test, ainsi que les deux précédents, peut se passer de façon collective, puisqu'il suffit de laisser l'enfant, seul devant les différents questionnaires, rayer ou souligner lui-même des mots.

4° *Questionnaire Woodworth-Mathews* (modifié par le docteur Heuyer).

L'observateur pose à l'enfant, verbalement, de nombreuses questions dont chacune correspond à une ou plusieurs tendances définies : tendances émotives, psychasténiques, schizoïdes, paranoïaques, hypocondriaques (dépressives), impulsives, instables, perverses. La réponse affirmative à la question « éprouvez-vous parfois un certain plaisir à faire du mal à un animal ? » dénotera par exemple des tendances perverses, tandis que la question « vous fâchez-vous quand on résiste à ce que vous voulez ? » mettra sur la piste de tendances paranoïaques ou impulsives si l'enfant répond oui.

Chaque tendance est ainsi repérée par un certain nombre de questions précises que l'observateur devra toujours poser. Le docteur Heuyer dit de ce test qu'il doit plutôt prendre la forme d'un entretien, afin que l'enfant réponde le plus naturellement possible. Il suppose donc que celui-ci est déjà mis en confiance, aussi est-il préférable de ne pas le faire passer dès le début des examens psychotechniques. L'observateur aura d'ailleurs souvent à expliquer la question posée et à tenir compte de tous les commentaires que l'enfant fera à ce sujet. Aussi le questionnaire Woodworth-Mathews est-il, plutôt qu'un test, un genre d'interrogatoire psychiatrique avec toutefois des questions bien définies à glisser au cours de l'entretien.

Les résultats de ces différents tests de caractère doivent

être interprétés par l'observateur, ils ne sauraient, encore moins que les tests d'intelligence, fournir des renseignements mathématiques, mais bien plutôt d'ordre qualitatif. Ils s'éclairent d'ailleurs réciproquement, et il y a intérêt à ne pas les dissocier. Ainsi le test de sens éthique de May et Hartshome (que l'on n'ose pas employer dans certains laboratoires) offrira plus de garanties s'il est précédé du triple questionnaire Pressey. Celui-ci, excellent pour décèler les complexes, fournit de précieuses indications sur les antagonismes, les causes d'inadaptation, les aspirations de l'enfant, permettant ainsi un interrogatoire psychiatrique plus fécond, orienté tout de suite dans le sens voulu, et laissant présager déjà le mode de relèvement possible. Une *fiche d'examen caractérologique* reproduit en quatre rubriques les résultats de ces tests divers et la conclusion générale qui en découle.

70. Autres tests. — D'interprétation plus délicate est le *test de Rorschach*, où l'on présente au suiet des plaques de carton reproduisant des taches d'encre de différentes teintes, repliées sur elles-mêmes. On lui demande d'exprimer ce que ces dessins lui suggèrent. L'un ne verra que des détails, un autre donnera des interprétations d'ensemble : ce test pourra révéler des intérêts esthétiques, de la finesse, ou bien au contraire on le passera sans plaisir, dans une attitude de méfiance, de refus. Le test est d'ailleurs étalonné, en ce sens que telle interprétation dénote telle ou telle tendance affective. Mais il est évident que c'est un instrument moins précis que les précédents, demandant à être manié par des psychologues expérimentés et c'est ce qui rend son emploi difficile et rare (11).

Il existe d'autres tests « caractériels » (Thomas), mais il faut surtout retenir que *tout test peut servir à l'étude du caractère* de l'enfant. Nous l'avons déjà dit, des tests d'intelligence, et c'est peut-être encore plus vrai des tests moteurs, dont nous parlerons plus loin, et qui sont d'excellents indicatifs d'impulsivité, de psychasthénie, etc., un épileptique, par exemple, se révèle facilement à la lenteur avec laquelle il passe les épreuves. « Autant de manières de travailler, de passer un test, que d'individus », nous dit une orienteuse professionnelle.

71. Valeur des tests de caractère. — Les questions des tests américains demandent en général pour être comprises une

(11) Nous l'avons vu utiliser de façon remarquable par M. le Professeur Lagache à la consultation de l'Institut de Psychologie de Clermont-Ferrand, lors de l'examen d'une délinquante, aux tendances asthéniques et régressives, très bien mises en relief par l'épreuve de Rorschach.

certaine maturité intellectuelle (d'autant plus que ces tests sont souvent écrits), aussi ne peuvent-ils être passés que par des enfants de la période pubère ou prépubère, et ayant un niveau mental normal ; à la clinique de neuro-psychiatrie de l'Hôpital des Enfants-Malades, seuls sont examinés par cette méthode les enfants ayant au moins douze ans d'âge mental.

Mais n'y a-t-il pas danger lorsqu'on se trouve en présence d'enfants mythomanes ou pervers, comprenant un peu trop où l'on veut en venir, et qu'il s'agit d'une exploration de leur comportement, que ces enfants cherchent à tromper, et faussent ainsi la portée du test ? Dans la pratique, on relève très peu de cas de simulation, l'enfant l'exécute avec sincérité et sérieux. La concordance habituelle des réponses avec les renseignements de l'enquête sociale et de l'examen médico-psychiatrique prouve assez la valeur de la méthode. Mais on ne saurait évidemment en attendre des déductions absolues, il y a lieu de les interpréter précisément en s'aidant des indices déjà recueillis. « Le critère de notre série d'examens, écrit le docteur Heuyer, se trouve dans le dossier de l'enfant et dans le diagnostic clinique » (12). Dans cette mesure l'utilisation des tests de caractère est justifiée et peut être précieuse (13).

§ 3. LES TESTS PSYCHOMOTEURS

72. Leur rôle. — Ces tests, citons entre autres ceux de Baille, Stenquist, Carrard, Kohs, servent à déceler les aptitudes motrices du sujet, la précision du geste, la maîtrise des nerfs, la compréhension des formes, le sens du volume et des proportions, etc. Leurs résultats sont particulièrement utiles à l'orientation professionnelle de l'enfant.

Ils éclairent en outre certains côtés du caractère et de l'intelligence. Telle jeune fille manquant de force morale pour s'adapter à une situation difficile, et entraînée au vol « de compensation », révélera, en passant avec méfiance et ennui un test psycho-moteur tel que celui des « réglettes », du « casse-tête », du « chariot double » de Carrard, la lenteur de son intelligence, l'asthénie de sa volonté, un dégoût général. Nous avons vu par ailleurs un garçon de quatorze

(12) Le Dr Heuyer signale que sur 114 examens de caractère, les tests ont été d'accord 87 fois, soit dans les trois quarts des cas, avec les autres données de l'observation (*Annales Médico-Psychologiques*, décembre 1936, p. 752).

(13) Dans certains Offices d'Orientation Professionnelle on emploie très utilement l'un ou l'autre des interrogatoires américains modifiés par le Dr Heuyer, pour faire parler l'enfant, lorsque, faute de temps, on ne lui fait passer par ailleurs que des épreuves écrites et collectives.

ans, jeune délinquant, se passionner dans la reconstitution mécanique d'outils démontés (tournevis, serrure, etc.) (test de Stenquist), il déployait pour y parvenir, non seulement toute son habileté manuelle, mais aussi les ressources de son intelligence et de sa volonté, faisant preuve ainsi de sérieuses aptitudes positives, sur lesquelles on pourrait appuyer sa rééducation.

§ 4. CONDITIONS D'EXECUTION DES TESTS

73. La délicatesse de l'instrument et de la tâche impose certaines conditions d'exécution. — La psychotechnique ou méthode d'exploration psychologique par les tests, si elle est de plus en plus répandue, n'en est pas moins fortement critiquée. L'introduction d'un élément subjectif, la personne de l'examineur, dans une mesure qui veut être précise, peut en effet être source d'erreurs. Et puis l'objet lui-même du test, l'enfant, n'est pas un être inanimé ; on ne peut assurer que le test le révèle sous son jour véritable, car l'enfant examiné n'est pas, dit-on, dans son état normal. L'outil est en réalité délicat et son emploi exige de grandes précautions et une certaine compétence technique. On ne voit pas sans crainte à l'heure présente les tests prendre une vogue si considérable que dans les plus récentes réalisations, consultations médico-psychiatriques, centres d'observation ou maisons de rééducation, on les emploie sur une grande échelle sans toujours satisfaire aux exigences d'un bon rendement. L'instrument alors est plus dangereux que profitable.

Voici les conditions essentielles d'une psychotechnique valable :

74. 1° Il faut avoir à sa disposition un très grand nombre de tests afin de pouvoir choisir les plus adéquats, en fonction de l'enfant et de la recherche à faire. Ce qui supposera un minimum de connaissance du sujet. En outre une gamme étendue de tests permettra de les contrôler les uns par les autres.

75. 2° Le test doit représenter les meilleurs efforts que le sujet puisse faire, car il ne faut pas perdre de vue que c'est sur les résultats de l'observation qu'on base sa rééducation :

a) Aussi ne conviendra-t-il pas d'opérer dans un lieu de passage, en présence d'autres personnes, ou dans un endroit bruyant, mais dans une pièce isolée et silencieuse où l'on ne viendra interrompre ni l'examineur ni l'enfant ;

b) L'enfant ne devra pas être inhibé, il faut vraiment qu'il livre sans crainte toutes ses ressources.

Le docteur Anderson fait remarquer qu'on ne peut être dans les meilleures conditions mentales quand on est fatigué et qu'on a faim (14). Or dans les simples consultations l'enfant arrive directement de chez lui, foyer où règnent souvent la discorde et la misère, il est rarement dispos, d'ailleurs une longue attente dans la salle voisine parmi les autres sujets à examiner ne fait que le rendre plus nerveux, et indisponible. C'est une des raisons pour lesquelles le docteur Mathis, médecin psychiatre du Centre d'Observation de Toulouse, recommande de n'utiliser les tests qu'après huit jours d'adaptation à la vie du Centre.

Aussi sera-t-il bon de mettre l'enfant en confiance par une petite conversation préliminaire, et d'introduire tout naturellement le test, trop souvent inattendu et surprenant, comme une chose normale, intéressante à faire. Le docteur Anderson cite cet exemple d'introduction au test des « chiffres répétés » de Binet-Simon (épreuve de huit ans : répéter cinq chiffres) : « Supposez que vous sovez employé au téléphone, vous auriez à vous rappeler des chiffres, n'est-ce pas ? Eh bien, voyons combien de chiffres vous pouvez vous rappeler. » Cette façon de procéder sera évidemment plus longue, et nous savons combien on est obligé, hélas ! d'expédier les examens mentaux, tant est grande l'affluence aux consultations, et rien cependant n'est plus néfaste que la hâte, l'impatience de l'examineur, que perçoit parfaitement l'enfant et qui contribue à le paralyser.

Le petit entretien préalable aura pu d'ailleurs orienter l'examineur vers le choix de tests pouvant justement susciter l'intérêt de l'enfant, et cet intérêt devra être soutenu pendant le reste des épreuves ; il n'est donc pas recommandé de se référer constamment au livre, ou de prendre des notes de façon visible. Il faut éviter d'autre part de forcer l'enfant, ce qui serait fausser la portée du test, ses réponses doivent être absolument naturelles, et l'on ne doit en aucune façon intervenir pour obtenir des réponses satisfaisantes (ce qui arrive parfois !), tout en sachant remettre à l'aise par quelques mots de bienveillance ou d'explication l'enfant qu'on sentirait inhibé.

76. 3° Le personnel doit être compétent. — L'emploi de psychologues éprouvés est une condition *sine qua non* du succès des méthodes psychotechniques. Et c'est ce qui chez nous fait le plus défaut, en ce moment où, dans toutes les organisations publiques ou privées, on se plaint de l'absence de « cadres » pour s'occuper de la jeunesse ou de l'enfance.

(14) *Op. cit.*, p. 29.

La pénurie est à la base de ce manque de sélection, et peut-être y aurait-il intérêt à ne pas hâter l'essor d'un trop grand nombre de réalisations si l'on n'est pas en mesure de les doter d'un personnel qualifié. Certains Services sociaux ont su toutefois s'assurer le concours d'« assistantes de psychologie » vraiment compétentes.

Que doit-on demander à l'observateur chargé des examens psychotechniques ?

a) *Une formation théorique.* — C'est un non-sens de confier les tests à une personne qui n'ait au moins quelques notions de psychologie infantile et juvénile, et si possible de pédagogie, acquis en Sorbonne (Certificat d'Etudes Supérieures de Psychologie et de Pédagogie) ou par différentes sessions d'études analogues à celles qu'organise chaque année le Comité Français d'Education et d'Assistance de l'Enfance Déficiente. A plus forte raison sera excellente la formation acquise dans un Institut d'Orientation Professionnelle, ou dans une des écoles de cadres nouvellement créées et enseignent aux futurs observateurs ou rééducateurs la théorie et la pratique des tests (15). Trop souvent à l'heure actuelle ce sont des profanes qui en sont chargés. Il ne suffit pas d'être diplômé en Droit ou stagiaire d'une école d'assistantes sociales pour être capable d'assurer les examens psychotechniques, si l'on n'y a été préparé spécialement et si l'on ne s'est jamais auparavant occupé d'enfants ou adolescents. Ne s'improvise pas observateur qui veut !

b) *L'expérience des tests.* — Il faut que le technicien en ait fait au préalable un véritable apprentissage, qu'il connaisse par cœur son outil. Cela est particulièrement vrai des tests d'intelligence, où chaque mot, chaque gravure a son importance. « C'est un risque de l'instrument d'être délicat et qu'un minime déplacement, comme dans une balance celui d'une pièce quelquefois, puisse suffire à le fausser » (16). Et cela est également vrai, pour une autre raison, des tests de caractère où l'analyse détaillée des réponses, l'étude de leur relation respective, la synthèse qu'il faut en faire, demandent également une certaine expérience de l'observation. La formation doit être faite avant que le travail pratique ne soit commencé ; nous avons eu d'ailleurs l'occasion de signaler qu'un test, quel qu'il soit, est révélateur de l'enfant tout entier, à condition qu'on ait l'esprit assez libre pour observer, et cela suppose qu'on a l'instrument suffisamment en mains pour ne pas être préoccupé de

(15) ... Auprès des Centres d'Observation de Toulouse et de Lyon, à Montpellier, et à l'Ecole Théophile-Roussel de Montesson (Seine-et-Oise).

(16) Dr SIMON : *Op. cit.*, p. 16.

son fonctionnement. Il est nécessaire en outre, et principalement lorsqu'il s'agit d'examens caractériels, qui laissent une large part d'interprétation personnelle, que l'observateur connaisse le rapport entre la question posée dans le test et la fonction qu'elle met en jeu, et qu'il n'applique pas la méthode automatiquement, sans réflexion, comme on appuierait sur le bouton d'une machine.

c) *Certaines qualités.* — Les connaissances théoriques et la pratique ne suffiraient pas à un observateur à qui manquerait « l'esprit de finesse » car c'est d'êtres humains qu'il s'agit. Il lui faudra un ensemble de qualités innées :

— *Le don de sympathie,* car un test est plus qu'une épreuve mécanique, il est la rencontre de deux personnalités : celle de l'examineur et celle de l'examiné, et c'est dans la mesure où le contact sera établi que l'enfant livrera toutes ses ressources. « Cela ne s'apprend pas à l'aide de livres de psychologie, cela ne s'enseigne pas dans les universités », dit le docteur Anderson ; certes, mais ce don inné peut du moins se développer auprès d'enfants et d'adolescents. Il y a une certaine façon, qu'on acquiert inconsciemment, de leur parler, de les regarder, de les écouter, et qui les met vraiment à notre disposition, condition indispensable pour que le test nous livre du réel. C'est pourquoi un bon éducateur fera toujours, pour peu qu'il ait une certaine formation théorique, un excellent observateur.

— *L'esprit d'observation et de recherche.* Le moindre détail dans l'attitude de l'enfant aura son importance, l'apparition d'un intérêt ou de signes de fatigue, les indices de paresse mentale, de découragement, des expressions fugaces, tout un ensemble de nuances qui serviront à interpréter le test. Les épreuves les plus systématisées, telles que les tests de niveau mental Binet-Simon, pourront être source fertile d'observations : l'enfant de douze ans à qui l'on demande un minimum de soixante mots à la minute peut ne donner que des mots pris au hasard de son imagination, sans aucun rapport d'association entre eux ; un autre, au contraire, procédant par série, mettra en œuvre les associations d'idées, ce qui révélera la qualité de son intelligence. Ce sont des résultats qualitatifs dont l'épreuve proprement dite ne tient pas compte puisqu'il suffit de citer soixante mots quelconques pour y satisfaire, et qui cependant doivent être retenus. Puisque la mission des tests, c'est de nous livrer l'enfant tout entier, on comprend que l'observateur doive toujours être sur le qui-vive, « les yeux et l'oreille au guet » et ne pas se contenter de lire des questions et d'enregistrer des réponses.

— On lui demandera également d'avoir de *l'intuition*, de

sentir ce qui peut mettre l'enfant en confiance, l'opportunité de tels tests plutôt que tels autres, l'ordre dans lequel il convient de les faire passer, l'interprétation possible du résultat ou tout au moins des différents indices relevés à l'occasion du test. Mais ceci joint à un *esprit scientifique* qui le poussera à toujours contrôler rationnellement, par d'autres tests, ou en utilisant les résultats acquis par ailleurs, ses interprétations personnelles, à ne pas se laisser aller à un excès d'intuition ou d'imagination qui risquerait de lui faire rompre avec le réel. Et toutefois, cet esprit scientifique ne lui fera pas perdre de vue, au travers des différentes techniques, l'âme de l'enfant qui lui est momentanément confiée et sur laquelle il ne peut se pencher qu'avec respect et sympathie.

77. 4° Nécessité du contrôle par l'observation libre. — Nous ne parlons pas du contrôle par les autres techniques de l'observation : enquête sociale, examen psychiatrique. Il va de soi qu'il n'y a pas d'interprétation de tests possible sans la connaissance du dossier complet du mineur. Mais, en outre, l'observation du comportement habituel de l'enfant, de ses réactions au jeu, au travail, dans un milieu de vie plus normal qu'un laboratoire de psycho-technique est la meilleure garantie de la valeur des tests. Et c'est pourquoi, employés souvent sans assez de réserve dans certaines consultations d'enfants délinquants ou difficiles, ils peuvent au contraire prendre toute leur valeur dans des internats d'observation où l'on a le sujet à demeure. Selon le mot du docteur Mathis, le test « ouvre des avenues à l'observation prolongée ».

SECTION 3

CERTAINS MOYENS D'EXPRESSION

78. Le jeu, grand révélateur du comportement. — Cette observation prolongée du mineur permettra d'ailleurs l'usage courant de moyens d'expression, devenus des auxiliaires efficaces dans l'observation des enfants. Le *dessin*, l'*écriture*, l'*autobiographie* (17), les *contes libres* fournissent des indices sur les qualités intellectuelles du sujet, son imagination, ses goûts, ses préoccupations affectives. Plus que dans un test, l'enfant s'y livre tel qu'il est, parce

(17) ... Encore qu'il faille se montrer assez circonspect quant à la valeur de ce procédé d'investigation qui fait actuellement fureur. « Le papier se laisse écrire », nous disait très finement la religieuse dirigeant le Centre d'Observation de Saint-Servais (Belgique).

qu'il n'est pas mis en méfiance par tout l'appareil un peu solennel et anormal du laboratoire. Seulement, ces moyens d'expression ne sont pas étalonnés : tant vaudra l'interprète, tant vaudra l'observation.

Le jeu et la *mime* sont sans doute les techniques d'observation les plus fertiles. Quelle cheftaine de louveteaux n'a pas éprouvé qu'il était aisé de repérer la franchise, la hardiesse, la hâblerie de ses garçons au moyen des grands jeux de plein air, plutôt que par des entretiens individuels au local, car dans le jeu, l'enfant donne sa pleine mesure, emporté par l'intérêt de l'action, il ne se soucie plus de dissimuler. Or, le grand jeu bien choisi peut toujours être considéré comme un test de loyauté, de courage et de générosité. Les petits jeux (tel le jeu de Kim), sont aussi d'excellentes épreuves d'esprit d'observation, de maîtrise de soi ou de sociabilité. Quant à la mime, elle peut révéler l'absence de goût, de finesse, d'affectivité, de maintien moral et physique, d'imagination, de simplicité, etc... Feux de camp, veillées, sont dans les mouvements de jeunesse et dans les Centres de Formation Professionnelle où on les emploie largement, de bons instruments de connaissance si l'on a soin de donner à chaque jeune une part active.

On voit de quelle précieuse technique l'on se prive en limitant l'observation à de simples consultations médico-psychiatriques, fussent-elles étayées d'épreuves psychotechniques et précédées d'une enquête sociale.

SECTION 4

LA PSYCHANALYSE

SOMMAIRE :

Les complexes. — De la psychanalyse comme mode d'investigation.

79. Les complexes. — Certains de ces moyens d'expression, le dessin libre, les contes, et en outre les rêves, sont des modes d'investigation mis en honneur par la psychanalyse.

La psychanalyse, en tant que méthode d'exploration, est la reconnaissance de l'inconscient, l'étude de ces *complexes* que le docteur Baudoin, spécialiste de psychanalyse infantile définit ainsi : « Système de tendance qui constitue le réseau de nos voies de réactions psychologiques » (18). Par l'accumulation de chocs moraux renouvelés, « traumatis-

(18) Ch. BAUDOIN : « La psychanalyse et les jeunes délinquants ». *Pour l'Enfance Coupable*, novembre-décembre 1941.

mes psychologiques de l'enfant » laissant autant de traces dans l'inconscient de l'enfant, des complexes se sont peu à peu formés qui peuvent être à l'origine de certains délits. Ainsi, chez la fillette, une expérience sexuelle prématurée, fréquente dans les classes populaires, peut provoquer un véritable conflit moral, car en même temps qu'elle cherchera à refouler les souvenirs malsains, les tendances qu'ils éveillent se feront plus fortes, et, comprimées, chercheront une autre issue : le vol par exemple. Le psychanalyste rend compte de la genèse de bien des délits d'enfants, qu'une connaissance du milieu ou de l'hérédité ne suffirait pas toujours à expliquer, par l'exploration de différents complexes souvent subtils : obsession, angoisse, sentiment d'infériorité, de culpabilité, etc.

80. De la psychanalyse comme mode d'investigation. —

L'enquête « psychogénique » procède, pour les adultes, principalement par l'analyse des rêves et des associations d'idées. Lorsqu'il s'agit d'enfants, on a recours également à l'analyse de ses rêves, de ses contes, mais surtout de dessins qu'il exécute librement et qui deviennent peu à peu pour lui un moyen de se libérer de ses obsessions. En Amérique, dans la plupart des cliniques de psychiatrie infantile, on fait un large usage des méthodes psychanalytiques. En France, on se montre plus circonspect à leur égard. Il n'est pas douteux qu'elles peuvent donner lieu à des interprétations fantaisistes et que d'autre part la révélation de complexes jusqu'alors inconscients est un remède qui peut être pire que le mal s'il est appliqué sans discernement.

En réalité, la psychanalyse, si elle est maniée habilement par un spécialiste de la question, qui soit en même temps médecin et psychologue, peut être un excellent instrument de recherche. Il s'agit de ne l'employer qu'à bon escient, et non de façon systématique. On peut d'ailleurs procéder aux interrogatoires des tests de caractère, mener un entretien avec l'enfant en s'inspirant des données de la psychanalyse : il s'agit, en somme, de dénouer des complexes qui auraient à leur base des tendances refoulées, comprimées.

Par le dessin, une psychanalyste, munie d'un double diplôme de médecine et de philosophie, fait à la Clinique de Neuropsychiatrie de l'Hôpital des Enfants-Malades, des investigations très fructueuses sur certains petits caractériels mis en observation par le docteur Heuyer. Un enfant de douze ans qui s'était montré extrêmement cruel en brûlant volontairement les pieds d'un petit voisin et à qui l'on avait demandé de dessiner une famille (c'est l'épreuve type) s'y représentait dans les bras de son grand-père auprès d'un

feu. C'était là toute sa conception de la famille. L'enquête sociale prouva par la suite l'extrême cruauté de l'aïeul et l'influence pervertissante qu'il avait exercé sur l'enfant. Les exemples sont nombreux de ce genre, où l'enfant a révélé par le dessin les complexes familiaux, sexuels, etc..., qui le tourmentent et sont à l'origine de sa conduite antisociale.

D'autre part, sans faire de la psychanalyse une thérapeutique absolue, il n'est pas douteux qu'elle peut fournir un bon point de départ à la rééducation : la connaissance des tendances à sublimer permettra à l'éducateur de bâtir sur du positif, de « canaliser les forces qui se seraient dépensées, soit dans la névrose, soit dans le crime ».

CHAPITRE IV

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE

SOMMAIRE :

Délinquance et vie professionnelle. — L'orientation professionnelle des anormaux. — Eléments de l'orientation professionnelle. — Résultats de l'orientation.

81. Délinquance et vie professionnelle. — La mauvaise adaptation à un métier, entraînant mécontentement et souvent chômage (60 % des garçons vus par le docteur Heuyer étaient sans travail au moment du délit), est source de délinquance, elle vient ordinairement du défaut d'orientation à la sortie de l'école et du manque d'apprentissage : l'enfant est mis immédiatement au travail, au petit bonheur, afin de rapporter de l'argent à la maison le plus tôt possible. De formation à un métier qualifié, il n'est pas question, et c'est cependant la base même d'une vraie adaptation sociale. Le docteur Paul-Boncour constate que 70 % des mineurs observés par lui n'ont pas reçu de formation professionnelle méthodique, 11 % ont été dirigés vers une occupation manifestement au-dessus de leurs possibilités psychiques, 19 % seulement ont exercé un métier avec méthode (1).

Aussi, le premier souci de l'éducateur doit-il être de préparer la réadaptation de l'enfant par l'apprentissage d'un métier où il puisse vraiment donner toute sa mesure et se stabiliser, ce qui suppose une connaissance préalable de ses goûts et de ses aptitudes.

Jusqu'à présent, les œuvres s'occupant du relèvement des enfants délinquants, vagabonds ou moralement abandonnés, n'ont guère satisfait à cette nécessité primordiale d'une solide formation professionnelle. Dans les établissements de l'Administration Pénitentiaire, au dire de M. Bancal (2), on forme « moins des ouvriers et des ouvrières spécialisées que des bricoleurs et des femmes de ménage ». Dans les patronages fermés pour filles (type Bon Pasteur) l'appren-

(1) Dr J. PAUL-BONCOUR : *Op. cit.*

(2) J. BANCAL : *Op. cit.*, p. 50 et suiv.

tissage, faute de crédit, n'est pas mieux assuré : ces œuvres privées ne peuvent se tirer d'affaire étant donné le modique prix de journée qui leur est alloué par mineur (douze ou quatorze francs) (3) qu'en faisant faire à leurs pupilles un travail rémunérateur : tissage ou broderie mécaniques, gros travaux de buanderie, etc., que la mineure ne pourra exercer pour son compte personnel à la sortie de l'établissement.

Apprentissage et profit immédiat sont incompatibles, aussi n'était-il pas question jusqu'ici d'enseigner la mode, la coupe et couture ou de poursuivre une vraie préparation ménagère et familiale (4).

Quant aux patronages divers, ils se contentent, après avoir reçu quelques jours garçons ou filles dans leur centre d'accueil, de les placer comme valets de ferme ou bonnes à tout faire quels que soient leurs occupations ou leurs goûts. D'un garçon de Belleville, qui a toujours respiré l'asphalte d'une grande ville, croit-on pouvoir faire un paysan ? Pour les filles « la déplorable habitude de les placer comme domestiques, système adopté par de nombreux patronages, doit être complètement abandonné », déclare le docteur Paul-Boncour. C'est une solution de paresse.

En l'absence généralisée de formation à un métier, on conçoit que le besoin ne se soit guère fait sentir de déceler les aptitudes du mineur par des examens d'orientation professionnelle ; la question est heureusement passée au premier plan des préoccupations actuelles.

82. L'orientation professionnelle des anormaux. — Cette orientation est plus délicate que lorsqu'il s'agit d'enfants ordinaires. En premier lieu, le délinquant a eu rarement une scolarité normale, son bagage intellectuel est si léger que beaucoup de métiers lui sont irrémédiablement fermés, ce qui limitera les débouchés possibles.

A cette scolarité déficiente, s'ajouteront, neuf fois sur dix, des troubles mentaux, caractériels ou intellectuels, et c'est le point névralgique du problème : sera-t-il possible, malgré ces troubles, d'adapter le sujet à une vie professionnelle normale ?

Pour les *débiles mentaux purs*, non caractériels, il faudra

(3) Une loi du 24 septembre 1943 vient, très heureusement, de relever le taux de ces indemnités, dont les maxima sont actuellement 20 ou 30 fr., selon que l'enfant est plus ou moins à charge à l'établissement, en attendant que soit intervenu un accord entre l'œuvre et le Ministère de l'Intérieur.

(4) Cependant depuis deux ans, à la suite d'une circulaire du Secrétaire d'Etat à la Famille et à la Santé, un très gros effort a été entrepris par les Bon Pasteur et les Refuges, en vue d'assurer une véritable formation professionnelle et ménagère. Mais l'absence de ressources s'est fait jusqu'à présent durement sentir pour se procurer appareils, matières premières et techniciennes.

simplement découvrir un métier qui soit à la mesure de leur intelligence en évitant toutefois les occupations réclamant :

a) Des gestes trop précis, car la débilité physique accompagne souvent la débilité intellectuelle ;

b) Trop d'endurance, car ce sont en général des faibles ;

c) Des adaptations rapides aux désirs des clients, dont leur arriération mentale les rendrait incapables.

Le débile d'ailleurs n'a pas de goûts bien arrêtés, et ce sera à l'orienteur, à défaut d'une famille le plus souvent déficiente, de lui choisir un métier en tenant compte principalement de son niveau mental, de sa motricité et des débouchés locaux. Le docteur Paul-Boncour signale que les débiles légers et les subnormaux (neuf ans et demi à dix ans et demi d'âge mental) peuvent être dirigés vers le petit artisanat, permettant à l'ouvrier d'être suivi de près par son employeur, et ne présentant pas tous les dangers moraux de certains métiers qui n'en sont pas : commissionnaires, vendeurs à la sauvette, etc.

Plus difficiles encore à orienter sont les *caractériels* parce que leurs troubles rendent problématique l'adaptation à une profession déterminée ; l'instable aura du mal à se faire à une vie sédentaire, il ne restera pas en place, et cependant, on ne peut le lancer dans les métiers qui ne feront qu'accroître son instabilité et l'exposeront, en outre, à des multiples tentations (grooms, garçons de café, garçons de courses). Aussi le docteur Heuyer conseille-t-il, pour l'instable, un apprentissage en internat « où le sujet, qu'il le veuille ou non ne pourra échapper à la surveillance et devra apprendre le métier qui lui convient. Ulérieurement ce sera pour lui un élément de stabilité. puisque, malgré son désir de changer de métier, il lui faudra bien vivre et revenir automatiquement au métier qui lui a été enseigné et qu'il connaît » (5).

Les impulsifs sont de fortes têtes, exposés à des renvois successifs pour leur violence ou leurs fugues. Quant aux paranoïaques, ils n'acceptent aucun conseil ou réprimande et cela rend également bien difficile leur placement. Tous ces enfants devront être, bien sûr, orientés vers la profession qui convient le mieux à leurs aptitudes mais il faudra, en outre, tenir compte des troubles caractériels. Ceux-ci faute d'une rééducation appropriée, risqueraient d'entraîner l'échec définitif de tout essai d'adaptation professionnelle, quelles que soient les aptitudes intellectuelles et

(5) D^r HEUYER : « L'orientation professionnelle des enfants délinquants ». Pour l'Enfance Coupable, juillet-août 1941.

motrices de l'intéressé pour le métier choisi et les débouchés intéressant offerts à son activité. On voit à quel point le problème est plus complexe que lorsqu'il s'agit d'enfants normaux !...

Aussi le rôle du médecin est-il plus important que lorsqu'il suffit d'ausculter des sujets ordinaires pour démontrer les contre-indications physiologiques à l'exercice de tel ou tel métier : pour apprécier pleinement les possibilités de rendement social de l'enfant irrégulier, le recours à un spécialiste de neuro-psychiatrie sera indispensable (6).

83. Eléments de l'orientation professionnelle. — L'orienteur ne devra pas se contenter de déceler les aptitudes professionnelles du sujet, il devra tenir compte d'autres facteurs importants : comportement de l'enfant, conditions pécuniaires et morales de la famille, possibilités locales de placement, etc. Aussi l'orientation professionnelle est-elle plus qu'une question de technique pure, c'est aussi une question de service social et ses recherches seront des plus variées.

1° Connaissance des aptitudes mentales du sujet. — Aptitudes intellectuelles : attention, mémoire, imagination, intelligence. La pratique des tests (7) sera indispensable, spécialement des tests très nuancés de Terman rendant compte de l'intelligence verbale, de l'imagination spacieuse, du pouvoir de généralisation. Il y aura lieu en outre, par l'enquête sociale, et surtout par la fiche scolaire et les rapports avec l'instituteur, de connaître le passé scolaire de l'enfant et le niveau de ses connaissances.

Ses aptitudes caractérielles seront décelées par l'examen psychiatrique et la connaissance de la conduite du sujet (par la fiche scolaire et l'enquête sociale), sans qu'il y ait lieu toutefois de négliger le concours de la psychotechnique (on sait combien les tests de caractère sont utilisés avec beaucoup de compétence dans certains offices d'orientation professionnelle).

2° Connaissance des aptitudes sensorielles et motrices. — L'examen sensoriel rend compte de la vision, de la sensibilité tactile et musculaire, de l'appréciation des couleurs. Quant à l'examen moteur, il doit déceler la rapidité du geste,

(6) ... Aussi certains Offices d'Orientation Professionnelle, examinant tous genres d'enfants, sont-ils très heureusement jumelés à des consultations neuro-psychiatriques. C'est le cas, entre autres, du Service Départemental de Toulouse, d'ailleurs admirablement organisé, et d'un des services de la mairie du 15^e arrondissement à Paris (installé dans l'ancienne clinique du D Heuyer, rue de Vaugirard).

(7) Pour tout ce qui concerne l'utilisation des tests, voir Supra, n° 65 et suivants.

sa régularité, sa précision. Les tests seront évidemment de très précieux auxiliaires pour dépister tout cet ensemble de facteurs déterminant l'habileté manuelle du sujet (Stenquist, D^r Baille, tests du « tourneur », tests de Piorkowski, etc.). Mais ici encore, l'observation continue, comportant l'utilisation du bricolage, des petits jeux, du dessin, etc., serait bien nécessaire.

3° *Connaissance des aptitudes physiques* par l'examen médical (anthropométrie, auscultation des bronches, du cœur, etc.), car il est des infirmités, des déficiences, pouvant constituer des obstacles formels ou tout au moins des contre-indications au choix de certains métiers.

4° *Connaissance des goûts de l'enfant*. — L'enquêtrice sociale en rendra compte dans une certaine mesure, mais c'est surtout en s'entretenant longuement avec l'enfant, en obtenant sa confiance que l'orienteur connaîtra ses désirs, ses ambitions. Il ne servirait à rien de choisir pour l'enfant un métier pour lequel il n'aurait aucune attirance, eût-il certaines aptitudes intellectuelles ou motrices à l'exercer. Mais, par contre, accrocher l'enfant à un travail qu'il aime est le meilleur levier de redressement. Ceci suppose avant tout la pratique préalable du travail manuel, une sorte de pré-apprentissage, que ne peuvent malheureusement réaliser les offices d'orientation professionnelle qui ne sont que des consultations. Jardinage, maniement du bois, du fer, travaux de bureau, pour les garçons, couture, mode, lavage, repassage, cuisine, etc., pour les filles, seront de véritables tests prolongés, pouvant rendre compte de leurs dispositions et de leurs goûts, outre qu'ils enlèveront à l'enfant certains préjugés en faveur de tel métier en vogue pour lequel il n'aurait aucune facilité.

5° *Connaissance des possibilités familiales et sociales*. — Les ressources pécuniaires des parents leur permettant ou non d'attendre plusieurs années avant que l'enfant gagne sa vie et de faire les frais d'une formation professionnelle parfois assez coûteuse, leurs vœux en ce qui concerne son avenir, doivent évidemment entrer en ligne de compte dans l'avis du conseiller d'orientation. Ce sont renseignements que pourra fournir l'enquête sociale, mais qui supposent surtout une prise de contact directe avec la famille de l'enfant à orienter, quitte à ce que l'orienteur essaie de guider ou de changer les désirs de parents souvent trop ambitieux et tenant compte de leurs goûts personnels plus que des aptitudes de leur enfant. Une orienteuse nous disait que dans les deux tiers des cas environ les parents se rallient à son avis.

Il faudra d'ailleurs les informer des avantages ou incon-

vénients de telle ou telle situation, des possibilités d'apprentissage, des salaires et des débouchés futurs. C'est encore un autre rôle de l'Office d'Orientation Professionnelle que de se tenir au courant de tous les problèmes économiques et sociaux et de s'assurer des facilités de placement par des relations constantes avec les corps de métier, les écoles d'apprentissage, etc., et grâce à une documentation sans cesse mise à jour.

84. Résultats de l'orientation. — S'étant entouré de tous ces renseignements, l'orienteur professionnel tire ses conclusions qu'il peut formuler sur une fiche représentant :

- les contre indications,
- la profession désirée par l'enfant,
- celle que préconisent les parents,
- les résultats de l'observation,
- et enfin, le conseil de l'orienteur, qui est la conclusion de toutes ses investigations préalables.

Mais son travail resterait vain, s'il ne pouvait ensuite fournir à l'enfant le moyen d'apprendre ce métier conseillé. Aussi, les Offices d'Orientation s'occupent-ils de placer des enfants dans des écoles techniques, centres de jeunesse, chez des artisans, des agriculteurs, etc.

Si délicate que soit l'orientation professionnelle des « enfants de justice », il n'est pas douteux qu'elle puisse être féconde, puisque d'après les examens du Docteur Baille, pratiqués au Patronage de l'Enfance et de l'Adolescence, 51 % des sujets étaient aptes à un métier spécialisé (8). C'est la meilleure garantie d'une réadaptation sociale. Mais ces enfants doivent être en même temps l'objet d'un redressement moral... Quelles sont, à l'heure actuelle, les maisons de rééducation assurant une formation professionnelle solide ?

(8) Chiffre donné par le Dr Heuyer dans son « Enquête sur la Délinquance Juvenile ». Op. Cit., p. 11.

APPENDICE

REMARQUES SUR L'EMPLOI DES DIFFÉRENTES MÉTHODES D'INVESTIGATION

SOMMAIRE :

Elles doivent être coordonnées et complétées par l'observation prolongée, dans un cadre normal.

85. Nécessité de leur rencontre et de leur coordination. — Chacune des méthodes envisagées serait insuffisante si elle était employée isolément. Ce serait un non-sens de pratiquer des tests sans s'appuyer sur d'autres éléments d'information et de ne pas faire précéder l'examen médico-psychiatrique d'une enquête sociale approfondie pouvant en éclairer les points obscurs. Les consultations neuro-psychiatriques ne sont pas en général dotées d'un service d'enquête suffisant. Lorsque l'enfant est envoyé par un service social, une enquête a évidemment été faite par ce service et l'enfant arrive avec son dossier complet. Mais lorsque l'enfant est amené directement à la clinique par ses parents, on se contente, à l'aide d'un rapide interrogatoire fait à l'arrivée, d'établir une fiche familiale assez sommaire.

Or, les différentes techniques précédemment décrites ne prennent toute leur valeur que si elles se contrôlent mutuellement, si leurs résultats sont sans cesse confrontés. Un pronostic ne saurait être formulé et une thérapeutique indiquée qu'en tenant compte des suggestions de chacun des observateurs, et il ne suffit pas pour cela que les différents rapports soient réunis et soumis à un médecin, fût-il psychiatre. Il faudrait, en réalité, que médecin, psychologue, pédagogue pussent travailler de concert. Ce serait d'ailleurs une heureuse simplification car tels éléments d'observation servant à établir le diagnostic mental servent également pour l'orientation professionnelle par exemple (tests, auscultation, etc.). Il ne faut donc pas se contenter de juxtaposer les travaux de l'assistance sociale, du médecin, du psychia-

tre, du psychologue, de l'orienteur professionnel : *il faut qu'ils travaillent en équipe* et cela permettra ensuite une discussion d'ensemble sur le cas étudié, à laquelle tous participent, et une décision prise en commun, sous la direction du psychiatre. Cette coordination ne peut être réalisée dans de simples consultations médico-psychologiques : il faut un centre où se rencontrent tous les techniciens de l'observation.

86. Elles doivent être complétées par l'observation prolongée. — L'enfant, d'autre part, n'est pas un phénomène clinique que l'on peut observer tout entier dans le temps limité et le cadre artificiel d'une consultation médicale.

Les cas mentaux ne peuvent d'ailleurs être tous résolus par les méthodes psycho-techniques, il existe des anomalies mentales légères qui n'apparaissent qu'à la longue, des difficultés caractérielles particulièrement complexes qu'on ne peut déterminer par un simple examen médico-psychologique : sans observation durable, il est aisé d'assimiler les perversités récupérables à des pervers constitutionnels, et la méprise peut être grave, car les traiter comme des pervers c'est risquer de les révolter et de les endurcir à tout jamais. Le Docteur Collin cite d'autre part le cas d'un simulateur menteur tenant pendant quatre examens successifs son diagnostic en échec et dont « seule une observation de tous les instants aurait pu venir à bout » (1).

Bien des psychiatres éprouvent ce besoin de voir, par eux-mêmes, le comportement de l'enfant. « Donner des conseils d'internement, d'orientation professionnelle ou des indications pour la réadaptation à la vie sociale d'un enfant de justice, cela m'a toujours paru impossible, si je ne me suis pas fait sur lui une opinion personnelle », écrit le Docteur Simon (2). Aussi, à la clinique de neuro-psychiatrie de l'Hôpital des Enfants Malades, hospitalise-t-on l'enfant dont le cas est particulièrement douteux pour l'observer pendant un mois.

87. Dans un cadre normal.

Si le véritable critère de l'amendabilité du sujet réside dans ses facultés d'adaptation sociale, il n'est pas douteux qu'il faille pour les déceler, le voir vivre dans un cadre aussi proche que possible de la vie normale, et que devra fournir le Centre. Cellules de maisons d'arrêt ou salles

(1) MM. Collin et Rollet. Op. cit., p. 273.

(2) Dr Simon. « Bulletin de la Société Alfred Binet ». Juin-juil. 1935, p. 35.

d'hôpital sont évidemment des lieux bien peu propices pour l'appréciation du comportement habituel de l'enfant. Ce qu'il s'agit de voir c'est, selon le mot du Docteur Dublineau, « le film-vie projeté sur l'écran », ce sont les réactions de l'enfant au jeu, au travail intellectuel ou manuel, aux différents moments apparemment insignifiants de la vie quotidienne, dans un milieu qu'il modifie et par lequel il est modifié à son tour. De cela, la psycho-technique et l'examen psychiatrique ne sauraient à eux seuls rendre compte. « Ils mettent un peu trop le caractère sous châssis », nous fait remarquer la religieuse chargée du pavillon d'observation de Saint-Servais ; « pour faire de la véritable observation, ajoute-t-elle, il faut vivre avec l'enfant », toute activité est en effet un test moral combien plus sûr que les expériences provoquées dans un laboratoire. Celles-ci d'ailleurs mettent en relief les troubles du caractère, mais n'en font pas connaître le fonctionnement normal, elles indiquent ce qu'il y a dans l'enfant de négatif, et non pas le positif qui existe peut-être et que seule la vie pourra révéler. Or, toute véritable éducation ne peut être basée que sur du *positif*.

Aux questionnaires envoyés, il y a deux ans, dans chaque région, par les délégués à la Famille et à la Santé, pour connaître les réformes souhaitées, les réponses furent unanimes pour dénoncer l'insuffisance de simples consultations neuro-psychiatriques et la nécessité d'une étude prolongée de l'enfant.

Dans les centres d'observation et de triage, les différentes techniques d'investigation seront enfin coordonnées et s'appuieront sur une observation vivante.

TROISIEME PARTIE

**DE QUELQUES RÉALISATIONS
FRANÇAISES
ET ÉTRANGÈRES**

CHAPITRE I

LES RÉALISATIONS ÉTRANGÈRES

88. Champ de notre étude. Principales réalisations. — On sait que la majorité des pays civilisés ont résolu le problème de l'observation méthodique des enfants difficiles, préalable à tout essai de rééducation (voir *Supra* n° 7). Mais les solutions apportées sont extrêmement variées et plus ou moins satisfaisantes.

Nous nous arrêterons aux plus intéressantes : *les réalisations américaines* parce qu'elles sont à l'origine de tout ce qui s'est fait depuis une trentaine d'années en matière d'observation, le système très novateur adopté par les *Centres de Triage italiens* et qui nous paraît proche du système en voie d'élaboration chez nous, enfin et surtout les *grands établissements belges* qui sont certainement les plus perfectionnés d'Europe et dont nous étudierons de très près l'organisation et les méthodes.

89. Notions succinctes sur quelques autres réalisations. — Il convient cependant de mentionner les « *remand homes* » anglais, seuls lieux de détention préventive où les mineurs, garçons ou filles, sont accueillis en garde provisoire. Nous disons accueillis et non retenus car le cadre y est si plein d'attraits que le séjour n'a rien d'un internement. Ces homes sont généralement jumelés à une « *Juvenile Court* », à Londres leurs locaux sont contigus, et après un temps d'observation assez court, les mineurs comparaissent devant le juge, mais sans toutefois qu'il ait été procédé à des examens de laboratoire sérieux, l'observation paraît assez succincte et plutôt empirique. Il existe par contre une trentaine de « *Child Guidance Clinics* », groupant psychologues, médecins, éducateurs et travailleurs sociaux et où l'observation des mineurs déficients et délinquants semble être poursuivie de façon beaucoup plus méthodique (1).

(1) V. à ce sujet « *Protection de l'enfance et Organisation des prisons en Angleterre* ». *Revue de Droit Pénal et Criminologie*. Année 1937, p. 425 et suiv., 509 et suiv., 595 et suiv.

Les *Centres allemands* offrent la particularité de recevoir les enfants en observation pendant six semaines non pas en détention préventive, mais à la suite d'une décision du Tribunal.

Quant à la *Suisse*, elle est dotée de maisons d'observation privées (centre d'accueil et d'observation des Charmilles à Genève, centre d'Albisbronn près de Zurich, maison de « Bethléem » à côté de Bâle) et de nombreuses consultations neuro-psychiatriques, particulièrement bien organisées et gardant un contact très étroit avec la Justice.

Les Suisses ont certainement très poussé les méthodes d'observation scientifique, et forment dans leurs instituts des spécialistes de psychologie infantile, particulièrement compétents et auxquels on fait largement appel à l'étranger (2). Maisons d'observation et consultations travaillent d'ailleurs de concert. C'est ainsi que le « service d'observation médico-pédagogique » de Genève envoie tous les cas lui paraissant complexes à la « Maison des Charmilles » où les enfants sont répartis en deux classes mixtes et se livrent aux occupations les plus diverses, sources d'observations fructueuses (travaux scolaires, manuels, jeux, promenades dans la campagne, etc.). La particularité de cette maison est qu'à l'internat est annexé un externat d'observation, formule absolument nouvelle, où l'enfant sans sortir de son milieu vient régulièrement chaque matin pour y être minutieusement étudié, pendant un temps variant de un à trois mois. Cependant, la Suisse ne semble pas avoir systématiquement organisé l'observation prolongée de tous ses mineurs de justice.

SECTION 1

L'OBSERVATION AUX ETATS-UNIS

SOMMAIRE :

Origine et essor des cliniques américaines. Méthodes employées.

90. Origine et essor des cliniques américaines. — On sait que l'institution des Juges d'Enfants vient des Etats-Unis et que les législations européennes s'en inspirèrent ensuite pour créer des tribunaux spécialisés (loi belge de 1912,

(2) L'Institut Jean-Jacques Rousseau, à Genève, très réputé, l'Institut Psychotechnique de Lausanne, et l'Institut Psychotechnique de Zurich.

entre autres). Cette institution fut par ailleurs en Amérique le point de départ de tout un réseau de cliniques de psychiatrie infantile, dont les recherches servirent admirablement dans tous les pays la cause de l'observation des enfants difficiles, car les centres les plus perfectionnés, tel celui de Moll, en Belgique, s'en inspirèrent largement, ainsi que les « child guidance clinics » anglaises.

A la suite de la création du premier tribunal, on éprouva la nécessité de connaître un peu l'enfant avant de décider de son sort. Puisqu'on abandonnait le recours automatique à une mesure répressive et qu'un juge spécialisé était désormais chargé de prendre à l'égard du mineur la mesure éducative la plus opportune, encore fallait-il qu'il pût décider en toute connaissance de cause. Aussi, sur l'initiative du Tribunal d'Enfants et avec l'aide du D^r Healy un premier établissement d'observation se fonde en 1909 pour examiner scientifiquement les enfants de justice : l'Institut Psychopathique du Tribunal de l'Enfance de Chicago.

De 1915 à 1921 on voit le rapide essor de nombreuses cliniques analogues, lancées presque toutes à l'aide de fonds publics, et travaillant en liaison avec le Tribunal de l'Enfance. Mais on s'aperçoit peu à peu que le traitement de l'enfance délinquante n'est qu'un des aspects du problème général de l'enfance déficiente et que prévenir le délit est encore plus urgent que le réparer. La prophylaxie de la criminalité juvénile imposait donc l'étude approfondie de tous enfants que leur situation sociale ou leur état psychique pouvait prédisposer à la délinquance, et dès 1921 ces consultations s'occupent également d'enfants non délinquants, quels qu'ils soient, et sont de véritables instituts de recherches sur l'enfance. Pour en susciter d'ailleurs le développement rapide, le gouvernement en application de tout un programme de prévention de la criminalité aidait à l'organisation de « cliniques de démonstration », que reprenaient ensuite à leur compte les organisations publiques ou privées locales. Aussi dès 1929 peut-on compter 475 consultations médico-pédagogiques pour enfants aux Etats-Unis.

91. Méthodes employées, le manque d'observation prolongée. — Tout enfant venant à la clinique fait l'objet d'une enquête sociale approfondie, d'un examen médical détaillé, d'une étude psychologique et pédagogique, ainsi que d'une étude psychiatrique intensive. On y étudie de près le problème de l'inadaptation de l'enfant au milieu scolaire, familial ou social, et d'ailleurs un contact étroit est maintenu avec la famille et l'école, ainsi qu'avec le Tribunal lorsqu'il s'agit de jeunes délinquants.

Tout en accordant un rôle très important à la psycho-technique (on sait que les principaux tests de caractère viennent d'Amérique), les psychologues américains admettent qu'il n'est pas possible d'isoler l'enfant comme on le ferait d'un phénomène de laboratoire, car « il n'y a ni deux individus, ni deux situations identiques », écrit le Dr Anderson, de la Judge Baker Foundation, clinique infantile de Boston. Aussi, n'existe-t-il aucun système stéréotypé pour procéder à l'enquête sociale, le « secrétaire d'œuvre sociale » devant agir avec souplesse et faire preuve d'initiative dans ses recherches, de même l'exploration mentale est un « processus individuel », pas de formule unique d'interrogatoire, quant au psychologue qui manie les tests, il doit essayer par tous moyens de pénétrer « l'enfant tout entier dans la situation tout entière » (3). Et pour la conclusion le psychiatre qui assume la direction de la clinique ne se contente pas de prendre connaissance des différents rapports écrits : « La discussion des cas par le personnel tout entier est une des plus importantes activités de la clinique » note le Dr Anderson. Du moins en est-il ainsi à Boston.

Il n'est pas douteux cependant que, si poussée que soit chacune des méthodes d'investigations dont disposent les Child Guidance Clinics, elles n'assurent pas l'observation vivante du comportement de l'enfant. « J'ai bien vu aux Etats-Unis, écrit le Dr Simon, procéder de cette façon : l'enfant passait devant une série d'examineurs, et les rapports de chacun étaient résumés en une formule... d'après ces formules le Directeur décidait... Je n'ai jamais pu me résoudre à cette manière de faire » (4). Le système des Centres permettant une observation prolongée nous paraît bien préférable à celui de simples consultations, aussi l'intérêt des Child Guidance Clinics ne réside-t-il pas tant dans la forme qu'y revêt l'observation que dans la perfection des techniques qu'elles utilisent.

SECTION II

CENTRES D'OBSERVATION ET DE TRIAGE EN ITALIE

SOMMAIRE :

Concentration des organismes d'observation, de décision et de rééducation. — Fonction et organisation du Centre d'Observation.

92. Concentration des Organismes d'Observation, de

(3) Dr Anderson. Op. Cit., p. 87 et suiv.

(4) Dr Simon. *Bulletin de la Société Alfred Binet*, Juin-juillet 1935.

Décision et de Rééducation. — La création de ces centres était depuis longtemps réclamée par les représentants de l'Ecole Positiviste, particulièrement Enrico Ferri, et, bien avant la *loi du 20 juillet 1934* répondant à ces vœux, existaient à Rome deux centres d'observation et de triage (5). Mais ce fut désormais dans chaque ressort de cours d'appel que fut établi un centre.

La grande originalité de la législation nouvelle, outre qu'elle spécialise les juges, les services pénitentiaires et les services auxiliaires du Tribunal, consiste dans la concentration portée au maximum de toutes les institutions destinées aux mineurs délinquants. L'article 1^{er} de la loi de 1934 prescrit en effet que dans chaque siège de Cour d'appel ou de section de Cour d'appel sont institués *dans un édifice unique* :

Un établissement judiciaire de réforme.

Un établissement de correction (pour mineurs dévoyés).

Une prison pour mineurs (pour la détention préventive éventuelle).

Un centre d'observation.

L'ensemble de ces institutions se nomme aux termes de la loi *centre de rééducation pour mineurs*. Dans le même édifice, qui est celui de ce centre, fonctionnent le Tribunal pour mineurs et la section de la Cour d'appel pour mineurs.

C'est le trait caractéristique du système italien d'avoir ainsi réuni l'observation, le jugement et la rééducation (6).

93. Fonction et organisation du Centre d'Observation. —

Le rôle et l'organisation du Centre d'Observation sont définis par l'article 8 de la loi. Il a pour but de « procéder à l'examen scientifique du mineur, d'en établir la véritable personnalité et de signaler les moyens les plus propres à assurer leur récupération à la vie sociale ». Il est organisé par l'Office National pour la Protection de la Maternité et de l'Enfance (O. N. M. I.) et dirigé par un conseil d'administration composé d'un magistrat du Tribunal, d'un méde-

(5) ...En outre, dès 1911, un service psychiatrique d'observation avait été créé à l'hôpital Saint-Nicolas, à Sienne.

(6) L'Autriche avait pris les devants par une réalisation hardie, le Tribunal de la Jeunesse à Vienne, groupant dans un bâtiment unique datant de 1919 :

1^o Salles d'audience du Tribunal, et tout ce qui regarde son fonctionnement ;

2^o Service social (Jugendgerichtshilfe) ;

3^o « Prison des mineurs », en réalité maison de rééducation ;

4^o Maison d'accueil pour enfants moralement abandonnés (Kinderherberge). La ville de Vienne fut, en outre, dotée d'un important centre d'observation, le « Kinderubernahmsstelle » faisant le triage des enfants anormaux, délinquants, vagabonds, moralement abandonnés.

cin et d'une dame patronesse de l'O. N. M. I., lequel couvre d'ailleurs les frais d'entretien du pupille au Centre lorsqu'il s'agit d'enfants placés par leurs parents. Quant aux délinquants, c'est le Ministère de la Justice qui les prend en charge.

Le Centre reçoit différentes catégories de mineurs en observation :

- a) Enfants abandonnés ;
- b) Enfants délinquants, avant le jugement, et ayant déjà fait un court séjour à la prison détentive annexe ;
- c) Enfants déjà jugés et attendant leur affectation à un établissement de réforme.

Tous ces enfants sont internés, et répartis en trois sections distinctes. La mise en cellule est évitée, ils sont dix par chambre sous la surveillance d'un éducateur. Les locaux sont clairs et gais, propices à une vie se rapprochant le plus possible de la vie normale (7). On y pratique les examens médico-psychiatriques, psychotechniques, et surtout l'observation directe au cours des différentes occupations quotidiennes (dessin, modelage, jeux, gymnastique).

Il faut ajouter que sur ce Centre est greffée une consultation ouverte aux enfants conduits à l'examen par leurs parents ou les assistantes scolaires.

Le décret en application de la loi du 20 juillet 1934 fut mis en vigueur le 29 octobre de la même année, et dès 1935 fonctionnaient les centres de Rome, Naples, Palerme et Milan. Toute l'originalité du système italien consiste en ce que la législation italienne, une des rares d'ailleurs à avoir expressément ordonné l'institution de centres de triage, a eu le souci de réunir en une seule œuvre autour d'un Tribunal spécialisé les établissements d'observation et de réforme. « Ainsi est évité, déclare M. de Casabianca, le fractionnement des matières et des juridictions, et assurée l'unification des fonctions » (8).

SECTION III

LES ÉTABLISSEMENTS BELGES

SOMMAIRE :

L'observation en Belgique.

§ 1. — *Le Centre de Moll.*

Rôle. — Mineurs en observation. — Groupes. — Locaux. — Méthodes d'investigation. — Esprit. — Conclusions de l'observation. — Établissements annexes.

(7) V. R. Alberne. « La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants de justice », p. 54 et suiv.

(8) P. de Casabianca. « Les nouveaux tribunaux pour mineurs en Italie », *Bulletin de la Société de Législation Comparée*, 4^e trim. 1934, p. 473.

§ 2. — *Le Centre de Saint-Servais.*

Rôle. — Les pavillons. — Méthodes. — Résultats de l'observation et rééducation.

§ 3. — *L'œuvre belge.*

Autres maisons d'observation. — Rayonnement des Centres de Moll et de Saint-Servais.

94. L'Observation en Belgique. — La loi belge du 15 mai 1912, malgré l'influence de l'école positiviste, n'établissait pas l'examen physique et mental obligatoire. Mais les efforts de la pratique remédièrent à cette lacune législative et l'on peut dire qu'à l'heure actuelle tout enfant jugé a d'abord fait l'objet de ce double examen. Les cliniques médico-pédagogiques, et en particulier à Bruxelles la « clinique médico-pédagogique du Brabant » concourent très efficacement à l'examen des jeunes prévenus. M. Wets, juge de Bruxelles, constatait en 1928 que pas un mineur ne comparaissait devant lui qui n'ait été préalablement soumis à l'examen de la clinique (elle fonctionne depuis 1920) (9). Les quartiers d'observation des établissements privés apportent également leur concours, en application de l'article 2 de la loi : « Si le juge des enfants a un doute quant à l'état physique ou mental de l'enfant, il peut le placer en observation et le soumettre à l'examen d'un ou de plusieurs spécialistes. »

En outre, en vertu de l'article 29, le juge, s'il estime nécessaire de procéder à un examen encore plus approfondi du mineur avant toute mesure rééducative, peut décider l'envoi dans des établissements spéciaux d'observation, dont les deux principaux sont les Centres de Moll pour les garçons, et de Saint-Servais pour les filles, dépendant de l'Office de la Protection de l'Enfance rattaché au Ministère de la Justice. Cet Office exerce d'ailleurs son contrôle sur tous les établissements belges, publics ou privés.

Par conséquent, en Belgique, les « enfants du juge », soit avant leur comparution, soit après, sont l'objet d'examens médico-psychiatriques, et le plus souvent d'une observation prolongée. Et par « enfants du juge » il faut entendre enfants délinquants, vagabonds dans un sens très large, ou objets d'une demande de correction paternelle, relevant tous d'un même juge unique, spécialisé et compétent (10).

(9) P. Wets. *Op. Cit.*, p. 198.

(10) On déplore en Belgique, comme en France, que ne relèvent pas en principe de la juridiction des mineurs les actions en déchéance de puissance paternelle. Mais la jurisprudence a peu à peu étendu le bénéfice des mesures de protection prévues par la loi pour les « enfants de justice » à cette catégorie de « moralement abandonnés » que sont les enfants de parents objets d'une instance en déchéance.

§ 1. — LE CENTRE DE MOLL

95. **Son rôle.** — Le Centre de Moll, dont la direction est assurée par M. Rouvroy, a été créé le 31 décembre 1913, en application de l'article 29 de la loi de 1912 qui prévoyait la possibilité de mettre l'enfant « en observation dans un établissement spécial ». Déjà bien avant cette date existait à Saint-Hubert, près de Bruxelles, une maison d'observation qui fut le tout premier essai du genre. Mais Moll devait constituer dans l'esprit du Ministère de la Justice belge un « *établissement central* » type dont *s'inspireraient toutes les autres œuvres publiques ou privées*.

Aussi sa tâche est-elle précisée par une dépêche ministérielle du 23 septembre 1916 :

a) Pénétrer l'âme des enfants pour en dégager les voies d'accès, rechercher un fond d'éducation, d'ordre éducatif ;

b) Etablir des bases de classification ;

c) Prévoir des traitements appropriés, et des « cadres », indiquer l'établissement à « régime constructif d'éducation » qui convient à l'enfant.

Une dépêche du 15 juin 1917 imposait en outre la consignation des observations sur un bulletin spécial appelé *bulletin d'observation* (11).

96. **Mineurs en observation.** — Le Centre est prévu pour recevoir 120 à 140 garçons de six à vingt et un ans, délinquants, mineurs de la correction paternelle, vagabonds, tous « enfants du juge », qui est l'unique pourvoyeur du Centre. Les motifs d'envoi sont variés :

1° Le juge ne se trouve pas suffisamment éclairé par les examens médico-pédagogiques des cliniques, ou autres établissements, et désire une observation plus approfondie avant de se décider à laisser l'enfant dans sa famille, à le placer dans un établissement privé, ou à le « mettre à la disposition du gouvernement ».

2° L'enfant est mis par jugement à la disposition du gouvernement (il dépend donc directement de l'Office de la Protection de l'Enfance), mais on recherche alors *toujours*, par une observation prolongée à Moll, lequel des établissements de l'Etat (ils sont nombreux et variés) convient le mieux à sa rééducation.

3° La mesure de placement antérieurement prise par le juge s'est révélée inefficace, il convient alors de l'observer à nouveau avant de le repasser à un autre établissement.

(11) P. Wets. Op. cit, p. 156.

97. **Les groupes.** — Il va sans dire qu'une fois arrivé à Moll le mineur ne garde pas son étiquette d'enfant vagabond, délinquant, etc., on a parfaitement compris qu'il n'existe pas de différences essentielles entre l'enfant livré à la rue et celui dont le délit n'est que la manifestation extérieure d'un abandon moral.

D'autre part, puisque l'enfant arrive pour être observé, on ne peut recourir au système de sélection basé sur l'amendement et si bien réalisé par les établissements de rééducation belges (degré d'épreuve, de récompense, d'honneur). C'est donc l'âge physique (et non pas l'âge réel) de l'enfant qui constitue le critère d'affectation à telle section plutôt qu'à telle autre. Il y a lieu d'autre part, la Belgique étant un pays bilingue, de tenir compte de l'origine wallonne ou flamande de l'enfant, entraînant peut-être, outre une différence de langue, une différence de mentalité.

Les garçons sont donc répartis en cinq sections distinctes :

- enfants wallons
- enfants flamands
- adolescents wallons
- adolescents flamands
- jeunes gens flamands et wallons ensemble

Une section supplémentaire « d'accueil » comprend les arrivants.

En temps normal les garçons ne sont pas plus de vingt par section au grand maximum, chacune des sections étant confiée à un chef de pavillon instituteur et à deux éducateurs (12).

98. **Les locaux.** — L'établissement est situé au Nord de la Belgique, non loin de la frontière hollandaise. De construction relativement ancienne il n'est pas conçu sur le système pavillonnaire.

Il comprend un corps central de bâtiments, dont la façade extérieure est orientée vers le Midi, et dont la façade intérieure donne sur une cour encadrée de deux ailes.

Le corps central de bâtiments contient un immense hall d'entrée (dont nous aurons à reparler), la loge d'accueil, les bureaux, les cuisines, le parloir, une très grande salle de laboratoire surélevée d'une chapelle et d'une infirmerie. Y sont aussi compris d'un côté les locaux réservés à la section d'accueil, et de l'autre une partie occupée par la section bilingue de jeunes gens.

(12) ...Mais, lors de notre visite, les pavillons étaient malheureusement quelque peu surpeuplés (25 enfants), la Belgique subit, elle aussi, dans une augmentation croissante de sa criminalité juvénile, les contre-coups de la crise actuelle.

L'aile Ouest des bâtiments reçoit les enfants et adolescents wallons, et l'aile Est qui lui fait vis-à-vis, de l'autre côté de la cour intérieure rectangulaire, loge les enfants et adolescents flamands (13). Mais à l'intérieur de ces ailes existent entre les sections d'enfants et d'adolescents des cloisons étanches, chaque section ayant sa salle d'études propre, son atelier, son réfectoire servant aussi de salle de réunion et son dortoir avec chambrettes. La cour elle-même est divisée en jardins distincts affectés à telle ou telle section, et séparés par des rideaux d'arbres.

Cet agencement des locaux de Moll a son importance, car on est ainsi parvenu à réaliser, dans un édifice unique, le système pavillonnaire qui, seul, permet la vie en petits groupes et l'observation minutieuse de chaque mineur. Chaque pavillon constitue en effet un tout autonome, et le personnel spécialisé qui y est attaché reste toujours avec les mêmes enfants et a tous loisirs, vivant avec eux, pour faire la connaissance de chacun des quelques enfants qui lui sont confiés.

99. Les méthodes d'investigation. — L'enfant à son arrivée n'est pas un étranger pour le Directeur, celui-ci a reçu du Parquet un bulletin de renseignements résumant toutes les indications recueillies au sujet de l'enfant et de son milieu par l'autorité locale, ainsi que le résultat de l'enquête sociale ordonnée par le juge (14). Un service social fonctionne d'ailleurs au Centre même complétant si besoin est les enquêtes précédemment faites, et assurant la liaison avec les parents et l'école, à qui, d'ailleurs, l'on envoie un questionnaire sur les antécédents de l'enfant, dès l'arrivée de celui-ci au Centre.

Connaissant bien le passé social de l'enfant, on procède aux divers modes d'investigation précédemment étudiés :

1° Examens médicaux. — Le médecin voit l'enfant, dans un examen sommaire, dès le premier ou le deuxième jour de son arrivée tandis qu'il est encore en chambrette de pavillon d'accueil, il procède ainsi à un dépistage des affections contagieuses ou autres pouvant faire obstacle à la vie communautaire. Puis au cours de l'observation prolongée le médecin fait un second examen de l'enfant, plus approfondi, lui permettant de rédiger une *fiche d'observation médicale*,

(13) ...Le côté nord de la cour, faisant vis-à-vis au corps central de bâtiments est occupé par l'établissement annexe d'anormaux (V. *Supra*, n° 102), ouvrant sur l'extérieur et tout à fait distinct du Centre d'Observation.

(14) V. M. Maus, Op. Cit., p. 14.

laquelle contribuera à établir plus tard le « rapport d'observation médico-pédagogique ».

2° *Examens psychotechniques.* — Le laboratoire de Moll est merveilleusement installé en ce sens qu'il possède tout le matériel nécessaire aux tests les plus variés, et les plus nouveaux : tests intellectuels, psychomoteurs, sensoriels, caractériels, permettant de sonder les ressources psychologiques et professionnelles du pupille. (Binet-Simon, Terman, Decroly, Vermeylen, Ballart, Burt, Healy, etc.). Le Directeur du Laboratoire a ainsi à sa disposition une gamme d'expérimentation très étendue, mais il s'en sert principalement pour *vérifier* les données fournies par l'observation directe, active, que lui indiquent les pédagogues à qui sont confiés les garçons. Aussi se maintient-il en contact permanent avec ces éducateurs, leur travail d'équipe servira à la rédaction du rapport final.

3° *L'observation directe.* — C'est cette observation prolongée du comportement de l'enfant qui est la base essentielle des méthodes en honneur à Moll. Cette observation du comportement, qui dure en moyenne trois mois, comprend deux phases distinctes :

a) *Observation individuelle.* L'enfant reste deux ou trois jours dans une des douze chambrettes du pavillon d'accueil. On procède alors à un premier test, à la confection de sa fiche d'observation qui le suivra pendant tout son séjour, au premier examen médical, aux pesées, mensuration, etc., mais le but de cet isolement est surtout de lui laisser un entr'acte de détente, de réflexion avant de le replonger dans la vie commune. Son arrestation ou sa comparution devant le juge a pu causer un choc psychologique, dont on lui laisse ainsi le temps de se remettre.

On profite de cette période de recueillement pour déjà l'observer, livré à lui-même. Aussi l'enfant est-il absolument libre de faire ce qu'il veut ; du papier, de l'encre, des livres, des crayons de couleur sont mis à sa disposition, et c'est déjà fructueux de juger s'il les utilise, et à quelle fin. Écrit-il à ses parents, dessine-t-il, lit-il ou reste-t-il oisif ? Cependant on lui demande de raconter sa vie. L'aumônier et le médecin lui rendent visite, mais ensuite l'enfant est libre de les revoir et pour qu'il n'ait, s'il le désire, aucune démarche gênante à faire, il lui suffit de retourner une petite plaquette accrochée à l'extérieur de la porte.

Il faut qu'il soit absolument lui-même, sans éprouver la désagréable impression d'être épié dès son arrivée, aussi les portes sont-elles munies de rideaux extérieurs que l'éducateur peut tirer s'il le juge opportun, et qui sauvegardent l'intimité de l'enfant. Désagréable aussi pour un nouveau

est l'impression d'être inconnu : pour qu'on n'ait pas à lui demander sans cesse comment il s'appelle, son nom et son prénom sont inscrits sur la porte de la chambrette.

Les chambrettes sont claires, accueillantes, et les petits carreaux des fenêtres, sertis de cadres métalliques ripolinés, résolvent le problème des barreaux invisibles (on s'est, paraît-il, déplacé de France pour étudier de près cette ingénieuse solution).

On voit de quels soins minutieux est entouré ce premier contact de l'enfant avec l'établissement, et comme tout y est prévu dans le moindre détail pour qu'il s'y montre le plus naturel possible.

La section d'accueil est confiée à un chef de pavillon aidé de deux éducateurs. La veille de passer dans une des cinq sections d'« observation sociale », le mineur est présenté à son futur chef de pavillon, afin que là non plus il n'arrive pas en inconnu.

Ajoutons qu'une fois versé dans un des pavillons d'observation, le pupille peut revenir en chambrette d'accueil, si sa conduite inquiétante nécessite un nouvel isolement.

b) *Observation sociale*. Après ce premier examen, le sujet est affecté à une des sections où il va partager la vie d'une vingtaine d'autres enfants, adolescents ou jeunes gens. Pour mettre le garçon à l'aise, cette vie pavillonnaire est rendue aussi normale que possible.

Le programme de la journée est prévu de façon à fournir aux éducateurs les *sources d'observation les plus variées*. La matinée est prise par les classes qui sont moins des moyens de rattraper un retard scolaire que d'explorer les capacités intellectuelles du mineur. L'après-midi, les pupilles sont occupés à des travaux manuels de toutes sortes : pour les plus grands, ateliers de fer et de bois, pour les plus jeunes, modelage, découpage, travail de contreplaqué. Ceci pour découvrir leurs aptitudes et leurs goûts professionnels. Quant à la gymnastique, elle n'est pas conçue comme une méthode d'« éducation physique », mais comme un moyen supplémentaire de connaître l'élève (harmonie des mouvements, rapidité des réflexes, etc.). Aussi un appareil est-il placé devant les pupilles, leur indiquant les mouvements à exécuter, et l'observateur est-il placé dans leur dos, afin de les mieux observer.

Mais en outre la vie entière du mineur, dans les services, les loisirs, au réfectoire, au dortoir, fournit de précieux indices dont l'éducateur est sans cesse à l'affût. Et quotidiennement il fait le point de chacun des enfants dont il a charge, annotant le résultat de ses observations du jour.

100. *Esprit des méthodes de Moll*. — Ce qui fait le suc-

cès de la station de Moll ne réside pas tant dans la perfection des techniques usitées que dans l'esprit de leur application. M. Rouvroy et tout son personnel d'éducateurs s'emploient à créer autour de l'enfant en observation une atmosphère de sympathie, grâce à laquelle il puisse s'épanouir pleinement.

1° *Compréhension*. — « Le problème obsédant, nous dit-on à Moll, est : *de quoi a-t-il besoin ?* ». On recherche avant tout ce qui a pu manquer à l'enfant pour pouvoir s'adapter à une vie normale régulière. Aussi cet esprit de recherche se manifeste-t-il dès l'instant où l'enfant franchit le seuil de la maison, et la loge du concierge, véritable éducateur, n'est-elle qu'un poste avancé du pavillon d'accueil. « Je ne reçois pas l'enfant, précise-t-il, je l'accueille, car on reçoit un colis, mais on accueille un être humain ». Le mineur est amené par la police, croyant arriver à une prison et sur la défensive. Pour le connaître, il faut à tout prix faire tomber l'inhibition qui en résulte, en allant au-devant de ses besoins et en lui faisant sentir dès l'abord l'esprit de sympathie qui règne dans la maison. Cette loge est donc accueillante, ornée de dessins, de photos destinées à lui faire comprendre qu'ici il trouvera un lit, une chambre à lui, une nourriture suffisante, les moyens d'apprendre à lire, à compter, etc.

Puis l'enfant est promené dans toute la maison, afin que celle-ci ne demeure pas dans son imagination un inconnu plein de terreurs. Dans le grand hall d'entrée il se penche sur une maquette de l'établissement et s'arrête devant les gravures exprimant de façon frappante ce qu'on attend de lui.

Le cadre de Moll, loin d'être luxueux, n'en est pas moins attrayant et tout y est prévu pour mettre l'enfant « au naturel ». Il faut le placer dans des conditions proches de la vie normale et, tout en maintenant la discipline nécessaire (car toute vie normale impose des devoirs), on laisse au mineur une certaine liberté pour lui permettre d'extérioriser sa personnalité. Il y a là un certain point difficile à saisir entre la contrainte et le laissez-faire, et qui est la pierre d'achoppement de bien des maisons d'observation. Car obtenir la manifestation *spontanée* de l'enfant nécessite qu'on l'étudie *tel qu'il est* et non tel qu'on voudrait qu'il fût, sans pour cela le laisser tomber dans l'anarchie.

2° *Morale active*. — L'inadaptation de l'enfant étant due le plus souvent au milieu amoral ou franchement immoral dans lequel il a vécu, il est nécessaire, pour juger de son adaptabilité future, de le mettre dans une atmosphère de *morale vécue*. Le ton en est donné par un ensemble de

mesures qu'on pourrait intituler, selon un mot en vogue « méthodes actives », et la durée prolongée du séjour, en moyenne de trois mois, plus s'il en est besoin, est la meilleure garantie contre l'enfant simulateur qui ne s'adapterait qu'extérieurement à la discipline de la maison.

Chaque section a sa vie autonome, ses emblème, devise et fanion. L'enfant tient lui-même avec l'aide de l'éducateur un graphique de ses notes, qui servira à établir la moyenne hebdomadaire. Afin que chacun se sente solidaire de tous, les moyennes individuelles contribuent à donner une moyenne générale à toute la section, qui pourra ainsi obtenir ou non la « distinction de semaine ». Et le dimanche, le directeur réunit toutes les sections pour l'attribution des notes dans un grand rassemblement solennel, autour du drapeau belge. Le drapeau est d'ailleurs à l'honneur dans le hall, et les pupilles, lorsqu'ils ont l'occasion d'y passer, sont invités à le saluer.

3° *Régime de confiance*. — L'impression de liberté émane de tout l'établissement, où les pupilles peuvent d'ailleurs circuler presque sans contrainte. Car c'est la meilleure façon de les observer que de leur faire confiance. Aussi leur donne-t-on certaines responsabilités de section (soin de la bibliothèque, du service de table, des jeux, etc.). Le détail en est affiché et signé par le responsable, afin qu'il sente bien que la communauté compte sur lui. Et chacun a sa petite jardinière que lui-même a remplie de terre rapportée de promenades en campagne et semée de graines de son choix.

En outre, on pratique à Moll une sorte de scoutisme facultatif : le *Volontariat*, à deux degrés, petit et grand volontariat, comportant un certain nombre d'épreuves morales et pratiques, l'adhésion à un contrat signé du directeur et du pupille, une cérémonie d'investiture et l'honneur de porter un insigne.

Ce que l'on veut, en somme, c'est éviter l'impression de contrainte que donnerait une vie trop stricte, et *soumettre l'enfant à une « discipline librement consentie », en observant ses réactions sociales*.

101. *Conclusions de l'observation*. — Le principe à Moll est que « la lumière sur un cas ne vient qu'en appréciant l'ensemble ». Aussi les contacts sont-ils sans cesse maintenus entre le Directeur, le médecin et le personnel pédagogique, chaque semaine une conférence les réunit, au cours de laquelle ils confrontent les résultats de leurs investigations respectives, dont ils font pour chaque enfant sortant de l'établissement une synthèse finale d'observation.

Cette synthèse, consignée sur le *rapport d'observation médico-pédagogique* relate :

- les antécédants de l'enfant,
- ses connaissances,
- son caractère,
- l'orientation professionnelle,
- l'éducabilité générale,
- et une proposition, indiquant le placement le plus approprié.

Ce rapport, qui suivra le mineur dans tous ses placements, est transmis à l'Office de la Protection de l'Enfance, au Juge et au Directeur de l'Etablissement d'Education où sera envoyé le pupille.

102. Etablissements annexes. — Sont groupés autour de la station d'observation de Moll, et sous la direction centrale de M. Rouvroy (15) :

a) *Un établissement pour anormaux*, installé au Centre même, mais dans un bâtiment distinct (v. en note n° 98). On y procède à une récupération basée principalement sur le travail sensoriel. L'établissement, abritant actuellement une soixantaine de pupilles, est un modèle du genre quant résultats (16).

b) *Une ferme-école* située à proximité du Centre, et combinant apprentissage agricole et régime éducatif.

c) *Une colonie familiale*, plaçant chez des particuliers, artisans ou agriculteurs, les enfants auxquels a manqué une véritable vie de famille, et poursuivant « comme but immédiat la continuation de l'observation sur la mise en pratique du Rapport d'Observation en des placements familiaux des environs de Moll, et comme but lointain le reclassement définitif par une éducation familiale minutieusement appropriée à leur état physique, mental, affectif, moral et professionnel ». Les pupilles sont peu nombreux, une vingtaine, et confiés à un éducateur du Centre qui les visite presque quotidiennement.

Ces divers établissements facilitent un placement bien adapté à la nature des pupilles sortant du Centre d'Obser-

(15) ...Au village de Moll existe en outre, sous une direction différente, une « école d'éducation », dépendant également de l'Office de la Protection de l'Enfance, et dont le régime est gradué, allant d'une certaine liberté jusqu'à la vie en cellule, selon le caractère du sujet.

(16) La Belgique est, du reste, dotée d'établissements d'anormaux nombreux et très bien organisés, dont il ne semble pas que nous ayons l'équivalent chez nous. Signalons toutefois les classes d'anormaux particulièrement bien comprises de l'Institut Médico-Pédagogique d'Armentières, confiées à un personnel très compétent.

vation. Mais celui-ci fait, en outre, appel aux différentes œuvres publiques et privées dont le nombre et la variété (près de trois cents établissements) permet de toujours exécuter les propositions faites par les observateurs de Moll. *C'est parce que la Belgique possède un admirable clavier de maisons de rééducation que l'observation porte tous ses fruits.*

§ 2. — LE CENTRE DE SAINT-SERVAIS

103. **Son rôle.** — Cet établissement, créé en 1919 à Namur, fut installé en 1927, dans la campagne environnante, à Saint-Servais. La direction en est confiée, par l'Office de la Protection de l'Enfance, aux Religieuses de la Providence de Champion (près de Namur), et il constitue comme Moll une station centrale d'observation, autour de laquelle sont d'ailleurs groupées des maisons de rééducation. L'ensemble des constructions peut abriter 225 mineures de justice.

Les jeunes filles y viennent en observation, soit après jugement afin que l'on y étudie leur rééducation possible, soit en garde provisoire pour permettre au juge de prendre ensuite une décision à l'aide du rapport d'observation que lui fournira le Centre.

Comme à Moll l'observation y dure environ trois mois, et elle est basée principalement sur l'étude prolongée du comportement, s'inspirant du même esprit de recherche et de compréhension. *Mais la grande supériorité de Saint-Servais est d'avoir pleinement adopté le système pavillonnaire, permettant la vie en petites familles très distinctes, groupées autour des religieuses.*

104. **Les pavillons.** — Les pavillons d'observation sont au nombre de quatre :

1° *Un pavillon d'accueil* où l'arrivante reste en observation individuelle pendant quatre ou cinq jours. Elle y vit dans une chambrette claire, où tout ce qu'il faut pour écrire, lire, etc., est mis à sa disposition. Une religieuse chargée de l'accueil est installée à proximité, et procède aux premiers interrogatoires, pour lesquels est prévue une pièce spéciale. Le pavillon d'accueil comprend en outre les services généraux, infirmerie, laboratoires, etc.

2° *Trois pavillons d'observation.* Les mineures à leur sortie du pavillon d'accueil sont en effet réparties en trois groupes :

Petites Wallonnes,
Grandes Wallonnes,
Flamandes.

Chacune de ces « familles » compte environ vingt fillettes ou jeunes filles confiées à une religieuse-institutrice, chef de

pavillon, et une ou deux autres éducatrices chargées de la partie ménagère, religieuses également, et mène une vie propre, ayant son jardin, sa salle de cours, sa salle à manger, ses chambrettes individuelles.

105. Méthodes d'observation. — *Examens médicaux et psychiatriques* sont largement pratiqués à Saint-Servais. Le laboratoire est par ailleurs admirablement pourvu de tous les appareils nécessaires aux tests les plus variés. Mais la jeune fille n'y passe pas systématiquement, les *tests sont surtout des moyens de contrôle* de l'observation directe ; les plus usités sont ceux qui aident à l'orientation professionnelle (entre autres le « Kynésimètre à fil » de Michott, très apprécié pour déterminer la dextérité manuelle, qualité professionnelle primordiale pour l'exercice de la plupart des métiers féminins).

L'exploration des facultés intellectuelles se fait principalement en classe, à l'aide d'un *enseignement-sonde*, où les mineures sont très naturellement soumises à des tests collectifs sous forme de travaux scolaires, en utilisant l'échelle Terman.

Quant à la connaissance du caractère, la religieuse chargée de l'ensemble des pavillons d'observation se fie plus aux données de la vie quotidienne qu'à son laboratoire. Mais il faut dire que ces religieuses-éducatrices vivant sans cesse au milieu des jeunes, dans la *famille* qui leur est confiée, ont tous loisirs pour les bien étudier. Elles ont en outre reçu une formation spéciale de trois ans, les préparant directement à la tâche qui les attend à Moll.

L'emploi du temps consiste surtout en exercices professionnels et ménagers : couture, lessive, repassage, cuisine, jardinage. Deux heures sont en outre réservées chaque jour pour l'enseignement-sonde. Les occupations professionnelles priment donc : Saint-Servais ne reçoit pas en effet de très jeunes fillettes, et à partir de quatorze ou quinze ans le travail manuel est un mode d'investigation plus fructueux que le travail intellectuel. Ces travaux sont d'ailleurs exécutés *en groupes très restreints*, de sorte que les services généraux du pavillon (cuisine, repassage, jardin, etc.), sont des moyens d'explorer les capacités professionnelles des mineures (17).

(17) ...Si, dans la plupart des maisons féminines d'observation ou de rééducation, ces services, qu'il est bien légitime de faire exécuter par les pupilles, ne peuvent servir ni à l'orientation ni à la formation professionnelles, c'est qu'ils sont exécutés par des groupes trop nombreux et sur une trop grande échelle. Faire de la cuisine pour cinquante n'a rien d'éducatif. Si l'on veut former, mieux que des « femmes de ménage », de vraies ménagères, le seul système convenable est l'attribution des services à de *petites équipes autonomes*, où chaque jeune fille aura sa part de responsabilité.

Se fondant sur le principe que « toute activité est un test », les religieuses de Saint-Servais font mener à leurs pupilles la vie la plus naturelle possible, un véritable vie de famille qui est la seule normale pour des jeunes filles. Aussi le cadre est-il gai et féminin. La salle à manger de chaque pavillon n'a rien d'un réfectoire, c'est une vraie petite salle à manger, aux tables sympathiques qu'on a plaisir à tenir propres et à garnir de fleurs cultivées dans le jardin familial.

Et c'est dans ce cadre apaisant, à travers les jeux et travaux quotidiens, à l'intérieur de chacune des petites maisons disséminées dans le grand parc de verdure de Saint-Servais, que se poursuit l'observation méthodique des mineures de justice.

106. Résultats de l'observation et rééducation. — Après quelques mois de ce régime, un rapport est envoyé à l'Office de Protection de l'Enfance, au Tribunal et à l'établissement sur lequel sera dirigée la pupille. Ce rapport consigne les connaissances acquises ou pouvant être acquises par la pupille, son caractère, les résultats de l'orientation professionnelle, son éducabilité générale, le rapport médical et enfin une synthèse complétée d'une proposition de placement.

La station de Saint-Servais offre comme autre supériorité d'être dotée de sept pavillons de rééducation, recevant les mineures à leur sortie des pavillons d'observation. Non qu'elles y soient toutes dirigées, car les cas médicaux sont éliminés, les cas purement sociaux ne présentant pas de difficultés caractérielles sont placés (dans des familles ou des établissements privés de formation professionnelle, selon les besoins de l'enfant), quant aux anormales elles sont dirigées vers un des nombreux établissements spécialisés que possède la Belgique. Mais les « cas moraux », ainsi s'expriment les religieuses, restent à Saint-Servais dans un des six pavillons de rééducation (trois de « mérite », deux de « récompense », un « d'honneur »), les pupilles sont même affectées directement au pavillon du degré dont elles se sont montrées dignes pendant l'observation. Un septième pavillon constitue un « home de semi-liberté » accessible aux jeunes filles passées au pavillon d'honneur et placées par la suite en journées dans des familles des environs.

Le système rééducatif de Saint-Servais est :

- *pavillonnaire* (là aussi vie en petites « familles ») ;
- *gradué* (le costume, les nappes, les murs mêmes, etc., plus ou moins sévères, varient avec les pavillons suivant qu'ils sont de mérite, de récompense ou d'honneur) ;
- *appuyé d'une formation professionnelle très poussée*

(on y forme de véritables couturières, sachant couper aussi bien que coudre).

Les religieuses étant déléguées à la liberté surveillée par le Tribunal, peuvent garder sous leur tutelle jusqu'à vingt et un ans les pupilles qui leur ont été confiées.

§ 3. — L'ŒUVRE BELGE

107. Autres maisons d'observation. — Outre les établissements publics de Moll et de Saint-Servais, il existe en Belgique de nombreux quartiers d'observation privés.

Le plus renommé est certainement celui qui est annexé à la *maison d'éducation Sainte-Marguerite de Cortone*, à Kiel, près d'Anvers. Les jeunes filles à leur arrivée sont confiées, en très petit nombre et pour une durée variant de quinze jours à plusieurs semaines, à une religieuse rompue aux méthodes d'observation telles qu'on les pratique à Moll et à Saint-Servais.

Un poste analogue fonctionne également au *Bon Pasteur d'Evere*, installé de façon très moderne dans la banlieue bruxelloise depuis 1931. Signalons aussi *La Tutélaire*, centre d'observation pour garçons, ouvert à Saint-Lambert dès 1913, ils y sont confiés à des Frères en attendant la décision du juge, mais la maison est petite et ne peut abriter plus d'une vingtaine de mineurs (18).

108. Rayonnement des centres Moll et de Saint-Servais. — Nous avons longuement insisté sur l'organisation de ces deux centres, parce qu'ils ont été à la base de tous les progrès accomplis en Belgique depuis un quart de siècle dans le domaine de l'observation et de la rééducation des « enfants du juge ». Les œuvres privées, d'ailleurs placées sous le contrôle de l'Office de la Protection de l'Enfance, s'inspirent largement des méthodes instaurées dans les deux établissements centraux, qui leur fournissent des *bases d'enseignement* et assurent, Moll tout au moins, la *formation de leurs cadres*.

La station d'observation de Moll est devenue par arrêté royal du 19 novembre 1921, un centre de formation et de stage pour le personnel enseignant et éducatif des établissements dépendant de l'Office de la Protection de l'Enfance.

Elle a joué également un rôle dans l'expansion des méthodes nouvelles à travers l'Europe, et bon nombre de pays se

(18) V. P. Wets. Op. cit., p. 156 et suiv.

sont inspirés de son organisation pour la création de leurs centres d'observation (19). A l'heure présente où la question est en France plus que jamais à l'ordre du jour, où l'on est en train de réaliser, les expériences de Moll et de Saint-Servais peuvent nous aider à construire de façon durable et féconde.

(19) ...C'est le cas, entre autres, du Portugal qui, dans l'organisation de ses « refuges d'observation médicale, pédagogique et sociale », s'est fortement inspiré des réalisations belges.

CHAPITRE II

QUELQUES RÉALISATIONS FRANÇAISES

109. **Limites de cette étude.** — Nous avons déjà dit la multiplicité des réalisations actuelles (dont certaines ne sont d'ailleurs que des ébauches de centres d'observation) et la multiplicité des organismes officiels s'intéressant à la question (v. *Supra* n° 39). Aussi, nous bornerons-nous à en étudier les principales, celles qui, suffisamment perfectionnées, peuvent faire œuvre utile et durable.

SECTION I

DEUX ŒUVRES PRIVÉES

SOMMAIRE :

§ 1. — *Le Foyer de Soullins.*

Rôle. — Observation. — La vie à Soullins. — Résultats de l'observation. — L'Expérience du Foyer de Soullins.

§ 2. — *La Tutélaire.*

Seule maison d'observation pour les mineures de quatorze à dix-huit ans.

§ 1. — LE FOYER DE SOULINS

110. **Rôle.** — Ce foyer « d'observation psychologique et de rééducation », situé près de Brunoy (Seine-et-Oise) et appartenant au Service Social de l'Enfance, fut créé en 1929 sur l'initiative de Mme Spitzer. La grande maison blanche, à l'aspect avenant, enfouie dans la verdure, abrite une cinquantaine d'enfants, filles et garçons, de moins de quatorze ans. La majeure partie de ces enfants sont du Département de la Seine, qui, d'ailleurs, contribue aux frais de leur entretien, et envoyés par le Service Social de l'Enfance en Danger Moral ou par d'autres services sociaux parisiens, soit que leur conduite se révèle bizarre et asociale, soit que l'on doive les retirer d'un milieu qui les met en danger et dont ils ont déjà subi la mauvaise influence. C'est dire que tous présentent des troubles caractériels ; mais n'y sont pas admis les

débiles mentaux, non plus que les enfants atteints de troubles neuro-psychiatriques relevant de l'asile. L'âge très jeune des pupilles de Soullins fait que les délinquants y sont rares (il s'en trouve cependant), le Foyer accueille plutôt des enfants « moralement abandonnés ».

111. L'observation. — Les enfants sont répartis en deux sections bien distinctes, quoique le Foyer ne puisse réaliser, à cause de la disposition des locaux, le système pavillonnaire.

Le séjour à la *section d'observation* dure trois mois environ, parfois plus. On y examine avec méthode toutes les caractéristiques physiques et psychiques de l'enfant ; on y observe son comportement, ses réactions vis-à-vis de ses camarades et des adultes, en face des différents incidents de la vie quotidienne, on y recherche la cause des difficultés qui l'ont mis en opposition avec son entourage.

C'est dire qu'on ne fait pas seulement appel au concours d'un psychiatre (le Docteur Minkowski, médecin psychiatre, suit les enfants régulièrement) et de spécialistes de psychologie (1), mais surtout à un ensemble d'éducatrices dévouées, vivant à demeure avec les enfants : les « *mères de famille* », institution propre à Soullins et qui donne les meilleurs résultats.

Chaque section, qu'elle soit d'observation ou de rééducation, comprend deux familles de douze membres environ : une de garçons, une de filles. Et chaque famille, au nom distinct, vit autour d'une éducatrice qui en partage toute la vie comme une maman. On comprend que l'observation soit particulièrement fructueuse, portant ainsi de façon continue sur un nombre très restreint d'enfants.

Le programme de la journée comprend : deux heures de classe le matin, l'après-midi une heure de promenade suivie d'une heure de classe et de deux heures de travaux pratiques. Les enfants en section d'observation sont, pour les classes, groupés selon deux degrés : filles et garçons sachant lire, filles et garçons, quel que soit leur âge, ne sachant pas lire et à qui l'on applique les méthodes de Jardins d'Enfants. Mais, pour le reste des activités, les enfants restent en « famille ».

On se réunit le soir dans la chambre de sa « mère de famille » qui raconte une histoire ou organise un jeu, ou

(1) Avant leur arrivée à Soullins, les enfants sont tous passés d'ailleurs à la consultation médico-pédagogique du Service social de l'Enfance que dirige le docteur Bonis. Chaque cas a fait évidemment l'objet d'une enquête sociale approfondie, une assistante sociale est, en outre, attachée à demeurer au Foyer.

simplement l'on parle tout en tricotant. La présence d'éducatrices à demeure résout évidemment le problème des « veillées », pendant lesquelles dans trop d'internats de rééducation ou d'observation, les enfants sont laissés à la garde de surveillants incapables d'organiser pour eux des loisirs à la fois éducatifs et apaisants, à moins qu'on ne les envoie se coucher immédiatement après le souper, ne sachant à quoi les occuper, et c'est hélas ! assez fréquent.

Les exercices manuels consistent surtout en travaux de menuiserie pour les garçons et en travaux ménagers et à atelier de tissage. Les garçons d'ailleurs ne dédaignent pas l'aiguille pour les filles. Avant la guerre fonctionnait un le tricot et tel petit instable s'y est révélé capable d'attention et d'effort soutenu. Le modelage y est aussi très à l'honneur et c'est un excellent moyen d'explorer les goûts de l'enfant, ses intérêts, ses préoccupations, son imagination et son adresse manuelle. Quant au jardin potager, il est l'objet de soins attentifs car on est très fier de pouvoir ainsi contribuer à faire vivre la maisonnée. Chants et gymnastique rythmique complètent cet ensemble d'activités excellentes tant pour le comportement de l'enfant que pour sa rééducation.

112. La vie à Soullins. — On s'efforce par une vie très simple, très calme, et dans un cadre familial de mettre l'enfant dans une ambiance normale. Pas d'immenses dortoirs anonymes, de tables de réfectoires s'étirant à n'en plus finir dans une salle démesurée. Mais des petites pièces claires et simples, comme celles d'une vraie maison, que les enfants décorent eux-mêmes. Chaque famille a ainsi sa chambre à coucher commune, une salle à manger avec petit office où l'on fait — en famille — sa vaisselle après chaque repas. Car, si la cuisine est faite en grand pour tout l'ensemble de la maison, les enfants étant trop jeunes pour y prendre part, par contre chaque famille entretient elle-même ses locaux et assure ses services. Ceux-ci sont exécutés par roulement, on est de ménage pendant une quinzaine, puis de « chaussures », de service de table ou de vaisselle. N'est-il pas normal que les enfants de la maison aident à en assurer la vie matérielle ? Et il faut voir la propreté reluisante de la chambre des garçons !

Cette répartition des services ne permet pas seulement d'observer les réactions de l'enfant dans ce cadre naturel et intime du très petit groupe, mais aussi de lui donner toutes les chances de bien agir seul : le grand principe de Soullins est, en effet, de confier aux enfants des responsabilités. Aussi, tout en contrôlant l'exécution des tâches dont ils sont chargés, n'est-on pas sans cesse dans leur dos pour les surveiller. Et c'est d'autant plus réconfortant de consta-

ter, en pénétrant dans la salle à manger des petites filles qui, aujourd'hui, ont goûté seules, que tous les bols ont été nettoyés et remis en place, les tables essuyées et les chaises rangées.

113. Les résultats de l'observation. — Une fiche d'observation sur chacun des enfants est mise à jour chaque semaine par la mère de famille. Elle fait partie du dossier de l'enfant où figurent également fiche médicale, résultats des tests, fiche sociale.

À la fin de la période d'observation, est rédigé un rapport final, auquel collaborent médecin, psychologue et éducatrice. La conclusion en est proposée aux parents, services sociaux, etc., et l'on essaie de prendre la mesure la plus opportune. L'assistante sociale du foyer joue en cela un rôle important : elle connaît à fond la situation familiale, elle s'est mise en rapport avec tel internat de rééducation, tel centre de jeunesse, tel foyer d'apprentis (2) les enfants peuvent donc être rendus à leur famille ou dirigés sur divers placements.

Certains, amendables, mais présentant des anomalies caractérielles, resteront à Soullins, admis dans la section de rééducation. Le séjour peut y durer une ou plusieurs années, et il est bien rare qu'on n'y vienne pas à bout des troubles affectifs les plus courants : simulation, émotivité, instabilité, etc... « La majorité de nos petits clients, écrit en 1937, Mlle Silz, alors directrice, sont des fugueurs et nous sont envoyés précisément pour ce grief. Or, sur 450 enfants qui ont passé au Foyer depuis sept ans, nous n'avons eu à enregistrer que 14 tentatives (de fugue) » (3). Et la maison est ouverte en pleins champs...

Le régime de la rééducation est, à peu de choses près, le même que celui de l'observation, avec toutefois une discipline un peu plus ferme. La maison d'un seul tenant ne permettant pas le système pavillonnaire il est d'ailleurs assez délicat pour les rééducatrices d'être si proches de la section d'observation où les enfants jouissent évidemment, pour être spontanés, d'une liberté plus grande. Par contre, pour ceux-ci, la proximité d'une section de rééducation, où l'on vise à être admis un jour, est un excellent stimulant.

114. L'expérience du Foyer de Soullins. — « Portée en profondeur sinon en surface » tel est le but visé et atteint par le Foyer de Soullins.

(2) ... Mais comme il ne s'agit pas, en général, « d'enfants de justice » (les demandes en déchéance paternelles sont rares), il est souvent difficile de faire adopter par les parents la mesure proposée..

(3) « Rapport sur le Foyer de Soullins ». Bulletin du Service Social de l'Enfance. Juin 1937, p. 33.

Il ne saurait être question d'en copier à la lettre les réalisations : il est conçu, en effet, pour répondre aux besoins d'enfants très jeunes, puisque la majorité de ses petits pensionnaires a moins de treize ans. Et cependant, Soullins est certainement un des établissements français les plus parfaits, aussi bien pour la rééducation que pour l'observation. Au dire de ses organisateurs, il représente, sous une forme presque symbolique, un Centre de Protection de l'Enfance en Danger Moral, « une forme symbolique parce que nous nous efforçons chaque jour de perfectionner notre travail, de manière à ce qu'il puisse servir de modèle, et ensuite parce que le nombre d'enfants qui passe entre nos mains est si réduit par rapport aux besoins actuels, que notre portée ne peut guère dépasser celle d'une expérience de laboratoire » (4). Expérience de laboratoire, sans doute, mais concluante : tout effort de rééducation et, *a fortiori*, d'observation, ne peut être profitable que s'il porte sur un nombre très restreint d'enfants, vivant dans une ambiance familiale. C'est la leçon du Foyer de Soullins dont bien des éducatrices futures viennent d'ailleurs s'inspirer sur place, car écoles de service social, Secrétariat de la Jeunesse, envoient souvent leurs élèves ou monitrices en stage de formation ou en visite à Soullins.

La formule vient d'ailleurs d'être adoptée dans une création toute récente du Service social de Versailles : le Centre des « Petites Ailes », à Montmorency, qui accueille également, dans un cadre familial, un petit nombre de caractériels de moins de quatorze ans (45 environ), enfants moralement abandonnés dépistés par l'une des consultations médico-pédagogiques de Seine-et-Oise. Le Centre garde en rééducation certains des enfants observés et place les autres.

§ 2. — LA TUTELAIRE

115. Seule maison d'observation pour les mineures de 14 à 18 ans. — Nous ne saurions passer sous silence la maison d'observation de la Tutélaire (5), créée dès 1927, et actuellement encore seul établissement où puissent être observées les mineures de plus de quatorze ans de la région parisienne, car le Refuge Saint-Michel, à Chevilly, recevant des filles en

(4) « Rapport sur le Foyer de Soullins ». Bulletin du Service Social de l'Enfance. Mai 1936, p. 30.

(5) Au pavillon d'observation est annexé un pavillon de rééducation. L'ensemble des constructions situées dans un beau jardin sur le coteau d'Issy-les-Moulineaux, abrite une cinquantaine de mineures et pourrait réaliser fort bien le système pavillonnaire.

détention préventive, ne fait pas vraiment de l'observation.

Les fillettes y sont placées par l'Assistance Publique, qui délègue ainsi à la Tutélaire le soin des gardes provisoires dont elle a été chargée pour la durée de l'instruction. Ce temps de l'observation, lié à la durée de l'instruction, est malheureusement trop court, il ne dépasse pas six semaines. Une jeune fille de seize ans, et c'est l'âge moyen des hôtes de la Tutélaire, ne se livre pas en un mois, comme peut le faire un jeune enfant, ou même certains adolescents.

On peut regretter également que l'examen médico-psychiatrique ne soit pas fait à la maison d'observation même. Une assistante sociale, attachée à la Tutélaire, se tient heureusement en contact permanent avec les quatre services parisiens procédant aux enquêtes et envoyant l'enfant à une consultation médico-psychiatrique. Les résultats de leurs investigations sont donc connus des éducatrices de la Tutélaire et figurent au dossier d'observation.

Par contre, tests de caractère (Woodworth, Mathews, Pressey), d'intelligence (Binet-Simon) et d'orientation professionnelle (Kohs, Pieron) sont pratiqués sur place, par une psychologue de la Clinique du Dr Houyer. Des examens de morphologie, effectués par une spécialiste, chef de service de la Fondation Alexis Carrel, fournissent de très précieux indices utilisés dans les rapports généraux d'observation et complètent bien les données de l'observation directe. Ces examens morphologiques sont basés principalement sur l'étude du visage, des mains, de l'écriture.

L'enseignement ménager, la puériculture, le chant, sont les occupations les plus importantes. Une grande place est en outre réservée à la gymnastique rythmique, très appréciée comme instrument d'observation et de rééducation (discipline des mouvements, tenue, sens du rythme, grâce, etc.) (6). Pour la classe seulement, les fillettes sont réparties selon leur niveau intellectuel en trois divisions. Mais on regrette par ailleurs l'absence de petites équipes, qui permettent de concilier observation libre et discipline. Un groupe de vingt, à moins qu'on ne lui impose un cadre de vie rigide, risquant de provoquer l'inhibition des enfants, est difficile à manier s'il n'est subdivisé au moins en deux équipes.

Avant la comparution de la mineure, la directrice réunit les éducatrices, invitées à donner le résultat de leurs obser-

(6) Le Dr Heuyer, dans une conférence faite à l'Ecole des Parents et des Educateurs soulignait l'importance de la gymnastique rythmique dans la rééducation des débilés intellectuels et moteurs (souplesse, disparition des mouvements associés, etc...).

vations directes et d'autant mieux informées qu'elles sont internes, partageant la vie des pupilles. Les stagiaires elles-mêmes, la Tutélaire en accueille souvent elle aussi, donnent leurs appréciations. Et la directrice, en s'aidant également des pièces du dossier (enquête sociale, fiches médico-psychiatriques, résultat des tests, fiches d'examen morphologique), rédige un *rapport général d'observation* qui aidera le juge à décider d'un placement opportun.

SECTION II

L'ŒUVRE DE L'ADMINISTRATION PENITENTIAIRE

SOMMAIRE :

Diverses formules

§ 1. — *Le Centre de la rue de Crimée.*

Fonctions. — Mineurs en observation, triage préalable aux Toubous. — Les méthodes d'investigation. — L'observation directe. — Les conclusions de l'observation. — Appréciation critique. — Ce fut la première tentative officielle.

§ 2. — *Le Centre de Villejuif.*

Généralités. — Encadrement. — Les groupes. — L'observation. — Appréciation.

116. **Diverses formules.** — Nous ne parlerons pas ici des « sections d'observation » des établissements d'éducation surveillée, en général, bien mal organisées dans de simples locaux disciplinaires pour y recevoir, à l'isolement, les pupilles nouvellement arrivés.

Nous ne reviendrons pas non plus sur la question des quartiers de maison d'arrêt baptisés du nom de Centre d'Observation par le seul fait qu'on les réservait aux mineurs en détention préventive. Jusqu'en avril 1941 (V. Supra n^{os} 25 et 26) aucun centre d'observation digne de ce nom n'avait été réalisé par les soins du Ministère de la Justice.

Deux centres relèvent aujourd'hui directement de l'Administration Pénitentiaire : celui de la rue de Crimée et celui de Villejuif : nous les étudierons spécialement. Quant au Centre « Madrid » son organisation en fut confiée par le Ministère de la Justice au Secrétariat Général à la Jeunesse, nous en parlerons plus loin. En province, l'administration pénitentiaire agit aussi, par l'intermédiaire d'œuvres privées, des services sociaux surtout, qu'elle charge du soin d'organiser des centres locaux, ne recevant d'ailleurs que des mineurs de justice, et qu'elle subventionne en accordant une mise de fonds pour le lancement du centre, et des indemnités forfaitaires destinées à couvrir les frais de journée (c'est le cas par exemple du centre devant ouvrir en fin d'année 1943 à Bordeaux).

§ 1. — LE CENTRE DE LA RUE DE CRIMEE

117. Fonctions. — Nous avons vu (Supra n° 27) comment ce centre ouvert le 1^{er} avril 1941 répondait à la nécessité absolue de dégorger les locaux de Fresnes surpeuplés depuis l'été 1940. Il fut pendant longtemps le seul établissement parisien, public ou privé, accueillant des mineurs en observation pendant l'instruction. Depuis le printemps 1943, il reçoit en partage avec le Centre de Villejuif et de la rue de Madrid, les mineurs détenus dans l'arrondissement de la Seine.

118. Mineurs en observation et triage préalable aux Tourelles. — Les garçons prévenus de délit ou de crime ne sont pas automatiquement dirigés sur la station d'observation de la rue de Crimée dont les locaux exigus ne permettent pas d'abriter plus d'une centaine de mineurs, tous sont d'abord envoyés à la Caserne des Tourelles où s'opère un premier triage.

C'est depuis la désaffectation de Fresnes que cette Caserne reçoit, dans un quartier spécial, des mineurs du Département de la Seine en détention préventive ou purgeant une peine, et malgré son étiquette de « maison d'éducation surveillée » le quartier n'en est pas moins une prison. Les garçons, 250 en février 1943, y sont gardés dans quatre ou cinq dortoirs aux lits entassés. Ils y vivent toute la journée dans un manque absolu d'hygiène, et l'inaction complète est la règle, les mineurs n'ayant pour toute occupation qu'une heure de gymnastique quotidienne. Le reste du temps ils demeurent oisifs et couchés. Depuis le printemps, il est vrai, un petit local a été aménagé en salle de classe mais les détenus ne peuvent s'y rendre que par roulement. Il va sans dire que l'observation est inexistante, le personnel attaché aux Tourelles ne comprenant, outre de multiples gardiens, que quelques instituteurs ! Pas même d'assistante sociale attachée à l'établissement.

Et les garçons vivent dans la plus grande promiscuité, de très jeunes délinquants primaires étant mêlés à des récidivistes de dix-sept ou dix-huit ans, et même à des condamnés, puisque la caserne est une « maison d'éducation surveillée » où certains mineurs purgent une peine de deux ans d'emprisonnement. Aussi, des enfants prévenus de petits vols alimentaires, mais encore sains moralement et physiquement, sont-ils le jouet des plus âgés qui se font un plaisir de les contaminer dès le premier jour. Nombreux sont des adolescents arrêtés pour vagabondage, il se trouve parmi eux de jeunes pédérastes ayant tous loisirs pour contaminer

leurs camarades par des tentatives précises de corruption que favorise l'oisiveté dans des dortoirs surpeuplés.

Sans doute l'utilisation de la Caserne des Tourelles n'est-elle que provisoire, il n'est pas dans les intentions de l'administration pénitentiaire d'en faire un centre d'observation, mais l'ouverture récente des maisons de Villejuif et de la rue de Madrid n'en a pas hélas ! fermé les portes, car ces deux établissements ne peuvent au total recevoir qu'environ 140 mineurs, guère plus de la moitié des mineurs qui se trouvaient en attente aux Tourelles. Pour un fort contingent la caserne reste donc actuellement le seul lieu de détention préventive : on y garde les plus âgés, les « durs », mais l'observation de ces natures difficiles, rebelles, ne s'impose-t-elle pas également ? Et, ce qui est plus grave encore, *on continue à utiliser les Tourelles comme station de triage de tous les mineurs prévenus* d'où selon l'âge, ils sont dirigés sur la rue de Crimée, Villejuif ou la rue de Madrid (7).

Sont placés en observation au centre de la rue de Crimée, les garçons de seize ans en moyenne, presque tous délinquants primaires. On en comptait 110 en février 1943.

119. Les méthodes d'investigation. — Dès son arrivée, l'enfant est tout d'abord *visité par l'assistante sociale* du centre qui précède aux premières mensurations et remplit les fonctions d'infirmière. Elle dépiste certaines anomalies physiques, qu'elle signale à Mlle Badonnel, médecin attaché à l'établissement.

Il est ensuite *interrogé par un instituteur* qui établit sa fiche d'entrée et note ses premières impressions, et l'on établit un début de dossier en conservant la rédaction du mineur, où il est invité à raconter sa vie (ce procédé était déjà en honneur à Fresnes). Ce premier dossier, constitué par l'interrogatoire du mineur et son auto-biographie, est transmis à une secrétaire chargée de centraliser *tous les renseignements* obtenus sur la personnalité de l'enfant, et déléguée par le Centre auprès du Tribunal. Elle fait, s'il y a lieu, procéder à une enquête plus approfondie ; *l'assistante sociale du centre joue alors un rôle important*, assurant au besoin l'enquête, l'on sait en effet que les services sociaux parisiens (comme ceux de province du reste) se voient confier un si grand nombre d'affaires qu'ils ne

(7) Notons en dernière heure que, par les soins de l'Administration Pénitentiaire, d'indispensables améliorations viennent d'être apportées au régime des Tourelles : il existe enfin un réfectoire, l'augmentation du personnel d'instituteurs et la diminution du nombre des détenus (120 en janvier 1944) a permis d'accroître les heures de classe, l'hygiène est en progrès et les lits sont maintenant isolés les uns des autres par des cloisons,

peuvent dans tous les cas procéder aux enquêtes nécessaires. Lorsqu'une enquête a déjà eu lieu, l'assistante sociale en a connaissance grâce au fichier central dont nous avons, par ailleurs, signalé l'utilité. Elle est donc en rapports très suivis avec les quatre services parisiens près du T.E.A. ; elle reçoit, en outre, à jours fixes, les parents des mineurs.

Enfin, tous les garçons sont examinés par Mademoiselle Badonnel, spécialiste de psychiatrie infantile, consacrant au centre deux après-midi par semaine, et testés au point de vue mental et orientation professionnelle.

120. L'observation directe. — Il faut reconnaître un effort réel de l'administration pénitentiaire en vue de proposer des activités de caractère nettement pédagogiques, moyens d'explorer la personnalité des pupilles. L'emploi du temps comprend trois à quatre heures de classe par jour, des causeries morales, sortes de cercles d'études dirigés par un aumônier particulièrement compréhensif et compétent (8), de la culture physique quotidienne et du chant.

Pour les heures de classe, les pupilles sont divisés en trois degrés : niveau supérieur au certificat d'études, niveau du certificat, niveau inférieur (les illettrés) et dans les dortoirs, ils sont répartis suivant l'âge. Le reste du temps, ils ne forment malheureusement pas ces petits groupes autonomes dont nous avons vu, en Belgique et au Foyer de Soullins, l'heureuse organisation.

Le régime y est plus doux qu'aux Tourelles (une des principales sanctions en usage rue de Crimée est d'ailleurs le retour éventuel de l'indiscipliné à la Caserne des Tourelles) et un peu plus éducatif. En deux ans, on n'a pas eu à déplorer plus de sept ou huit fugues, ce qui est évidemment un chiffre bien minime en comparaison de toutes les évasions relevées dans les statistiques des établissements de l'administration pénitentiaire. Le mot d'un garçon hébergé rue de Crimée est d'ailleurs significatif : « Ici, on est comme chez soi, on est même mieux. »

121. Les conclusions de l'observation. — Lorsque le mineur est cité en justice, son dossier est, en général, complet. L'assistante sociale, la secrétaire-déléguée auprès du Tribunal, les instituteurs se réunissent alors pour délibérer de son cas et choisir la mesure qui leur paraît la plus opportune à signaler au juge. Cette conclusion est consi-

(8) Cet aumônier a été détaché par l'Evêché sur la demande du Ministère de la Justice.

gnée par la secrétaire-déléguée sur une fiche de renseignements succincte, mais complète, portant :

- 1° Les observations faites par le personnel d'éducation sur la conduite et le comportement du mineur au Centre,
- 2° Les renseignements d'ordre médico-psychologiques,
- 3° Les renseignements sociaux,
- 4° Les relations de l'enfant avec sa famille,
- 5° Les désirs de l'enfant,
- 6° Une proposition de placement (la remise à l'Assistance Publique est demandée chaque fois que l'état physiologique du mineur nécessite des soins).

Cette fiche de renseignements, véritable *rapport final d'observation* est déposée au Tribunal le jour de l'audience, à laquelle d'ailleurs assiste la secrétaire-déléguée, qui s'entretient oralement du cas avec le Président.

122. — Appréciation critique — S'il réalise un très gros progrès sur les autres établissements de l'Administration Pénitentiaire, le Centre nous semble cependant présenter certaines imperfections nuisibles à une observation féconde :

1° *Le personnel d'observation est insuffisant.* — Nous apprécions particulièrement la présence d'une secrétaire-déléguée auprès du Tribunal en contact très étroit avec lui. C'est une innovation heureuse de l'Administration. L'assistante sociale attachée au centre joue également un rôle précieux auprès des 110 garçons, mais elle n'y suffit pas et devrait être secondée dans sa tâche par une deuxième assistante, non pas stagiaire, mais en permanence au centre. A l'heure actuelle, les mineurs n'ont pas tous fait l'objet d'une enquête sociale approfondie avant leur comparution devant le Tribunal.

Sans doute, une psychologue vient régulièrement faire passer des tests, mais elle n'a pas la formation suffisante, tant au point de vue psycho-technique qu'habitude des jeunes pour pouvoir pratiquer certains tests particulièrement délicats, tels les tests caractériels. Aussi se borne-t-on à utiliser les épreuves Binet-Simon et quelques tests moteurs pour l'orientation professionnelle du pupille.

Il n'y a pas de directeur à demeure car c'est le directeur de la Roquette qui assume en outre la double direction de Villejuif et de la rue de Crimée. En songeant à la bienfaisante activité que peut avoir un directeur de centre d'observation, tant auprès de son équipe d'observateurs dont il assure la cohésion et l'unité de vue, qu'auprès des enfants

qui le considèrent en quelque sorte comme un père (9), on ne peut que regretter cette absence. Le personnel d'observation ne compte en réalité que deux instituteurs-éducateurs. Pour une centaine de mineurs, le chiffre est bien insuffisant ! On ne peut en effet décerner le titre « d'observateur » à de simples surveillants de l'administration pénitentiaire, d'ailleurs en uniforme, baptisés du nom très optimiste de moniteurs, mais qui n'en sont pas moins considérés par les pupilles comme de véritables pions.

2° *La discipline consiste surtout en mesure de surveillance.* — On ne saurait évidemment demander à ces surveillants en casquettes, dont la formation et le recrutement n'offrent aucune garantie de compétence, leurs appréciations sur le comportement actuel du mineur et ses possibilités de réadaptation à une vie sociale normale. Or, ce sont eux qui ont le plus souvent en mains les enfants, car, eux, sont à demeure au centre. Eux sont présents au dortoir, au réfectoire, et dans tous les moments creux de la journée où justement se révèle la vraie nature de l'enfant parce qu'aucune occupation fixe ne lui est imposée. Aussi les pupilles se couchent-ils immédiatement après le repas du soir, car personne n'est là pour « passer la veillée » avec eux, moment qui peut être cependant si propice à l'intimité et aux confidences (10).

Pendant les heures de classe qui pourraient, du moins, être fertiles en observation puisqu'elles sont assurées par des instituteurs, le surveillant est dans le dos des pupilles, inhibés, raidis dans un perpétuel garde à vous et craignant par-dessus tout le renvoi aux Tourelles. Aussi sont-ils peu ouverts et arrive-t-on difficilement à les faire parler.

3° *Les locaux sont insuffisants.* — L'Administration Pénitentiaire en effet à cause de l'urgence qu'il y avait à remédier au surpeuplement de Fresnes, a dû se contenter, pour ins-

(9) C'est ce double rôle parfaitement assuré par M. Rouvroy à Moll qui donne toute sa valeur à l'établissement belge.

(10) Les veillées telles que nous les organisons dans les Centres de jeunesse, qui comptent des éléments difficiles et récalcitrants, nous ont toujours paru faciliter ce rapprochement de l'éducateur et de l'adolescent. Rien, plus que des chants joyeux et beaux, une conversation dirigée où chacun parle à cœur ouvert, une palabre courte et tonique du chef faisant appel à la bonne volonté de ses équipiers ou équipières réunis en cercle autour d'une flamme, ne le rapprochent autant de ses jeunes, ne lui ouvrent autant leurs cœurs. Il ne s'agit pas d'organiser quotidiennement une veillée genre « feu de camp » mais, chaque soir, de rassembler autour de soi tout son petit monde, de faire ensemble brièvement le point de la journée, et de se dire joyeusement bonsoir. C'est une façon discrète de rester disponible au jeune qui, à la fin, d'une journée peut-être orageuse, trouvera facilement le moyen, après la veillée, de demeurer seul à seul avec son chef quelques minutes, heureux de trouver en lui un ami compréhensif et ... *présent*.

taller son premier Centre, des bâtiments occupés avant la guerre de 1939 par un internat maçonique abritant alors un très petit nombre d'enfants. Les dortoirs, qui d'ailleurs ne sont pas pourvus d'une installation d'hygiène satisfaisante, sont donc petits et les lits y sont trop rapprochés. La cour elle-même, triangulaire, est exigüe et ne permet pas les grands jeux de plein air qu'en souhaiterait voir en usage dans tous les établissements d'observation et de rééducation.

L'aspect des locaux est d'ailleurs peu accueillant et n'aide pas à créer une ambiance de détente, de paix, où le mineur puisse s'épanouir et révéler le meilleur de lui-même.

4° *La durée de l'observation est trop réduite.* — Six semaines, au dire de tous les éducateurs, ne suffisent pas pour connaître à fond un enfant, à moins que l'on n'ait affaire à une nature particulièrement droite et ouverte, et encore faudrait-il que le sujet se sentit les coudées franches...

Le séjour du mineur, il est vrai, dure parfois quelques mois mais cela dépend uniquement de la longueur de l'instruction et non d'une éventuelle insuffisance de documentation sur le prévenu. Ne serait-il pas plus logique de soumettre la durée de l'instruction à la nécessité d'une observation directe plus ou moins prolongée, que de livrer celle-ci au hasard de la procédure ?

5° *L'observation ne porte pas sur des groupes restreints.* — Les mineurs, sauf pour les classes, ne sont pas en équipe. Voilà 110 garçons, vivant pour ainsi dire « en vrac » sans personnel spécialement attitré à telle ou telle catégorie, comment peut-on bien connaître une telle masse d'enfants ?

Pour adopter le système des équipes, il faudrait évidemment un peu plus de deux éducateurs ! Il faudrait en outre que le passage des mineurs fût quelque peu prolongé. Le va et vient continu ne favorise pas la vie par petits groupes autonomes, ayant une physionomie propre, reflet de leurs membres. Et l'on ne confie pas aux mineurs des responsabilités, comme à Moll ou à Soullins, par exemple. Les services généraux ne sont pas assurés par les garçons, car aux termes du Code d'Instruction criminelle, on ne peut obliger au travail les détenus en détention provisoire ; ce sont toujours les deux mêmes garçons, volontaires, qui font soit la cuisine, soit l'épluchage des légumes, soit le ménage. Ils y passent évidemment le plus clair de leur temps et, de ce fait, ne sont pas soumis au travail scolaire, seule activité où ils bénéficieraient de la présence d'un instituteur-éducateur.

6° *Le séjour préalable aux Tourelles risque de tout com-*

promettre, le garçon venant de passer dix jours dans cette caserne, outre qu'il n'a pu y contracter que de déplorables habitudes, arrive révolté, méfiant, peu disposé à s'ouvrir : il a goûté de la prison et ce n'est certes pas le meilleur préambule à l'œuvre d'observation poursuivie. Encore l'isolement en chambrette pendant trois ou quatre jours à la suite de l'entassement malsain de la caserne, pourrait-il être salubre, mais l'exiguïté des locaux de la rue de Crimée ne le permet pas. L'enfant ne peut, au seuil de la maison secouer l'empreinte de honte et de misère dont l'a marqué ce séjour aux Tourelles.

Les garçons dirigés sur les trois centres parisiens, nous fait-on remarquer, savent au moins, en quittant la caserne, « à quoi ils échappent » et le régime nouveau leur paraît d'autant plus doux. Sans doute, mais ce contraste est un avantage bien mince en comparaison de l'inévitable contamination physique et morale. En songeant à toute l'attention dont, en Belgique, on entoure l'enfant dans son premier contact avec un établissement de la justice afin de le bien disposer, de le mettre « au naturel », on ne peut que déplorer ce passage préalable à la Caserne des Tourelles (11).

123. Ce fut la première tentative officielle. — Le Centre de la rue de Crimée n'en est pas moins une réalisation intéressante, la première dans le domaine de l'observation des mineurs détenus. Sans doute, dispose-t-il de moyens encore imparfaits, mais on s'y efforce de réunir tous les éléments d'appréciation nécessaires. Sa création récente marque l'abandon des simples « dépôts » ou « renfermeries », selon une vieille expression et l'adoption de méthodes scientifiques d'observation. Retenons plus particulièrement la collaboration très étroite qui s'est établie entre le Tribunal et le personnel d'observation par l'emploi d'une secrétaire-déléguée en permanence au Centre et présente aussi à toutes les audiences, il y a là une innovation des plus heureuses.

§ 2. — LE CENTRE DE VILLEJUIF

124. Généralités. — Ce Centre d'observation, ouvert le 7 juin 1943, dépend directement, lui aussi, de l'Administration Pénitentiaire. Il a pu être installé, après contrat passé avec la Préfecture de la Seine, dans un quartier assez isolé de l'Hôpital Psychiatrique de Villejuif, et reçoit pour

(11) Les toute récentes améliorations signalées plus haut en atténuent heureusement les méfaits,

une durée de deux à trois mois les mineurs en détention préventive de dix-sept et dix-huit ans triés aux Tourelles.

Son effectif moyen est de 80 garçons, presque tous délinquants *stricto sensu*, dont quelques récidivistes (peu de vagabonds, car à cet âge ils se font rarement prendre) (12).

125. Encadrement. — Villejuif est également placé sous le contrôle d'un directeur commun à la Roquette et à la rue de Crimée. Mais le *sous-directeur*, M. Buzenac, est *sur place* et son action est d'autant plus précieuse auprès des éducateurs et des garçons qu'un stage à Moll l'a initié aux méthodes belges.

Il est entouré de quatre *éducateurs*, anciens instituteurs ou licenciés en Droit s'étant déjà occupés d'œuvres de jeunesse. Une diplômée de l'Institut de Criminologie, licenciée en Droit, *représente le Centre auprès du Tribunal*, avec lequel elle se tient en rapports constants. Le médecin-chef de l'Asile, assisté de son interne, visite quotidiennement le Centre et y assure les *examens psychiatriques*, ainsi que ceux de médecine générale. Une orienteuse professionnelle de métier vient également chaque jour et procède aux *examens psycho-techniques habituels*. Une *assistante sociale* détachée de « La Sauvegarde de l'Adolescence » apporte également son concours au Centre.

Le personnel comprend en outre un infirmier et quelques surveillants à demeure, ainsi qu'une secrétaire-dactylo.

126. Les groupes. — L'ensemble des 80 garçons est réparti en quatre sections, dont chacune est confiée à un éducateur :

1° Une section d'accueil. — Elle comprend une douzaine de mineurs, et le responsable en est un ancien Chef de Centre de Jeunesse, ayant déjà vécu par conséquent au milieu d'adolescents et sachant obtenir leur confiance. Il fait mener à ses garçons une véritable vie d'équipe, aussi bien en classe que dans les jeux, où ils sont tout à fait séparés du reste des pupilles.

Dès son arrivée à Villejuif, le prévenu est versé à la section d'accueil. On lui demande alors d'exécuter un dessin libre et une petite rédaction relatant la plus grande joie ou la plus grande peine de son existence (thème préférable à l'autobiographie, parce que l'auteur est en général plus sincère). Ces deux documents figurent au dossier du

(12) L'ouverture imminente (1^{er} trimestre 1944) d'un nouveau pavillon permettra d'accueillir à Villejuif un effectif supplémentaire de 75 garçons, auxquels sera ainsi évité un séjour prolongé à la caserne des Tourelles.

mineur, on y joint un test spécial rendant compte de son niveau mental et que pratique le Chef de la Section d'Accueil afin de pouvoir affecter le nouveau venu, au bout de huit jours, à la section d'observation convenant le mieux à sa mentalité.

2° *Trois sections d'observation.* — Chacune a également sa vie propre : jeux, gymnastique, travail scolaire sont *menés par chaque éducateur pour l'ensemble de sa section.* Il a ainsi une *vue complète* de chacun de ses garçons.

Malheureusement, les services, pour le même motif qu'au Centre de la rue de Crimée, ne peuvent être assurés par les sections. On en charge quelques volontaires, groupés à cet effet en équipe distincte.

127. *L'observation.* — Sans doute cette répartition en sections n'est-elle pas absolue tout le long de la journée : un seul bâtiment comprenant réfectoire unique et deux dortoirs ne permet pas l'affectation d'un quartier spécial à chacune des sections, pas même à celle d'accueil. Le système pavillonnaire, qui a fait le grand succès des centres belges, ne peut y être réalisé.

Grâce à ce système de sections, les pupilles y vivent tout de même groupés en petit nombre autour d'un éducateur dévoué qui connaît individuellement chacun d'eux, et peut faire de *l'observation directe*. Ce que l'on regrette, comme à la rue de Crimée, c'est le départ des éducateurs à six heures du soir, laissant les pupilles entre les mains de surveillants peu qualifiés pour étudier les détails de leur comportement au réfectoire, au dortoir, à la toilette.

C'est pourtant à la connaissance parfaite de chaque mineur en observation que s'attachent les observateurs de Villejuif. Aussi essaient-ils de mettre le jeune homme en confiance, par une *discipline dosée*. Le cadre d'ailleurs aide à créer l'atmosphère de détente voulue, rien ici de l'entassement de la rue de Crimée : les locaux que les pupilles aiment à décorer eux-mêmes sont accueillants, gais et spacieux. La cour, agrémentée d'arbres, est suffisamment grande pour permettre un hébertisme quotidien. On vient de l'aménager en stade, et les compétitions sportives sont à l'honneur.

L'esprit y est aussi aéré et large que le cadre. « C'est la maison du Bon Dieu. Tâche de ne pas t'en faire renvoyer », disait un jeune détenu des Tourelles, renvoyé de Villejuif par mesure disciplinaire à son camarade qui y partait...

Quant aux examens psycho-techniques, l'enfant y est soumis à la fin de son séjour, car ils sont considérés, à juste titre, comme des moyens de contrôle.

Signalons toutefois l'absence malheureuse d'ateliers et de

travaux de préapprentissage, l'orientation professionnelle est faite au moyen de seules épreuves théoriques, et c'est dommage (13).

Comme au Centre de la rue de Crimée, un dossier est constitué pour chaque mineur, comprenant des renseignements d'ordre médical, psychologique, social, etc. A la fin de son séjour, le personnel d'observation se réunit et adopte les conclusions qui, en un rapport final, seront soumises au Tribunal le jour de l'audience. La liaison assurée par la déléguée du Centre au T.E.A. facilite le choix par celui-ci de la mesure de placement préconisée.

128. Appréciation. — Par la qualité de son personnel et l'esprit dans lequel se poursuit l'œuvre d'observation, le Centre de Villejuif est une réalisation satisfaisante. Mais on ne peut que regretter son installation dans un quartier d'asile. qu'elles que soient les facilités d'organisation que cela présente.

Malgré son isolement, le Centre se trouve « intra muros », et son accès en est commandé par l'entrée commune à tout l'asile. Quel peut être l'état d'esprit du garçon qui, sortant de la prison-caserne des Tourelles, se voit mené à un asile d'aliénés qu'il est obligé de traverser en partie pour atteindre le pavillon réservé à « l'Education Surveillée » ? La voiture a beau être fermée, il sait bien où on l'amène. Cela peut impressionner fâcheusement certains émotifs, et en aucun cas ne peut aider à mettre le mineur aussi à l'aise que possible.

Il semble que cette solution adoptée dans plusieurs réalisations récentes et consistant à installer un Centre d'observation dans un hôpital psychiatrique soit commandée uniquement par les nécessités de l'heure, et doive être provisoire, malgré les avantages certains qu'elle peut offrir (entre autres, la proximité d'un médecin-psychiatre). Le Centre de Villejuif n'en est pas moins un des meilleurs établissements actuels, bien supérieur, semble-t-il, à celui de la rue de Crimée, d'ailleurs plus ancien.

SECTION III

L'ŒUVRE DU SECRETARIAT GENERAL A LA JEUNESSE

SOMMAIRE :

Le Secrétariat et les enfants déficients. — Le Centre « Madrid », personnel d'encadrement, chantiers et équipes, emploi du temps, rapport d'observation.

(13) ... mais il est actuellement question d'occuper les loisirs d'hiver des pupilles par des travaux manuels, au bénéfice des prisonniers.

129. Le Secrétariat et les enfants déficients. — Dans la grande campagne de reclassement des enfants déficients, délinquants ou non, le Secrétariat Général à la Jeunesse a surtout apporté le concours de ses *centres de rééducation* spécialisés (14).

Il aide en outre à l'organisation de petits *centres d'accueil*, soit qu'il les exploite directement, soit qu'il vienne au secours d'œuvres privées en fournissant personnel d'encadrement, locaux et même subventions (15).

Pour l'observation approfondie, il est moins bien outillé. Le Ministère de la Justice lui a cependant confié, au printemps 1943, le soin d'organiser un des trois centres parisiens qui se partagent la garde des mineurs en détention préventive. Ce Centre, installé rue de Madrid, est une œuvre spécifiquement « Jeunesse », car, si le Ministère de l'Intérieur (à la suite du Ministère de la Justice) couvre en partie les frais d'entretien des prévenus, le personnel sort des écoles de cadres du Secrétariat de la Jeunesse et les méthodes employées sont à peu près identiques à celles qui sont en honneur dans les « Centres de Formation Professionnelle ».

Il arrive encore que le Secrétariat de la Jeunesse assure la formation et la rémunération de moniteurs mis à la disposition d'un centre d'observation dépendant de l'œuvre de coordination du Docteur Grasset (16).

130. Le Centre « Madrid ». — C'est un centre purement d'observation, pouvant recevoir 60 à 70 mineurs, tous délinquants primaires en général et âgés de moins de seize ans, venant des Tourelles.

Il est malheureusement situé en plein cœur de Paris, dans des locaux primitivement occupés par un internat de Pères Jésuites, et peu propices aux méthodes d'observation préconisées. La cour est petite et les bâtiments d'un seul tenant, noirs et vétustes, ne permettent pas l'adoption du système pavillonnaire. Aussi l'organisation du Centre fut elle longue et difficile.

(14) Signalons entre autres le Centre d'Auteuil, à Paris, où les « enfants de Justice » représentent 35 % de l'effectif. Les autres sont des garçons moralement abandonnés ou présentant des difficultés caractérielles graves. Les nouveaux arrivants, placés par le Tribunal ou par une société de patronage, sont mis en observation d'un mois dans une section d'accueil, avant que soit entreprise leur rééducation. Un médecin psychiatre attaché à l'établissement suit de près tous les équipiers de ce centre.

(15) ... aux Centres d'Accueil de Nice et de Toulon, par exemple.

(16) Nous verrons qu'il en est ainsi au Centre d'Accueil et d'Observation récemment ouvert à Lyon.

131. 1° Personnel d'encadrement. — La direction du Centre est confiée à un jeune *chef*, licencié en Droit, et dont le dévouement est entièrement acquis à ses équipiers, avec qui d'ailleurs il s'entretient fréquemment. Ceux-ci sont répartis en deux chantiers dont chacun obéit aux ordres d'un *chef de chantier*.

Les chefs de chantiers sont aidés de deux *moniteurs techniques*, l'un spécialiste du bois, l'autre du fer, d'un *moniteur d'éducation générale*, et d'un *moniteur d'éducation physique*. Les équipes d'accueil et d'entretien sont respectivement confiées à des *chefs d'équipe* faisant partie des cadres du Centre. Une *assistante sociale* est très heureusement attachée à l'établissement, ainsi qu'un *médecin psychiatre*.

Chefs de Centre, de Chantiers, d'Equipes, ont auparavant acquis une certaine expérience des jeunes et suivi des sessions de formation aux Ecoles de Cadres du Secrétariat de la Jeunesse. Ils sont logés au Centre et peuvent ainsi suivre leurs garçons à travers les activités multiples de la vie quotidienne. Mais afin qu'ils puissent prendre régulièrement un jour de repos et se réserver les moments de détente indispensables à tout éducateur qui veut rester « disponible » et calme, un Chef de Chantier et un Chef d'Equipe supplémentaires sont affectés au Centre spécialement pour assurer les différents roulements. Grâce à ce système de roulement, réalisé à l'aide d'un personnel compétent et non de fortune, se trouve résolu le problème d'éducateurs vivant de la vie même des pupilles, sans pour cela se fermer à toutes possibilités de culture ou de vie familiale.

132. 2° Chantiers et équipes.

a) *L'équipe d'accueil* reçoit tous les mercredis les arrivants des Tourelles. L'éducateur qui en est Chef d'Equipe les étudie attentivement — ils ne sont jamais plus de dix — et les affecte à l'un des chantiers le dimanche suivant. Il a ainsi deux jours entièrement libres où il peut à tête reposée mettre au point ses notes d'observation. L'équipe, tout au moins pour la classe et le sport, mène une vie autonome. Malheureusement, pas plus qu'à Villejuif, un dortoir et un réfectoire propres n'ont pu lui être réservés et les arrivants sont beaucoup trop mêlés à l'ensemble de la population. Quatre jours, c'est d'ailleurs peu, pour donner une impression juste sur le garçon qu'on passe en Chantier.

b) *Les chantiers*. Chacun des deux chantiers compte vingt-quatre pupilles groupés autour d'un chef. Celui-ci connaît donc bien ses garçons et peut exercer son influence auprès de chacun, d'autant plus que le chantier est lui-

même divisé en quatre équipes de six membres chacune. Le système des équipes permet de faire exécuter les services par roulement et de confier des responsabilités collectives ou individuelles, d'organiser des jeux opposant plusieurs équipes entre elles et de mieux se rendre compte de la valeur individuelle du garçon, de sa personnalité qui ressort facilement dans un groupe aussi restreint que l'équipe. Il y a là un excellent instrument de connaissance qu'on aurait avantage à utiliser chaque fois qu'il s'agit de faire de l'observation directe, il n'est malheureusement pas absolument au point rue de Madrid, où la disposition des locaux ne se prête pas à une vie de chantier ou d'équipe vraiment poussée.

c) *L'équipe d'entretien.* La décision de placement n'est pas, en général, exécutée immédiatement. Il s'écoule une dizaine de jours, délai d'appel, avant que l'enfant soit envoyé à l'Etablissement de rééducation. Le Centre « Madrid » dans l'intervalle, reprend ses anciens pupilles, et comme il n'est plus besoin de les observer aussi méthodiquement et qu'ils sont, par ailleurs, bien au courant des usages de la maison, on leur en confie l'entretien sous la direction d'un Chef d'Equipe. Ainsi se trouve adroitement réglée la question des gros travaux et de la cuisine qui, confiée aux garçons des Chantiers d'Observation, forceraient à réduire les autres activités plus instructives.

133. 3° *Emploi du temps.* — Il rappelle celui des Centres de Jeunesse ordinaires (dont on a adopté l'uniforme bleu marine), depuis le « dérouillage » matinal par quelques mouvements de gymnastique jusqu'aux veillées en commun le soir. Le salut aux couleurs est quotidien et donne lieu à un grand rassemblement de toutes les équipes.

Chacune des activités, sportives (hébertisme chaque jour), scolaires, manuelles (atelier de reliure, de fer et de bois assez bien montés), culturelles (chants, dessin, etc.), sont source d'observation féconde, et le Chef de Chantier y est toujours présent quelle que soit la valeur des techniciens qui en ont la responsabilité. Les récréations elles-mêmes sont « dirigées » en ce sens que des occupations, jeux ou lectures par exemple, sont proposées aux pupilles : même, et surtout, pendant les récréations, l'oisiveté est mauvaise (17).

(17) Dans bien peu d'internats on sait organiser les loisirs des enfants ou des adolescents. Ceux-ci passent leurs récréations à trainer par petits groupes fermés ou à rêver solitaires, sans aucun profit moral ou physique. La question est d'autant plus importante lorsqu'il s'agit d'enfants difficiles qu'il ne faut pas laisser ainsi livrés à eux-mêmes dans l'inaction.

L'ensemble de ces activités nous paraît bien équilibré. Les observateurs de la rue de Madrid ont raison de puiser leurs sources d'information dans des activités normales pour des adolescents de cet âge.

Les examens médico-psychologiques leur fournissent par ailleurs de précieux indices, un médecin psychiatre est affecté au Centre et un orienteur chargé d'y faire passer tests mentaux et examens d'orientation professionnelle.

134. 4° Le rapport d'observation. — Tout cela concourt à l'établissement pour chaque équipier d'un dossier éducatif auquel participent médecin, Chef de l'équipe d'accueil, Chef de Chantier, moniteurs professionnels, orienteur professionnel, assistante sociale. Les différents points de l'observation sont ensuite, sous la direction du Chef de Centre, réunis en un rapport final comprenant :

a) Observations faites par le personnel d'éducation sur le comportement et la conduite du mineur au Centre,

b) Renseignements du point de vue médical et psychologique,

c) Renseignements du point de vue familial et social,

d) Renseignements sur le mineur dans la vie extérieure, avant son arrestation,

e) Relations du mineur avec sa famille,

f) Conclusions et propositions du Chef de Centre.

Ce rapport est remis au Tribunal, avec lequel d'ailleurs se tiennent en rapport le Chef de Centre et son adjoint.

SECTION IV

LA COORDINATION DES SERVICES

DE L'ENFANCE DEFICIENTE ET EN DANGER MORAL

LES CENTRES DE TOULOUSE ET DE LYON

SOMMAIRE :

§ 1. — *La coordination.*

La loi du 26 août 1942. — Réalisations nationales et régionales.

§ 2. — *L'Institut Pédotechnique de Toulouse.*

Sa gestion. — Le Centre d'observation et de triage. — L'école de cadres. — Les constructions. — Portée de l'expérience toulousaine.

§ 3. — *Les réalisations lyonnaises.*

L'Association Régionale. — Centre d'Accueil et d'Observation des Mineurs délinquants. — La Maison des Enfants. — L'Ecole des Cadres.

§ 1. — LA COORDINATION

135. La loi du 26 août 1942. — Nous avons déjà dit les initiatives de toutes sortes dues aux différentes administrations intéressées à la question de l'Enfance Déficiente. Cette diversité n'a pas échappé au Chef du Gouvernement, qui, sans diminuer les attributions respectives de ces administrations, voulut coordonner leurs efforts et assurer à leurs activités des bases communes. Ce fut l'objet de la loi du 26 août 1942 relative à l'Enfance Déficiente ou en Danger Moral (18).

ART. 1. — Le Chef du Gouvernement est chargé d'assurer la coordination entre les différentes administrations ayant dans leurs attributions des questions concernant l'Enfance Déficiente ou en Danger Moral.

Il arrête le programme d'ensemble des mesures nécessaires. Il en suit l'exécution.

ART. 2. — Le Chef du Gouvernement peut déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article précédent à l'un des Secrétaires d'Etat qui l'assistent.

Le Secrétaire d'Etat chargé d'assurer cette coordination fut l'Amiral Platon, aidé par une commission groupant autour de lui les représentants des différents départements ministériels. La loi du 11 avril 1943 décida que la coordination serait désormais confiée à un Secrétaire d'Etat avec Portefeuille, et le Docteur Grasset, Secrétaire d'Etat à la Santé et à la Famille, se vit attribuer le poste en remplacement de l'Amiral Platon.

136. Réalisations nationales et régionales. — C'est sous les auspices du Docteur Grasset, et sous l'impulsion de son représentant à Paris, M. le Procureur Chazal, que vient de s'ouvrir à Montesson (S.-et-O.), annexée à l'Ecole Départementale Théophile-Roussel, une Ecole Nationale des Cadres, et que vient de se constituer, également sur le plan national, un Conseil Technique de l'Enfance Déficiente et en Danger Moral dont le président est le Docteur Heuyer (19).

Et depuis plus d'un an, l'œuvre poursuivie sur le plan national par l'Amiral Platon, puis le Docteur Grasset, a rendu les plus grands services en provoquant sur le plan régional semblable coordination entre les organismes publics ou privés intéressés à la question (20).

(18) V. « J. O. », 29 août 1942, p. 2954.

(19) Loi du 16 août 1943, V. « J. O. » du 14 septembre.

(20) Par une loi du 15 mars 1943, trente-huit millions, au chapitre des crédits additionnels, ont été affectés à cette œuvre de coordination. « J. O. », 16 mars 1943.

Sont donc constitués autour du Préfet Régional des *Conseils Techniques de l'Enfance*, au rôle d'ailleurs purement consultatif, qui doivent, entre autres activités (21), susciter la création d'*Associations Régionales* dans le cadre de la loi de 1901, chargées de lancer et de gérer les établissements nécessaires à la Région pour la protection de ses enfants irréguliers. Elles visent spécialement à la création de centres de triage et écoles de cadres régionaux, et coordonnent et contrôlent en outre établissements et services sociaux de leur ressort. Les régions de Paris, de Toulouse, de Lyon, de Clermont-Ferrand, de Grenoble et de Lille sont aujourd'hui dotées de telles associations, et certaines pourvues d'une Ecole de Cadres et d'un Centre de Triage. Sont en fonctionnement, les Centres d'observation de Toulouse, de Lyon et de Clermont-Ferrand et en cours d'organisation, ceux de Rennes, de Grenoble et de Lille.

A Clermont-Ferrand, le Comité de Patronage de l'Enfance s'est transformé en *Association Clermontoise pour la Sauvegarde de la Jeunesse*, gérant un petit centre installé dans un quartier de l'hospice. Ce Centre, dont la direction est confiée à un élève de l'Institut de Psychologie de Clermont, s'étant par ailleurs occupé de jeunes depuis huit ans, reçoit en observation une dizaine de mineurs détenus de la région et fait appel pour leur examen médico-psychiatrique aux services du Professeur Lagache.

Les réalisations de Toulouse et de Lyon, conçues pour des effectifs plus importants, retiendront spécialement notre attention.

§ 2. — L'INSTITUT PEDOTECHNIQUE DE TOULOUSE

137. **Sa gestion.** — La région toulousaine fut choisie comme premier champ d'expérience, dès 1942, par l'Œuvre Nationale de Coordination. Elle était, en effet, suffisamment grande (neuf départements) pour être dotée d'un outillage complet, pour offrir des possibilités de sélection de personnel, et présenter le double aspect d'un problème rural et urbain. Une Sous-Commission départementale, présidée par M. le Substitut Général Lespinasse, avait déjà adopté la région quelques années auparavant comme siège d'un vaste projet embrassant l'ensemble du problème de l'enfance déficiente (22).

(21) ... ils sont chargés d'examiner sur le plan régional la question du cinéma, des classes de perfectionnement. La coordination sera également reproduite sur le plan de l'arrondissement par des *Conseils locaux* présidés par les sous-préfets, et composés du procureur général, d'un médecin, d'un représentant du culte, d'une assistante sociale, etc...

(22) V. A. Dussenty « Le vagabondage des Mineurs », p. 140.

Le Préfet régional constitua donc un *Conseil de l'Enfance* composé du Recteur d'Académie, de l'Avocat Général, de l'Inspecteur Primaire, des délégués du Secrétariat de la Jeunesse, de la Famille et du Commissariat aux Sports, du Président de l'Association des Familles Nombreuses, et du représentant de l'*Association Régionale* nouvelle. La présence d'un représentant du Ministère de la Justice, en la personne de l'avocat général, laisse espérer que, si la coordination inter-ministérielle visée par la loi du 26 août 1942 ne concerne pas, dans un terme pourtant générique « d'enfance déficiente » l'enfance délinquante proprement dite, la collaboration du Ministère de la Justice, maintenant remplacé par le Ministère de l'Intérieur, et des autres départements intéressés est, en fait, réalisable sur le plan régional.

Dépend également du Préfet l'Association Régionale pour le Sauvetage de l'Enfance, nouvellement fondée, groupant les membres les plus représentatifs des divers organismes publics ou privés et dont le rôle est de contrôler l'activité des œuvres privées (services sociaux et centres de rééducation), subventionnés par son intermédiaire (elle est elle-même subventionnée par les pouvoirs publics). Elle lance au besoin de nouveaux établissements et gère actuellement l'*Institut Pédotechnique de Toulouse*, comprenant un Centre d'Observation et de Triage et une Ecole de Cadres annexe.

138. Le Centre d'observation et de triage. — Si les réalisations toulousaines sont encore en chantier, elles ont été l'objet d'un commencement d'exécution particulièrement intéressant. Un Centre est, en effet, depuis plus d'un an en route dans la proche banlieue toulousaine.

Il offre la caractéristique de n'être pas exclusivement judiciaire, mais ouvert à tous les enfants irréguliers de la région, délinquants y compris, sans les soumettre à un régime différent de celui des « prédélinquants », selon le terme fâcheusement répandu, et qui brouille les cartes parce qu'il établit une distinction peu fondée.

Le Centre, lorsque les constructions seront achevées, recevra des mineurs des deux sexes, âgés de quatre à dix-huit ans. Y sont actuellement placés en observation de deux semaines à trois mois, selon la nature du sujet, vingt-cinq garçons et filles de moins de quatorze ans, dont un nombre infime d'enfants délinquants.

Le Centre d'observation étant un point de rencontre des techniques les plus diverses, le Directeur, au dire des organisateurs de Toulouse, ne doit pas être l'homme d'une seule idée. Aussi, a-t-on réalisé l'idéal en associant pour la direction du Centre un pédagogue ayant fait largement ses preu-

ves dans la rééducation des enfants difficiles, M. l'Abbé Plaquevent (23), et un médecin psychiatre infantile, le Docteur Mathis. Ils sont entourés de psychologues, observateurs-rééducateurs, moniteurs professionnels, moniteur d'éducation physique, assistance sociale, permettant « d'équilibrer les différentes techniques de l'observation tout en épuisant chacune ».

La psycho-technique est utilisée largement au Centre. Mais on lui préfère encore des moyens d'observation plus naturels, laissant à l'enfant une impression de liberté, tout en étant au préalable étalonnés par le personnel du Centre : différents points de tricot, et formes de modelage sont ainsi à l'étude, et les jeux proposés à l'enfant, sont, auparavant, dans l'esprit des observateurs, classés selon les facultés qu'ils mettent en branle. C'est la pratique de *l'observation dirigée*, à mi-chemin entre l'observation libre et la psycho-technique.

L'enfant, à son arrivée, fait un stage préalable de quelques jours en chambrette individuelle. Cela permet au médecin de faire un premier dépistage des troubles physiologiques, peut-être contagieux, et à l'enfant de se détendre moralement avant d'être versé dans une collectivité.

Il mène ensuite la vie normale du Centre, prévue de façon à lui laisser « le maximum de liberté dans le minimum de discipline nécessaire ». Nous avons déjà signalé, pour les Centres d'Observation, les deux écueils de « l'esprit caserne » et de l'anarchie, celui de Toulouse s'en est particulièrement bien tiré. Il est vrai qu'il n'abrite actuellement que de jeunes mineurs et en nombre restreint.

En réalité, l'atmosphère créée par les éducateurs est la meilleure solution au problème d'une surveillance qui, trop pesante, risque d'inhiber l'enfant. « C'est l'éducateur qui doit remplacer le mur », dit-on à Toulouse. Son rôle est d'autant plus important qu'un groupe absolument autonome de 15 enfants lui est confié, dont il partage la vie. On a recours, en effet, au *système des « familles »*.

Les activités sont variées (éducation physique, jeux, chant, travail scolaire, dessin, travail manuel) : il s'agit, en effet, de mettre l'enfant dans le plus grand nombre de situations différentes possible, pour le mieux observer et pour, déjà, découvrir quel sera le joint de la rééducation, c'est-à-dire *quels sont ses intérêts*, l'intérêt étant considéré à l'Essor Occitan comme le plus puissant levier éducatif.

(23) On doit à l'activité de M. l'Abbé Plaquevent, outre l'organisation de ce Centre de Triage et de l'Ecole de Cadres, la création de plusieurs maisons de rééducation de la région toulousaine. L'ensemble de son œuvre, « l'Essor Occitan », a été pris en charge par l'Association régionale.

139. L'Ecole des Cadres. — A l'intérieur du Centre d'observation et de Triage, fonctionne une école de rééducateurs destinée à spécialiser des assistantes sociales dans le service de l'enfance malheureuse, à former des rééducateurs et rééducatrices pour les internats d'enfants arriérés, difficiles et délinquants, et des moniteurs et monitrices techniques pour ces internats.

Aux assistantes sociales et moniteurs et monitrices, pour qui l'enseignement de l'école n'est qu'un complément nécessaire en vue d'adapter leurs connaissances acquises à un genre spécial d'enfants, un an d'études suffit. La formation de rééducateurs est plus longue, comportant un an d'études à l'intérieur du centre, et un an de stage dans divers établissements de rééducation de la région toulousaine.

L'Ecole de Cadres organisa dans le courant de l'année 1942 une session d'information de quelques semaines pour poser les premiers jalons de son œuvre, puis, en octobre 1942, s'ouvrit une première année d'études. L'école compte actuellement une trentaine d'éducateurs et d'éducatrices. La formation qu'ils reçoivent est à la fois théorique (étude de l'enfant, éléments de droit pénal, récupération de l'enfant déficient) et pratique (connaissance de la nature, jeux, chants, méthodes de gymnastique, travaux manuels et ménagers, psychopédagogie, etc.).

140. Les constructions. — L'Institut pédotechnique de Toulouse est loin d'être définitivement installé, mais pour comprendre les fins qu'il poursuit et l'esprit qui déjà l'anime, il convient d'étudier dans le détail l'agencement des différentes constructions, dont certaines d'ailleurs sont maintenant achevées. Malgré les difficultés matérielles de l'heure, on réalise à Toulouse le tour de force d'aménager ou de créer de toutes pièces des locaux selon un *plan modèle*.

Le système adopté est le système pavillonnaire. L'ensemble des bâtiments comprendra sept petits pavillons entourant une grande construction rectangulaire qu'abrite les services centraux (laboratoire, salle de conférence, secrétariat, etc.) et l'Ecole de Cadres (salle de cours, et chambres pour les stagiaires féminines, les jeunes gens habitant une maison située à proximité du Centre).

Chaque pavillon est divisé en deux étages absolument autonomes, dont chacun peut recevoir un groupe de quinze pupilles et comprend une salle de travail, une salle à manger, un quartier de propreté et un dortoir. Ce dortoir est fait de chambrettes individuelles groupées en demi-cercle, de sorte que de sa chambre l'éducateur peut d'un regard embrasser l'ensemble des enfants : leur intimité est sau-

vegardée et la surveillance assurée. Deux chambres d'isolement complètent l'installation de l'étage.

Quant aux pavillons d'accueil ils ont, au rez-de-chaussée, un bureau d'accueil, un parloir, un vestiaire (l'enfant est changé à son arrivée) et une douche ; à l'étage, sont prévues une dizaine de chambrettes individuelles et une chambre d'éducateur, ainsi qu'une « chambre de sécurité », où pourrait être enfermé un sujet se montrant particulièrement récalcitrant.

L'ordre des pavillons groupés en fer à cheval autour du bâtiment central est le suivant :

- Pavillon d'accueil des filles,
- Pavillon d'observation des filles de quatorze à dix-huit ans,
- Pavillon d'observation des filles de sept à quatorze ans,
- Pavillon d'observation mixte des enfants de quatre à sept ans,
- Pavillon d'observation des garçons de sept à quatorze ans,
- Pavillon d'observation des garçons de quatorze à dix-huit ans,
- Pavillon d'accueil des garçons.

Cet ordre a son importance, car il a été très adroitement établi pour que la plus grande distance sépare les pavillons d'adolescents et d'adolescentes. Cette distance est occupée par le bâtiment central et plusieurs rideaux d'arbres. Les pavillons sont du reste assez isolés les uns des autres, mais ne sont pas séparés par des murs : le parc est une barrière psychologique, c'est en accrochant l'intérêt de leurs jeunes à des activités saines que les éducateurs parviendront le mieux à la faire respecter.

Du côté des pavillons féminins sera édifié un bâtiment de services généraux (cuisine, buanderie, lingerie, etc.) où elles pourront faire preuve de leurs capacités professionnelles (les stagiaires-éducatrices y recevront en outre une petite formation ménagère), et du côté des pavillons masculins sera monté un atelier de pré-apprentissage. Mentionnons également l'aménagement d'un vaste terrain de sports.

141. Portée de l'expérience toulousaine. — Les projets ont maintenant suffisamment pris corps pour que l'on puisse espérer avoir bientôt une installation très perfectionnée. D'ores et déjà, Centre d'Observation et Ecole de Cadres fonctionnent et permettent de juger de l'excellence des méthodes toulousaines, mais le très petit nombre des mineurs en observation (commandé par le petit nombre de

constructions actuellement achevées) et leur très jeune âge limitent la portée de l'expérience. L'avenir dira s'il est opportun de prévoir, pour des mineurs de plus de quatorze ans, l'organisation de centres mixtes, et ouverts à tous les enfants difficiles quelle qu'en soit la provenance. Notons que le système bi-partite de chaque pavillon permet de compléter la sériation des sexes et des âges d'une sélection basée sur la nature du sujet (comme à Moll, le séjour préalable en chambrette d'accueil est à cet égard précieux). La vie par groupes autonomes très restreints autour d'un éducateur remédiera d'ailleurs aux promiscuités indésirables.

Retenons du Centre actuel de Toulouse l'esprit de l'observation basée principalement sur *la vie familiale* offerte à l'enfant grâce au système des petits groupes, sans préjudice d'une *étude scientifique sérieuse* (les laboratoires sont particulièrement bien outillés), et la très utile *association d'un médecin et d'un pédagogue* particulièrement compétents.

L'innovation consistant à *greffer une école de cadres sur un établissement recevant des mineurs en observation* nous paraît également très heureuse, car elle permet, non seulement d'y donner aux futurs éducateurs un enseignement concret, mais aussi d'avoir à la disposition d'une région un instrument scientifique permettant d'approfondir et de perfectionner toutes les techniques d'investigation relatives à l'enfance. C'est ce qui fait de l'œuvre toulousaine un véritable *institut pédotechnique*, d'autant plus précieux qu'il est établi sur le plan régional et pourra venir en aide à toutes les réalisations publiques ou privées coordonnées par l'association régionale dont il dépend.

§ 3. — LES RÉALISATIONS LYONNAISES

142. L'Association régionale. — La région lyonnaise avait déjà vu s'organiser avec l'aide du Laboratoire de Médecine Légale de la Faculté la consultation de tous les mineurs prévenus, libres ou détenus (*supra* n° 31). Lyon fut en outre choisie récemment par les services du Docteur Grasset pour être le siège d'une coordination régionale. à l'instar de ce qui s'était fait à Toulouse. Dans ce but, fut fondée en février 1943 l'Association Régionale pour la Sauvegarde de l'Enfance, qui s'employa à la création d'une Ecole de Cadres et de deux Centres d'observation.

143. Centre d'accueil et d'observation des mineurs délinquants. — Afin de réduire au minimum le nombre des mineurs placés à la prison ou en dépôt dans les hospices, l'Association Régionale lança en novembre 1943, dans des

locaux mis à sa disposition par l'Hôpital du Vinatier, un Centre pouvant recevoir une cinquantaine d'enfants.

Il compte actuellement une trentaine de garçons de quatorze à dix-huit ans, confiés en garde provisoire par le Juge d'Instruction. Des médecins du Laboratoire de Médecine Légale, sous la direction de M. le Professeur Mazel, procèdent aux examens médico-psychiatriques, tandis que l'observation quotidienne du comportement du mineur est poursuivie par un personnel d'éducateurs, dont l'un remplit les fonctions de « chef de centre », dépendant du Secrétariat Général à la Jeunesse. Le système des équipes, les méthodes éducatives des Centres de Formation Professionnelle y sont donc appliqués (ces huit éducateurs se sont tous déjà occupés de jeunes, d'ailleurs).

Quant au financement du Centre, il est assuré, en ce qui concerne la rémunération des cadres, par le Secrétariat de la Jeunesse et par l'Association Régionale. Celle-ci d'autre part contribue, avec le Ministère de l'Intérieur, au versement de prix de journée à l'Hôpital pour frais d'entretien des mineurs.

Il y a là, grâce à l'action coordinatrice d'une Association Régionale, un exemple très heureux de *collaboration interministérielle concernant des mineurs délinquants*.

144. La Maison des Enfants. — Dépend également de l'Association Régionale, mais cette fois sous sa direction exclusive et financé par elle seule, ce petit centre installé lui aussi au Vinatier, et destiné à accueillir pour l'observation et la rééducation les enfants irréguliers (délinquants ou non) de moins de quatorze ans.

Il abrite actuellement, dans des pavillons complètement indépendants de l'hôpital, une vingtaine de garçons et fillettes, mais son effectif atteindra la soixantaine dès le début de l'année 1944. Le personnel attaché à l'établissement comprend : six éducatrices (dont trois assistantes sociales), une jardinière d'enfants, un moniteur de gymnastique, deux institutrices de classes de perfectionnement, un instituteur, une intendante-secrétaire, un aumônier. L'observation médico-psychiatrique est assurée par deux médecins spécialistes, ce sont eux, d'ailleurs, qui pratiquent les examens psychotechniques.

Les enfants sont répartis en petites « familles » de dix, dont chacune est confiée à une éducatrice, selon le système en honneur au Foyer de Soullins et au Centre de Toulouse. Les méthodes d'observation s'inspirent de celles de ces deux Centres, et l'on peut en augurer des résultats d'autant meilleurs qu'elles sont utilisées par un personnel d'éducatrices

très spécialisées, s'occupant depuis longtemps d'enfants, et rompues d'autre part au travail en équipe parce que groupées pour étudier la question ensemble bien avant l'ouverture du Centre (qui dut être plusieurs fois retardée par suite de difficultés de locaux).

145. L'Ecole des Cadres. — Une première session de formation théorique s'est ouverte sous les auspices de l'Association Régionale le 22 mars 1943. Un programme complet, étagé sur trois mois, comprenait l'étude du développement physique et psychique de l'enfant et de l'adolescent, des principaux facteurs d'irrégularités infantiles, des notions de pédagogie, d'hygiène, de législation et d'assistance, etc.

La création au Vinatier de la Maison des Enfants et du Centre de Triage de Délinquants fournit désormais des éléments de stage à une Ecole de Cadres permanente, qui vient d'ouvrir ses portes. Elle groupe actuellement une vingtaine d'élèves éducateurs et éducatrices et leur donne en un an :

- Un enseignement théorique,
- Un enseignement pratique (jeux, gymnastique, chant, travaux manuels, bricolage, danse rythmique),
- Des stages auprès des éducateurs des deux centres du Vinatier (les élèves recevront ainsi une formation très complète, se trouvant en contact aussi bien avec des adolescents difficiles, les délinquants de quatorze à dix-huit ans, qu'avec de jeunes enfants moralement abandonnés).

Une session d'information d'un mois est en outre prévue pour reprendre et perfectionner le personnel déjà en fonction dans les principaux établissements de la région.

Par conséquent, ici comme à Toulouse, *très heureuse association sur le plan régional d'une Ecole de Rééducateurs et d'une station d'observation*. Leur installation dans un quartier d'hôpital, ne permettant pas la réalisation d'un vaste projet initial, n'est d'ailleurs qu'une solution tout à fait provisoire dont la région lyonnaise doit actuellement se contenter, à défaut d'autres locaux disponibles.

APPENDICE

RÉALISATIONS ET PROJETS DIVERS

146. Manque de cohésion. — Depuis deux ans, grâce à la réforme de notre législation relative aux délinquants mineurs d'une part, à l'œuvre poursuivie par « les services de coordination » d'autre part, la question des Centres d'Observation est passée au premier plan des préoccupations locales. Aussi les réalisations nouvelles sont-elles multiples, nous ne nous sommes délibérément arrêté qu'aux plus importantes (1). Bon nombre d'ailleurs des centres non mentionnés sont purement et simplement des *maisons d'accueil* (50 % des départements en sont maintenant pourvus), *ne pratiquant pas l'observation du mineur*. Citons cependant les Centres de Dijon et de Reims qui paraissent être bien outillés pour l'observation et le triage des prévenus.

Dans bien des régions d'autre part un projet de Centre d'Accueil et d'Observation est à l'étude, dont la réalisation est plus ou moins imminente (Montpellier, Marseille, Aix, Grenoble, Nancy, Lille, Bordeaux, Amiens, etc.), projet dû soit à l'initiative d'une œuvre privée s'assurant l'appui d'un organisme officiel (Secrétariat d'Etat à la Santé et à la Famille, Administration Pénitentiaire donc Ministère de l'Intérieur, Secrétariat Général à la Jeunesse), soit à l'initiative d'une association régionale intégrée dans le plan de coordination du Docteur Grasset.

Devant les divers obstacles rencontrés dans cette œuvre urgente de construction : manque de cohésion (2), de moyens financiers, de locaux, de cadres, inertie, routine, on ne peut que regretter l'absence d'un unique plan d'ensemble.

(1) Notons que la plupart des centres d'accueil et des centres d'observation ne sont destinés qu'aux prévenus du sexe masculin, les filles étant en général confiées en garde provisoire à des établissements charitables (Refuges), ce qui ne résout d'ailleurs par le problème de leur observation méthodique.

(2) Dans telle grande ville de province, les initiatives simultanées — et non conjuguées — de deux organismes publics firent craquer un projet initial de Centre d'Observation.

QUATRIÈME PARTIE

LE

CENTRE D'OBSERVATION FUTUR

ET LA

LOI DU 27 JUILLET 1942

147. **Les bases.** — Si la loi du 27 juillet 1942, dont nous avons précédemment indiqué les grandes lignes (voir *Supra* n° 36 et suiv.) ne vise en principe que la législation, la procédure et l'administration concernant l'enfance délinquante proprement dite, *la création des centres d'observation*, « *innovation capitale* » affirme le rapport au Chef de l'Etat, a une portée beaucoup plus générale et dépasse les cadres de la réforme. L'art. 27 laisse en effet prévoir que les Centres créés par l'Administration Pénitentiaire en vertu de notre nouvelle loi pénale pourront recevoir d'autres enfants que les délinquants, et que d'autre part ceux-ci, à l'occasion, seront accueillis dans des Centres ne relevant pas de cette administration.

De sorte que notre étude du Centre d'Observation selon la loi du 27 juillet 1942 ne saurait se limiter aux modalités de la loi elle-même, d'ailleurs bien peu explicite sur ce chapitre.

Partant des quelques données de la loi, en tenant compte de l'orientation probable de son futur règlement d'administration publique, nous nous appuierons sur les modes d'observation étudiés dans la deuxième partie de notre ouvrage et sur les leçons tirées des expériences que nous venons de décrire, pour bâtir notre Centre d'Observation (1).

(1) Nous nous inspirons spécialement des plans établis pour la région toulousaine et pour la région lyonnaise, en remerciant leurs promoteurs de l'aide apportée dans l'élaboration de notre projet.

CHAPITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

SOMMAIRE :

Définition, mission, esprit de l'observation, discipline et sanctions, la recherche du « positif ».

148. **Définition.** — Le Centre est avant tout un *lieu d'accueil, d'observation et de triage* des enfants irréguliers d'une région. La juxtaposition de ces trois mots : accueil, observation, triage, est nécessaire pour le définir. Son rôle dépasse en effet — et celui d'une simple garderie se bornant à « accueillir » des enfants détenus ou moralement abandonnés qu'il faut bien caser quelque part — et celui d'une consultation neuro-psychiatrique aux techniques d'investigation très poussées mais ne pratiquant pas l'hébergement du sujet ; comme suite logique de l'observation, le Centre procède en outre au triage des enfants et assure leur placement en vue de leur reclassement social (1).

149. **Mission.** — Le Centre devra donc être équipé de façon à :

1° *Accueillir et prendre en garde des enfants*, remplaçant alors la famille, absente ou déficiente, il doit reconstituer l'*atmosphère d'une famille* ;

2° *Les observer et les examiner*. Le Docteur Mathis, du Centre de Toulouse voit dans l'examen (médical, psychiatrique, psychotechnique) une sorte de photographie, et dans l'observation prolongée « un film destiné à saisir la vie dans toutes ses nuances » ;

3° *Classer et trier en vue de la rééducation*.

(1) Les termes de la circulaire du Garde des Sceaux, du 22 septembre 1942, ne laissent aucun doute sur la pensée du législateur à cet égard : « l'esprit qui animera le centre sera tel que ce centre puisse constituer *non pas une simple entreprise de gardiennage mais une maison d'accueil consacrée à une sélection judicieuse et aux premiers essais de rééducation du mineur* ».

150. Principes de l'observation. — Pour satisfaire à cette triple mission, le Centre sera gouverné par quelques principes généraux :

a) Il sera en premier lieu animé du plus *pur esprit de recherche, dénué de toute idée répressive ou corrective*. Au delà du délit, de l'inconduite qui ont déterminé la mise en observation du sujet, on mènera les recherches « dans l'esprit scientifique du chimiste chargé d'analyser un produit composé » (2). C'est ce désir de connaissance très objective qui inspire si heureusement les observateurs de Moll ; *compréhension, problème obsédant, dit-on là-bas*.

b) Par conséquent, comme un laboratoire offre au chimiste tous les réactifs possibles, le Centre sera le *lieu de rencontre des techniques les plus diverses*. Afin d'étudier l'enfant tout entier, aux différents points de vue physique, mental, héréditaire, social, pédagogique, professionnel, il faudra bien avoir à sa disposition une gamme très étendue de réactifs afin de pouvoir, au moment opportun, choisir le plus efficace. « La plupart des théories qui interprètent la conduite et la vie mentale peuvent s'appliquer à quelques cas, écrit le Docteur Anderson, d'aucune d'elles on ne peut dire qu'elle s'applique à tous. *Il n'y a ni deux individus ni deux situations identiques* (3). » Aussi devra-t-on se garder de certaines déformations, celle du médecin ne voyant que le côté pathologique de l'irrégularité, celle du pédagogue ne s'intéressant qu'à l'angle éducatif du problème ou de l'assistante sociale penchée uniquement sur le passé de l'enfant et son milieu de vie, etc. Toutes les techniques devront au Centre se rejoindre ; entre elles le directeur, qui sera avant tout un éclectique, maintiendra l'équilibre nécessaire.

c) L'objectivité de ces recherches suppose que *l'enfant est vraiment lui-même*. Aussi le Centre devra-t-il, dès le seuil, mettre le sujet dans une *ambiance familiale à son niveau*, afin d'avoir raison de cette attitude de défiance, d'opposition, ou au contraire de dépression et de passivité dont les mineurs font souvent preuve à leur arrivée dans un établissement.

151. Discipline et sanctions. — Ce qu'il est important de noter, ce sont les réactions de l'enfant ou de l'adolescent aux exigences d'une éducation raisonnable et d'un milieu

(2) ... nous empruntons ces termes à M. Bancal, op. cit., p. 56.

(3) Dr H. Anderson, op. cit., p. 87.

normal : ceci, nous l'avons déjà remarqué, suppose une discipline souple, aussi éloignée de l'anarchie que de la contrainte. L'emploi des *méthodes scouts*, basées sur le principe de la *confiance*, des *responsabilités partagées*, de la *vie en commun par petits groupes*, d'une morale « active » et non simplement prêchée, nous paraît tout indiqué au Centre d'Observation. Le Centre de Moll, comme le Foyer de Soullins, les ont très utilement adoptées.

Quant aux sanctions, elles seront autant que possible positives constituant surtout en récompenses accordées proportionnellement aux efforts constatés. « Il vaut mieux retirer à un enfant coupable, affirme le Docteur Robin, l'avantage qu'un effort moral lui avait fait obtenir, que le faire redescendre au-dessous de son niveau de vie habituel (4). » L'éducateur cherchera toujours à toucher l'amour-propre, la conscience, le cœur de l'enfant plutôt que de recourir à de purs moyens matériels. Ces sanctions pourront être la simple réprimande, le coucher avant l'heure, le retrait d'une responsabilité, la privation de promenades ou de visites, la réprimande publique du directeur devant tout le personnel et les enfants du pavillon, la remise en cellule d'accueil, voire même le séjour prolongé en cellule d'isolement. L'essentiel c'est que la punition soit rare afin d'avoir plus de poids et que l'enfant sache bien que l'éducateur, parce qu'il est juste, n'hésitera pas à s'en servir s'il y est poussé.

152. Recherche du « positif ». — « D'autre part, nous dit le Docteur Mathis, il faut qu'au Centre on ait déjà perçu *le joint de la rééducation*, les éléments positifs qui seront les points de départ de sa réadaptation au milieu. Déterminer l'amendabilité du sujet est le principal but du Centre. « Ces éléments peuvent être soit quelques aptitudes spéciales révélées par les tests mentaux, soit quelques traits de caractère favorables (un examinateur bienveillant peut en découvrir parmi les pires délinquants, à côté des traits fâcheux toujours plus faciles à observer), soit enfin quelques caractéristiques d'ordre physique telles qu'une constitution robuste ou une abondance d'énergie (5). » Souvenons-nous des 5 % de bon, minimum que, selon Badon-Powell, recèle tout individu, et qu'il s'agit de découvrir et de faire fructifier. *C'est dans cet esprit d'optimisme et de bienveillance que le Centre d'Observation devra poursuivre sa tâche.*

(4) Dr G. Robin, op. cit., p. 100.

(5) Dr H. Anderson, op. cit., p. 100.

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

153. Position du problème. — *Le Centre d'Accueil d'Observation et de Triage devrait recevoir tous les enfants ou adolescents dits irréguliers, c'est-à-dire présentant un comportement psychique anormal, ou mis en danger moral par un milieu familial malsain auquel il convient de les soustraire.* Seuls les sujets victimes d'anomalies exigeant un traitement immédiat (chorée par exemple) ne pourraient y être admis.

A condition de prévoir des installations bien séparées, le Centre pourrait être mixte, et accepter des mineurs de six à dix-huit ans (limites d'âge du Centre de Moll).

Il y aurait ainsi par région ou département un *Centre outillé pour accueillir et trier l'ensemble de tous les enfants difficiles du ressort.* Grâce à cette concentration, on éviterait une dispersion des capitaux et des compétences.

En principe, la loi du 27 juillet 1942 « relative à l'enfance délinquante », s'écarte délibérément de ce système de centres à compétence générale et confie à l'Administration Pénitentiaire le soin d'organiser auprès des nouveaux T.E.A. des centres pour délinquants, tandis que la loi du 26 août de la même année place sous l'autorité du Chef de l'Etat l'œuvre de coordination des organismes s'intéressant à « l'enfance déficiente » (v. *supra* n° 135), à l'exception, en principe aussi, des enfants délinquants proprement dits.

Pour déterminer théoriquement les catégories d'enfants que recevront les centres édifiés sur les bases de la loi du 27 juillet 1942, il convient donc de rétablir momentanément cette fameuse distinction entre *enfants délinquants* et *enfants non-délinquants* (distinction assez artificielle puisque établie sur ce fait purement extérieur : le sujet a été « pris ») (1).

(1) ... l'art. 27, nous l'avons dit, permettra d'atténuer la rigueur de cette distinction. V. *supra* n° 147, *infra* n° 159.

SECTION I

LES DELINQUANTS

SOMMAIRE :

Cas de placement prévus par la loi. — Appréciation critique.
— Extension possible des cas de mise en observation.

154. **Cas de placement prévus par la loi.** — Par « délinquants », nous entendons les mineurs de dix-huit ans tombant sous le coup de la loi pénale, à l'exclusion des vagabonds, le décret-loi du 30 octobre 1935 ayant enlevé tout caractère délictueux au vagabondage des mineurs.

Malgré l'intention des auteurs de la loi du 27 juillet 1942 de faire du Centre d'Observation le plus important instrument de lutte contre la criminalité juvénile, on pourrait craindre que la procédure nouvelle ne limitât les bienfaits de l'institution.

Alors qu'à l'heure présente, où nous vivons encore sous le régime de la loi de 1912 (2), on s'efforce d'envoyer tous les jeunes prévenus en centre d'observation chaque fois qu'il en existe un dans le ressort du Tribunal, la législation nouvelle en restreint l'usage à certains moments de la procédure.

Première phase : l'instruction. L'art. 4 ne prévoit pas, parmi les nombreuses mesures facultatives de garde provisoire du mineur, la remise au Centre d'Observation. L'enquête et l'examen médico-psychologique restent d'ailleurs facultatifs... Notons toutefois que la détention en maison d'arrêt n'est autorisée que lorsqu'il y a impossibilité de prescrire une autre mesure.

Deuxième phase : comparution devant la Chambre du Conseil du Tribunal Civil (lorsque le mineur est reconnu par le Juge d'Instruction auteur du crime ou du délit). Selon l'art. 8, la Chambre du Conseil peut opter entre :

- a) La remise du mineur à ses parents ou à la personne qui en avait la garde ;
- b) le renvoi de l'affaire au Tribunal pour Enfants et Adolescents.

(2) La date de la mise en vigueur de la loi de 1942 sera fixée par décret.

Afin de s'éclairer dans cette option, la Chambre du Conseil peut au préalable « si elle l'estime nécessaire » (!) faire procéder à une enquête. Il n'est pas question, ici non plus, du Centre d'Observation, pas plus d'ailleurs que des mesures de garde en cas d'enquête (celles-ci seront probablement prévues par le règlement d'administration publique).

Troisième phase : le Tribunal pour Enfants et Adolescents est saisi, soit par la Chambre du Conseil, soit sur appel du Ministère Public (contre une décision de la Chambre remettant l'enfant aux parents ou à la personne qui en avait la garde). Alors seulement la loi ordonne expressément la conduite du mineur au Centre d'Observation (art. 8 et 10).

L'art. 21 ajoute un cas de mise en observation : la fuite du mineur du lieu où il avait été « placé par décision judiciaire » ; il semble que cela concerne aussi bien les ordonnances de placement provisoire du Juge d'Instruction, que les décisions de la Chambre du Conseil (dans le cas où elle pourrait prendre des mesures de garde) et celles du Tribunal pour Enfants et Adolescents (3).

155. Appréciation critique. — L'utilisation du Centre d'Observation du Tribunal ne serait donc qu'exceptionnelle, puisque seul en bénéficierait le mineur ayant atteint le troisième échelon de cette procédure assez longue.

Il y a un illogisme flagrant à exiger des *juges spécialisés* (art. 14) du T.E.A. la mise en observation de l'enfant « pour leur permettre de prendre une sentence appropriée », alors qu'est laissé à la Chambre du Conseil du Tribunal Civil, *qui, elle, n'est pas composée de magistrats spécialisés*, le libre choix entre la remise définitive de l'enfant à la famille et la comparution devant le Tribunal, *et cela en l'absence de toute observation préalable*. Il est probable que la Chambre du Conseil basera sa décision sur la gravité du délit, et non sur la rééducabilité de l'enfant ou l'absolue nécessité de l'enlever à un milieu familial corrompu.

(3) Mais un problème se pose lorsqu'il s'agit des décisions du Juge d'Instruction ou de la Chambre du Conseil : cet art. 21 spécifie dans son dernier alinéa l'intervention immédiate soit du Président du Tribunal, soit du Tribunal lui-même, en cas de fuite du mineur. Pourront-ils alors être saisis directement alors que l'instruction, ou la procédure devant la Chambre du Conseil, n'est pas achevée ?

— Du strict point de vue juridique il y aura, d'autre part, en tout cas, une difficulté à ce que la police mette la main sur le fugueur, alors qu'il n'y aura eu précédemment contre lui ni mandat de dépôt, ni jugement de condamnation.

Sans doute, le Juge d'Instruction aura-t-il pu préparer la décision de la Chambre du Conseil, mais, nous l'avons vu, l'utilité de l'enquête et de l'examen médical est laissée à son appréciation ; la loi nouvelle ne prévoyant pas la spécialisation des Juges d'Instruction, seront-ils compétents en la matière ? (4)

Le juge chargé d'instruire pourra d'ailleurs être (article premier), aussi bien que celui du lieu de la résidence des parents, celui du lieu de l'arrestation ou de l'infraction (5). Comment dans ces deux derniers cas le magistrat instructeur pourrait-il être bon juge de la nécessité de faire procéder à une enquête dans une famille se trouvant peut-être à deux cents kilomètres de là ?

C'est en réalité dès le moment où Parquet et Juge d'Instruction sont saisis que devraient être mis en branle les services du Centre d'Observation (6). C'est lui seul en effet qui pourrait rendre compte de l'utilité plus ou moins pressante d'une information sur la personne et la famille du mineur... Il y a, nous l'avons vu, suffisamment d'enfants « irréguliers » parmi les mineurs délinquants (80 % d'anormaux... et le reste privé de milieu éducatif) pour que le placement en observation soit toujours fructueux.

Que risquerait-on à placer systématiquement le prévenu au Centre ? que le Juge, reconnaissant ensuite son innocence, prononce en sa faveur une ordonnance de non-lieu ? Peu importe, car le fait qu'il ait pu être « prévenu » de ce délit, ramassé sans doute avec d'autres camarades moins innocents, prouve assez son abandon moral. Cela est si vrai que l'art. 5 envisage alors la possibilité, malgré le non-lieu, de signaler la situation de ce mineur aux « services chargés de la protection de l'enfance », il en est de même lorsque la Chambre du Conseil, estimant la prévention non établie, prononce relaxe (art. 8).

(4) L'art. 17 de la loi de 1912 recommandait dans toute la mesure du possible la spécialisation des Juges d'Instruction. Souhaitons que le règlement d'administration publique remédie à cette lacune de la législation nouvelle.

(5) ... autre lacune de la loi de 1942 qui mériterait aussi d'être comblée : c'est au for de la résidence des parents que la compétence aurait dû être dans tous les cas attribuée. L'art. 1^{er}, al. 4, de la loi de 1912 prévoyait, du moins lorsqu'il s'agissait de mineurs de 13 ans, le renvoi possible de l'affaire devant le tribunal du lieu de résidence des parents.

(6) Certains vont même jusqu'à désirer qu'un service de renseignements soit établi dès le Commissariat de Police. Le Commissaire rend trop souvent l'enfant aux parents, estimant le délit véniel alors qu'il est sans doute le symptôme d'une irrégularité, peut-être grave, et bon nombre de cas de délinquance n'arrivent jamais jusqu'au Parquet. Il faudra l'état de récidive pour retenir l'attention du Commissaire de Police... mieux vaudrait prévenir !

156. **Extension possible des cas de mise en observation.** — Mais à nouveau la pratique pourra combler les lacunes législatives.

En vertu de l'art. 4, le Juge d'Instruction, entre autres mesures de placement, peut remettre le mineur à une institution relevant du Secrétariat d'Etat à l'Education Nationale (relevant donc aussi bien du Secrétariat Général à la Jeunesse), ou du Commissariat à la Famille. Grâce aux centres patronnés par ces deux départements ministériels, le placement en observation du jeune prévenu pendant l'instruction serait toujours possible et préparerait la décision de la Chambre du Conseil.

Autre utilisation possible de ces centres : en cas de « mauvaise conduite, de péril moral ou d'entrave apportée à la surveillance d'un mineur placé sous le régime de la liberté surveillée ou confié à une œuvre privée habilitée », l'art. 22 autorise le président de la juridiction qui a statué à renvoyer l'affaire devant le T.E.A. et à *prendre par provision l'une des mesures de garde énumérées à l'art. 4 de la loi*, parmi lesquelles, par conséquent, *le placement de l'enfant dans un centre d'observation « Jeunesse » ou « Famille »*. Rappelons qu'en Belgique le mineur, faisant preuve d'inconduite dans l'établissement de rééducation qu'avait désigné le Centre de Moll ou celui de Saint-Servais est *systématiquement remis en observation*. Il est dommage que notre législation ne se soit pas inspirée de cette pratique bienfaisante.

D'autre part, tout en regrettant qu'à la suite d'un non-lieu du Juge d'Instruction ou d'une relaxe de la Chambre du Conseil, le mineur n'en soit pas moins soumis à une observation, on peut espérer que les « services de protection de l'enfance » à qui le Parquet signalera l'enfant (art. 5 et 8) feront à cet égard le nécessaire. Mais ils n'ont pas les armes du pouvoir judiciaire pour obtenir des parents le placement du mineur au Centre d'Observation.

Retenons par conséquent que les mineurs prévenus de délits ne seront pas *ipso facto* placés au Centre d'Observation institué par la loi du 27 juillet 1942, mais qu'en pratique, grâce à d'autres organismes analogues, on pourra cependant les soumettre à une observation prolongée. Ceci d'autant plus que l'art. 27, dans son dernier alinéa, spécifie que « *les Centres d'Observation contrôlés par le Commissariat Général à la Famille (intégrés dans le plan de « coordination des services de l'Enfance Déficiente »), pourront être utilisés par le Secrétariat d'Etat à la Justice* »,

SECTION II

LES NON-DELINQUANTS

SOMMAIRE :

Ceux qui font l'objet d'une intervention judiciaire ... et les autres.

157. **Enfants objets d'une intervention judiciaire.** — Les non-délinquants ne sont absolument pas visés par la loi du 27 juillet 1942. C'est pour l'ensemble de ces « déficients » qu'a été élaboré le plan de coordination nationale et régionale dont nous avons parlé, et que furent lancés les Centres dépendant de l'œuvre du Docteur Grasset (à Toulouse, Lyon, etc.).

On a déjà signalé (*supra* n° 16) l'absolue nécessité de soumettre les *vagabonds*, enfants essentiellement fugueurs, instables, sans métier avouable et le plus souvent appartenant à un milieu familial dissocié, à une observation prolongée. Le décret-loi du 30 octobre 1935, auquel la loi du 27 juillet 1942 n'a pas touché, rend à leur égard l'enquête et l'examen médical obligatoires, et indique, comme mesure de garde préventive, la remise à un « établissement spécialement habilité à cet effet » ou à l'Assistance Publique. Le Centre d'Observation pourra précisément être considéré comme établissement habilité à recevoir ces jeunes vagabonds, en attendant la décision du Tribunal. Quant à l'Assistance Publique, elle semble bien, aux termes de certains articles de la loi du 15 avril 1943, vouloir faire un usage courant des centres d'observation, tant pour les enfants dont elle n'a que la garde que pour ses pupilles (7).

Il faudra également envoyer au Centre les « *enfants de la correction paternelle* », avant que soit prise à leur égard une mesure de placement. Leur inconduite et leur indiscipline dénotent en effet soit des troubles de caractère inhérents à l'enfant, soit une inadaptation familiale venant peut-être de l'indignité de ceux qui l'élèvent.

Seront enfin tout désignés pour être mis en observation, les mineurs dont les parents sont l'objet d'une *instance en déchéance* de puissance paternelle ou d'une *enquête en vue d'ordonner des mesures d'assistance éducative*. Il importe alors de connaître de façon exacte l'action plus ou moins pervertissante qu'a pu exercer le milieu familial, et l'opportunité d'une mesure de retrait ou de surveillance.

(7) V. « J. O. », 21 avril 1943.

158. Les autres enfants irréguliers seront-ils placés en observation ? — Il faudrait ouvrir les portes du Centre à tous les enfants déficients de six à dix-huit ans, *même lorsqu'il n'y a pas à leur sujet d'intervention judiciaire* : enfants arriérés ou inadaptés, anormaux de l'intelligence ou du caractère, enfants ne fréquentant pas l'école, etc., que dépisteraient les assistantes sociales familiales, les écoles, les œuvres de jeunesse, les dispensaires, les Assistantes de Police.

Pour le psychologue, le pédagogue, le médecin, indifférents aux nuances juridiques, délinquance et problème de conduite ne font qu'un.

Mais, pratiquement, en l'absence de texte législatif, comment exiger des parents qu'ils laissent leur enfant séjourner dans un Centre d'Observation ? Ce Centre fût-il dénué de tout caractère judiciaire, ils prêteront toujours à cette mesure un caractère plus ou moins humiliant pour ne pas dire infamant... (8).

Comment le dépistage de ces enfants en danger, et eux-mêmes dangereux, pourra-t-il être efficace, si les services qui l'assurent n'ont en mains aucun instrument légal pour les placer d'urgence en observation ?

SECTION III

PROJET D'UN CENTRE A LARGE RECRUTEMENT

159. Portée de l'art. 27. — La distinction que maintient la législation nouvelle entre enfants délinquants, et enfants irréguliers non prévenus de délits, sera en réalité bien atténuée en ce qui concerne le recrutement des Centres d'Observation.

En principe, il est vrai, un Centre est organisé auprès de chaque Tribunal pour y recevoir, et dans certains cas seulement, les mineurs prévenus ; ceci supposerait la coexistence d'un Centre dépendant de la coordination inter-ministérielle pour l'accueil plus large de tous les mineurs déficients du ressort. C'est sans doute pour éviter cette inutile dispersion que le législateur de 1942, par les dernières alinéas de l'art. 27, offre à chacun des deux ministères intéressés (le Secrétariat d'Etat à la Justice, par conséquent maintenant le Ministère de l'Intérieur, et le Commissariat Génér-

(8) Il faut connaître la crainte qu'inspire, dans les milieux populaires, tout ce qui, de loin ou de près, prend l'apparence d'une visite médicale !

ral à la Famille, donc l'œuvre de coordination du Docteur Grasset) *la possibilité d'utiliser le Centre d'Observation de l'autre*.

Grâce à quoi l'on verra au Centre d'Observation du Tribunal, à côté de jeunes délinquants proprement dits, toute la gamme des enfants déficients précédemment cités, ne relevant pas de la Justice.

Ainsi les Centres pourront-ils devenir de *véritables plaques tournantes opérant le triage de tous les enfants et adolescents du ressort, venus des sources les plus différentes* (9).

« Il est souhaitable pour des raisons d'économie, écrit à ce sujet M. Donnedieu de Vabres, que les mêmes centres d'observation soient utilisés pour les mineurs délinquants et les prédélinquants (matériellement et moralement abandonnés). L'entente qui doit s'établir à cet effet entre le Ministère de la Justice (10) et le Commissariat Général à la Famille est un des points délicats de la nouvelle organisation » (11).

(9) Consulter en annexe, le tableau du fonctionnement de « l'assistance aux enfants irréguliers » prévu pour la région lyonnaise et qui fait ressortir le rôle centralisateur du futur établissement d'observation.

(10) ... le Ministère de l'Intérieur maintenant.

(11) H. Donnedieu de Vabres : « Commentaires de la loi du 27 juillet 1943 », Recueil Critique Dalloz, juin 1943.

CHAPITRE III

SIÈGE ET LOCAUX

SECTION I

SIEGE ET RESSORT DU CENTRE D'OBSERVATION

SOMMAIRE :

Son siège sera celui du Tribunal. — Le ressort ne doit pas être trop vaste. — De l'attribution des ressorts à l'un ou l'autre organisme administrant des centres d'observation.

160. Son siège sera celui du Tribunal. — L'art. 27 de la loi spécifie dans son premier alinéa qu'il sera créé auprès de chaque tribunal pour enfants et adolescents un centre d'observation. Siège et ressort seront donc ceux du Tribunal dont le Centre est désormais un des rouages indispensables. Mais il est difficile de les préciser, car la loi, muette sur ce point, laisse au règlement d'administration publique tant attendu le soin de déterminer l'organisation des nouveaux tribunaux.

Il n'est pas douteux que la spécialisation prochaine des tribunaux de mineurs en réduire le nombre. Leur compétence étendue aux affaires criminelles en accroît d'ailleurs l'importance. Le Tribunal n'étant enfin saisi que des affaires déjà passées en Chambre du Conseil fera figure de juridiction du deuxième degré. On peut donc présumer que le siège du Tribunal se trouvera au siège même d'une Cour d'Appel, un magistrat de la Cour en est d'ailleurs le Président.

161. Le ressort ne doit pas être trop vaste. — L'on aurait pu espérer qu'à l'instar de ce qui se fait en Italie, et dont le législateur de 1942 prétend s'inspirer (1), un Tribunal et un Centre auraient été institués dans chaque ressort de Cour d'Appel.

(1) V. Rapport au Chef de l'Etat. « J. O. », 13 août 1942.

Les termes du rapport au Chef de l'Etat ne laissent pas prévoir, hélas ! de tels ressorts : « L'institution d'un Centre d'Observation dans chaque Cour d'Appel peut paraître excessive, car il est certains ressorts où le nombre des affaires de mineurs est de très faible importance. » Les circonscriptions adoptées seraient donc larges, groupant plusieurs ressorts de Cour d'Appel. Il ne faut pas, en tout cas, qu'elles dépassent en étendue les régions administratives actuelles, elles devraient être analogues au moins à celles adoptées par « la Coordination des Services de l'Enfance Déficiente ». M. Bancal préconisait le partage de la France en huit circonscriptions dont certaines auraient groupé jusqu'à cinq ressorts de Cour d'Appel (2). Ces circonscriptions nous paraissent excessivement vastes. Si l'on ne devait pas garder comme ressorts des nouvelles juridictions de mineurs, les vingt-sept régions de Cour d'Appel, il ne faudrait en supprimer que quelques-unes. Les statistiques de 1937 nous donnent pour chaque ressort de Cour d'Appel un chiffre d'affaires de mineurs suffisant pour justifier dans chacun l'institution d'un centre d'observation (un ressort aussi peu important que celui de Bastia, de Chambéry ou de Limoges n'en compte pas moins cinquante à cent affaires *jugées*). Notons, du reste, que le chiffre des affaires jugées est bien inférieur au nombre des enfants susceptibles de passer par le Centre d'Observation.

Le ressort d'une Cour d'Appel paraîtra d'autant moins démesuré que, nous l'avons vu, le Commissariat à la Famille pouvant utiliser le Centre du Tribunal, celui-ci est appelé à avoir une très large compétence *ratione materiæ*.

Il est à craindre, si le Tribunal et le Centre sont à trois cents ou quatre cents kilomètres du lieu de résidence du mineur, que la Chambre du Conseil n'hésite à les saisir de l'affaire (3), et que soient seuls à jouir des bienfaits de l'observation les enfants de la ville siège du Tribunal... Pour les autres, on se contenterait sans doute de petits centres locaux d'hébergement, sans observation et triage organisés, et le but de la réforme serait manqué.

P. Waquet, dans une thèse récente, préconise le département comme ressort du Tribunal et du Centre d'Observation, parce que, dans ce cadre local, on est « assez près des individus pour les connaître, assez loin pour garder son indépendance. » (4). Ce serait, à notre sens, le ressort idéal,

(2) Op. cit., p. 55.

(3) La question des transfèrements rapides se poserait d'ailleurs avec acuité.

(4) « La Protection de l'Enfance », p. 238.

permettant un dépistage systématique et complet. Mais loi et réalisations actuelles semblent bien s'écarter malheureusement de cette conception.

162. De l'attribution des ressorts à l'un ou l'autre organisme administrant des Centres d'Observation. — La raison qui dicte ces restrictions est sans doute d'ordre purement économique. Puisque l'Administration Pénitentiaire et la Coordination des Services de l'Enfance Déficiente ont entrepris parallèlement une œuvre qui, finalement, pourrait être identique, pourquoi chaque circonscription, selon le genre de sa clientèle juvénile (chiffre de la délinquance, etc.), ne serait-elle pas attribuée à l'une ou l'autre de ces deux administrations ?

Ce partage permettrait d'avoir des ressorts moins étendus et des juridictions et centres d'observation accessibles à tous les enfants. Souhaitons que l'entente entre les organismes publics le permette et que soient orientées dans ce sens les précisions du futur règlement d'administration publique.

SECTION II

LES LOCAUX

SOMMAIRE :

Système pavillonnaire. — L'organisation des locaux. — Caractère. — Le Tribunal siègera-t-il à l'intérieur du Centre ?

163. — Le système pavillonnaire. — « Il faut en finir, nous faisait remarquer Mademoiselle Demarquette, directrice du Service d'Hygiène Mentale Infantile et Juvénile de Seine-et-Oise, avec cette maladie d'aménager des locaux et de ne faire que du provisoire. »

Nous avons vu que la plupart des installations de Centres nouvellement lancés ne peuvent être définitives parce que défectueuses soit par leur exigüité, soit par leur situation à l'intérieur d'un asile psychiatrique. Il est certainement dans les intentions du Ministère de l'Intérieur de créer des bâtiments spécialement adaptés au rôle du futur Centre d'Observation. Les centres actuels de Paris (rue de Crimée, rue de Madrid, Villejuif) sont destinés un jour ou l'autre à disparaître, remplacés par un vaste établissement dont on prévoit l'organisation à Savigny-sur-Orge, et pour lequel on procède dès maintenant à l'aménagement d'un terrain qui avait été acheté à cet effet par le Ministère de la Justice.

« C'est au système pavillonnaire, qui faut à tout prix recourir », nous dit M. Pinatel, inspecteur des Services Administratifs au Ministère de l'Intérieur. Ce système, pour être pleinement réalisé comme au Centre belge de Saint-Servais, suppose des constructions spéciales, qu'il est bien difficile d'obtenir en aménageant des locaux pré-existants.

164. L'organisation des locaux. — Le nombre et la grandeur des bâtiments dépendront évidemment du chiffre d'enfants que devra accueillir le centre, donc de l'étendue de son ressort et de la densité en « délinquance » et « déficience sociale et mentale ». Le Docteur Mathis établit que pour une ville de 200.000 habitants et sa région, une centaine de places devront être prévues, et que, pour une ville de 500.000 habitants, le centre aura à héberger au moins 150 à 200 enfants.

Les locaux devront toujours comprendre :

1° *Un bâtiment central* pour abriter les services généraux, l'administration, les laboratoires, les salles de conférences, de réceptions, de travail (nous verrons qu'une école de cadres sera utilement annexée au Centre) ;

2° *Des pavillons d'accueil* comprenant : conciergerie, salle d'attente, parloir, salle de douche et d'hygiène, une infirmerie, quelques chambrettes et une chambre d'éducateur. Ces pavillons sont destinés à recevoir garçons ou filles nouvellement arrivés. On pourrait y joindre une ou deux cellules d'isolement pour les mineurs difficiles nécessitant une surveillance particulière et pour lesquels la vie en groupe se révélerait impossible ;

3° *Des pavillons d'observation*, permettant la vie par très petits groupes. Afin de ne pas imposer la construction d'un trop grand nombre de pavillons, on peut concevoir le partage de chaque pavillon en deux parties très distinctes, dont chacune pourrait abriter une douzaine d'enfants ou d'adolescents. On pourrait ainsi, à l'intérieur de chacun de ces pavillons qui groupent respectivement des mineurs du même âge, réaliser une sélection par amendabilité. Cela permettrait de remédier aux inconvénients possibles du mélange de délinquants et de non délinquants ou plutôt d'enfants tarés avec de moins pervers. Les prétendues difficultés spéciales qu'offrent les mineurs « prévenus de délits » ne nous paraissent pas justifier l'affectation à leur usage d'un pavillon spécial (5). Le passage préalable au

(5) ... A condition qu'ils soient amenés au centre dès le début de l'instruction, sans avoir traîné dans des salles de police, ou séjourné dans des quartiers de maison d'arrêt.

pavillon d'accueil garantira d'ailleurs la sélection indispensable.

On pourra prévoir *pour chaque sexe un pavillon d'enfants et un pavillon d'adolescents*. Le critérium fondé à Moll sur l'âge physique des mineurs en observation nous paraît le meilleur pour la répartition pavillonnaire. Si le Centre est ouvert, comme nous l'espérons, à tous les enfants irréguliers de la région, on aura *un pavillon supplémentaire, et qui pourra être mixte, pour recevoir quelques très jeunes enfants* (moins de sept ans).

Chaque équipe d'enfants ou d'adolescents aura au pavillon sa petite salle à manger, une salle de travail pouvant servir également de salle de jeux, son installation d'hygiène, son dortoir commun, fait de chambrettes séparées, comme au Centre de Toulouse (*Supra* n° 140), et une chambre pour l'éducateur ou l'éducatrice. Afin de garder tous les avantages du système pavillonnaire, chaque maison ne devrait pas abriter plus de deux équipes.

Il y aura lieu de bien séparer les pavillons féminins des pavillons masculins par le bâtiment central, la chapelle, de vastes terrains de jeux et des jardins.

4° Les pavillons des filles pourraient être complétés d'une *cuisine* et d'une *buanderie* autonomes, afin qu'elles puissent s'y livrer par équipe à des travaux ménagers, à moins qu'un bâtiment commun à tous les bâtiments féminins ne réunissent ces services qu'elles pourraient ainsi assurer par roulement pour tout l'ensemble de l'établissement (mais il y aurait alors à craindre que ces gros travaux ne puissent guère servir à leur orientation familiale et ménagère).

Du côté des garçons, on prévoira un bâtiment pouvant abriter les *divers ateliers* de bois, fer, etc.. Il serait bon d'y adjoindre une ferme afin d'éprouver les aptitudes au travail rural de certains grands pupilles du Centre d'Observation ne paraissant doués pour aucun autre travail manuel.

165. **Caractères des locaux.** — L'organisation pavillonnaire fournira un *cadre familial* propice au plein épanouissement du mineur. Il faudra qu'il s'y sente tout à fait chez lui, aussi participera-t-il avec son équipe, sous l'égide de l'éducateur, à la décoration intérieure du pavillon. Elle changera évidemment au long de l'année, au fur et à mesure que les enfants se succéderont. Ce sera toujours pour eux source de détente et de spontanéité. L'emploi de certains papiers glacés aux tonalités vives fournissent, par le découpage, le pliage, le collage, d'excellents motifs de décoration accessibles aux moins habiles, et très employés dans les méthodes d'éducation nouvelle.

Que chaque équipe ait son jardin, comme à Saint-Ser-

vais, où légumes et fleurs voisinent pour le plus grand bien matériel et esthétique du pavillon. Il faut se bien convaincre que le cadre de vie jouera un rôle aussi important que l'éducateur dans la mise au naturel du garçon ou de la fillette que l'on désire observer. Aussi, ne sommes-nous pas étonné que les Belges se soient employés à résoudre le problème des barreaux invisibles et leur solution est à adopter dans nos centres destinés à accueillir, et non pas enfermer, un gros pourcentage de fugueurs et d'instables (v. *Supra* n° 99 — 3°).

Quant au mur entourant tout l'ensemble des bâtiments et des cultures, inutile de lui donner la hauteur inusitée des murs de prisons. La meilleure sauvegarde du pupille sera son attachement pour l'éducateur veillant sur lui et pour l'équipe dont il se sentira solidaire.

166. Le Tribunal siègera-t-il à l'intérieur du Centre ? — Quelques projets antérieurs avaient prévu l'installation du Tribunal et de tous ses services au lieu même du Centre, certaines législations étrangères ont ainsi organisé leurs juridictions de mineurs (Italie, Autriche). La loi du 27 juillet 1942 n'est pas à ce sujet très explicite : « Il est créé *auprès* de chaque Tribunal pour enfants et adolescents, un Centre d'Observation » (art. 27). D'autre part, le rapport au Chef de l'Etat ne permet pas de déterminer la façon exacte dont le règlement d'administration publique organisera la juxtaposition du Tribunal et du Centre : « Les tribunaux spécialisés fonctionneront dans les locaux mêmes ou à proximité des centres d'observation. »

L'étroite coopération du Centre et du Tribunal n'entraîne pas nécessairement leur fonctionnement dans les mêmes locaux. Cela n'irait pas sans quelques inconvénients. Notre futur T. E. A., bien que spécialisé, n'en gardera pas moins un caractère répressif. Il n'aura pas le caractère purement tutélaire de certaines juridictions étrangères. Nous ne pensons pas qu'il soit opportun de le faire siéger à l'intérieur du Centre, appelé, en vertu même de la loi (art. 27), à recevoir bien d'autres enfants que des délinquants confiés par l'autorité judiciaire : ce serait risquer de jeter sur notre centre d'accueil et d'observation un discrédit auprès des familles et des enfants qui ne tarderaient pas à l'assimiler purement et simplement à une organisation pénitentiaire.

La comparaison des mineurs délinquants au Palais de Justice pour l'audience, à condition qu'ils y soient conduits par des personnes qualifiées et sans faire de stages prolongés dans les antichambres, peut d'ailleurs avoir un certain effet bienfaisant. Le docteur Girard n'est pas partisan de

supprimer l'apparat du Tribunal en l'installant à l'intérieur du Centre d'observation.

Un autre motif plaide en faveur d'un siège distinct : le Centre, par le cadre qu'il nécessite (jardin, terrain de sports, pavillons très distants et si possible petite exploitation agricole) suppose de l'espace. Le plein air sera d'ailleurs un facteur de calme, d'apaisement, très favorable à une observation féconde. Il faudra à tout prix éviter l'installation du Centre au cœur des grandes agglomérations urbaines que sont en général les villes où siège une Cour d'appel. Pour la région parisienne, l'administration prévoit très opportunément l'installation du Centre à Savigny, dans la grande banlieue. Pourrait-on demander aux magistrats, dont l'un appartient obligatoirement à la Cour, de constants déplacements de 20 kilomètres et plus pour aller siéger dans les locaux mêmes du Centre ?

CHAPITRE IV

PERSONNEL D'ENCADREMENT

167. **Importance de la question.** — La loi est absolument muette sur le personnel auquel seront confiés les mineurs en observation ou en rééducation, laissant une fois encore au règlement d'administration publique le soin d'en déterminer le recrutement, les fonctions, etc...

Mais l'article 27 dans son troisième alinéa spécifie que l'examen des mineurs portera « notamment sur leur état physique, intellectuel et moral et sur leurs aptitudes professionnelles », ce qui suppose un personnel de *composition très variée*.

Le rapport au Chef de l'Etat souligne d'autre part que la « réforme ne vaudra en définitive que par la façon dont elle sera exécutée » et préconise, en conséquence, une spécialisation du personnel, ce qui soulève le problème de son *recrutement*.

SECTION I

COMPOSITION

SOMMAIRE :

Directeur. — Service social. — Personnel médical. — Instituteurs et institutrices. — Personnel éducatif. — Moniteurs et monitrices. — Auxiliaires.

168. **Le Directeur.** — La direction du Centre sera très heureusement confiée à un médecin psychiatre, ou, à défaut, à un pédagogue ou psychologue. L'association d'un médecin et d'un pédagogue serait excellente. L'essentiel est que le personnel de direction soit très au courant de toutes les données du problème dans son ensemble, au directeur de fixer à chacune des techniques la part qui lui revient, et d'en faire la coordination. Il sera, en somme, le chef de l'équipe des techniciens (psychologues, travailleurs sociaux, éducateurs, etc.)

169. **Le service social.** — Il comprendra une ou plusieurs assistantes sociales selon l'importance du centre. Leur rôle sera multiple :

1° *Après des services sociaux de la région*, avec lesquels elles se tiendront en contact permanent, afin de provoquer les enquêtes ou compléments d'enquêtes nécessaires. Il arrive fréquemment que plusieurs services sociaux s'occupent, à des titres divers, d'une même famille, l'assistante sociale réunira ces différentes sources d'information et tiendra à jour le dossier social du centre.

Le centre pourrait réunir dans son organisation d'ensemble les différents services sociaux faisant le dépistage des délinquants ou des moralement abandonnés. Cette concentration en un seul *Service Social de l'Enfance Déficiente*, pourvu d'assistantes qualifiées et nombreuses, faisant le dépistage à travers tout le ressort, serait bien la solution idéale, elle nécessite un centre pouvant recevoir, dans un ressort pas trop vaste et sans distinction d'origine, tous les enfants nécessitant une observation prolongée. Ce serait assez dans l'esprit de la législation nouvelle qui prétend établir une étroite liaison autour du Tribunal de tous les services annexes (1). Cette solution serait également conforme à un certain mouvement d'opinion inclinant à faire des futurs centres d'observation de parfaits instruments d'études de tous les problèmes concernant l'enfant irrégulier.

La loi du 27 juillet 1942 ne mentionne pas quels seront les « rapporteurs » chargés de l'enquête, il n'est pas douteux que sera consacré l'usage consistant à confier toutes les enquêtes à des groupes d'assistantes sociales. Nous espérons que le règlement d'administration publique qui fixera le rôle et la situation juridique du Service Social en fera une des branches du Centre d'observation.

2° *Au Centre*, recevoir, interroger, toutes les personnes susceptibles de donner des renseignements sur l'enfant : parents, employeurs, etc., et l'enfant lui-même.

3° *Lorsque l'enfant quitte le Centre*, elle établit la liaison avec la collectivité qui le reçoit (famille, internat scolaire, professionnel, établissement de rééducation), ce qui suppose, entre l'assistante et cette collectivité, une entente préalable.

Une des assistantes sociales pourra en outre tenir au Centre le rôle d'infirmière.

Ces assistantes seront passées par les écoles ordinaires de

(1) Sur cette coordination des services sociaux, voir une autre solution proposée par Joubrel : « L'Enfance coupable », p. 118 et suivantes.

service social, mais elles auront reçu de plus, en quelques mois, un complément de formation les préparant plus particulièrement à leur tâche auprès de l'enfance malheureuse (notions psycho-pédagogiques, enquêtes spécialisées, etc.).

170. Le personnel médical. — Nous avons précédemment démontré l'utilité d'examens approfondis de tous genres. La présence au centre d'un médecin psychiatre, peut-être directeur, et en tout cas, attaché à l'établissement, est absolument indispensable. Il devra chaque fois qu'il sera nécessaire, faire appel aux différents spécialistes dont nous avons indiqué les interventions possibles (*Supra* n° 55 et suiv.)

Ce recours au corps médical pour le redressement de l'enfance dévoyée est certainement une innovation importante dans l'esprit du législateur, qui désormais « tient compte, selon ses propres termes, des données les plus récentes de la médecine ». On ne doit cependant pas considérer l'intervention du médecin comme prédominant sur les autres techniques d'observation.

171. Instituteurs et institutrices. — Leurs fonctions pourraient être exercées, pour chaque groupe, par l'éducateur ou l'éducatrice. Mais il sera préférable, afin de ne pas accabler ceux-ci de préoccupations trop nombreuses et de préparations de cours assez absorbantes, d'avoir quelques instituteurs et institutrices, ne faisant au Centre que l'enseignement scolaire, et assurant leurs cours successivement et par roulement dans les différents groupes. Ils n'auront ainsi que douze enfants à la fois et pourront organiser de véritables *classes de sondage*. Les âges mentaux extrêmement variés des enfants d'une même équipe ne leur permettraient pas d'ailleurs de faire de l'enseignement, et ce n'est pas à quoi l'on doit viser au Centre d'observation.

Ils auront été initiés aux techniques pédagogiques pour arriérés intellectuels et aux différents tests scolaires, adoptés si heureusement par les religieuses de Saint-Servais comme méthode « d'enseignement sonde ».

172. Le personnel éducatif. — Chaque équipe sera confiée à une éducatrice s'il s'agit d'enfants de moins de quatorze ans et d'adolescentes de quatorze à dix-huit ans, d'un éducateur pour les garçons de quatorze à dix-huit ans.

La valeur du Centre sera en fonction de la valeur des éducateurs et éducatrices à qui seront confiés les pupilles : ce sont eux qui, dans leur action personnelle auprès de leur équipe, contribuent le plus à créer l'ambiance familiale désirée, à lancer ce « contrat de sympathie » selon l'expression belge, permettant l'entier épanouissement des enfants. Ce

sont eux qui, par leur proximité et la confiance qu'ils auront su gagner, fourniront les observations les plus fructueuses. Nous verrons ce que pourra leur demander une école de cadres les formant à leur tâche future ; signalons tout de suite que, si nécessaires que soient les connaissances techniques acquises, ils devront avant tout faire preuve d'intuition psychologique, d'une part, d'autorité, d'autre part (ce qui ne signifie pas autoritarisme). Ce sont ces deux qualités innées qui font les véritables *chefs*. Or, tout éducateur, dans sa petite sphère, doit être un chef.

Ils pourront venir des disciplines les plus différentes, un stage à l'Ecole de Cadres sera de toutes façons indispensable pour les préparer plus spécialement à la tâche d'observateur-éducateur qui les attend au Centre. Pour vivre auprès d'enfants de moins de sept ans, les jardinières d'enfants seront très appréciées. Pour les équipes de plus âgés, on désire partout recruter des jeunes gens ou jeunes filles venant de mouvements de jeunesse et rompus aux disciplines scout, l'emploi de celles-ci étant très préconisé dans les centres d'observation et de triage, ainsi qu'en général dans tous les établissements destinés aux enfants difficiles (2).

On ne saurait cependant passer sous silence un point névralgique du problème de l'observation et de la rééducation des enfants irréguliers. Nous l'avons dit souvent, chaque fois qu'il s'agit de fillettes ou bien d'enfants de moins de quatorze ans, c'est le système des « petites familles » serrées autour de leur éducatrice qui paraît donner, comme au Centre de Saint-Servais et au Foyer de Soullins, les meilleurs résultats. Mais où trouver suffisamment de jeunes filles dévouées et équilibrées, que ne risquerait pas d'épuiser ou de désaxer à la longue cette vie quotidienne au milieu d'enfants dont le comportement est plus ou moins anormal. Cela suppose une sérénité qu'on n'acquiert pas en quelques mois, une vie calme, vouée totalement à cette mission d'éducatrice, et libre de toutes autres préoccupations, cependant légitimes pour des jeunes filles (3). La solution adoptée à Saint-Servais, établissement public belge, consistant à confier cette tâche difficile à des religieuses entièrement consacrées à l'œuvre, et spécialement formées dans

(2) V. Dr S. Marcus : « Scoutisme et Enfants difficiles ».

(3) ... le problème se pose, avec un peu moins d'acuité, il est vrai, parce qu'il s'agit en général d'enfants normaux, pour tous les internats féminins d'éducation nouvellement créés, par le Secrétariat de la Jeunesse ou d'autres organismes, parce qu'on y poursuit une *éducation intégrale* — et que cela suppose autre chose que d'assurer des cours et de faire de la surveillance !

ce but par un long noviciat, nous paraît la meilleure. Les futurs établissements de l'Etat voudront-ils faire ainsi appel à des congrégations ?

Cette nécessité d'une vie par groupes autonomes confiés à des responsables à qui il convient cependant d'assurer une *vie normale* a été pleinement comprise au « *Children Village* » de New-York, offrant tous les avantages d'un internat de rééducation sans en avoir l'inconvénient que présente — et pour les sujets à rééduquer, et pour leurs responsables — cette vie « en vase clos » qu'est la vie d'internat. On vit au village *par familles* et *chaque famille est confiée à un ménage*, ayant ainsi la garde d'une quinzaine d'enfants de différents âges (jusqu'à dix-huit ans) comme dans une vraie famille. Dans la journée les grands vont à l'atelier du village, les petits à l'école, alors reprend la discipline collective. Mais, rentré « à la maison », l'enfant retrouve l'atmosphère familiale. Ce système a si bien réussi au double point de vue redressement moral et formation professionnelle que les mineurs représentent, à leur sortie du « *Children Village* », une main-d'œuvre très recherchée. Formule hélas ! trop coûteuse pour qu'on puisse en espérer la diffusion.

173. Moniteurs et monitrices. — Le problème de leur recrutement est plus facile à résoudre, ils sont chargés d'assurer au Centre les heures de pré-apprentissage, leur vie à demeure au milieu des enfants n'est pas indispensable.

Ils ne doivent pas pour cela être dénués de sens éducatif : leur influence peut être grande. Un homme qui enthousiasme des jeunes pour un travail les sauve, cela surtout lorsqu'il s'agit de les préparer à la vie en leur enseignant un métier. Mais cet enthousiasme peut naître dès le stade de l'observation et aider à une bonne *orientation professionnelle*. Mieux vaudra s'entourer d'un très petit nombre de techniciens de valeur (bois, fer, etc.) et de monitrices d'enseignement ménager compétentes, assurant leurs fonctions auprès de chaque équipe par roulement, plutôt que d'avoir à sa disposition un personnel peu qualifié et tout juste bon à faire un vague bricolage qui n'accroche pas l'enfant.

Ces moniteurs devront d'ailleurs étroitement collaborer avec les éducateurs, afin que l'atmosphère de l'atelier ne diffère en rien de celle de tout le Centre, et que l'enfant malgré ses occupations variées n'ait pas l'impression d'une vie compartimentée.

Le moniteur et la monitrice d'éducation physique, dont le rôle ne sera pas tant d'assouplir le corps que d'en déceler les points faibles, iront également d'une équipe à l'autre.

174. Les auxiliaires. — Une *assistante de psychologie* sera

attachée au laboratoire des tests. Elle devra avoir reçu au préalable une solide et complète formation psychotechnique, et être orienteuse professionnelle (trop de personnes chargées de ces examens dans les consultations neuro-psychiatriques et dans certains Centres actuels sont tout juste capables de faire passer les épreuves Binet-Simon et quelques tests moteurs).

L'aumônier jouera un rôle important, tant par son action individuelle auprès de l'enfant qu'il aidera à mettre à l'aise, que par certains cercles d'études, du reste facultatifs selon l'opinion religieuse des parents, où les mineurs prendront l'habitude de s'exprimer librement.

Une secrétaire déléguée auprès du Tribunal, ayant reçu au préalable une certaine formation juridique (ce pourra être une assistante sociale spécialisée dans cette tâche), représentera le Centre auprès des magistrats (nous avons signalé cette heureuse innovation des établissements de la rue de Crimée et de Villejuif). Elle suivra les différentes phases de la procédure (dès l'instruction, l'enfant « prévenu » devrait être remis au Centre) et assistera aux audiences.

Son rôle de liaison sera d'ailleurs facilité, le cas échéant, par la nomination d'un *juge rapporteur* (art. 10) chargé de suivre le déroulement de l'observation du mineur. Il ne semble pas que soit nécessaire la présence quotidienne au Centre de ce juge, il suffirait qu'il fût tenu régulièrement au courant par la secrétaire déléguée, afin de pouvoir saisir au moment opportun le ministère public, qui provoquera l'intervention du Tribunal. Il est souhaitable que ces juges rapporteurs se spécialisent dans leurs fonctions.

Signalons enfin l'importance du *personnel subalterne* (jardinier, concierge, cuisinière, femmes de charge, etc.), qui risqueraient de compromettre par leurs paroles ou leur attitude, s'ils ne faisaient l'objet d'un choix très attentif, toute la bienfaisante influence des éducateurs.

SECTION II

RECRUTEMENT

SOMMAIRE :

Formation par l'Ecole de Cadres. — Affectation durable à l'établissement.

175. Formation par l'Ecole de Cadres. — Tout ce personnel d'observation, ainsi que celui des maisons de rééducation,

devra être absolument indépendant du personnel de l'Administration Pénitentiaire (4).

Il sera passé par l'Ecole de Cadres, dont nous parlerons plus loin, et minutieusement sélectionné en fonction, non seulement du bagage technique indispensable, mais aussi des qualités d'attention, de maîtrise de soi, de finesse, de « réceptivité », qui font les bons observateurs.

176. Affectation durable à l'Etablissement. — Entre les différents techniciens réunis au Centre doit régner la plus parfaite entente, une compréhension mutuelle des points de vue de chacun et non une simple juxtaposition de leurs recherches respectives. C'est d'ailleurs ainsi que pourra être complétée la formation technique des jeunes observateurs encore inexpérimentés (5). Le Directeur devra particulièrement veiller à créer et vivifier cet esprit d'équipe, né peu à peu du travail commun.

Ceci suppose que le personnel, interchangeable il est vrai d'un Centre à l'autre (6), ne sera pas trop fréquemment déplacé et que son affectation par l'Administration à tel établissement ne sera pas laissé au hasard des nominations. Il faudra d'ailleurs préciser son statut et tenir compte, pour fixer les traitements, des longues études et de la compétence que conditionne le soin des enfants irréguliers. La nécessité d'un personnel sélectionné exclut les salaires de misère...

(4) ... « On ne saurait maintenir, déclare le rapporteur de la loi, l'interpénétration qui existe entre le personnel des prisons et celui des établissements de mineurs. Il faudra établir une cloison étanche entre les deux cadres. »

(5) Tous ceux qui vivent à demeure au Centre auront de courtes réunions quotidiennes, qui seront plus des occasions de rencontre que des séances de travail. Il faut qu'aux yeux de l'enfant — et pour le plus grand profit de l'observation — tous se soutiennent et soient unis.

(6) On peut même admettre que certains cadres (moniteurs, éducateurs, instituteurs, infirmières) soient interchangeables entre les établissements d'observation et ceux de rééducation (ne seront bons observateurs que les meilleurs pédagogues), à condition qu'ils soient maintenus assez longtemps dans une des deux branches, observation, rééducation, pour pouvoir en approfondir la méthode,

CHAPITRE V

L'OBSERVATION AU CENTRE

SECTION I

APPLICATION DES TECHNIQUES D'INVESTIGATION

177. Le Centre est leur lieu de rencontre. — « L'enfant, dit si justement M. l'Abbé Plaquevent, est une rose des vents de tous les problèmes humains possibles. »

Notre Centre ne négligera aucun des points de cette rose des vents, chacun d'eux étant repéré par une ou plusieurs des techniques précédemment décrites : enquête sur le milieu de l'enfant, examens médico-psychiatriques, examen mental (psychotechnique, psychanalyse, etc.), orientation professionnelle. Non pas que leur emploi soit simultané, elles s'échelonneront plutôt sur toute la durée de l'observation. Il ne faudra pas multiplier les interrogatoires, non plus que les tests. Ces derniers ne seront utilisés qu'après une huitaine de jours, lorsque l'enfant sera déjà acclimaté ; il y a d'ailleurs un ordre dans ces épreuves et certaines (test de Rorschach par exemple) demanderont une plus longue adaptation préalable. On recourra fréquemment par contre à ce que nous avons intitulé les « moyens d'expression » : jeu, dessin libre, mime, modelage, etc. Le Centre sera pourvu de tout le matériel nécessaire à ces divers examens (matériel médical, instruments pour faire passer les tests, jeux, etc.).

Toutes ces techniques qui se rejoignent au Centre nous fourniront des pistes précieuses vers la connaissance approfondie du sujet, mais ces pistes ne seront éclairées que par l'observation libre, dans la vie de tous les jours.

SECTION II

L'OBSERVATION LIBRE

SOMMAIRE :

§ 1. — *Principes.*

L'observation doit être continue et inapparente.

§ 2. — *Étapes.*

Premier contact. — Première observation. — Observation prolongée.

§ 3. — *Champ d'observation.*

De multiples activités. — Programme horaire type.

§ 1. — PRINCIPES

178. 1° L'observation doit être continue, car *aucun moment de la vie quotidienne n'est à négliger*. C'est précisément à l'instant où l'enfant se sentira le moins pris par une occupation déterminée, le moins surveillé, qu'il sera le plus naturel, et c'est dans les menus faits qu'on le jugera le mieux (tenue à table, rapports avec ses camarades pendant les récréations, etc.).

Le docteur Dublineau souligne l'importance au Centre de l'observation du sommeil : « Durant les premières semaines l'enfant se trouve dans une période d'accalmie, peut-être même d'asthénie ou d'apathie. Il en sortira au bout d'un temps variable, fonction de son rythme propre et présentera alors une nouvelle période d'excitation... mais déjà dans l'intervalle l'observation nocturne aura pu apporter des renseignements : l'existence par exemple d'une crise convulsive nocturne peut expliquer tel état de calme qui n'est en fait qu'un état d'apathie chez un épileptoïde, le sommeil léger est plus fréquemment observé chez le sujet à tempérament névrotique et à synthèse mentale fragile. Le sommeil profond s'observe plus volontiers chez les sujets violents, réagissant « en force » pendant le jour, à vie psychique concentrée » (1). L'observation nocturne ne permettra donc pas seulement une surveillance d'ailleurs indispensable, elle servira à la connaissance du sujet, car, ajoute le docteur Dublineau, « le sommeil est en effet non pas une petite mort, mais une forme d'activité rythmique du système nerveux ».

Pour être continue l'observation doit être *menée par tous ceux qui approchent le pupille*, quelles que soient leurs fonc-

(1) Dr Dublineau : « L'observation nocturne et les troubles du sommeil chez les mineurs délinquants », Pour l'Enfance Coupable, mai-juin 1945.

tions au Centre. L'éducateur n'en est pas seul responsable. Ce sera d'ailleurs la meilleure garantie contre la simulation toujours possible.

179. 2° **L'observation doit être inapparente**, afin que le mineur ne soit pas inhibé, ou n'ait pas la tentation plus ou moins consciente de se composer une attitude.

§ 2. — ETAPES

180. 1° **Le premier contact.** — On sait quelle importance y attachent les observateurs de Moll, et quel cadre sympathique ils ont tenu à donner à la conciergerie de leur Centre.

Ce contact s'établira dès la salle d'attente du pavillon d'accueil. Le Chef du pavillon aura autant à cœur de mettre l'enfant à l'aise que de retenir déjà certains traits de l'apparence extérieure (attitude, vêtements, etc.). L'accueil se fera donc avec bienveillance, calme, sans aucune formalité et l'on s'intéressera aux besoins physiques de l'enfant (douche, vestiaire, nourriture). Il ne faut surtout pas que l'enfant ait la sensation d'arriver dans une geôle ou dans un hôpital. On rédigera une fiche de premier contact.

181. 2° **La première observation.** — L'enfant sera dirigé vers une des petites chambrettes individuelles du pavillon, où il restera quatre ou cinq jours, et occupera ses journées comme bon lui semble. Ainsi qu'aux Centres de Moll et de Saint-Servais, livres, papier, crayon, etc., seront mis à sa disposition.

On le soumet alors aux premiers examens médicaux et à quelques tests élémentaires de dépistage. L'aumônier, le médecin, le chef du pavillon viennent converser avec lui, mais de la façon la plus naturelle possible. On peut lui demander d'écrire quelques notes personnelles, de raconter, comme au Centre de Villejuif, l'événement le plus gai ou le plus triste de sa vie (éviter l'autobiographie qui devient souvent un roman dont l'auteur se fait complaisamment la vedette).

Le directeur, après avis du chef de pavillon d'accueil lequel rédige d'ailleurs une fiche de première observation, affecte le mineur à un pavillon d'observation et à une équipe. On ne saurait trop recommander la présentation de l'équipier à son futur éducateur, la veille de son arrivée au pavillon.

182. 3° **L'observation prolongée.** — Elle sera de *durée variable* selon la nature du sujet. Il est évident qu'un émotif se livre plus vite que le pervers intelligent habitué à dis-

simuler, habile à tromper son monde. L'âge entre aussi en ligne de compte : l'enfant est plus naturel, moins renfermé, que l'adolescent de quatorze ou quinze ans. L'observation peut osciller entre deux et douze semaines pour les garçons, pour les filles le minimum en est de trois mois. La directrice d'un des pavillons de Saint-Servais nous faisait remarquer comme les jeunes filles sont méfiantes et complexes tout à la fois, en nous citant l'exemple d'une mineure de quinze ans sur le compte de laquelle elle dut refuser, après un mois d'observation, de fournir le rapport demandé par le juge de Namur ; elle n'aurait pu alors que résumer ainsi son impression : « C'est une forcenée, inéducable. » Trois mois après, la pupille se révélait sous son vrai jour, très réadaptable, et pouvait passer en pavillon de rééducation. Cela est fréquent lorsque la jeune fille est à la fois intelligente et atteinte de troubles caractériels. Nous avons eu dans notre Centre de Jeunesse des cas identiques, difficiles à dénouer, et qui n'ont pu être éclairés que par une observation attentive et prolongée.

Il faudra cependant veiller à ne pas « congestionner » le Centre, et qu'un équilibre soit toujours maintenu entre le mouvement des arrivées et celui des départs.

Mais le *système des équipes* aidera l'éducateur ou l'éducatrice à connaître individuellement chacun de ses jeunes. Douze nous paraît être l'effectif maximum à l'intérieur de chaque équipe.

Pour les enfants ou les fillettes l'éducatrice doit être une vraie « mère de famille » très proche de ses administrés, les entourant de son affection, et « mettant la main à la pâte », selon l'expression imagée des religieuses de Saint-Servais. « Nos pupilles à leur arrivée, nous disent-elles, ne savent rien faire et sont apathiques. Il ne suffit pas de leur expliquer comment on fait le travail, il faut le faire avec elles, leur donner l'élan », ce qui n'exclut pas d'ailleurs l'attribution de responsabilités bien définies à chacun des membres de l'équipe.

Plus aérées, moins « famille », seront les équipes de garçons de plus de quatorze ans. Certes, il sera nécessaire que l'éducateur partage leur vie, mais il leur laissera plus de liberté, d'autonomie. Là aussi, le système des responsabilités partagées, de la confiance, très en honneur à Moll, nous paraît indispensable. Malgré le mouvement incessant des entrées et des départs, il faut essayer de donner à l'équipe une physionomie propre, un nom, un emblème, un chant, des traditions ; que le garçon s'y attache peu à peu et se sente solidaire de ses coéquipiers. Cela est possible même en deux ou trois mois. L'éducateur ne sera pas toujours

présent, mais ce qui demeurera pour encadrer les garçons c'est « l'esprit d'équipe » qu'il aura su insuffler (2).

A ces éducateurs, si mêlés à la vie du Centre, à plus forte raison aux éducatrices, il faut à tout prix réserver, grâce à quelques personnes spécialement chargées du « roulement », une journée de détente hebdomadaire ainsi que des vacances. On doit aussi les faire remplacer une ou deux fois par semaine dans la surveillance nocturne. D'autre part, les cours assurés par des moniteurs techniques leur laisseront chaque jour quelques heures de répit (il faudrait un minimum de quatre heures). Ainsi évitera-t-on aux éducateurs et éducatrices cette atmosphère un peu étouffante que risquerait d'occasionner leur présence perpétuelle, ce qui ne tarderait pas à épuiser toutes leurs forces vives et à lasser les jeunes qui leur sont confiés.

Educateurs et éducatrices établiront pour chaque pupille une *fiche d'observation quotidienne* sur laquelle ils annoteront les faits saillants de la journée, l'attitude du mineur, ses progrès, etc. Cette fiche régulièrement mise à jour leur permettra d'établir, à la fin du séjour du mineur, un rapport d'observation que l'on joindra alors au dossier et qui jouera un rôle important dans les conclusions adoptées.

§ 3. — CHAMP D'OBSERVATION

183. Il faut de multiples activités. — Le régime d'observation doit être en même temps éducatif, l'on y recherche en effet, non pas des résultats purement scientifiques, mais l'éducabilité générale du sujet, qui sera la charnière de sa réadaptation à une vie normale.

Aussi convient-il de multiplier les champs d'observation, afin de *retenir ses différentes réactions en face d'activités de tous genres*.

Entretiens de l'enfant avec son éducateur, rapports avec les camarades de l'équipe, contacts avec la nature, les animaux (3), le jardin, comportement en classe, soins de

(2) Ce système des équipes est appliqué au Centre de Rééducation du Hinglé (Côtes-du-Nord). Il a été également inauguré récemment à l'intérieur des pavillons de l'Ecole Théophile-Roussel : chaque équipe, groupant une dizaine d'enfants, a son nom, son local, sa devise; punitions et faveurs sont collectives, les fonctions sont partagées de sorte que chaque garçon puisse se sentir responsable de la marche de l'équipe. Le Directeur, M. Pinaud; nous signale les très heureux effets du système et sur la moralisation du garçon, et sur la bonne marche de l'établissement.

(3) On sait que l'attitude cruelle d'un individu envers les animaux est un indice assez sûr de perversité. Le comportement de l'enfant à l'égard des chiens, des chats, est une des premières questions que posent les médecins aux parents amenant leurs enfants aux consultations neuro-psychiatriques,

ménage, travail de l'atelier, cercles d'études pour les plus grands, grands jeux, petits jeux, jeux dramatiques (recherche de l'imagination, de l'affectivité, de l'esprit d'observation), veillées organisées, etc., tout doit concourir à révéler les intérêts de l'enfant et la façon dont on pourra l'orienter. La dirigeante du Centre d'observation de Montlhéry (v. *Supra* n° 34) notait que par sa variété le programme éducatif des Centres de Jeunesse était source d'observations très riches. C'est un programme analogue que l'on adoptera, mais au pavillon des moins de sept ans, on pourra vivre complètement en jardin d'enfants.

La part la plus importante sera réservée à la classe et aux travaux manuels. Nous avons dit que *la classe* serait surtout de « sondage ». Il n'en est pas moins vrai, que les différents travaux scolaires, fussent-ils des tests, doivent capter l'attention de l'enfant afin qu'il fournisse le meilleur effort dont il est capable. Aussi, pourra-t-on employer avec profit la « méthode des centres d'intérêt », consistant à faire pivoter autour d'un thème général (mer, jardin, montagne, etc., etc.), toutes les activités qu'on lui propose : lectures dictées, calcul, rédaction, chant, jeu, mime, etc.

Quant aux *travaux manuels* destinés également à dépister les ressources du sujet (intelligence, aptitudes psychomotrices, goût), ils seront variés. Les enfants d'âge scolaire feront surtout du cartonnage, du modelage, du jardinage. Les adolescents se livreront à un vrai pré-apprentissage (travail du fer, du bois, jardinage, travail à la ferme).

Qu'ils assurent quelques *services* à tour de rôle (ménage du pavillon, par exemple) sans y passer toutefois la majeure partie de leur temps. Ce serait fabriquer une vie bien factice à ces garçons de condition modeste que de les habituer à être servis, ce serait, en outre, se priver d'un excellent moyen de reconnaître la générosité, l'égoïsme, le manque de discipline, etc. Au surplus, c'est dans la mesure où les pupilles collaborent à son entretien et à sa bonne marche que l'établissement deviendra leur maison où ils aimeront vivre simplement, sans méfiance, ni dissimulation. Il y aurait donc lieu d'apporter pour les prévenus mineurs une entorse à l'application de cette règle du Code d'Instruction Criminelle qui dispense de travail les prévenus en détention. Les jeunes filles, elles, feront, autant que possible dans le cadre de l'équipe, cuisine, ménage, lavage, repassage, raccommodage, couture, broderie ; elles entretiendront également leur jardin.

Les *loisirs* ne doivent pas être négligés : jeux spontanés ou dirigés, de plein air ou d'intérieur (attention, mémoire,

etc., etc.), promenades (peut-être sous le signe d'un centre d'intérêt : la forêt, la ferme, etc.) ; les soins aux animaux et aux plantes dont les enfants seront à tour de rôle responsables ; la danse, le mime, la lecture, la musique et le chant surtout permettant de déceler le goût des enfants tout en créant une ambiance joyeuse et détendue, toutes ces activités, dirigées mais sans contrainte, peuvent fournir d'aussi précieuses informations que le travail scolaire ou manuel. Leur organisation revient de droit aux éducateurs-chefs d'équipe. A eux de récréer, de provoquer l'émulation et l'entrée de chacun « dans le jeu ». Plus de loisirs passifs : « que l'enfant tienne un instrument de l'orchestre, écrit le Docteur Robin, qu'il agisse, qu'il agisse toujours et soit le créateur de sa joie, l'ouvrier de son plaisir ».

184. Programme horaire type. — Il ne peut y avoir un emploi du temps commun à tous les pavillons, puisque les occupations diffèrent avec l'âge et le sexe. Celui que nous indiquons est un horaire applicable aux garçons de plus de sept ans, il est évident que les heures de travaux manuels dans les pavillons féminins seront déplacées afin de permettre la préparation des repas. Pour les mineures de plus de quatorze ans, il faudra d'ailleurs consacrer plus de temps aux occupations manuelles qu'au travail scolaire, celles-ci sont pour cet âge un moyen de sondage plus fructueux. Ce qui nous paraît devoir être toujours maintenu, c'est un minimum de neuf heures de sommeil, surtout lorsqu'il s'agit d'enfants de moins de sept ans, qu'il sera bon de faire coucher tout de suite après le repas du soir. La journée, d'autre part, sera invariablement coupée d'une heure de sieste en silence, absolument indispensable pour maintenir le calme à l'intérieur des pavillons.

- 6 h. 30. — Lever — toilette.
- Services (ménage des locaux de l'équipe).
- Petit déjeuner.
- 9 h. — Rassemblement — inspection.
- 9 h. 20. — Classe sondage.
- 11 h. — Promenade, jeux, sports, gymnastique.
- 12 h. — Services (table, etc.).
- 12 h. 15. — Déjeuner.
- 13 h. — Sieste.
- 14 h. — Travaux manuels.
- 16 h. — Goûter, jeux, chant.
- 17 h. — Cercle d'études.
- 17 h. 45. — Activités libres.
- 19 h. — Services.
- 19 h. 15. — Dîner.

- 20 h. — Veillée (feu de camp, jeux ou musique).
21 h. — Coucher.

Un rassemblement le matin, réunissant les deux équipes du pavillon, nous semble indispensable pour permettre aux éducateurs de bien reprendre en mains leurs jeunes, de donner les directives de la journée. On en profitera pour faire l'inspection de la tenue. La veillée, qui pourra se faire par pavillon, ou simplement en équipe, comportera toujours quelques minutes de mise au point de la journée, afin de ne pas laisser les pupilles sur une impression d'inachevé. Cela sera nécessaire, même pour les très jeunes enfants, qu'on n'enverra pas coucher sans un mot de l'éducatrice et un chant de bonsoir.

CHAPITRE VI :

LES RÉSULTATS DE L'OBSERVATION

SECTION I

LA SYNTHÈSE

SOMMAIRE :

Le dossier. — La réunion finale. — Le rapport d'observation.

185. **Le dossier.** — Cette synthèse aura, de longue date, été préparée, nous l'avons vu, par le travail d'équipe, grâce à quoi les connaissances techniques de chacun se seront confrontées, pénétrées. Le dossier du mineur en sera d'ailleurs l'expression concrète, chacun étant venu peu à peu le constituer par l'apport de sa fiche d'observation.

Le dossier complet, à la fin du séjour de l'enfant, contient donc :

- 1° — Des renseignements sur le *passé de l'enfant*,
 - Le rapport d'enquête,
 - Les pièces officielles (elles pourront être nombreuses s'il s'agit d'un délinquant), et interrogatoires ;
- 2° — *Etat physique* de l'enfant,
 - Fiche biologique,
 - Fiche pathologique,
 - Résultats des examens médicaux complémentaires,
 - Fiche du moniteur d'éducation physique (état moteur du sujet) ;
- 3° — *Etat mental* de l'enfant,
 - Fiche psychiatrique,
 - Fiche psychologique (compte rendu des tests) ;

- 4° — *L'observation*,
— La fiche de premier contact,
— La fiche de première observation.
— Le rapport de l'éducateur-chef d'équipe ;
- 5° — *Les aptitudes professionnelles*,
— Rapport du moniteur professionnel.
— Proposition de l'orienteur.

Après la réunion de tous les techniciens, le dossier comprendra, en outre :

- 6° — *Une fiche synthétique* relatant les éléments les plus importants de l'observation et un exemplaire du rapport final.

Nous verrons que le Centre jouera dans son ressort un rôle protecteur de l'enfance déiciente et devra reprendre l'enfant pour un nouveau stage d'observation, dès que le placement initial ne pourra plus convenir. Aussi, devra-t-il conserver le dossier de chacun des sujets qu'il a triés. On joindra donc au dossier :

- 7° — *Une fiche des placements* où seront consignés les différents établissements ou familles ayant accueilli l'enfant à l'issue de l'observation, et tous les renseignements ultérieurs que le service social du Centre aura pu recueillir sur son compte (mariage, profession, récidive, etc.).

186. La réunion finale. — La lecture du dossier ne suffirait pas au Directeur pour établir un pronostic sûr d'éducabilité et proposer un placement. C'est trop souvent ce qui arrive dans les simples consultations médico-pédagogiques où l'on a difficilement sous la main toutes les personnes s'étant successivement occupées de l'enfant et où la décision doit être prise rapidement, car on n'a pas celui-ci à son entière disposition. L'enfant, au contraire, ne quittera le Centre que pour son placement définitif, et celui-ci n'aura été décidé qu'après une discussion générale du cas par le personnel tout entier de l'établissement : directeur, psychiatre, assistante sociale, éducateur, moniteur professionnel, psychologue, instituteur, moniteur d'éducation physique. La responsabilité du Centre est trop grande, puisque c'est de là que partiront les propositions déterminant le sort ultérieur de l'enfant, pour qu'on ne s'entoure pas de l'essentielle garantie, qu'est la présence de tous à cette réunion finale. Le rôle du directeur n'en est pas moins grand pour provoquer les réflexions de chacun, demander des précisions sur les données principales du problème, susciter enfin, de la part des assistants, le choix d'une solution définitive.

187. Le rapport d'observation. — « Les observations recueillies, stipule l'art. 27 de la loi du 27 juillet 1942, sont transmises au Tribunal pour Enfants et Adolescents ». Le dossier qui les consigne ne saurait cependant reproduire intégralement le contenu du dossier. Il s'agit, en effet, que l'autorité chargée de prendre une décision (T.E.A. ou autre organisme selon le motif d'intervention) puisse en prendre connaissance aisément, sans être retenu par les détails de moindre importance. Aussi, conviendra-t-il de retracer, de façon très claire et assez schématique, les résultats de l'observation, en les groupant sous les rubriques suivantes :

- Milieu social,
- Rapport médical,
- Niveau mental et caractère,
- Résultats de l'orientation professionnelle,
- Educabilité générale,
- Synthèse (en quelques mots),
- Proposition de placement.

Il semble d'ailleurs que dans le cas d'intervention du Tribunal, la présence du magistrat rapporteur à la réunion finale soit opportune et que ce soit lui qui doive soumettre au Tribunal le rapport consécutif, deux ou trois jours avant l'audience.

Ce rapport doit être également fourni, comme il est toujours fait en Belgique, au directeur de l'établissement ou à la personne qui recevra l'enfant.

SECTION II

LE PLACEMENT

SOMMAIRE :

§ 1. — *Les diverses propositions possibles.*

Classement :

- 1° Sujets nécessitant une surveillance médicale.
- 2° Les anormaux inéducables.
- 3° Les anormaux éducatibles. — La question des établissements de rééducation.

§ 2. — *La décision de placement.*

Position du problème. — Cas d'intervention judiciaire. — Cas de non-intervention judiciaire. — Révision du placement.

§ 1. — LES DIVERSES PROPOSITIONS POSSIBLES

188. Classement. — « Il est peu d'enfants si douloureusement frappés qu'ils soient par le Destin ou la maladie, écrit

le Docteur Robin, qui ne puissent être améliorés, réhabilités et, dans bien des cas, totalement sauvés » (1).

Mais cela suppose l'application d'un traitement spécial à chaque genre de trouble, par conséquent :

— D'une part, une *sélection rigoureuse des enfants selon un classement* donné,

— D'autre part, l'existence d'établissements appropriés sur lesquels puisse les diriger, après ce triage, le Centre d'observation (consulter le tableau en annexe).

On pourrait adopter le classement suivant :

189. 1° Sujets nécessitant une surveillance médicale.

a) *Les syphilitiques* seront envoyés en traitement dans les quartiers d'hôpitaux ;

b) *Mineures-mères* doivent être reçues dans des « maisons familiales » qui sont à créer, car il n'existe pas de maternités assurant à ces malheureuses une éducation morale, familiale et ménagère ;

c) *Tuberculeux* seront soignés, selon le cas, dans les sanatoria, préventoria, hôpitaux héliomarins ;

d) *Les épileptiques et déficients nerveux* doivent être dirigés sur des établissements spéciaux (il en existe d'ailleurs actuellement). Les cas très graves d'affections neurologiques et psychiques recevront un traitement dans des cliniques analogues à celle du Docteur Heuyer, à Paris.

190. 2° Les anormaux inéducables.

a) *Au point de vue moral.*

De l'avis unanime des psychiatres, ils sont extrêmement rares. Ce sont les « pervers instinctifs », type Dupré, ou des adolescents de seize ou dix-sept ans très profondément pervers, pour lesquels on n'est pas intervenu à temps. Seul convient alors le régime pénitentiaire jusqu'à la majorité au moins, *quelle que soit la gravité du délit*, car il importe d'éviter qu'ils contaminent leur entourage. A l'égard de cette catégorie de mineurs pourra être ordonné le « placement dans une colonie corrective » de l'Administration Pénitentiaire, prévu par l'art. 18 de la loi du 27 juillet 1942 (2). Mais seuls y seront admis les délinquants jugés

(1) Dr G. Robin : Op. cit., p. 127.

(2) La loi va jusqu'à rendre possible pour les mineurs de seize à dix-huit ans la condamnation aux mêmes peines que celles des majeurs, elles sont alors accomplies dans des « établissements pénitentiaires », c'est-à-dire des prisons : souhaitons que cette mesure ne soit prise qu'à l'égard de sujets totalement inéducables.

par le Tribunal. Il faudrait donc que l'on pût disposer de quelques établissements semblables à discipline très ferme, indépendants de l'Administration Pénitentiaire. Qui dit pervers ne dit pas, en effet, fatalement, « auteur d'un délit ». Le pervers est bien souvent trop intelligent pour tomber sous le coup de la loi pénale, il n'en est que plus dangereux. Ces cas seront fort heureusement l'exception.

b) *Au point de vue intellectuel.*

Imbéciles et idiots absolument inadaptables relèvent des asiles.

191. 3° Les anormaux éducatibles. — Problème de leur réadaptation.

a) *Les infirmes physiques* (sourds-muets, aveugles, déficients moteurs). Le centre les dirigera sur des instituts privés, municipaux ou départementaux. Nous en avons d'excellents.

Nous sommes moins bien équipés pour recevoir les deux catégories d'enfants qui suivent, peu d'établissements savent, en effet, tirer profit de leur éducatibilité.

b) *Les anormaux intellectuels.* Pour ceux-là qui sont nombreux (le Docteur Heuyer en estimait dernièrement le chiffre à 300.000 pour notre pays), il faut multiplier les classes de perfectionnement (3) et mieux encore, car ils sont souvent privés de milieu familial ou atteints de troubles caractériels, des internats de perfectionnement et d'apprentissage : nous en sommes presque totalement dépourvus (4). C'est pourtant par l'application d'un enseignement spécial (méthode Decroly et Montessori) qu'on peut tenter leur récupération. Sans doute, si le pupille est âgé et qu'il paraît difficile de rattraper son retard intellectuel, peut-on le placer en apprentissage chez des particuliers, mais il faut que ceux-ci soient avertis et très bienveillants.

c) *Les anormaux caractériels.*

Ils constituent l'élément le plus important du Centre (65 % des enfants triés à Moll).

(3) Ces classes, fondées en vertu de la loi du 15 avril 1909, existent surtout à Paris mais en nombre encore insuffisant (une trentaine) malgré les gros efforts de l'enseignement public en vue de leur développement. Elles devraient être d'ailleurs complétées, pour les plus grands, de classes d'apprentissage. Un arriéré seulement sur vingt-cinq fait actuellement l'objet de mesure de rééducation...

(4) Depuis qu'Asnières ne reçoit plus d'arriérés, on ne compte guère comme établissement public que celui d'Armentières. Rares sont les établissements privés capables d'assurer une solide rééducation. Citons cependant l'Institut Médico-Pédagogique de Chancepoix (S.-et-M.), le Centre Excelsior au Raincy (S.-et-O.), les Instituts de Villetterre (Oise) et de Doulon (L.-Inf.), ces deux derniers dirigés par les Frères de Saint-Jean de Dieu.

Il conviendra, le plus souvent, de les orienter vers des établissements de rééducation, type Théophile Roussel, à Montesson pour les plus de treize ans, et Foyer de Soullins pour les petits. Non que l'internat soit la formule idéale (la vie d'internat n'est pas la vie normale) mais il serait illusoire de compter sur des familles pour assurer cette œuvre si délicate et si ingrate qu'est la rééducation d'un enfant difficile.

Ici encore, nous avons à créer, ou tout au moins à réformer nos établissements actuels, tant publics que privés. Nous voulons croire que les « Institutions Publiques d'Education Surveillée » que la loi du 27 juillet 1942 prend bien soin de distinguer des « colonies correctives » seront désormais de véritables maisons de rééducation. L'art. 28 nous laisse espérer le « relèvement moral des mineurs » par l'éducation morale et physique, l'enseignement général, l'instruction religieuse, l'apprentissage d'un métier. Il ne faut pas que ce terme « d'institution d'éducation » introduit par un décret de 1937 et consacré par une loi du 25 août 1940, continue à être une étiquette couvrant, en réalité, de vraies maisons de correction. Le personnel et les méthodes en usage sont à renouveler.

Sont également à transformer, et l'œuvre de réforme est commencée, les établissements privés, en particulier les « Refuges » où sont dirigées délinquantes et jeunes prostituées (5).

Nous ne cesserons de préconiser le recours au système pavillonnaire et aux méthodes scoutes pour la rééducation des enfants et adolescents atteints de troubles caractériels. Les termes du rapport de notre loi nouvelle sont, à cet égard, de bon augure : « Les méthodes de redressement s'inspireront de l'expérience acquise dans les nouvelles formations qui groupent la jeunesse française ». Voici quels devraient être désormais les *principes du redressement de l'enfance difficile*, déjà posés en 1936, par J. Guérin-Desjardins, s'adressant à de futurs rééducateurs :

1° L'enfant irrégulier a besoin d'apprendre à vivre en société : l'établissement doit être une communauté à la marche de laquelle il est appelé à collaborer ;

2° Il est presque toujours un indépendant ne sachant pas se servir de sa liberté : il faut l'y entraîner progressivement, le faire participer à sa propre rééducation, l'amener à se sanctionner ;

(5) De l'avis général des médecins, le relèvement moral est possible si elles n'ont pas plus de seize ans et ne sont ni perverses constitutionnelles ni d'un niveau intellectuel trop bas.

3° Il est presque toujours un orgueilleux : canaliser cet orgueil, en faire une force utile, en appelant l'intéressé à exercer des talents variés qui combleront son désir d'approbation ;

4° Il est renfermé parce qu'on ne croit pas en lui : remplacer le système de la suspicion par celui de la confiance ;

5° C'est un émotif : le traiter sentimentalement (ce qui ne veut pas dire avec sensiblerie) et l'amener, grâce à des entretiens particuliers vraiment affectueux, à analyser lui-même, posément et objectivement son propre cas ;

6° Il est souvent un inadapté au point de vue sexuel : lui donner des dérivatifs sportifs et autres et lui inculquer le respect de son corps en lui offrant un haut idéal de vie physique et morale ;

7° Il doit être réadapté et utilisable par la société : que l'établissement soit une véritable école professionnelle où il puisse apprendre un métier correspondant à ses aptitudes.

Pour les garçons de plus de treize ans, le type de centre de rééducation (répartition des mineurs en chantiers et équipes) préconisé par F. Joubrel (6) nous semble devoir être adopté. Pour les filles, on peut garder les mêmes bases mais en donnant à l'établissement un caractère plus familial et à la discipline une nuance plus souple, plus féminine ; on s'inspirera très utilement de l'exemple de Saint-Servais (« vie en famille », enseignement ménager et puériculture très poussés, répartition inspirée du principe de la progressivité). Pour *les enfants de moins de treize ans*, l'éducation donnée au Foyer de Soullins, établissement malheureusement unique en son genre, est excellente.

Rares sont ceux que le Centre placera dans les *cas purement sociaux* (c'est-à-dire enfants absolument normaux mais qu'il serait dangereux de rendre à un milieu familial déficient) et qui pourront bénéficier d'un placement dans un internat scolaire ou professionnel ordinaire, à moins que le Centre ne les oriente vers un home de semi-liberté ou ne les place sous son contrôle dans une famille. Rares aussi sont les enfants *atteints de très légers troubles mais appartenant à une famille normale*, capable d'en assurer la rééducation.

On peut donc affirmer que le placement en internat est presque toujours le seul remède possible qu'il s'agisse d'ir-

(6) V. F. Joubrel : Op. cit., p. 153 et suiv.

réguliers mentaux, caractériels, physiques (7). En Belgique, en 1932, le Juge décidait ainsi du sort des mineurs passés à l'observation :

- 57,5 % étaient envoyés dans une maison publique ou privée de rééducation,
- 24,4 % dans un établissement spécial pour anormaux,
- 4,4 % étaient confiés à des personnes charitables,
- 13,7 % seulement étaient rendus à leur famille.

En 1941, le Tribunal de la Seine prononçait la remise aux parents de 1.958 enfants sur 2.868 jugés, soit environ dans 68,3 % des cas, *faute d'établissements permettant d'appliquer la mesure de sauvetage nécessaire*. Nous avons vu souvent l'embarras des juges, désireux de bien placer l'enfant, mais contraints par la force des choses à ne prendre qu'une solution boiteuse. Même embarras des médecins directeurs de consultations neuro-psychiatriques, devant les parents soucieux d'une rééducation.

« La réforme de la législation de l'enfance délinquante serait illusoire, note le législateur de 1942, si elle n'était accompagnée d'une réforme de l'organisation et des méthodes de la rééducation. » Nous ajouterons qu'il ne s'agit pas seulement d'une réforme de ce qui existe, mais de la création de ce qui manque et dont l'absence rendrait vain le triage auquel doit procéder notre Centre d'Accueil et d'Observation.

§ 2. — LA DECISION DE PLACEMENT

192. **Position du problème.** — Vaine encore serait l'œuvre du Centre si ses propositions de placement ne devaient pas être suivies. Dépistage, observation, triage seront pratiquement inutiles si la conclusion est entièrement laissée au gré des familles, souvent incapables sinon indignes, étant donné le milieu où se recrutera la clientèle de notre Centre. A quoi sert de rechercher le mode de rééducation, s'il peut être refusé par les parents ? Il suffit d'avoir assisté à des audiences du Tribunal ou de la Chambre du Conseil (vagabondage) pour se rendre compte que rarement ceux-ci

(7) Nous avons eu l'occasion déjà de signaler l'erreur que commettent les patronages ouverts en procédant de façon courante au placement de l'enfant dans une famille, le plus souvent d'agriculteurs ; ce placement devrait être exceptionnel. V. H. Van Etten : « L'erreur du retour à la terre ». Pour l'Enfance Coupable, novembre-décembre 1936.

désirent la mesure la plus favorable au redressement de leur enfant (8).

193. Cas d'intervention judiciaire.

Pour les *enfants prévenus de délit*, la décision sera prise par l'autorité judiciaire confirmant, en règle générale, les conclusions du rapport d'observation. La liaison étroite du Juge et du Centre sera une garantie de leur concordance de vue. Toutes les mesures ci-dessus énumérées sont d'ailleurs rendues possibles par la loi de 1942 dans son art. 18. Mais le Tribunal est seul compétent pour prendre une décision définitive de placement, le Juge d'instruction et la Chambre du Conseil ne pouvant, s'ils prononcent relaxe ou non-lieu, que signaler la situation du mineur aux services sociaux compétents (art. 5 et 8). Il faudra donc pour que la mise en observation du mineur (elle pourra, nous l'avons vu, être pratiquement provoquée dès l'ouverture de l'instruction) aboutisse à une décision de placement définitif que le mineur soit bien reconnu l'auteur du délit, afin que puisse se dérouler la longue procédure l'amenant devant le Tribunal.

En l'état actuel de la législation (décrets-lois du 30 octobre 1935) enfants de la correction paternelle et vagabonds peuvent faire l'objet d'un placement définitif de la part du juge (Président du Tribunal civil ou du T.E.A.). Une décision analogue peut être adoptée par le Tribunal civil en Chambre du Conseil en cas de déchéance totale ou partielle de la puissance paternelle, ou faire partie des « mesures d'assistance éducative » que le Président prendra à l'égard de parents incapables ou négligents.

194. Cas de non-intervention de l'autorité judiciaire. — Il s'agit alors d'enfants dépistés par l'école, le dispensaire, les assistantes sociales et envoyés au Centre d'observation sans que l'inconduite de l'enfant ou l'incapacité des parents ait occasionné l'intervention du Parquet.

(8) Au Barreau, nous avons été souvent supplié par les parents de plaider contre les vœux de l'enquête sociale ou de la consultation médico-pédagogique. Comme est fautive, au Tribunal des Enfants et Adolescents, la position de l'avocat, sollicité par les parents de défendre leur intérêt égoïste qui concorde rarement avec l'intérêt bien compris du mineur. L'avocat se rallie le plus souvent d'ailleurs, fort heureusement, aux propositions du Service Social.

Puisqu'au Centre, l'observation de l'enfant est menée, et les conclusions prises, pour son plus grand bien, et en tenant compte des intérêts légitimes de la famille, puisque, d'autre part, la liaison se fera grâce à la présence au Tribunal d'un secrétaire-délégué et du juge rapporteur en contact avec le Centre, muni du rapport final d'observation, nous ne voyons pas quel pourra être le rôle de l'avocat.

Les art. 4, 7 et 8 de la loi mentionnent encore cependant sa présence tant auprès du juge d'instruction qu'en Chambre du Conseil et à l'audience.

Chaque fois que la famille sera compréhensive et acceptera les conseils du Centre, nulle ingérence étrangère ne sera nécessaire, mais il arrivera que des parents ne veuillent tenir aucun compte des propositions de placement et se contentent de reprendre purement et simplement l'enfant. Leur résistance devra-t-elle être un empêchement définitif à la récupération sociale du mineur observé ? (9).

La solution préconisée par MM. les docteurs Dechaume et Girard nous paraît s'imposer. « Il importerait, écrivent-ils, qu'il existât en dehors du Tribunal, un organisme susceptible de prendre, pour des enfants irréguliers non délinquants, une simple mesure administrative analogue à celle qui est prise pour les aliénés conformément à la loi de 1938 » (10). L'intervention d'un organisme extra-judiciaire, facilement mis en branle, ne revêtirait pas, aux yeux des familles, un caractère vexatoire. La compétence du personnel du Centre et l'étroit contact qu'il entretiendra avec la famille, la perfection des méthodes employées, la longue durée de l'observation ne seront-elles pas de suffisantes garanties pour que ses propositions puissent être ratifiées sans danger d'arbitraire par des organismes tels que ces Conseils de Protection de l'Enfance, dus à l'Œuvre de « Coordination des Services de l'Enfance déficiente » ? Ces Conseils ne sont d'ailleurs actuellement dotés que de simples pouvoirs consultatifs (*Supra* n° 136).

195. Révision du placement. — Sauf en cas de fuite du lieu où il avait été placé par décision judiciaire, la loi de 1942 ne prévoit pas expressément le retour du mineur délinquant au Centre, lorsque son inconduite rend inefficace le placement antérieurement décidé. L'art. 22 ne mentionne, en effet, que le renvoi de l'affaire devant le Tribunal, mais celui-ci voudra sans doute s'entourer, comme le Juge belge, de la garantie que représente l'observation prolongée, chaque fois qu'il y aura lieu d'apporter une modification à la décision primitive. « Le Tribunal peut, à tout moment, modifier le placement de l'enfant », déclare le dernier alinéa de l'art. 22.

(9) C'est un des points les plus délicats du problème de la Protection de l'enfance que cette immixtion, souvent indispensable mais non sans danger, d'un organisme public dans la vie familiale. Le seul critérium possible est l'intérêt bien compris de l'enfant. Voir à ce sujet P. Waquet : *Op. cit.*, p. 205 et suiv.

(10) MM. J. Dechaume et P. Girard : *Op. cit.* « Il faudrait réaliser, ajoutent-ils, le statut social de ces enfants irréguliers que ne couvre aucune loi d'assistance. Il faut user d'artifice pour les faire bénéficier de l'assistance médicale gratuite. La loi sur l'Assistance aux Vieillards, Infirmes et Incapables, ne s'applique qu'aux individus âgés de plus de quatorze ans, »

On voit le rôle d'information que pourrait très utilement jouer le service social du Centre, dont certains membres spécialisés constitueraient un corps de Délégués à la Liberté Surveillée (V. *Infra* n° 203), se tenant en rapports constants avec les établissements ou familles qui ont reçu les mineurs, par des visites ou l'envoi de questionnaires détaillés, afin de signaler au Tribunal ou à l'organisme extra-judiciaire les cas nécessitant une révision.

La décision doit toujours être susceptible de révision comme une « prescription thérapeutique qui se modèle étroitement sur l'évolution de la maladie » (11), le triage ne saurait avoir une valeur absolue et définitive.

Par conséquent, pour tout enfant passé au Centre, on devra pouvoir solliciter de l'organisme de décision les modifications au placement initial, après une nouvelle mise en observation.

(11) MM. J. Dechaume et P. Girard : Op. cit.

CHAPITRE VII

RAYONNEMENT DU CENTRE

196. Sa triple mission. — La loi du 27 juillet 1942 ne fait aucune allusion à la formation future des cadres d'observation et de rééducation, mais confiant par l'art. 33 la surveillance des institutions publiques et privées relevant de l'Administration Pénitentiaire, aux Centres d'Observation, elle semble vouloir en faire un instrument de formation et de rayonnement des doctrines de l'éducation surveillée. Les Centres de Toulouse et de Lyon, lancés par l'Œuvre de Coordination du Docteur Grasset, visent eux aussi à un rôle plus large que celui de l'observation proprement dite (12).

Nous pouvons donc assigner aux futurs Centres une triple mission de :

- Formation des cadres,
- Contrôle des établissements de rééducation,
- Recherche et perfectionnement des méthodes éducatives.

SECTION I

LE CENTRE, INSTRUMENT D'EDUCATION

L'ECOLE DE CADRES

SOMMAIRE :

§ 1. — *Formation.*

Rôle de l'Ecole de Cadres. — Programme. — Aptitudes requises.
— La vie à l'Ecole de Cadres.

§ 2. — *Information.*

Sessions de reprise, sessions d'information.

(12) Voir le tableau en annexe.

§ 1. — FORMATION

197. Rôle de l'Ecole de Cadres. — Alors que pour l'éducation des enfants normaux, l'enseignement public ou privé s'est toujours entouré d'un personnel ayant reçu une formation pédagogique préalable, le sort des enfants déficients était confié en général, sauf dans quelques instituts médico-pédagogiques pour arriérés, à des cadres incompetents : personnel des prisons, dans les établissements de l'Administration Pénitentiaire, maîtres ou maîtresses dévoués mais non initiés à leur tâche, dans les œuvres privées. Aussi les réponses au questionnaire envoyé dans chaque région, en 1941, par le Directeur de la Famille et de la Santé réclamaient-elles unanimement l'institution d'écoles préparant des « élèves hommes et femmes à un diplôme de sauvetage de l'enfance ».

Il n'est pas douteux que, par la diversité de sa clientèle et l'éclectisme de son personnel d'encadrement, le Centre d'Observation soit le siège le plus favorable à l'Ecole de Rééducateurs. C'est d'ailleurs dans cette voie que se sont orientés les Centres de Toulouse et de Lyon sur lesquels sont greffées des écoles de cadres (1). Souhaitons que le règlement d'administration publique assigne un rôle analogue aux Centres contrôlés par le Ministère de l'Intérieur.

En Belgique, la station de Moll assure la formation des cadres de rééducation, non seulement des établissements de l'Etat mais aussi des œuvres privées, notre Centre d'Observation devra jouer un rôle analogue. Puisqu'aux termes du rapport de la loi du 27 juillet 1942, l'Etat veut « conserver dans des établissements modèles une doctrine de l'éducation surveillée », on pourrait, pour sélectionner le person-

(1) Rappelons en outre l'ouverture le 4 octobre 1943 d'une Ecole Nationale de Cadres auprès de l'Ecole Théophile-Roussel de Montesson (œuvre du Conseil Technique de l'Enfance Déficiente et en Danger Moral. V. supra, n° 136). L'Ecole forme actuellement en session intensive de trois mois (brevet du stage imposée par le besoin immédiat de rééducateurs) une cinquantaine de jeunes gens se destinant soit à l'observation, soit à la rééducation, dans des établissements publics et privés. L'Ecole dispense plus qu'un enseignement théorique, d'ailleurs remarquablement donné par les plus grands spécialistes de la question et par des visites dans les plus récentes réalisations parisiennes. Elle est avant tout, grâce à la proximité des pavillons de rééducation, une véritable Ecole d'Application. La formation psychotechnique d'autre part est assurée par des stages à la Clinique du Dr Heuyer, à Paris. Cette Ecole de Cadres est placée sous la direction de M. Pinaud, également directeur de l'Ecole de Rééducation, assisté d'un « chef de stage », M. Roger, élève de M. Decroly et instituteur de classes de perfectionnement. — Signalons encore l'Institut Régional de Psycho-Pédagogie Médico-Sociale, tout récemment lancé à Montpellier par l'Union Régionale des Œuvres Sociales de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence. Et doit ouvrir incessamment (décembre 1943) à Clermont-Ferrand un Centre de Formation d'Educateurs de l'Enfance Délinquante.

nel de ces établissements, adopter le principe suivant : mettre au concours un nombre de places double du nombre d'emplois vacants dans les institutions publiques, la première moitié des candidats leur étant affectée, et la seconde pouvant être utilisée par les œuvres privées (2). Il y aura lieu d'ailleurs d'affecter au Centre d'Observation régional les meilleurs des élèves, puisque celui-ci aura un droit de contrôle sur toute la rééducation des enfants irréguliers.

198. Programme. — La durée des études variera suivant la formation antérieure et la fonction désirée.

Les assistantes sociales voulant se spécialiser dans le service de l'enfance déficiente ont surtout besoin d'une formation pratique (psycho-pédagogie, enquêtes, etc.), étant déjà munies d'un certain bagage théorique. Un stage de quelques mois au Centre leur suffira. Il en est de même des *moniteurs* d'enseignement professionnel ou d'éducation physique, des instituteurs dont les connaissances techniques, préalablement acquises et bien possédées, n'auront qu'à s'adapter aux conditions particulières de la rééducation des enfants irréguliers, un stage au Centre leur servira à mettre en pratique et perfectionner leur spécialité.

Ce sont les *éducateurs et éducatrices* qui constitueront la clientèle la plus nombreuse de l'Ecole. Eux devront recevoir un enseignement complet, s'étageant sur deux années, la première étant réservée à une formation à la fois théorique et pratique donnée à l'intérieur du Centre d'Observation, la seconde à des stages dans divers établissements de rééducation de la région, sous le contrôle de l'Ecole. Le programme s'inspirera très opportunément de celui de l'Institut Pédotechnique de Toulouse :

I. Formation technique :

1° Etude de l'enfant :

a) Eléments de psychologie générale : objets et méthodes de la psychologie — vie psychique — vie mentale — vie morale ;

b) Développement physique et psychique de l'enfant jusqu'à la fin de l'adolescence ;

c) Eléments d'anthropométrie somatique et psychique de l'enfant ;

d) Eléments de pathologie physique (quelques affections

(2) V. en ce sens P. Coste-Fleuret : Op. cit.

aiguës et chroniques, débilité, surmenage) et psychiques (affections du système nerveux, affections constitutionnelles et acquises au psychisme, arriérations, troubles du caractère, etc.) de l'enfant.

2° Eléments de Droit Civil et Pénal de l'enfant :

- a) Droit Civil : protection de l'enfant normal, arriéré, en danger moral — lois d'assistance — travail des mineurs ;
- b) Droit Pénal : tribunaux pour enfants — liberté surveillée — placement ;
- c) Droit comparé : législation de la protection de l'enfance dans d'autres pays.

3° Récupération de l'enfant déficient :

- a) Technique de sauvetage : dépistage — observation — triage et placement ;
- b) Hygiène — secourisme ;
- c) Pédagogie : principes généraux — pédagogie spéciale de l'arriéré, de l'enfant difficile — applications pédagogiques ;
- d) Orientation et formation professionnelles ;
- e) Organisation pratique : établissements de rééducation, etc., etc.

II. Formation pratique :

Très poussée : chaque aptitude individuelle doit y être mise à profit. Connaissance de la nature — jeux — chants — danses folkloriques — art dramatique — initiation au dessin — modelage — travaux manuels et ménagers — psychopédagogie — méthodes de gymnastique médicale, naturelle, rythmique — rééducation de la parole — secourisme.

L'Ecole pourra spécialiser certains de ses élèves dans la pratique des tests et de l'Orientation Professionnelle, afin d'en faire des « Assistants de Psychologie ».

199. — **Aptitudes requises.** — Plus qu'un bagage intellectuel important, l'Ecole doit demander aux futurs rééducateurs un ensemble d'aptitudes qui leur permette de s'adapter à cette vie d'internat au milieu d'un petit groupe d'enfants difficiles dont la rééducation, aléatoire, exige persévérance, optimisme, et valeur morale solide.

Nous retiendrons comme qualités essentielles :

— *Un amour intuitif et profond de l'enfant*, le goût de se pencher sur ces âmes déshéritées pour les mieux comprendre et les relever.

— Une bonne santé, car la tâche est dure, un solide *équilibre des forces nerveuses*, afin de garder toujours devant la pire anomalie ou la plus grande déconvenue une attitude scientifique de sérénité : ne pas s'indigner, ne pas se lamenter, rester maître de soi.

— Des *habitudes d'ordre* méticuleux, tout en maintenant une atmosphère détendue, « les petits êtres, dit M. l'Abbé Plaquevent, sont des puissances d'anarchie », il faudra savoir contre leur désordre mener une lutte paisible.

— *L'esprit d'équipe*, les éducateurs auront à « faire bloc ».

— *Esprit de service*, disponibilité ; c'est par l'exemple, plus que par les discours, qu'on enseigne la générosité.

On recherchera par dessus tout chez le futur éducateur cette *dignité de vie*, cette supériorité morale permettant au chef de s'imposer tout naturellement parce qu'il incarne aux yeux de ses jeunes l'idéal qu'il leur propose.

Ce n'est pas à l'école de Cadres que les stagiaires pourront se forger ces qualités, si leur vie antérieure ne les y a préparées. Un an ne peut suffire pour transformer une jeune fille, insouciant auparavant de l'économie de son foyer, des tâches domestiques, en une maîtresse de maison capable de faire harmonieusement régner l'ordre et la joie dans la petite « famille » qui lui sera confiée, pas plus que ne pourra être un vrai « chef d'équipe », le jeune homme qui ne s'est à la longue, lui-même, discipliné.

200. La vie à l'Ecole de Cadres. — Cependant l'Ecole reconnaîtra ces qualités, les épanouira, non par de longs exposés théoriques, mais en procurant aux stagiaires, grâce à la vie d'équipe, l'occasion de se dépenser et de se discipliner.

Le groupement des élèves par équipes, système que vient d'adopter l'Ecole Nationale de Montesson (3), permet en outre la mise en valeur de chacun, en même temps que l'enseignement *actif* de la méthode qu'ils auront à appliquer, en la leur faisant vivre.

Aussi les occupations de la journée, du moins pendant la première année d'Ecole, se rapprocheront-elles le plus possible de celles que, plus tard, les éducateurs auront à proposer à leurs enfants.

Ce souci inspire très heureusement la formation donnée

(3) La promotion actuelle, la première, comprend cinq équipes d'une dizaine de stagiaires chacune, dont les noms disent bien la tâche de référence à laquelle ces jeunes gens se destinent (les « maîtres d'œuvre », les « verriers », les « tisserands », les « ébénistes », les « luthiers »).

à Montesson, dont voici le programme-type d'une journée :

- 7 h. 30. — Réveil.
- Dérouillage.
- Services.
- Petit déjeuner.
- Toilette.
- 9 h. 30. — Mot d'ordre (une fois par semaine).
- 9 h. 45. — Première conférence.
- 11 h. — Deuxième conférence.
- 12 h. 30. — Déjeuner.
- 13 h. 30. — Temps libre.
- 18 h. 30. — Chant.
- 15 h. 15. — Exposé par un stagiaire (sous le contrôle du Directeur ou d'un Instructeur).
- 16 h. 30. — Hébertisme.
- 17 h. 30. — Travail manuel (fabrication de marionnettes, découpage, etc.).
- 18 h. 30. — Chant.
- Dîner.
- 20 h. 30 à 22 h. 30. — Veillée : feu de camp ou cercle d'études.

A travers toutes ces activités, et sans que soit négligée leur formation théorique, les stagiaires « jouent vraiment le jeu », nous dit M. Pinaud.

§ 2. — INFORMATION

201. — Sessions de reprise, sessions d'information. — Il sera bon, une fois le personnel d'éducation formé et dirigé sur les établissements publics ou privés, de le reprendre en mains de temps en temps en stages de quelques mois. Ces « sessions de reprise » permettront à l'Ecole Régionale de revoir par tranches successives tous les cadres qu'elle a formés, de s'assurer qu'ils restent fidèles aux consignes données, de les tenir au courant des derniers perfectionnements techniques, de réajuster peut-être son enseignement en se servant des données expérimentales qu'ils rapporteront de leur vie quotidienne au milieu des jeunes. Rien n'est plus enrichissant d'ailleurs que de faire le point entre chefs venus d'établissements les plus divers, de comparer les méthodes employées, de profiter des expériences des autres.

Des « sessions d'information » seront également organisées à l'intention du personnel des organisations sociales, de l'enseignement primaire, des mouvements de jeunesse, des moniteurs de colonies de vacances, des magistrats et

des médecins, etc., de tous ceux qui éprouveront le besoin de connaître ou d'approfondir le problème de l'enfance déficiente. Ces sessions permettront en outre de recruter, en vue de la formation approfondie que nous avons décrite, les élèves éducateurs, moniteurs, assistantes sociales destinés aux Centres d'observation et de rééducation de la région.

SECTION II

LE CENTRE, INSTRUMENT DE CONTROLE

SOMMAIRE :

Nécessité d'une spécialisation des établissements et d'un contrôle de leurs méthodes de rééducation. — La question des délégués à la liberté surveillée. — La question des « patronages ouverts ». — Les « placements familiaux ».

202. Nécessité d'une spécialisation des établissements et d'un contrôle de leurs méthodes. — « Les institutions publiques et privées de redressement de l'enfance délinquante relevant du Secrétaire d'Etat à la Justice sont soumises à la surveillance des président et procureur près des tribunaux pour enfants et adolescents ou des magistrats par eux délégués et des *directeurs des Centres d'Observation* » (art. 33, Loi du 27 juillet 1942). Il faudra en réalité que le Centre d'Observation qui, nous l'avons vu, sera conçu de façon très large pour opérer le triage des enfants irréguliers de la région puisse contrôler tous les établissements du ressort, qu'ils relèvent ou non de l'Administration Pénitentiaire.

Ainsi pourrait enfin se réaliser sur le plan régional, cette *coordination tant désirée entre les divers établissements*, permettant, par une utile répartition des tâches, d'affecter au mieux les ressources en personnel et les disponibilités financières du ressort. Le rapport de la loi du 27 juillet 1942 souligne que les œuvres devront être « coordonnées selon un plan d'ensemble de répartition des mineurs, entre elles, et plus efficacement contrôlées ».

Il est donc souhaitable, si les Centres de l'Administration Pénitentiaire et ceux de « la coordination des Services de l'Enfance Déficiente » se partagent les régions, que chacun de ces Centres puisse, sur toute l'étendue de son ressort, exercer un *contrôle général des établissements*.

Le Centre veillera à la bonne application des méthodes nouvelles d'observation et d'éducation, ainsi qu'à la compétence du personnel d'encadrement. Il sera d'ailleurs tout naturellement amené à jouer ce rôle de surveillance, puisque son service social reste en liaison permanente avec les

établissements ayant reçu la garde des enfants afin de pouvoir, le cas échéant, faire modifier le placement.

203. La question des Délégués à la Liberté Surveillée. — Quelques membres de ce Service Social pourraient se spécialiser dans le *contrôle des placements*, formant un corps de *délégués à la liberté surveillée dépendant du Centre*.

L'art. 18 de la loi du 27 juillet 1942 maintient la possibilité d'une remise de l'enfant à sa famille, à une personne ou à une institution charitable sous le régime de la liberté surveillée. Ce serait répondre aux vœux du législateur qui a voulu grouper, semble-t-il, autour d'un Centre d'Observation et d'un Tribunal jumelés, les différents services auxiliaires, que de confier au Centre cette tâche de surveillance.

Même si le service social de protection de l'enfance déficiente ne devenait pas un organisme propre du Centre d'Observation (V. *supra* n° 169), il n'en serait pas moins opportun de rattacher au Centre les Délégués à la Liberté Surveillée. On déchargerait ainsi les services sociaux dont les assistantes, déjà très prises par leurs fonctions de rapporteurs, n'ont pas le temps de bien remplir leur mission de déléguées (elles ont souvent en cette qualité la charge d'une vingtaine d'enfants à visiter régulièrement !).

Ces délégués joueraient auprès des œuvres comme auprès des familles un rôle d'autant plus précieux qu'il permettrait au Centre de connaître parfaitement la valeur de chacun des placements du ressort et de toujours soumettre à l'organisme de décision (judiciaire ou extra-judiciaire) des propositions de placement bien fondées.

204. La question des « Patronages ouverts ». — Quelle serait alors la position des patronages dits « ouverts », auxquels il arrive actuellement que le Tribunal confie la garde des mineurs sous le régime de la liberté surveillée ?

La plupart de ces patronages n'ont pas d'installations suffisantes leur permettant d'assurer eux-mêmes la rééducation des pupilles. Aussi ne les hébergent-ils que quelques jours, pour les placer ensuite dans des familles, le plus souvent rurales. Lorsque l'observation et le triage seront bien réalisés, très peu nombreux, nous l'avons vu, seront les cas où le redressement des anomalies caractérielles pourra être laissé à l'initiative d'une « personne charitable » ; rares seront d'autre part les mineurs à orienter vers une profession agricole.

Aussi faudra-t-il demander à ces patronages ouverts de se transformer en institutions susceptibles de recevoir à demeure, en rééducation de longue durée, dans des locaux appropriés et avec l'aide d'un personnel spécialisé les mineurs reçus en garde.

205. Les « Placements familiaux ». — *C'est donc par le Centre lui-même, et sous son contrôle, que seront assurés les placements chez les « personnes charitables » de la région, lorsque l'observation prolongée de l'enfant aura révélé que l'internat n'est pas indispensable à son relèvement.*

Ce système pratiqué à Moll dans sa fameuse « Colonie Familiale » (*Supra* n° 102) donne les meilleurs résultats, parce qu'il fonctionne sous l'autorité du directeur de Moll et le contrôle d'un éducateur ayant fait la connaissance de l'enfant pendant la durée de l'observation. A ces deux responsables appartient d'ailleurs le droit de libération, de déplacement, de réintégration au Centre. Ainsi peut être réalisé dans de bonnes conditions le placement familial du pupille qui, selon le règlement belge « n'est pas un colis qu'on dépose à la consigne, mais un être vivant à suivre de près, à observer continuellement dans sa rééducation ».

SECTION III

LE CENTRE, INSTRUMENT DE RECHERCHES

SOMMAIRE :

Tout concourt pour en faire un excellent instrument scientifique, au service de toute l'enfance.

206. Tout concourt pour en faire un excellent instrument scientifique.

Dépassant cet objectif immédiat de la formation des cadres et de la surveillance des établissements placés sous son contrôle, le Centre remplira dans sa région une véritable mission scientifique.

Doté en effet d'un *personnel sélectionné, bien outillé*, recevant par ailleurs des *enfants de tous genres* et de toutes provenances, il pourra approfondir ses techniques d'investigation grâce au *séjour prolongé du sujet*, améliorer ses modes de triage, ses bases de pronostics puisque les *dossiers conservés et sans cesse mis à jour* permettront de retracer l'évolution ultérieure du sujet. Ces dossiers faciliteront ainsi de très fructueuses études statistiques.

On peut dès lors assigner au futur Centre d'Observation et de Triage un rôle primordial dans la recherche de l'étiologie des « irrégularités juvéniles », entre autres de la délinquance. Il contribuera surtout à élaborer un système de prophylaxie et de thérapeutique de ces irrégularités, aidant non seulement à établir et à « conserver une doctrine de l'éducation surveillée », pour reprendre les termes du légis-

lateur, mais aussi à perfectionner sans cesse une doctrine générale de la rééducation.

207. Au service de toute l'enfance. — Cette psycho-pédagogie de l'enfant irrégulier sera le point de départ d'une meilleure connaissance et d'une meilleure pédagogie de l'enfant tout court.

« Des problèmes se posent dans toutes les familles avec tous les enfants, à tous les âge », écrit le Docteur Andersen (4). Lors d'une conférence faite récemment à l'Ecole des Parents et des Educateurs, le Docteur Heuyer, après avoir passé en revue les différentes tendances anormales, constatait qu'elles se retrouvent chez l'individu normal, mais équilibrées, disciplinées, et que c'est en étudiant les cas extrêmes, les grands malades chez qui elles se trouvent hypertrophiées, qu'on est arrivé à les connaître.

« La masse des observations doit servir l'étude psychologique de l'enfant en général, et dicter les méthodes de rééducation appropriées à chaque type. De ces types, l'anormal caractériel, le mineur délinquant offrent, le plus souvent, une image schématique. Telle ou telle tendance y prédomine sous une forme excessive, presque caricaturale. A nous d'en profiter pour appliquer les enseignements qu'elle nous offre à la compréhension générale de l'enfance » (5).

A ce titre le Centre d'Observation pourra jouer un rôle éminent dans l'éducation de toute notre jeunesse et la préparation de l'avenir.

(4) Dr H. Anderson : Op. cit., p. 91.

(5) Dr Nobécourt et Babonneix : Op. cit., p. 297.

CONCLUSION

208. Regard d'ensemble sur l'œuvre récemment accomplie.

Si long et si coûteux que puisse être le lancement de ce réseau de Centres d'Observation qui doit couvrir notre pays, afin de capter tous les jeunes déficients en vue de leur rééducation, un seul regard sur l'œuvre immense accomplie depuis un an pour la solution du problème de l'enfance irrégulière laisse entrevoir pour l'avenir d'heureuses perspectives.

L'année 1943 vit, en effet,

— La création de quelques grands centres d'observation (il n'en existait que deux en 1942), de plusieurs centres secondaires, de nombreux centres d'accueil,

— Dans bien des établissements, le rajeunissement des méthodes d'éducation,

— L'ouverture de trois écoles de cadres (nous n'en avions qu'une en 1942),

— La coordination entre tous les services et œuvres intéressés à la question dans cinq régions nouvelles en plus de la région toulousaine,

— La constitution enfin sur le plan national de ce Conseil Technique de l'Enfance Déficiente et en Danger Moral jouant dès à présent un rôle de synthèse dans l'élaboration d'une doctrine de la Rééducation.

Nous avons assisté, par conséquent, malgré les difficultés de l'heure, à une mise en route générale, les organismes responsables ont attaqué de front le problème et sont enfin passés du domaine des projets à celui de l'action. On souhaiterait entre eux une plus intime collaboration, nous en avons, en bien des occasions, souligné l'urgence, mais, à ce point de vue même, on constate de nombreux efforts couronnés de succès. On sait à cet égard l'œuvre entreprise par la Coordination des Services de l'Enfance Déficiente, dont les bienfaits se font, dès à présent, sentir en plusieurs régions.

C'est vers une coordination encore plus intense, sur le plan national et sur le plan de chaque région, que doivent s'orienter les progrès futurs.

209. Une triple unification législative, judiciaire, administrative reste à réaliser.

Puisque l'on est à peu près unanime à reconnaître l'unité du problème que pose l'existence de ces quelques quarante mille enfants irréguliers, pourquoi continuer à avoir administrativement deux sortes d'enfants : les délinquants et les non-délinquants. Nous avons, quant à nous, bien souvent remarqué qu'entre certains enfants difficiles de nos centres de jeunesse et les jeunes délinquants que nous avions défendus à la barre, aucune différence de fond n'existait : issus du même quartier de cette grande ville de l'ouest, des mêmes rues, des mêmes taudis, appartenant à des familles ayant exercé de façon identique une influence activement ou passivement mauvaise, présentant les mêmes troubles caractériels et posant au regard du juge comme des éducatrices les mêmes problèmes de relèvement.

En premier lieu, il serait opportun de *refondre notre législation en une sorte de Code de l'Enfance* : trop de textes épars visent les uns l'enfance délinquante, les autres les vagabonds, les enfants de la correction paternelle, les pupilles vicieux de l'assistance publique, les enfants « moralement abandonnés » (déchéance de puissance paternelle, assistance éducative). Ce serait faciliter l'élaboration d'une doctrine uniforme de rééducation que de rassembler ces textes en une vaste loi proposant, quels que soient ces motifs définis d'intervention (infraction à la loi pénale, abandon moral), un ensemble de solutions identiques.

Cette unification législative permettrait d'attribuer en tous ces cas *compétence à un seul organisme judiciaire* : le Tribunal pour enfants et adolescents ou mieux un Juge unique spécialisé. Chambre du Conseil du Tribunal Civil, Président du Tribunal Civil, Tribunal pour enfants et adolescents, Président de ce Tribunal, Tribunal répressif de droit commun même (certains cas de déchéance de la puissance paternelle), Préfet, sont actuellement, selon le motif d'intervention, compétents pour régler le sort de l'enfant irrégulier. Il faut que cesse ce manque de cohésion. Que soit laissée à cet organisme judiciaire entière compétence à l'égard de tous ceux dont la conduite ou l'abandon porte atteinte à la loi (délinquance, vagabondage, insubordination, non-fréquentation scolaire, indignité ou négligence des parents) (1). On pourrait également lui confier la protection des incapa-

(1) Unité de compétence réalisée dans le ressort de la Seine où du T.E.A. relèvent les cas de délinquance, de vagabondage, de correction paternelle, les incidents à la liberté surveillée, les affaires d'assistance éducative et de déchéance de la puissance paternelle.

bles, la décision de garde des enfants en matière de divorce, et le faire participer à l'organisation des tutelles. Quant aux autres enfants irréguliers, dépistés par les différents services sociaux, les dispensaires, etc., mais dont la situation juridique est normale au regard de la loi pénale et de la loi civile, qu'ils voient leur sort réglé par un organisme extrajudiciaire pouvant ordonner une sorte de placement administratif à la suite de leur passage au centre d'observation (*Supra* n° 194).

L'unification législative et judiciaire devrait être renforcée d'une *unification administrative*. Nous avons déjà signalé l'œuvre bienfaisante en Belgique de l'Office de la Protection de l'Enfance rattaché, il est vrai, au Ministère de la Justice mais suffisamment indépendant pour embrasser l'ensemble du problème de l'Enfance Déficiante et Moralement Abandonnée. Chez nous, à l'heure actuelle, cinq départements ministériels sont intéressés à la question : le Ministère de l'Intérieur (faisant suite au Ministère de la Justice), l'Éducation Nationale (classes d'arriérés), le Secrétariat d'État à la Santé (direction des asiles, assistance publique), le **Secrétariat Général à la Jeunesse**, le Commissariat Général à la Famille (maintenant rattaché, il est vrai, au Secrétariat d'État à la Santé). Il faut plus qu'une coordination inter-ministérielle, *il faut un organisme administratif autonome* (2). De chaque ministère, pourrait être détachée la direction s'occupant de l'enfance irrégulière, la réunion des différentes directions constituerait un Ministère de la Protection de l'Enfance, à la disposition duquel seraient remis par exemple les mineurs jugés, et dont pourraient également dépendre des Conseils de l'Enfance, départementaux, pouvant décider du placement de l'enfant dans les cas de non-intervention de l'autorité judiciaire. Ce Ministère aurait, en propre, toute une gamme d'établissements variés et pourrait, au moyen de ces Conseils de l'Enfance et de ces **Centres d'Observation**, exercer le contrôle des œuvres privées.

Rien n'est indifférent pour le relèvement de notre Pays, mais l'éducation d'une jeunesse forte physiquement et moralement est certes la pierre angulaire qu'il est urgent

(2) Voir, en ce sens, la création préconisée par P. Waquet d'une *Œuvre Nationale de l'Enfance*, *Op. cit.*, p. 232 et suiv.

d'assurer. De cette jeunesse, l'enfance irrégulière n'est que l'extrême phalange, elle est le témoin d'un mal plus grand, général, atteignant les âmes et les corps (3). Pour les sauver, pouvoirs publics et organismes privés ne doivent compter ni leurs peines ni leur argent. « La valeur d'un peuple, écrit H. Mendousse, varie en proportion de la somme de dévouement qu'on y dépense pour la jeunesse » (4).

Les dévouements de toutes sortes ne manquent aucunement à l'heure présente : encore faut-il qu'ils se rejoignent. Leur rassemblement, enfin amorcé, à l'occasion du lancement des Centres d'Observation, peut nous laisser confiants dans l'avenir.

(3) ... de récentes statistiques prouvent que sur 25.000 jeunes gens « normaux » examinés, 18 % seulement atteignent la cote zéro Hébert (les cotes vont de - 5 à + 15).

(4) H. Mendousse : « L'âme de l'adolescent », p. 301.

BIBLIOGRAPHIE

I. — OUVRAGES

- ANDERSON (D^r H.). — *Les cliniques psychiatriques pour enfants aux Etats-Unis et l'œuvre du D^r Healy* 1929.
- BADEN-POWELL (R.). — *Eclaireurs*. Ed. Delachaux et Niestlé. Neuchâtel, 1929.
- BANCAL (J.). — *Essai sur le redressement de l'enfance coupable*. Sirey, 1941.
- BAUDOIN (Ch.). — *L'âme infantile et la psychanalyse*. Ed. Delachaux et Niestlé. Neuchâtel.
- BINET (A) et SIMON (Th.). — *La mesure du développement de l'intelligence chez les jeunes enfants*. Paris, 1938.
- CASABIANCA (P. de). — *Recueil de la législation relative à l'enfance malheureuse ou traduite en justice*. Paris, 1941.
- CENTRE SCOUT DE PSYCHOLOGIE. — *Comprenons nos gosses*. Paris, 1940.
- COLLIN (A.) et ROLLET (H.). — *Traité de Médecine Légale Infantile*. Ed. Delagrave. Paris, 1920.
- DDNNEDIEU DE VABRES (H.). — *La justice pénale d'aujourd'hui*. Lib. A. Colin. Paris, 1929.
- Traité élémentaire de Droit Criminel et de Législation pénale comparée*. Sirey, 1942.
- GARRAUD (P.) et LABORDE-LACOSTE (M.). — *Exposé Méthodique de Droit Pénal*. Sirey, 1942.
- HEUYER (D^r G.). — *Enquête sur la délinquance juvénile*. Ed. Pour l'Enfance Coupable. Paris, 1942.
- HUGUENIN (E.). — *Les tribunaux pour enfants*. Ed. Delachaux et Niestlé. Neuchâtel, 1933.
- LACROIX (J.). — *L'adolescence scolaire*. Publication de l'Ecole Nationale des Cadres d'Uriage.
- MARCUS (D^r S.). — *Scoutisme et Enfants difficiles*. Ed. A. Legrand, Paris, 1940.
- MARTIN (P^r E.) et MOURET (V.). — *Les Enfants de Justice*. Institut de Médecine de Travail. Université de Lyon.
- MENDOUSSE (H.). — *L'âme de l'Adolescent*. Ed. Alcan. Paris, 1909.

- MOSSÉ (A.). — *Les prisons et les institutions d'éducation corrective*. 3^e éd. Paris, 1939.
- NOBECOURT (P.) et BABONNEIX (L.). — *Les enfants et les jeunes gens anormaux*. Ed. Masson. Paris, 1939.
- RACINE (A.). — *Les enfants traduits en justice*. Sirey, 1935.
- ROBIN (D^r G.). — *L'éducation des enfants difficiles*. Presse Universitaire de France. 1942.
- SALEILLES (R.). — *L'individualisation de la peine*. Ed. Alcan. Paris, 1927.
- S. D. N. — *Enquête sur l'enfance en danger moral*. Genève, 1934.
Les institutions pour enfants dévoyés et délinquants. Genève, 1934.
Services auxiliaires des tribunaux pour enfants. Genève, 1931.
- VAN ETEN (H.). — *Ce qu'il faut savoir du problème de l'adolescence coupable*. Paris, 1938.
- WETS (P.). — *L'enfant de justice*. Bruxelles, 1928.
Enfance coupable et tribunaux pour enfants. Bruxelles, 1937.
- WINTSCH (D^r J.). — *Les enfants délinquants*. Ed. Payot et Cie. Lausanne, 1939.

II. — THESES

- ALBERNHE (R.). — *La nécessité d'un personnel spécialisé pour s'occuper des enfants de justice*. Th. dr. Montpellier, 1938.
- CANNAT (P.). — *Nos frères les récidivistes*. Th. dr. Paris, 1942.
- DUSSENTY (A.). — *Le vagabondage des mineurs*. Th. dr. Toulouse, 1938.
- HEUYER (G.). — *Enfants anormaux et délinquants juvéniles*. Th. méd. Paris, 1914.
- JOUBREL (F.). — *L'enfance coupable*. Th. dr. Rennes, 1942.
- LUAIRE (R.). — *Le rôle de l'initiative privée dans la protection de l'enfance délinquante en France et en Belgique*. Th. dr. Lyon, 1936.
- OWINGS (C.). — *Le tribunal pour enfants*. Th. lettres. Paris, 1923.
- WAQUET (P.). — *La Protection de l'enfance*. Th. dr. Rennes, 1942.

III. — ARTICLES

- BADONNEL (D^r M.). — *La prophylaxie criminelle juvénile*. Pour l'Enf. coup., juillet-août 1937.
- BAUDOIN (Ch.). — *La psychanalyse et les jeunes délinquants*. Pour l'Enf. coup., nov.-déc. 1941.
- CASABIANCA (P. de). — *Les nouveaux tribunaux pour mineurs en Italie*. Bulletin de la Société de Législ. Comparée. 4^e trim. 1934.

- Rapport par une Commission belge sur *La Protection de l'Enfance et l'Organisation des prisons en Angleterre*. Revue de D. Pénal et de Criminologie, 1937.
- COSTE-FLORET (P.). — *La réforme du droit de l'enfance coupable ou en danger moral*. Rev. de Science crim., oct.-déc. 1941.
- CUCHE (P.) et MOURET (D^r). — *Lacunes de la législation de l'enfance moralement abandonnée*. Rev. Pénitentiaire, juin 1906.
- DECHAUME (D^r J.) et GIRARD (D^r P.). — *Conditions générales de l'assistance et du traitement de l'enfance anormale, adaptation sociale des enfants irréguliers*. Journal de Médecine de Lyon, oct. 1942.
- DONNEDIEU DE VABRES (H.). — *A propos d'un livre nouveau sur les tribunaux pour enfants*. Pour l'Enf. coup., mars-avril 1941.
Commentaires de la loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. Rec. crit. de Jurispr. et de Législ., mai 1943, juin 1943.
Où en est la réforme du statut de l'enfance délinquante ? Pour l'Enf. coup., nov.-déc. 1943.
- DUBLINEAU (D^r J.). — *La formation des éducateurs pour les internats de mineurs délinquants*. Pour. l'Enf. coup., mai-juin 1939.
L'observation nocturne et les troubles du sommeil chez les mineurs délinquants. Pour. l'Enf. coup., mai-juin 1943.
- EPRON (G.). — *La compétence du Tribunal pour enfants*. Pour. l'Enf. coup., nov.-déc. 1941.
La compétence du juge des enfants. Pour l'Enf. coup., mars-avril 1942, mai-juin 1942, juillet-août 1943.
- GUÉRIN-DESJARDINS (J.). — *Adaptation des méthodes scoutes aux enfants délinquants*. Pour l'Enf. coup., juin-juillet 1936.
- HEUYER (D^r G.). — *L'orientation professionnelle des enfants délinquants*. Pour l'Enf. coup., juillet-août 1941.
- D^r HEUYER, Mlle COURTHIAL, MM. DUBLINEAU et NÉRON. — *Les tests de caractère en neuro-psychiatrie infantile*. Annales médico-psychologiques, juillet 1934.
- D^r HEUYER et Mlle COURTHIAL. — *Les tests de caractère en neuro-psychiatrie infantile*. Annales medico-psychologiques, dec. 1936.
- INSPECTION GÉNÉRALE DES SERVICES ADMINISTRATIFS DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Rapport sur les maisons d'éducation surveillée*. Bull. de l'Un. des S. de Patronage, 1940, n^{os} 1^{er} et 2.
- JOLY (H.). — *De l'enfance coupable et de nos maisons de correction à l'heure actuelle*. Revue Pénitentiaire, 1900, T. 24.
- MARTIN (P^r E.) et GIRARD (D^r P.). — *Cadres nosologiques de la délinquance des mineurs*. Journal de Médecine de Lyon, nov. 1938.
- MAUS (I.). — *L'Office Belge de la Protection de l'Enfance*. Revue de D. Pénal et de Criminologie, janv. 1927.
- MAZEL (P^r P.), GIRARD (D^r P.) et GAMET (D^r A.). — *Deux aspects du problème social de l'enfance coupable, la recrudescence actuelle et la cartographie lyonnaise de la délinquance juvénile*. Journal de Médecine de Lyon, janv. 1942.
- PAUL-BONCOUR (D^r G.). — *La formation professionnelle des délinquants mineurs anormaux*. Pour l'Enf. coup., janv.-fév. 1936.

Rapport sur le *Congrès de Budapest*. Revue Pénitentiaire, fév. 1904, T. 28.

ROBIN (D^r G.). — *Il y a pervers et pervers*. Pour l'Enf. coup., nov.-déc. 1937.

SERVICE SOCIAL DE L'ENFANCE. — *Rapport annuel*, mai 1936.
Rapport annuel, juin 1937.

SIMON (D^r Th.). — *Trois cents cas de délinquance juvénile*. Bulletin de la Société Alfred Binet, juin-juillet 1935.

VAN ETEN (H.). — *L'erreur du retour à la terre*. Pour l'Enf. coup., nov.-déc. 1936.

VERDUN (H.). — *L'évolution de la législation sur l'enfance coupable et la loi du 22 juillet 1912*. Semaine Juridique, 1932.

IV. — JOURNAL OFFICIEL

Loi du 27 juillet 1942 relative à l'enfance délinquante. — J. O., 13 août 1942.

Loi du 26 août 1942 relative à l'enfance déficiente ou en danger moral. — J. O., 29 août 1942.

TABLE DES MATIÈRES

	N ^{os}	PAGES
INTRODUCTION	1	5

PREMIERE PARTIE

HISTORIQUE DE L'OBSERVATION DES MINEURS DELINQUANTS EN FRANCE

CHAPITRE I

EVOLUTION DE LA QUESTION

<i>Section I. — LES TEXTES LÉGISLATIFS :</i>		17
§ 1 Le régime du Code pénal	10	17
§ 2 La loi du 19 avril 1898	11	18
§ 3 La loi du 22 juillet 1912	12	19
§ 4 Les décrets-lois du 30 octobre 1935	15	25
<i>Section II. — L'OPINION :</i>		28
§ 1 La doctrine	17	28
§ 2 Les projets de loi	19	30
§ 3 Les circulaires ministérielles	20	31
<i>Section III. — LA PRATIQUE :</i>		34
Enumération	24	34
§ 1 La détention préventive	25	34
§ 2 L'enquête sociale	28	37
§ 3 L'examen médico-psychiatrique	31	41
§ 4 L'observation prolongée	34	42

CHAPITRE II

LA LOI DU 27 JUILLET 1942

État actuel de la question	36	45
----------------------------------	----	----

DEUXIEME PARTIE

LES TECHNIQUES DE L'OBSERVATION

CHAPITRE PRELIMINAIRE

ROLE DES METHODES D'OBSERVATION	41	52
---------------------------------------	----	----

CHAPITRE I

L'ENQUETE SOCIALE	45	56
-------------------------	----	----

CHAPITRE II

L'EXAMEN MÉDICAL	54	64
------------------------	----	----

CHAPITRE III

L'EXAMEN MENTAL	60	68
<i>Section I. — LES INTERROGATOIRES</i>	61	69
<i>Section II. — L'EXAMEN PSYCHOLOGIQUE</i>	63	70
§ 1 Tests d'intelligence	64	71
§ 2. Tests de caractère	68	74
§ 3 Tests psycho-moteurs	72	78
§ 4 Conditions d'exécution des tests	73	79
<i>Section III. — CERTAINS MOYENS D'EXPRESSION</i>	78	83
<i>Section IV. — LA PSYCHANALYSE</i>	79	84

CHAPITRE IV

L'ORIENTATION PROFESSIONNELLE	81	87
-------------------------------------	----	----

APPENDICE

Remarques sur l'emploi des différentes méthodes d'investigation/	85	93
--	----	----

TROISIEME PARTIE

DE QUELQUES REALISATIONS FRANÇAISES
ET ETRANGERES

CHAPITRE I

LES REALISATIONS ETRANGERES	88	98
<i>Section I. — L'OBSERVATION AUX ETATS-UNIS</i>	90	99
<i>Section II. — CENTRES D'OBSERVATION ET DE TRIAGE EN ITALIE</i>	92	101
<i>Section III. — LES ÉTABLISSEMENTS BELGES</i>	94	103
§ 1 Le Centre de Moll	95	105
§ 2 Le Centre de Saint-Servais	103	113
§ 3 L'œuvre belge	107	116

CHAPITRE II

QUELQUES REALISATIONS FRANÇAISES

<i>Section I. — DEUX ŒUVRES PRIVÉES :</i>		119
§ 1 Le foyer de Soullins	110	119
§ 2 La Tutélaire	115	122
<i>Section II. — L'ŒUVRE DE L'ADMINISTRATION PÉNITENTIAIRE</i>	116	124
§ 1 Le Centre de la rue de Crimée	117	125
§ 2 Le Centre de Villejuif	124	131
<i>Section III. — L'ŒUVRE DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL A LA JEUNESSE</i>	129	134
<i>Section IV. — LA COORDINATION DES SERVICES DE L'ENFANCE DÉFICIENTE ET EN DANGER MORAL. LES CENTRES DE TOULOUSE ET DE LYON :</i>		138
§ 1 La coordination	135	139
§ 2 L'institut pédotechnique de Toulouse	137	140
§ 3. Les réalisations lyonnaises	142	145
<i>Appendice. — Réalisation et projets divers</i>	146	148

QUATRIÈME PARTIE

LE CENTRE D'OBSERVATION ET LA LOI
DU 27 JUILLET 1942

CHAPITRE I

<i>Principes généraux</i>	148	151
---------------------------------	-----	-----

CHAPITRE II

RECRUTEMENT

<i>Section I. — LES DÉLINQUANTS</i>	154	155
<i>Section II. — LES NON-DÉLINQUANTS</i>	157	159
<i>Section III. — PROJET D'UN CENTRE A LARGE RECRUTEMENT</i>	159	160

CHAPITRE III

SIEGE ET LOCAUX

<i>Section I. — SIÈGE ET RESSORT DU CENTRE D'OBSERVATION</i>	160	162
<i>Section II. — LES LOCAUX</i>	163	164

CHAPITRE IV

LE PERSONNEL

<i>Section I. — COMPOSITION</i>	168	169
<i>Section II. — RECRUTEMENT</i>	179	174

CHAPITRE V

L'OBSERVATION AU CENTRE

<i>Section I. — APPLICATION DES TECHNIQUES D'INVESTIGATION</i>	177	176
<i>Section II. — L'OBSERVATION LIBRE :</i>		177
§ 1 Principes	178	177
§ 2 Etapes	180	178
§ 3 Champ d'observation	183	180

CHAPITRE VI

LES RESULTATS DE L'OBSERVATION

<i>Section I. — LA SYNTHÈSE</i>	185	184
<i>Section II. — LE PLACEMENT :</i>		186
§ 1 Les diverses propositions possibles	188	186
§ 2 La décision de placement	192	191

CHAPITRE VII

RAYONNEMENT DU CENTRE

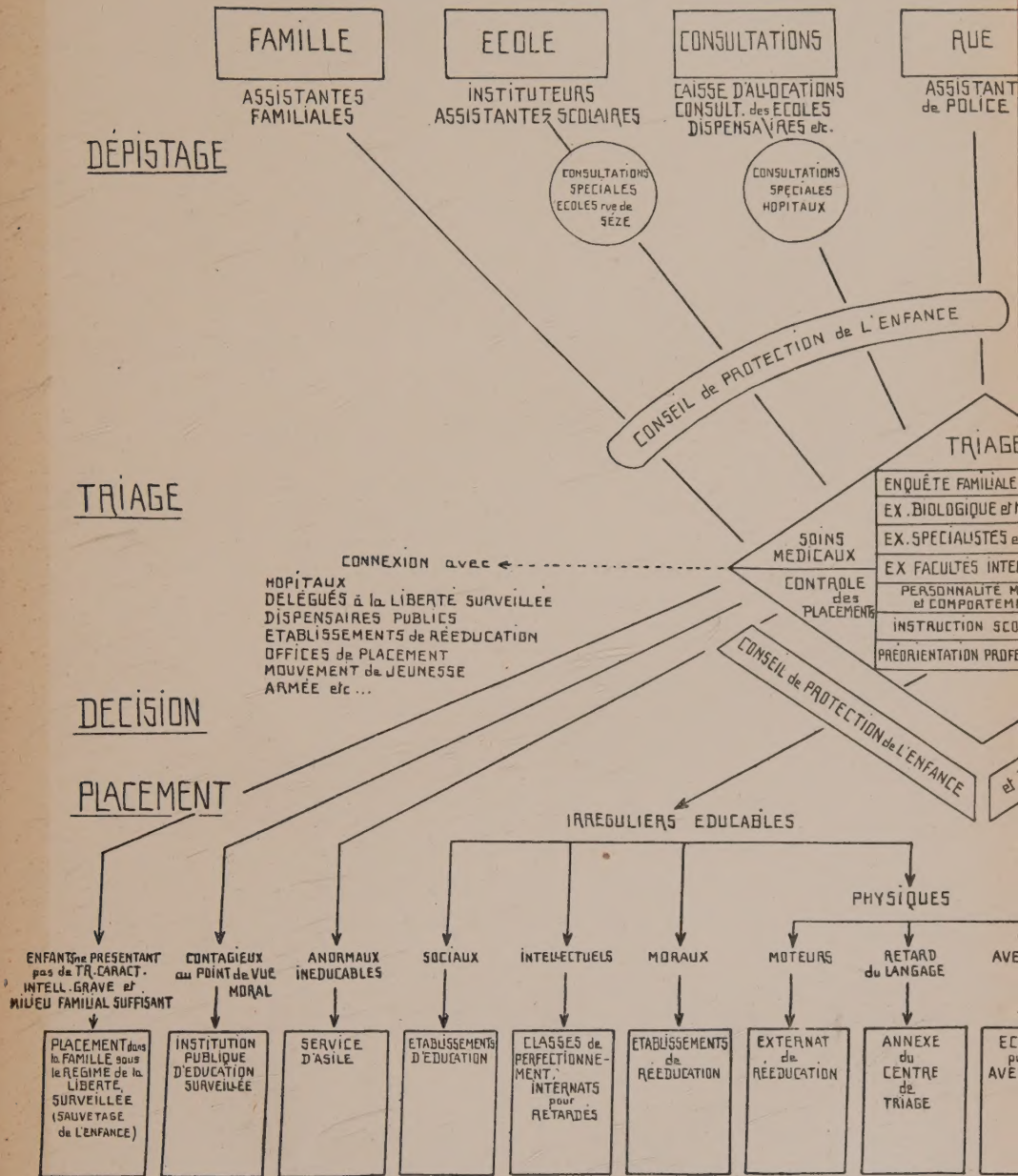
<i>Section I. — LE CENTRE INSTRUMENT D'ÉDUCATION. L'ÉCOLE</i>		195
DES CADRES :		
§ 1 La formation	197	196
§ 2 L'information	201	200
<i>Section II. — LE CENTRE INSTRUMENT DE CONTRÔLE</i>	202	201
<i>Section III. — LE CENTRE INSTRUMENT DE RECHERCHES</i>	206	203
CONCLUSION	208	205

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
GILBERT GIDEL

Vu, Le Doyen :
G. RIPERT

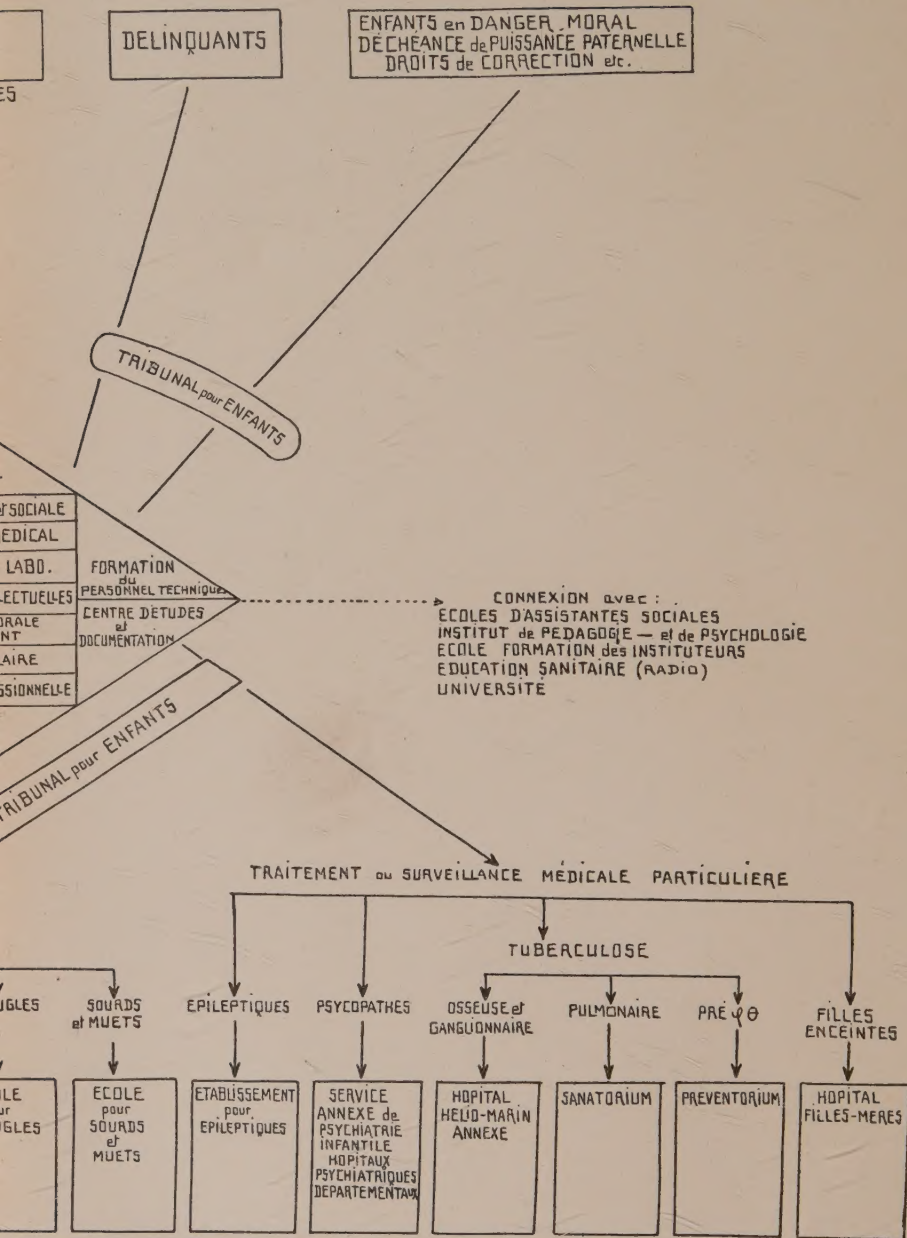
Vu, le Président :
H. DONNEDIEU DE VABRES

TABLEAU du FONCTIONNEMENT de L'ASSISTANCE DELINQUANTS, PRÉDELINQUANTS, MORAL



PATRONAGE, HOME de SEMI LIBERTÉ, OFFICE de

LES ENFANTS IRRÉGULIERS ÉVENTUELLEMENT ABANDONNÉS



PLACEMENT pour les JEUNES LIBÉRÉS

